

NECESSITES

d'un

RETOUR A LA TERRE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée le 7 Juin 1941

PAR

Robert MALLET

JURY DE LA THÈSE :

Président	.MM. Louis BAUDIN, <i>Professeur.</i>
Suffragants	{ LHOMME, <i>Professeur.</i>
	{ MARCHAL, <i>Professeur.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1941

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

NECESSITES d'un RETOUR A LA TERRE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée le 7 Juin 1941

PAR

Robert MALLET

JURY DE LA THÈSE :

Président	.MM. Louis BAUDIN, <i>Professeur.</i>
Suffragants	{ LHOMME, <i>Professeur.</i>
	{ MARCHAL, <i>Professeur.</i>

P A R I S
LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20

1941



PREAMBULE

S'il est une formule dont on use à notre époque et même dont on abuse, c'est bien celle de « Retour à la Terre ». Elle évoque en nous le plus souvent le tableau facile de l'ouvrier désenchanté regagnant son village natal et reprenant, le sourire aux lèvres, la tâche paysanne. Sous l'apparente simplicité de cette imagerie d'Épinal, sous cet aspect systématiquement optimiste, se cache en réalité l'un des problèmes les plus graves de notre siècle, pour ne pas dire l'un des plus angoissants.

Parler de retour à la terre c'est supposer *a priori* deux vérités élémentaires : l'abandon des campagnes et le besoin d'y revenir. Entre ces deux attitudes diamétralement opposées — l'une point de départ et l'autre aboutissement d'un même processus logique — s'intègre l'enchaînement des faits et des idées qui explique le passage d'une réalité à l'autre. Cet enchaînement constitue le nœud du problème, c'est lui qui sera le principal objet de notre étude.

Pourquoi l'homme après avoir éprouvé le désir de quitter la terre éprouve-t-il celui d'y retourner ? Est-il chassé malgré lui de la ville ou l'abandonne-t-il spontanément ? Y a-t-il eu contrainte de la nature, ou expression indépendante de la pensée spéculative ? Faut-il y voir le libre jeu des lois économiques ou au contraire la réaction de l'homme contre ces lois déchaînées ? Quelles sont en somme les causes du Retour à la Terre ?

A ces questions, nous ne pouvons répondre que si nous assignons au terme « Retour à la Terre » un sens précis, si nous en délimitons avec exactitude la portée, car il y a plusieurs façons de le comprendre et selon qu'on lui attribue telle ou telle définition il est possible de nier l'existence ou d'affirmer la réalité du fait qu'il exprime.

Le Retour à la Terre pris au sens littéral des mots, doit se traduire incontestablement par un déplacement de

population. Après l'exode rural se produit ce qu'on peut appeler « le contre-exode rural ». Un mouvement inverse du précédent prend naissance qui incite les citadins à désertier les villes pour regagner la campagne. Il s'agit là d'un retour effectif, matérialisé par une migration et synthétisé par des chiffres. Cette conception est la nôtre.

Mais on peut concevoir le Retour à la Terre avec des vues plus larges, en lui donnant un sens extensible. Retour à la Terre devient alors synonyme de « Retour à une politique en faveur de la Terre ». Il y a eu tendance à délaissier les questions agricoles, il y a maintenant tendance opposée : les esprits surtout préoccupés d'industrie ou insuffisamment occupés d'agriculture opèrent un revirement, ils se déplacent dans le monde des doctrines. Il est bien évident que cette évolution intellectuelle n'est pas forcément accompagnée d'un déplacement de population alors que ce déplacement lui-même ne peut être envisagé sans une évolution intellectuelle.

De cette interpénétration des deux conceptions ont résulté bien souvent des erreurs de diagnostic, et l'on a vu qualifier de « Retour à la Terre » des phénomènes collectifs qui n'ont été en réalité que des mouvements d'opinion.

C'est pourquoi il nous a semblé utile, avant d'étudier le problème au xx^e siècle, de jeter un rapide coup d'œil sur les siècles passés afin de savoir si le Retour à la Terre est véritablement une nécessité moderne ou si — au contraire, au cours des âges et dans des circonstances économiques différentes, cette même nécessité ne s'est pas déjà fait sentir. Au cas où cette deuxième hypothèse se vérifierait, nous en ferons ressortir les caractéristiques essentielles pour mieux comprendre en quoi le problème actuel, même s'il a eu des précédents, se distingue de tous les autres par ses données originales.

Nous étudierons ensuite le Retour à la Terre dans le monde et à notre époque, en prenant pour exemples les pays qui nous en offrent les cas les plus typiques. Nous mettrons en évidence les différents mobiles d'action des hommes dans leur changement d'attitude et les diverses

réalisations qu'un tel changement a provoquées. Nous soulignerons le lien étroit qui unit les mobiles et les réalisations en vertu de leur rapport normal de cause à effet, et nous nous demanderons — chiffres en mains — si les effets ont finalement correspondu aux causes, c'est-à-dire, si le Retour à la Terre au nom duquel tant de mesures ont été prises a été ce qu'on voulait qu'il fût.

Notre conclusion sera un essai de mise au point autorisé par les études précédentes. Tirant un enseignement des expériences tentées et des résultats obtenus, nous indiquerons dans quelle forme de Retour à la Terre la France de 1941 doit mettre ses espoirs, sans oser prétendre que les nécessités les plus impérieuses sont celles auxquelles on obéit le plus facilement.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIERE PARTIE

LE RETOUR A LA TERRE
FAIT HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DANS L'ANTIQUITE

SECTION I

A Athènes

Les premiers artisans de la grandeur des cités grecques sont les paysans et ce n'est guère qu'à partir du iv^e siècle avant Jésus-Christ qu'ils perdent leur rôle de premier plan dont héritent les marchands et les marins. Nous ne parlerons pas de Sparte qui demeure le type de la cité guerrière et où les questions économiques ne connaissent qu'une importance minime. Athènes, au contraire, nous offre le spectacle d'une nation essentiellement caractérisée par une intense activité économique qui la fait évoluer de l'agriculture indigène au commerce international.

Au viii^e siècle avant Jésus-Christ, la plupart des citoyens athéniens vivent sur leur terre ou de leur terre. L'amour du sol reste vivace en Grèce, même aux temps les plus glorieux de sa prospérité maritime, et il est chanté tout au long de sa littérature, d'HOMÈRE à THÉOCRITE. Prenons à témoin XÉNOPHON qui fait dans l'*Economique* l'éloge de l'agriculture (1) : « Le travail des champs est « une source de plaisirs pour le corps et pour l'esprit une « école de vertu. C'est la profession la plus honorée parce « qu'elle donne à la société ses meilleurs citoyens, c'est « aussi la plus utile, celle qui procure la plus large « aisance... ».

Mais malgré cet attachement de principe au sol, malgré ces louanges décernées à l'agriculture, du domaine de la poésie plus que de celui de l'économie, la Grèce — dans les faits — au fur et à mesure de son émancipation

(1) Xénophon, *Economique*, V, 8.

néglige de plus en plus le travail de la terre. Cela tient d'abord à une répartition très inégale de la propriété : les nobles ont accaparé presque toute la fortune immobilière et font cultiver sans ménagement par les humbles leurs immenses domaines. Cela tient ensuite à la condition misérable des petits propriétaires ruraux ; les denrées agricoles que les navires rapportent en quantités considérables de tous les pays producteurs font que les produits du sol grec ne paient pas le paysan de sa peine (2). Au contraire, tout ce que le paysan achète en ville lui revient très cher parce que les objets dont il a besoin sont fabriqués avec des matières d'importation qui laissent une part de bénéfice entre les mains de nombreux intermédiaires (3).

Aussi voit-on se dessiner dès le vi^e siècle un mouvement vers les villes, où tous ceux que la terre n'a pas pu nourrir viennent chercher une occupation moins pénible et plus rémunératrice ; et cette occupation, ils la trouvent, soit dans le commerce, soit dans l'industrie.

Aux v^e et iv^e siècles avant Jésus-Christ, le commerce athénien devient florissant. Athènes règle le marché universel, elle achète où elle veut, vend à qui lui plaît, opère à sa guise la division internationale du travail (4). Tout ce qu'il y a de meilleur en Sicile et en Italie, en Egypte, en Lydie, au Pont, au Péloponèse, en n'importe quel pays, tout cela afflue au Pirée, vaste entrepôt des marchandises mondiales, grâce à la suprématie maritime. Les marchands se flattent de s'enrichir sans rien tirer du sol de l'Attique et de n'être tributaires que de la mer. Conséquence logique, l'industrie à son tour se développe intensément. Elle prend même une importance économique et sociale telle que SOCRATE quand il indique la composition de l'Assemblée athénienne, avant de mentionner les laboureurs et petits commerçants, énumère foulons, cordonniers, maçons, ouvriers en métaux.

(2) Nous avons connu en France une situation comparable après la guerre 1914-18, quand notre marché fut envahi par les blés américains.

(3) Glotz, *Hist. Grecque*, t. I, p. 236.

(4) Glotz, *Le Travail dans la Grèce ancienne*, Alcan, 1920, p. 300 et s.

Le peuple des artisans peut former la majorité politique. Le commerce maritime porte au loin les produits fabriqués en Grèce où l'art est consacré par la mode et la réputation. On échange par exemple les poteries contre les blés scythes (5).

Il y a donc en Grèce à l'époque hellénistique un exode rural caractérisé provoqué à l'origine par les inégalités sociales et entretenu ensuite par la prospérité économique des villes.

Aucun effort n'est-il tenté pour enrayer le mal ? — Car c'en est un certainement, et les esprits avisés l'ont compris, comme XÉNOPHON qui écrit : « Dès que l'agriculture va « bien, tous les autres arts fleurissent avec elle ; partout « où la terre est en friche, presque tous les autres périssent « et sur terre et sur mer » (6).

La désertion des campagnes est liée intimement à la mauvaise répartition des terres. C'est pourquoi dès le VI^e siècle, le sage SOLON s'efforce de diviser le sol, de le mobiliser en créant un droit successoral capable d'opérer le partage des patrimoines et de faire obstacle au retrait lignager.

Mais le seul véritable promoteur d'une politique agraire à Athènes est PISISTRATE, si nous nous en référons au témoignage des auteurs grecs anciens, et à celui des historiens modernes qui, tels que Gustave GLOTZ, n'hésitent pas à employer, peut-être un peu à l'aventure, l'expression « retour à la terre » pour qualifier la série de mesures systématiques prises par PISISTRATE en vue de récupérer « la « solide et raisonnable classe de campagnards » (7).

Il dispose des biens communaux, morcelle les plus grands domaines, organise le crédit agricole en consentant des prêts d'argent aux cultivateurs nécessiteux (8). Il pousse surtout les oisifs de la ville à se disperser dans les

(5) *Op. cit.*, p. 314.

(6) Xénophon, *Economique*, V, 17.

(7) G. Glotz, *Hist. Grecque*, t. I, p. 432.

(8) Aristote, *Constitution d'Athènes*, XVI, 2.

hameaux lointains pour fournir à la culture les bras qui lui manquent (9). Il encourage la culture de la vigne susceptible de remplacer celle du blé devenue peu profitable. Pour empêcher les paysans de descendre trop souvent à la ville et d'y perdre leur temps, il institue des juges itinérants chargés de mettre la justice à leur disposition dans les régions les plus éloignées. Lui-même part fréquemment en tournée pour inspecter les travaux agricoles et vider les différends.

A notre avis, on ne peut parler sérieusement d'un Retour à la Terre en Grèce. L'essai de Pisistrate, le seul que l'on ait enregistré dans son histoire, demeure dans le vague. Il est le fait d'un homme davantage préoccupé de s'attirer les suffrages d'un prolétariat mécontent que de réaliser un équilibre économique. Quant aux résultats de cet essai, nous devons admettre qu'ils sont décevants puisque, moins de cinquante ans après, la disette d'hommes n'a jamais été aussi grande dans les campagnes grecques et provoque une nouvelle reconcentration du sol morcelé. Le paupérisme agraire sévit, la terre est irrémédiablement désertée. En Thessalie, plusieurs villes achètent des terrains pour les allotir, mais on a beau faire, le territoire de Larissa reste en friche. Les deux tiers de la fertile Eubée sont laissés à l'abandon et les villes envoient des fonctionnaires acheter du blé au loin. La pauvreté de l'agriculture pose le problème vital des approvisionnements : la Grèce est tributaire chaque jour davantage des pays étrangers pour sa subsistance. Aussi l'Etat est-il obligé de se faire lui-même marchand de blé pour assurer aux citoyens le pain à bon marché en pourvoyant à l'alimentation publique sans réaliser de bénéfice (10).

La décadence économique de la Grèce, qui deviendra vite une décadence politique, est une conséquence de sa désaffection du sol. Une Nation ne saurait impunément mépriser les **ressources de la terre** pour ne devenir qu'un

(9) *Op. cit.*, XVI, 9.

(10) G. Gletz, *Le Travail dans la Grèce ancienne*, Alcan, 1920, p. 413.

vaste magasin international, même si elle possède la maîtrise des mers (11). La Grèce, faute d'avoir compris cette vérité, fut la proie facile d'un peuple conquérant.

Il faut croire que l'expérience des autres ne profite pas plus aux Nations qu'elle ne profite aux individus, car les Romains, ainsi que nous allons en juger, ne sauront pas exploiter la leçon que leur offrira leur conquête et périront eux-mêmes quelques siècles plus tard dans une semblable ruine agricole.

SECTION II

A Rome

Jusqu'au III^e siècle avant Jésus-Christ, l'agriculture est florissante à Rome ; c'est la seule source de rapport, la seule activité commerciale. Comme les Grecs, les Romains se plaisent à célébrer les avantages que procure la vie rurale, tous les grands esprits sont d'accord sur ce chapitre, et lorsque CICÉRON écrit : « Parmi les arts productifs, « il n'y a rien de meilleur que l'agriculture, rien de plus « fécond, rien de plus digne d'un homme libre » (12), il est le porte-parole de l'opinion commune. Mais pas plus que les Grecs, les Romains ne sont capables d'empêcher l'évolution économique qui peu à peu fait déchoir leur agriculture.

A partir du III^e siècle, on assiste à une transformation agricole fondamentale. La conquête, en multipliant les pays tributaires provoque l'abondance de l'impôt en nature, c'est-à-dire les entrées de grains que l'Etat écoule à des cours dérisoires. Quand le froment de Sicile se vend à des taux très réduits sur le marché de Rome, le froment de la Campanie et de l'Etrurie ne s'y vendent plus, et les paysans, accablés par cette concurrence insoutenable, préfèrent renoncer aux semailles pour s'adonner à un autre genre de culture. Ils plantent des vignes, des oliviers ou font de l'élevage. Mais le plus souvent, les petits exploitants ne disposent pas du capital nécessaire à l'aménagement des

(11) L'Angleterre au XX^e siècle nous en apportera une nouvelle preuve.

(12) *De lege agraria*.

vignes, des oliveraies ou des basses-cours, et comme l'usure, loin de les secourir, les écrase, le seul parti qui leur reste, s'ils ne veulent pas être prisonniers de leurs terres dans la condition misérable de colons partiaires, est de désertier la campagne pour se fondre dans la plèbe des villes et y vivre d'une existence précaire. Ils cèdent leurs fonds pour un prix infime aux riches qui y incorporent leurs capitaux, y installent une main-d'œuvre servile et s'assurent avec des exploitations horticoles ou des élevages de très gros profits. Des énormes propriétés se constituent de la sorte : la Sicile appartient à une centaine de personnes, il n'est pas rare de rencontrer des citoyens qui possèdent 20.000 hectares.

C'est ainsi que triomphe le régime du latifundium, régime néfaste à la prospérité de Rome (13) qui suppose l'effritement de la classe moyenne rurale et la dépopulation des campagnes.

Loin d'enrayer le mouvement, toutes les conjonctures politiques contribuent au contraire à l'accentuer : le paysan demeuré sur des terres risque la dépossession illégale par les bandes armées, ou légale au profit des vétérans victorieux.

En présence d'un semblable déséquilibre, quelle est la politique des Romains ? Ils emploient deux remèdes :

la colonisation, les lois agraires.

1° *La colonisation.*

Les colonies ont joué un grand rôle dans l'histoire de Rome (14).

Dans l'ordre social, elles permettent d'envoyer loin de Rome des mécontents de l'organisation aristocratique et de les fixer à la terre. Dans l'ordre militaire, les colonies constituent autant de forteresses qui maintiennent les vaincus dans la soumission. Dans l'ordre économique, les colonies assurent la mise en valeur du territoire. Autour d'elles,

(13) Pline a pu écrire « *Latifundia perdidere Italiam* » (*Naturalis historia*).

(14) Sur la question de la colonisation, voir *Le Travail dans le monde Romain*, par Paul Louis, Paris, Alcan, 1912, chap. IX, p. 78 et suiv.

des travaux de dessèchement, d'assainissement, sont accomplis ; des forêts défrichées, des routes tracées. Les champs cultivés selon les coutumes du Latium envoient à Rome l'excédent disponible de leurs productions (ce qui — nous l'avons vu — n'est qu'un avantage très relatif puisqu'en favorisant la plèbe des villes, il ruine la classe rurale).

Les premières colonies sont fondées au iv^e siècle avant Jésus Christ. C'est un sénatus-consulte rendu après l'émission d'un vote populaire qui indique les lieux à occuper, le nombre des colons, l'étendue du territoire à partager, la superficie de chaque lot. D'ordinaire les groupes qui quittent ainsi Rome comprennent environ 1.800 personnes, hommes, femmes, enfants ; le nombre est parfois plus grand. Au iv^e siècle, 1.400 plébéiens sont envoyés à Soca, Alba et Carseoli.

De 334 à 264 avant Jésus-Christ — d'après un historien antique — 65 agglomérations auraient été fondées par la volonté du Sénat et de ce fait, plus de 100.000 personnes auraient été installées dans les régions conquises. De 184 à 44 avant Jésus-Christ, très nombreuses sont les colonies que Rome établit en Italie et dont les principales sont : Pisaurum, Bologne, Parme, Potentia, Modène.

Mais si les colonies souvent prospèrent et servent de bastions en même temps que de marchés, elles ne parviennent pas à reconstituer une petite agriculture, comme le désirent leurs promoteurs. Les colons s'empressent quelquefois de vendre leurs propriétés agricoles pour s'installer commercialement.

On cite même l'exemple de Crémone qui reçoit 6.000 familles en 202 avant Jésus-Christ, lesquelles négocient dès leur arrivée les fonds agricoles qu'on leur a attribués et se dispersent, si bien qu'en 190, on doit renvoyer 6.000 nouvelles familles (15).

HORACE, VIRGILE, MARTIAL, JUVÉNAL célèbrent tous les bienfaits de cette petite propriété rurale et s'étonnent que la plèbe ne se sente pas davantage attirée par elle. Mais la

(15) *Op. cit.*, ch. XI, p. 226.

plèbe romaine est semblable à celle d'Athènes, semblable aux masses populaires du xx^e siècle pour lesquelles les charmes de la cité sont plus convaincants.

Cette colonisation constitue-t-elle un Retour à la Terre proprement dit ? Sont-ce les citadins sans emploi (car les villes de l'antiquité en regorgent et nous n'avons pas sur ce chapitre le privilège de la nouveauté), sont-ce des familles d'artisans dans le besoin que l'on envoie fonder ces colonies ? Ne faut-il pas penser plutôt que ce sont les familles paysannes, chassées de la terre par les latifundia ou lassées de leur condition misérable, qui forment le noyau des éléments colonisateurs ?

La deuxième hypothèse est la plus vraisemblable.

Les textes ne nous renseignent guère à ce sujet, mais nous savons de source sûre que la population des villes est réfractaire à ces exodes tandis que les paysans ruinés préfèrent s'expatrier pour retrouver un sol que végéter dans une ville inhospitalière.

La colonisation agricole romaine nous semble — jusqu'à preuve du contraire — constituer un cas de déplacement de population agricole et non celui d'un retour à la terre.

2° *Les lois agraires.*

Reste à savoir maintenant si les lois agraires romaines — second remède employé contre le déséquilibre économique et social — ont provoqué un contre-exode rural (16).

Les premières lois agraires d'importance, les lois liciniennes (196 av. J.-C.) interdisent à quiconque de posséder plus de 500 arpents « d'*ager publicus* », c'est-à-dire de territoire pris aux vaincus, et de faire paître sur ces terres plus de 100 têtes de gros bétail, ou plus de 500 têtes de petit bétail. Elles obligent les propriétaires à entretenir sur leurs domaines un certain nombre d'hommes libres. Les terres retirées à ceux qui possèdent plus de 500 arpents,

(16) Cf. *Des lois agraires chez les Romains*, par Antonin Macé, Paris, Humbert, 1846, p. 250 et suiv.

sont distribuées aux pauvres à des conditions équitables. Mais les heureux effets de ces mesures ne se font pas sentir longtemps et les textes tombent vite en désuétude sous l'influence d'une aristocratie toute puissante.

TIBERIUS GRACCHUS, nommé Tribun en 134 avant Jésus-Christ, profite de ses prérogatives pour restaurer les lois liciniennes en les corrigeant dans un sens modérateur susceptible de les mieux faire accepter. Les détenteurs des terres de l'*ager publicus* garderont 250 arpents pour chacun de leurs enfants mâles non encore émancipés, une indemnité leur sera allouée en compensation des dépenses utiles accomplies par eux sur le fonds qui leur sera enlevé. Les terres recouvrées seront distribuées aux pauvres par lots inaliénables ne comportant aucune redevance, à raison de 7 hectares par famille.

Le Tribun pense ainsi redonner à la République le peuple de paysans qui a fait sa grandeur. Il croit, en effet, avec CATON, que « c'est des laboureurs que naissent les « hommes les plus robustes, les soldats les plus braves et « que ceux qui sont occupés à ces travaux ne sont jamais « des malpensants » (17).

Malgré la modération et l'esprit de justice dont est animée la réforme de TIBERIUS, l'aristocratie s'insurge contre lui et la plèbe ne le soutient pas. Il périt assassiné. En 123 CAIUS GRACCHUS nommé Tribun à son tour, veut reprendre l'œuvre de son père sur des bases plus amples, mais il ne peut venir à bout des résistances du patriciat. Finalement la loi THORIA, de 111, consacre le triomphe des accaparements de l'aristocratie et transforme en propriété la simple occupation de fait qui était exercée jusque-là.

Les tentatives de « déconcentration agraire » du 1^{er} siècle avant Jésus-Christ échouent, de même que celles de CÉSAR.

Rome est entraînée irrémédiablement vers un déséquilibre économique. L'exode rural, tempéré momentanément par les réformes agraires, reprend avec plus de virulence

(17) Cité par Albert Malet, *L'Antiquité*, Hachette, Paris, 1922, p. 356.

dès que celles-ci n'ont plus cours. Il achemine Rome vers sa perte.

VARRON (au 1^{er} siècle avant J.-C.), se lamente (18) :
 « Maintenant, les pères de famille abandonnant leurs
 « champs et leurs charrues, se sont presque tous glissés
 « dans Rome et aiment mieux se servir de leurs mains au
 « cirque et au théâtre qu'à la vigne et aux labours... »

En certains endroits, les empereurs essaient d'arrêter l'exode en réduisant la contribution foncière ; peine perdue, les ruraux s'enfuient ou laissent dépérir leurs cultures.

Les causes de dépopulation des campagnes, après avoir opéré dans presque toute l'Italie s'exercent sur le pourtour de l'Empire (19).

En Italie, SÉNÈQUE nous montre la Lucanie vide de paysans. En dehors d'Italie, PLUTARQUE déplore la dépopulation grecque. Il en est de même en Asie-Mineure. Les masses rurales sont absorbées par les villes qui ne cessent de s'accroître. Sans même parler de Rome, véritable fourmilière humaine pour l'époque (20), dans toutes les provinces, des cités anciennes ou nouvellement érigées deviennent des centres d'attraction et renferment dans leurs murs des myriades d'immigrants. Jusqu'au III^e siècle de notre ère, le phénomène de concentration urbaine existe.

Les lois agraires n'ont donc, pas plus que la colonisation agricole, opéré de « Retour à la Terre ». Leur intention est politique et sociale avant d'être économique, et en cela elles se rapprochent des lois de Solon ou de Pisistrate. Elles ont peut-être abouti, dans les cas les plus favorables, à une meilleure répartition des terres entre les paysans, mais elles n'ont jamais provoqué une migration vers la campagne des populations entassées dans les villes.

Quant aux assignations de terres aux vétérans, qui se sont succédées depuis les guerres de MARIUS et de SYLLA,

(18) Varron, *de Re-Rustica*, II, proem., 3, 4.

(19) Paul Louis, *Le Travail dans le monde romain*.

(20) Les historiens évaluent la population de Rome de 1 à 4 millions d'habitants. Celle d'Alexandrie à 800.000 habitants et celle de Jérusalem à 600.000 habitants.

jusqu'à celles d'OCTAVE et d'ANTOINE et qui ont nécessité des expropriations en masse, elles n'aboutissent nullement à un « Retour à la Terre » comme on le croit trop souvent ; car les soldats, pour la plupart inaptes aux travaux agricoles et déshabitués des gros labeurs, n'ont rien de plus pressé que de revendre les exploitations qu'on leur a attribuées.

Il faut atteindre le terme de l'histoire romaine pour enregistrer un mouvement véritable de Retour à la Terre, et ce mouvement a ceci de particulier qu'au lieu d'être encouragé par les pouvoirs publics, il est combattu par eux (21).

Au iv^e siècle de notre ère, l'Empire est en train d'agoniser et essaie vainement par des mesures despotiques de se raccrocher à la vie. Les villes se dépeuplent à leur tour au profit des campagnes. Les artisans s'enfuient des chefs-lieux où ils sont molestés par l'administration, écrasés par le fisc, astreints à des obligations de toutes sortes, toujours croissantes.

L'industrie périclité. Le négoce se raréfie dans les agglomérations sur lesquelles fondent à intervalles de plus en plus fréquents les cohues barbares en quête de vivres et de jouissances. Ce mouvement de retour à la terre est spontané. La carence des pouvoirs publics devient chaque jour plus grande, aussi les individus, ne se sentant plus protégés par eux, éprouvent-ils le désir de revenir au sol où ils espèrent trouver plus de sécurité. Ils s'y fixent comme colons, voire même comme serfs de la glèbe. Les Empereurs — en vain — veulent enrayer ce reflux et non seulement menacent les fugitifs mais vont jusqu'à les châtier. VALENS et VALENTINIEN I^{er} traquent même les ouvriers en rupture d'obligation et établissent des pénalités contre leurs receleurs. Ce mouvement vers la terre coïncide avec une restriction du peuplement et un accroissement du célibat, ce qui prouve bien qu'il est en dehors de la norme et

(21) Cf. *Le Travail dans le monde romain*, Paul Louis, chap. III, p. 290. Louis Alcan, 1912.

qu'il n'est que l'image terminale d'une civilisation décomposée. Le peuple comprend d'instinct que dans la terre est son salut, mais les chefs sont à ce point aveugles qu'ils entravent le mouvement dans lequel résiderait leur seule chance de maintien.

Nous avons voulu noter ce phénomène de retour à la terre spontané pour deux raisons : d'abord parce que l'histoire ne nous en offre aucun autre exemple, il est unique en son genre. Il est en tout cas à Rome le seul dont on ne puisse contester l'existence et il est justement le seul qu'on ait voulu éviter. Mais nous avons voulu le noter surtout parce que c'est en lui que trouve son origine l'économie spécifiquement agricole du Moyen-Age.

CHAPITRE II

AU MOYEN-AGE

Le Moyen-Age, cette longue succession de siècles qui n'a pas encore fini de nous livrer ses secrets, se présente, entre la déchéance d'une civilisation et l'essor d'une nouvelle, non pas comme une période d'obscurité et de régression, mais comme un temps de transition nécessaire et de féconde gestation. Le Moyen-Age est une suite ininterrompue de luttes : lutte de l'homme contre l'homme pour l'acquisition d'un nouvel ordre politique, lutte de l'homme contre la nature pour l'accession à un nouvel équilibre économique. Les conquêtes guerrières sont accompagnées de conquêtes pacifiques. Les conquérants, ce sont autant les défricheurs que les soldats et, bien souvent, le soc de la charrue est plus puissant que le glaive.

Peut-on parler de retour à la terre au Moyen-Age, sous prétexte que les peuples qui vivent cette période ne sont que des peuples agriculteurs ? Peut-on même parler d'un retour à une politique en faveur de la terre ?

Non. Car il ne peut s'agir de retourner à un sol qu'on n'a jamais abandonné, pas plus qu'il ne peut s'agir de revenir à une politique en faveur d'une terre qui n'a jamais été l'objet d'aucune politique. Il s'agit simplement de s'adapter à la réalité, et la réalité la voici : depuis le déclin de l'Empire romain qui a coïncidé — nous l'avons vu — avec un retour spontané des peuples vers les campagnes, la terre est l'unique source de la subsistance et la seule condition de la richesse dans une société où prévaut l'économie naturelle. De la mise en valeur de la terre dépendent le progrès économique qui commence à se dessiner et l'évolution sociale qui s'annonce. Ainsi s'explique cette rage de défricher, ce désir inlassable de conquérir

sur la nature un humus encore vierge pour le livrer à la charrue.

La colonisation agricole qui s'ébauche au ^{vii}^e siècle, qui atteint son point culminant au ^{xiv}^e siècle, et qui se poursuit jusqu'à la Renaissance, est la grande préoccupation des siècles qui suivent les invasions et l'établissement des Barbares, elle est un des faits capitaux de l'histoire du Moyen-Age, et elle a pour l'orientation de la société médiévale des conséquences décisives, mais elle ne doit pas être confondue avec un Retour à la Terre.

Elle correspond seulement à une exploitation plus complète et plus rationnelle des ressources qu'offre la terre. On demande à celle-ci tout ce qu'elle est capable de procurer, tout ce que les hommes ne lui ont pas encore demandé et dont ils ont besoin maintenant que leur nombre s'est accru et s'accroît sans cesse.

Les colons, ce sont d'abord les envahisseurs barbares que l'on s'est efforcé de fixer au sol pour éviter leurs migrations dévastatrices. Ce sont ensuite et surtout les moines qui dirigent d'énormes travaux de défrichement et d'assèchement exécutés sous leurs ordres par les masses paysannes (1). Ceux qui s'installent sur les terres mises en état n'ont pas fui les villes pour la bonne raison que les villes, au sens large du mot, n'existent plus (2), (sauf en Italie méridionale et dans la Vénétie où l'activité municipale a été entretenue grâce au trafic byzantin (3). Ils viennent des régions où l'agriculture est moins favorable,

(1) Par exemple, on voit les Templiers et les Cisterciens entreprendre avec l'aide de véritables « Syndicats de Paysans » la conquête sur la mer et les marécages, de toutes les terres basses de notre littoral de la Manche et de l'Atlantique, depuis les molières (terres mouillées) du Marquenterre jusqu'aux marais du Bas-Languedoc. Sur ce point, voir Paul Boissonnade, *Le Travail dans l'Europe Chrétienne du Moyen-Age*, Paris, Alcan, 1921, p. 80 et suiv., p. 283 et suiv.

(2) Les cités ne sont plus que les centres anémiés des administrations ecclésiastique et domaniale.

(3) La partie de l'Europe orientale soumise aux Empereurs byzantins et qui est l'héritière directe des traditions romaines connaît jusqu'au ^{xi}^e siècle une économie moins exclusivement agricole que le reste de l'Europe, mais à partir du ^{xi}^e siècle l'Occident évince l'empire d'Orient et exerce son influence jusque dans les régions où a prédominé celle de Byzance.

ou bien ils sont issus de ces familles paysannes prolifiques dont les enfants sont trop nombreux pour tirer leur subsistance de la terre qu'ils exploitent. La colonisation agricole n'entraîne qu'un déplacement de population rurale. Il y a changement de résidence sans changement de métier.

On peut dire que jusqu'au xii^e siècle toutes les classes de la population, depuis l'Empereur qui n'a d'autres revenus que ceux de son domaine foncier, jusqu'au plus humble des serfs, vivent directement ou indirectement des produits du sol, soit qu'ils les suscitent par leur travail, soit qu'ils se bornent à les percevoir et à les consommer. La richesse mobilière n'a plus d'usage économique. Toute l'existence sociale est fondée sur la propriété ou sur la possession de la terre. L'armée ne se recrute plus que parmi les détenteurs de fiefs, et les fonctionnaires sont tous de grands propriétaires.

Mais à partir du xii^e siècle, l'économie générale se transforme (4). On assiste à un renouveau de l'activité commerciale et industrielle, en même temps qu'à une nouvelle concentration urbaine. On enregistre un net progrès dans la production agricole, une amélioration de la circulation monétaire et du crédit, un développement des marchés et des foires (5), un essor du trafic maritime. Des marchands recommencent à sillonner l'Europe et la place que cités et bourgs leur offrent n'est pas suffisante, car leur nombre croît vite au fur et à mesure que la circulation s'intensifie, d'où la nécessité de créer en dehors des enceintes protectrices des bourgs nouveaux, des faubourgs (c'est-à-dire bourgs du dehors, *foris burgi*).

L'afflux des marchands aux endroits favorables a bientôt provoqué aussi l'afflux des artisans. Les industries

(4) En ce qui concerne la transformation de l'économie au Moyen-Age, consulter :

1^o *Histoire du Moyen-Age*, tome VIII, par Henri Pirenne, Gustave Cohen, Henri Focillon, Presses Universitaires de France, 1933, chap. III.

2^o *Le Travail dans l'Europe Chrétienne au Moyen-Age*, par Paul Boissonnade, Paris, Alcan, 1921, chap. VI et X.

(5) Jusqu'à présent, les paysans n'ont produit que pour eux, maintenant les voilà sollicités par la nouvelle classe des « bourgeois ».

pratiquées dans les campagnes se transforment en industries urbaines (6). Le mouvement de concentration urbaine se développe même avec une rapidité extraordinaire. Presque toutes les cités de l'Europe Chrétienne se constituent ou renaissent. La ville devient un organisme jeune et vigoureux, avide de recevoir un sang nouveau, où la fonction économique prime toutes les autres. Soucieuse de s'enrichir de capital humain ou de main-d'œuvre, l'ensemble de la communauté urbaine concède la jouissance de ses droits et de ses privilèges aux paysans, serfs et vilains, aux artisans, aux marchands qui viennent se réfugier dans son enceinte. Elle exerce légalement ce droit d'accueil. Pour être admis à la jouissance entière des privilèges de la bourgeoisie, il suffit de résider un an et un jour dans la ville, d'y contracter mariage, d'y posséder un immeuble de prix peu élevé ou seulement un cens ou une rente qui puissent servir de garantie en justice. La communauté accepte même les « manants », c'est-à-dire les immigrants dénués de ressources qui ne lui apportent que leurs bras, et leur concède les droits civils, sans les soumettre aux droits politiques (7).

La masse rurale est d'autant plus attirée par les villes que sa condition d'existence est assez misérable. Elle ne jouit d'aucune liberté politique et se trouve soumise à une juridiction sévère. Les vilains qui, par le nombre, forment la majorité écrasante, ne jouent en fait qu'un rôle purement passif. Acquérir le droit de cité équivalait pour eux à gagner la liberté.

Une autre raison de cette attirance vers les villes, nous la retrouvons à toutes les époques, sous toutes les latitudes ; c'est le goût du travail moins ardu et du gain plus facile. Au Moyen-Age on s'enrichit particulièrement vite dans le commerce, et cela se comprend : à une époque où

(6) Citons comme exemple la région flamande : la fabrication des draps qui y a d'abord été pratiquée à la campagne, émigre d'elle-même vers les lieux de vente qui s'offrent à ses produits. Les tisserands y trouvent la laine importée par les marchands ; les foulons et les teinturiers, le savon et les matières colorantes.

(7) *Op. cit.*, p. 240 et suiv.

les famines locales sont continuelles, il suffit de se procurer une très faible quantité de grains à bon compte pour réaliser des bénéfices fabuleux.

La population rurale est aspirée par les villes qui deviennent de nouveau d'énormes agglomérations. Au ^{xiii}^e siècle Palerme a 500.000 habitants, Venise, Milan, Paris, plus de 100.000. Douai, Lille, Ypres, Gand, Bruges, en comptent près de 80.000 et Londres 45.000. On estime que près d'un dixième de la population de l'Occident s'est porté vers les cités. L'émancipation des milliers d'hommes qui forment les classes commerçantes et industrielles et auxquelles est due cette merveilleuse expansion de la vie urbaine est un des événements capitaux de l'Histoire.

Nous assistons donc dans la première partie du Moyen-Age à une intégration complète de l'homme au sol et dans la deuxième partie à un exode rural massif qui est le point de départ de cet immense mouvement d'abandon des campagnes dont les conséquences funestes obligeront le ^{xx}^e siècle à revenir à la Terre.

CHAPITRE III

AU XVIII^e SIECLE

Il faut attendre le XVIII^e siècle pour observer un véritable mouvement en faveur de la terre. Ce mouvement s'explique parce que les siècles qui l'ont précédé ont connu une désaffection progressive du sol, un relâchement des liens qui unissent l'homme à la nature. C'est une réaction contre la politique économique issue de la Renaissance et des bouleversements provoqués par la découverte des nouveaux mondes, politique basée presque uniquement sur le commerce et l'industrie au détriment de l'agriculture. Elle fut pratiquée par tous les Etats et revêtit des aspects différents selon qu'elle donna la préférence à tel ou tel principe : métallisme espagnol, industrialisme français ou commercialisme anglais (1). L'Espagne s'efforça d'agir directement sur les métaux précieux en les attirant et en les empêchant de sortir lorsqu'ils étaient entrés ; elle thésaurisa. La France (2) et l'Angleterre, elles, qui n'avaient pas de mines d'or et d'argent n'eurent qu'un but : vendre plus qu'elles n'achetaient aux autres nations, de manière que la balance du commerce leur fût favorable. Le moyen principal employé pour y parvenir fut, pour l'une l'industrie, c'est-à-dire la production, et pour l'autre, le commerce, c'est-à-dire, le trafic.

Cette doctrine résolument « mercantile » conquit toute l'Europe. Cromwell en Angleterre, Pierre-le-Grand en Russie, et surtout Colbert en France, en furent les plus ardents promoteurs. Les premiers résultats furent plus

(1) Cf. Louis Baudin, 1937-38, *Précis d'histoire des doctrines économiques*, p. 26.

(2) Sur la question de l'industrialisme français, voir Levasseur, *Histoire du commerce de la France*, 2 vol., Paris, 1910.

qu'encourageants. Le monde connut une ère de prospérité incroyable et les peuples, reniant leurs origines terriennes, se livrèrent sans frein à l'industrie et au commerce qui leur procuraient des profits dépassant de beaucoup tous ceux que le sol le plus fertile aurait pu leur rapporter.

Mais on ne néglige pas impunément la terre — pas plus dans l'Antiquité qu'au XVIII^e siècle — et vint un jour où le mercantilisme fit sentir ses effets néfastes.

Le système de la balance de commerce avait pris un caractère de plus en plus agressif, qui était en contradiction avec une époque d'échanges internationaux grandissants. Les Etats pratiquant tous la même politique, la lutte économique risquait de devenir stérile. D'autre part, la réglementation très stricte qu'imposait l'application du système s'avérait chaque jour plus difficile à maintenir et plus impopulaire. Les pouvoirs publics avaient systématiquement négligé l'agriculture parce que les denrées agricoles, à poids et à volume égaux, ont une moindre valeur que les objets manufacturés, et étant soumises aux influences saisonnières sont produites moins régulièrement. Ils avaient sacrifié volontairement la classe rurale à la classe ouvrière : l'exportation du blé était interdite et son transport, pas plus que sa vente, n'était libre, car on voulait maintenir le bas prix du blé pour éviter la hausse des salaires. On aboutit ainsi à rendre la misère paysanne plus grande et son mécontentement plus inquiétant. Chaque nation ne demandait plus à l'agriculture que son approvisionnement personnel. Ce rôle avait paru secondaire aux économistes de l'époque, mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence : les disettes se multipliaient à travers l'Europe. Le luxe des cités augmentait en raison inverse de la pauvreté des campagnes, les agglomérations s'enflaient démesurément, tandis que les territoires incultes s'étendaient, et que les villages étaient désertés. L'équilibre économique était rompu, il devenait urgent de le rétablir.

De même que le mercantilisme avait été un mouvement général en Europe, de même la réaction gagna tous

les pays dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le mérite de son éclosion revint à l'Angleterre, celui de son épanouissement à la France. C'est en France que se cristallisa la doctrine sous le nom de Physiocratie. Et c'est cette doctrine que les autres nations mirent en pratique.

Notre intention n'est pas d'étudier le mouvement agraire pour lui-même, mais simplement de chercher en quoi il fut un mouvement de retour à la terre.

Suivant un ordre à la fois logique et chronologique, nous examinerons le problème successivement en Angleterre où il se posa d'abord, en France où il fut mis en pleine lumière, et dans les autres nations européennes où il reçut des solutions.

SECTION I

En Angleterre

Ce fut l'Angleterre qui, la première, dès le début du XVIII^e siècle, tourna officiellement ses regards vers la terre. Elle ne le fit pas, poussée par une nécessité impérieuse, sous le coup d'une détresse économique. Jamais, au contraire, sa prospérité n'avait été plus grande. L'excès d'industrialisation qui commençait à nuire aux autres pays ne lui avait encore causé aucun tort et n'était pas près de le faire. Sa situation géographique lui permettait de n'être plus qu'un entrepôt international, une vaste manufacture dont dépendaient les Etats européens davantage qu'elle ne dépendait d'eux.

Ce fut donc — tout anormal que cela puisse paraître — dans le pays qui souffrait le moins de son abandon agricole, que prit naissance le mouvement en faveur de la terre. Le paradoxe s'explique par le désir d'équilibre économique qui se fit sentir chez les économistes anglais (3) surpris de voir une partie des ressources de la nation négli-

(3) En particulier chez Child, Cantillon, Home et Tucker. A ce sujet, consulter Ashley, *Histoire des Doctrines économiques de l'Angleterre*, traduction française 1900, t. I et II.

gée sans raison et qui aboutit à leur faire émettre une nouvelle conception : pourquoi les bénéfices du commerce ne seraient-ils pas employés à l'amélioration de l'agriculture ?... La prospérité de la nation n'en pourrait que s'accroître. Cette conception dont les économistes voulaient tirer une politique générale de l'Etat en vue de l'intérêt commun, avait été adoptée d'instinct dès le xvii^e siècle dans un esprit de lucre et pour leur compte personnel par beaucoup de marchands enrichis.

Ceux-ci avaient été assez avisés pour acheter et faire valoir des propriétés foncières ; mais ces nouveaux gentlemen-farmers ne s'étaient nullement astreints à vivre des fruits traditionnels de terres qui ne présentaient pas à leurs yeux le caractère respectable d'un patrimoine et n'avaient cherché qu'à en tirer le plus de profit possible en leur faisant produire le maximum et aux meilleures conditions.

Il s'ensuivit au début du xviii^e siècle une amélioration des méthodes de culture, et un progrès général de l'agriculture qui devint vite commerciale.

A ce moment la bourgeoisie commerçante et financière menaçant de conquérir définitivement la première place dans l'Etat, l'aristocratie nobiliaire se ressaisit. Encouragée par les nouvelles doctrines économiques prônant la productivité de la terre, elle jugea que le moyen le plus honorable et le plus sûr de restaurer sa puissance — tout en gardant son rang — consistait à améliorer les terres qu'elle avait conservées, afin d'en recueillir un plus fort revenu. Nombreux étaient aussi les gentilshommes qui s'étaient lancés dans des entreprises de draperie ou de brasserie, et qui avaient tout avantage — pour éviter d'onéreux intermédiaires — à récolter eux-mêmes l'orge et le houblon nécessaires à leur fabrication ou à produire leur laine.

Aux conseils de l'intérêt se joignit bientôt les engouements de la mode ; à la passion du chenil et des écuries, succéda celle de l'agriculture. On professa avec conviction l'amour de la nature.

THOMSON, en 1726 (25 ans avant J.-J. ROUSSEAU), célébra dans son poème des *Saisons*, les charmes de la simplicité primitive, et chanta la beauté des lacs, des prairies, des forêts. Le jardin anglais avec ses vallonnements, ses pelouses semées de bouquets d'arbres, son irrégularité systématique, remplaça la systématique symétrie des jardins à la française. Suivant et accélérant le mouvement qui emportait les esprits, les seigneurs anglais ne passèrent plus que quelques mois à Londres et vécurent le reste de l'année sur leurs terres auxquelles ils prodiguèrent mille soins.

Quelques nobles du parti TORY, suspects de fidélité à l'égard de la dynastie déchue, donnèrent le signal de cette espèce d'émigration aux champs. En 1730, un des premiers homme d'Etat du Royaume, lord TOWNSHEND, se brouilla avec le premier Ministre WALPOLE et se retira dans ses domaines du Norfolk où il se consacra à de vastes travaux d'économie rurale. Son exemple fut suivi. L'historien anglais TH. ROGERS l'atteste : « Ce goût gagne toute la « nation. Des habitants de Londres, absorbés cinq jours « par semaine par leur commerce, se firent cultivateurs « les deux autres ; nombre de gens quittèrent leur profes- « sion pour l'agriculture : des médecins, des hommes de « loi, des ecclésiastiques, des marins » (4).

Le Roi GEORGE lui-même, surnommé par le peuple : « le fermier GEORGE », se plut à installer des exploitations agricoles et des élevages où il aimait à séjourner ; il collaborait sous le pseudonyme de Ralph ROBINSON aux *Annales d'Agriculture*, éditées à partir de 1784 par Arthur YOUNG (5). C'est ainsi que les gens de qualité en donnant à la terre leurs loisirs et leur argent contribuèrent à l'achèvement des défrichements en Angleterre, et aux progrès techniques de l'agriculture.

(4) Cf. Th. Rogers, *Histoire du Travail et des Salaires en Angleterre depuis la fin du XIII^e siècle*, traduction française, 1897.

(5) La famille Royale d'Angleterre, fidèle à la tradition, a depuis cette époque entretenu de grands domaines agricoles, des élevages et des haras d'où sont sorties les plus belles espèces reproductives. Elle a toujours voulu donner l'exemple de l'attachement à la terre.

SECTION II

En France

En 1750 l'Angleterre triomphe et son système politique, aussi bien que son système économique, fait l'admiration de l'élite intellectuelle française.

Aux yeux des contemporains, son agriculture prospère passe pour le fondement de sa prospérité générale. (Personne ne se demande si ce n'est pas justement l'essor de son industrie et de son commerce qui a favorisé celui de l'agriculture). Les économistes français persuadés de cette vérité fondamentale, la reprennent pour le compte de la France et bâtissent une théorie nouvelle basée sur la productivité exclusive de la terre.

La doctrine des Physiocrates (6) est suffisamment connue pour qu'il nous soit permis de la résumer en quelques mots : il faut se conformer à l'ordre naturel qui est le plus favorable à l'homme. S'y conformer, c'est accorder à la terre l'importance primordiale qui lui revient. La terre est l'unique source de richesse et l'industrie ne peut exister que par elle, aussi bien que le commerce, puisque c'est de son sein que sort toute matière dont vit l'homme. Il faut donc pratiquer une politique exclusivement agricole, l'agriculture procurant seule un revenu net. A part l'agriculture qui a le monopole de la fécondité, les autres branches de l'activité humaine (industrie, commerce) sont stériles.

L'Ecole des Physiocrates dite en son temps des Economistes ou « La Secte » donna le jour à une abondante littérature où les démonstrations scientifiques voisinaient avec les éloges lyriques. On prêchait la nouvelle politique au nom de la Raison, mais on y mêlait les sentiments. La théorie de la circulation des richesses précédait des éloges enflammés de la nature.

(6) Cf. l'ouvrage approfondi qui fait autorité sur la question : *Le mouvement physiocratique en France* (de 1756 à 1770), par Georges Wenlérssæ, 2 vol., Paris, Alcan, 1910.

Si les ouvrages du Docteur Quesnay, le fondateur de la Secte, se maintinrent toujours à un diapason modéré, ceux du Marquis DE MIRABEAU allèrent jusqu'au dithyrambe. Il écrivit : « L'agriculture est un art d'institution divine ; il est visiblement à notre existence ce qu'y est la respiration ; c'est l'art universel, l'art de l'innocence et de la vertu, l'art de tous les hommes et de tous les rangs » (7) et ailleurs : « Aimez, honorez l'agriculture, c'est le foyer, « ce sont les entrailles et la racine d'un Etat » (8).

Des citations de ce genre, nous pourrions en emprunter à tous les économistes de « la Secte » qu'ils se fussent appelés Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours, Le Trosne ou Galiani.

Le goût de l'agriculture se répandit dans toutes les classes de la société, et ne fut plus l'apanage exclusif des économistes. Ou plutôt, chacun devint économiste. Les salons les plus aimables et les plus cultivés regorgèrent de philosophes ruraux. VOLTAIRE raconte les débuts de ce curieux état d'esprit : « Vers 1750, écrit-il, la nation rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras, de « romans, d'histoires romanesques, de réflexions morales « plus romanesques encore et de disputes théologiques sur « la grâce et les convulsions se mit enfin à raisonner sur « les blés » (9). Cela devint une mode, un fanatisme, une maladie : « l'agromanie » (10). « La théorie de cet art, « écrit en 1764 le poète DELILLE, occupe presque autant de « têtes dans les villes que la pratique exerce de bras dans « les campagnes » (11). Le Roi, la famille royale, les Princes, prodiguèrent des marques personnelles de leur sympathie à l'égard de l'agriculture. Louis XV en 1756 fit

(7) Mirabeau, *L'Ami de l'Homme*, 1^{re} partie, ch. VIII, t. I, p. 174-175.

(8) *Op. cit.*, p. 192.

(9) Cité par G. Renard et A. Dulac, *L'Evolution agricole depuis 150 ans*, 2^e partie, p. 260, Paris, Alcan, 1912.

(10) Expression employée par Grimm, *Correspondance*, 1^{er} juin 1762, t. V, p. 90.

(11) Cité par G. Weulersse, *Le Mouvement physiocratique en France*, t. II, p. 152, Paris, Alcan, 1910.

répéter devant lui à Trianon, les expériences de Tillet sur la carie des blés. En 1765, il institua à ses frais des expériences d'étuvage des grains. Dans la Déclaration du 25 mai 1763, le Monarque honora les laboureurs du titre de « portion précieuse de ses sujets », et dans une réponse au Parlement de Paris, il s'intitula « leur père et leur protecteur ». Le 16 juin 1768, le Dauphin mit lui-même la main à la charrue. Devenu Louis XVI, il rédigea un mémoire concernant la destruction des lapins, et se plut à décorer souvent sa boutonnière d'une fleur de pomme de terre.

Les littérateurs et les artistes entretenaient la faveur du public pour tout ce qui, de près ou de loin, concernait « l'unique source de la richesse ». ROUSSEAU se fit l'avocat du retour à la nature. On traduisit les *Saisons* de THOMSON, les *Georgiques* de VIRGILE, l'*Economique* de XÉNOPHON. Les auteurs de théâtre, comme SEDAINE, multipliaient les pièces villageoises, les peintres eux-mêmes, comme GREUZE, orientaient la sensibilité du temps vers les vertus de la vie champêtre.

Le mouvement physiocratique eut donc le rare privilège de posséder les deux éléments essentiels que doit réunir toute doctrine qui vise à sa réalisation : la part de science raisonnée et la part d'enthousiasme généreux. Tout le monde était d'accord : il fallait revenir à la terre. La raison l'imposait et le cœur le conseillait. Mais y revint-on ?

Voyons comment se manifesta la théorie (12).

Le Gouvernement reprit la politique féconde d'Henri IV qui avait formé le projet grandiose de dessécher les marais du Royaume (13). En 1764, il fit bénéficier les dessèchements et assainissements d'une exemption de tous les

(12) Cf. Georges Weulersse, *Le Mouvement physiocratique en France*, t. 2, livre IV, chap. 1^{er}.

(13) Il avait fait appel à l'entrepreneur hollandais Bradley auquel il avait conféré le titre de « maître des digues » et avec qui les propriétaires devaient s'entendre. D'avance il avait déclaré que toutes les terres asséchées et tous les ouvriers qui auraient pris part aux travaux seraient exempts de taille. Ainsi fut conquis sur les palus du Bas-Médoc le district qui porte encore le nom de Petite Flandre.

impôts royaux et même de dime pendant 20 ans. En 1766, il s'attaqua aux friches qui couvraient encore d'immenses étendues en promettant aux défricheurs une immunité complète pendant 15 ans.

Le Gouvernement prit également des mesures politiques susceptibles de contribuer directement au progrès de l'agriculture. En 1760, il institua auprès du contrôle général, sous le nom de Comité d'Agriculture, un corps consultatif comparable à un office d'études et d'informations. Il provoqua dans les provinces la constitution de nombreuses sociétés d'agriculture qui devaient éclairer l'action de ce nouvel organe du pouvoir central. Au sein des assemblées provinciales que créa Necker, le Tiers-Etat des campagnes obtint une représentation égale à celle des villes. En 1784, si obéré qu'il fût, l'Etat distribua 3 millions de secours aux cultivateurs, victime des inondations, et l'année qui précéda l'ouverture des Etats Généraux vit fonder un Grand Prix Royal d'Agriculture qui devait être remis au lauréat par le Monarque en personne.

Des garanties effectives furent accordées à l'exploitation agricole et à la propriété foncière ; citons par exemple des dispenses de droits en faveur des baux de ferme à long terme, des partages de communaux, l'interdiction de la vaine pâture et l'autorisation d'enclôtre prononcées pour plusieurs provinces. L'immunité personnelle et pécuniaire du cultivateur fut favorisée : on abandonna le système des corvées dans plusieurs intendances, on modifia dans un sens moins arbitraire le recrutement de la milice, on atténua la taille... La grande culture, celle que préconisaient les Physiocrates comme étant la plus productive, fut encouragée et fit de gros progrès grâce à l'usage plus étendu des engrais, à l'amélioration de l'outillage, à l'augmentation du bétail, au développement des prairies artificielles et à la modification de l'assolement.

Si nous en croyons Georges WEULERSSE, le savant spécialiste du mouvement physiocratique (14) : « Vers 1762

(14) Georges Weulersse, *Le Mouvement physiocratique en France*, Alcan, Paris, 1910, t. II, Livre IV, p. 158.

« un mouvement général de retour des propriétaires et de leurs capitaux à la terre commença à se dessiner ». — « Depuis 15 ans environ, écrivait MIRABEAU en 1777, les choses à cet égard se sont fort rétablies ; on a regardé « comme un mérite le soin de faire valoir son domaine. » DUPONT DE NEMOURS constatait avec satisfaction que « déjà « beaucoup de seigneurs, et des plus grands à tous égards, « commencent à se livrer avec succès à l'agriculture qu'ils « encouragent par leur exemple, par le séjour plus long « qu'ils font dans leurs terres » (15). Quand les exigences de ses fonctions ne le retenaient pas à Versailles, TRUDAINÉ venait chaque année dans son château de Montigny-Lencoup. Une bonne partie de la noblesse bretonne rentra dans ses manoirs et se fit agricole avec passion. En certains endroits, des mesures furent prises comme le demandait QUESNAY pour déterminer les petits propriétaires à revenir sur leurs terres et à les exploiter eux-mêmes. A Champaisant (Touraine), après la réforme de la taille, les propriétaires exploitants furent dispensés de la taille de propriété, car on estimait que celle-ci était une surcharge au détriment des propriétaires résidants non nobles (16). Enfin, on vit les bourgeois riches acheter des domaines et opérer ce qu'on a appelé « le retour des capitaux à la terre ».

SECTION III

Dans le reste de l'Europe

Reste à étudier maintenant le rayonnement des idées physiocratiques à travers l'Europe et leurs différentes modalités d'application selon les pays qui se distinguèrent en les adoptant.

(15) Cité par Jean Jaurès dans son *Histoire de la Révolution*, t. I, p. 180.

(16) Cf. Mauguin, *Etudes historiques sur l'administration de l'Agriculture*, 2 vol., t. I, Paris, 1876.

§ 1. — EN ESPAGNE

Après avoir connu une période de prospérité éclatante, l'Espagne, à la fin du xvii^e siècle — à la différence de l'Angleterre et de la France — avait sombré peu à peu dans une mortelle anémie économique. L'agriculture était ruinée. L'élevage, qui en est la forme la plus facile, s'étendait aux dépens des cultures de céréales. Au début du xviii^e siècle, le royaume était incapable de nourrir sa population qui pourtant diminuait, et le Gouvernement était obligé d'autoriser l'importation des blés en permanence. Les paysans — en dépit des immunités qu'on leur offrait — ne se mariaient plus, s'expatriaient. Les uns s'engageaient dans les armées qui combattaient dans les domaines extérieurs de la monarchie, en Italie, en Flandre. Ils ne revenaient jamais. D'autres s'embarquaient sur des galères en partance pour l'Amérique. Le manque de bras sévissait et l'Espagne devait faire appel à la main-d'œuvre française (17).

Le règne de Charlés III (1759-1788) fut celui de la régénération nécessaire, entreprise par deux ministres énergiques, CAMPOMANÈS et FLORIDA BLANCA. Leurs principaux efforts se portèrent sur la restauration de l'agriculture. Pour remédier et remettre en valeur les déserts de la Sierra Morena, on fit venir des laboureurs de Suisse, Flandre, Bavière. En quelques années, près de 60 villages s'élevèrent sur les terres abandonnées. Pour le perfectionnement de la technique, une soixantaine de sociétés d'agriculture furent créées et une Banque Nationale fut fondée pour consentir des avances aux cultivateurs pauvres. Les pâturages furent de nouveau emblavés. Et d'importants travaux hydrauliques furent entrepris (18). Sans doute le royaume ne put encore se passer des blés étrangers, mais

(17) Au xx^e siècle, c'est l'inverse qui se produit.

(18) On acheva le canal impérial commencé sous Charles-Quint qui fertilisa la vallée de l'Ebre en amont de Saragosse. On ouvrit les canaux du Mançanarès, de Guadarrama et de Murcie.

la population remonta de 7 à 11 millions et les revenus triplèrent en moins de 30 années.

§ 2. — EN PRUSSE

La Prusse, au xviii^e siècle, n'avait pas connu en raison de sa situation continentale un essor commercial comparable à celui des pays maritimes, mais elle n'avait pas perdu son temps et s'était attelée à la mise en état de ses terres dont une grande partie n'avait jamais encore été exploitée méthodiquement. FRÉDÉRIC II LE GRAND (1740-1786) reprit cette sage politique avec d'autant plus d'énergie que « l'agromanie » sévissait dans les états voisins. Après avoir conquis la Silésie, il l'assainit, ainsi que la région de Kustrin en régularisant le cours de l'Oder. Des « Hollanderies » furent fondées, où se perfectionna l'élevage. Une police sanitaire très rigoureuse réussit à prévenir les ravages des épizooties. On introduisit des étalons du Dessau, des béliers d'Espagne pour améliorer les espèces. Le Roi Sergent fonda une école de laiterie dont les élèves étaient généreusement dotés. — La variété des cultures s'accrut. Les pommes de terre furent importées en Prusse. Obligation fut faite aux paysans de planter 6 chênes et 6 arbres fruitiers avant de se marier. La production agricole fit de gros progrès, les jachères furent réduites. — « Nous créons cette année 70.000 arpents de pré, écrivait « FRÉDÉRIC à VOLTAIRE, ces arpents nourriront 16.000 « vaches dont le fumier engraissera notre sable » (19).

Après la guerre de Sept Ans, la Prusse, quoique victorieuse était épuisée. FRÉDÉRIC II entreprit l'œuvre de redressement. Pendant les vingt-trois dernières années de sa vie, était épuisée. FRÉDÉRIC II entreprit l'œuvre de l'agriculture ; il fit rebâtir des centaines de villages et distribuer dans les campagnes 17.000 chevaux empruntés à l'armée, ainsi que des semences et des instruments aratoires. Il avança de l'argent aux hobereaux besogneux et

(19) Cité par G. Renard, *Le Travail dans l'Europe moderne*, chap. VII, Alcan, 1920.

fit circuler comme une véritable monnaie des mandats hypothécaires garantis par l'ensemble des propriétaires du district. Il organisa enfin la première institution de crédit agricole qui eût fonctionné dans l'Europe du Nord (1769). Mais l'œuvre la plus remarquable de FRÉDÉRIC fut sans conteste sa « colonisation agricole », lointaine ancêtre de la colonisation agricole pratiquée par la Prusse à la fin du XIX^e siècle puis par l'Allemagne hitlérienne.

La main-d'œuvre faisait défaut dans les campagnes, aussi fallut-il attirer les colons des pays voisins.

Le Roi Sergent tenta les défricheurs par des exemptions d'impôts, par des gratifications ; il installa dans la Prusse 20.000 fugitifs de l'archevêché de Salzbourg. Son fils organisa deux agences permanentes de racolement qui travaillèrent notamment à réparer les pertes de la Guerre de Sept Ans (près de 500.000 hommes). L'une dont le siège était à Francfort-sur-le-Main rayonnait dans toute l'Allemagne du Sud, l'autre, établie à Hambourg, avait pour mission spéciale d'arrêter au passage les émigrants en partance pour les Amériques. Quand les sergents recruteurs, pourtant stimulés par des primes, ne fournissaient pas un contingent suffisant, on enlevait, le cas échéant, des paysans à main armée sur les frontières de la Pologne (20), ou bien sur les confins de la Bohême et de la Saxe. Les années de disette, on aménageait des magasins de blé : les malheureux qui mouraient de faim sous l'autorité des souverains voisins accouraient vite à l'appât. FRÉDÉRIC II gagna ainsi, prétend-on, près de 300.000 travailleurs (21).

§ 3. — EN ITALIE

En Italie, le mouvement agraire se manifesta surtout en Toscane, sous l'impulsion des Médicis (22). Là, comme

(20) En 1771, 7.000 jeunes filles polonaises furent enlevées pour être mariées à des grenadiers poméraniens et les parents furent contraints de fournir — à titre de dot — quelques têtes de bétail.

(21) Tous ces détails sont empruntés au chap. VII du *Travail de l'Europe moderne* par G. Renard et G. Weulersse, Paris, Alcan, 1920.

(22) Cf. Georges Renard, *Histoire du Travail à Florence*, 2 vol., Paris, 1913-14.

dans toute la Péninsule, l'agriculture avait été abandonnée à elle-même et le paysan était accablé de servitudes et de charges. A la fin du XVIII^e siècle, le patriciat urbain retourna à la terre et lui apporta les capitaux et les méthodes qui lui manquaient. Un jardin botanique fut créé à Florence ; en 1753, se fonda la société des GEORGOFILI, véritable académie d'agriculture dont le chef était le premier ecclésiastique et les membres les plus hauts nobles de Toscane et qui prépara une agronomie nouvelle. La politique d'assainissement des terres, pratiquée un siècle avant, fut reprise par les souverains. Ils sécularisèrent nombre de domaines ecclésiastiques, restreignirent l'usage des fideicommiss et des majorats, s'attachèrent à « mobiliser » la propriété foncière. Les paysans furent délivrés de beaucoup de servitudes seigneuriales et communautaires et leur condition s'améliora. L'agronomie toscane — riche de l'observation antique et des leçons d'une expérience raffinée devançant le temps (23) — favorisa une production agricole variée et abondante.

§ 4. — EN SUÈDE

La Suède ne fut pas à l'écart du mouvement (24). Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, le ministre ALSTRÔMER fit jaillir de la terre ingrate de son pays de nouvelles sources de richesses : il introduisit la pomme de terre, le tabac, la chèvre angora, les races anglaises de gros bétail. Il facilita le remembrement des terres pour pouvoir les mieux utiliser. Une Académie fut créée, dont le souci principal fut d'étudier les propriétés du sol et d'en diriger les cultures. En 1775, WALLERIUS publia ses *Principes de chimie agricole*. Le jour même de son couronnement, GUSTAVE III fonda l'ordre de Wasa, et au premier

(23) Ce furent des agriculteurs toscans qui, en 1567, découvrirent la rotation des cultures. Ce fut en Toscane que naquirent les précieuses institutions de prêt aux paysans où se marièrent si heureusement la spéculation financière et l'assistance agricole et qu'on appela les « monti frumentarii ».

(24) Cf. G. Renard et G. Weulersse, *Le Travail dans l'Europe moderne*, Alcan, 1920, p. 440.

rang de ceux qu'il voulait honorer il plaça les sujets qui, par leurs écrits ou par leur pratique, avaient rendu de signalés services à l'agriculture.

SECTION IV

Conclusion

De cette vue d'ensemble du XVIII^e siècle, il ressort que jamais un retour à une politique en faveur de la terre n'a été, au cours de l'histoire, plus caractérisé, plus indéniable. Mais le retour des hommes à la terre nous paraît être inexistant. Les deux seuls pays qui nous en offrent un exemple, l'Angleterre et la France ont uniquement vu revenir à la terre certains nobles, certains marchands enrichis dont le nombre, qui n'a pas dû dépasser quelques milliers, n'autorise pas à parler d'un Retour à la Terre véritable. Et encore s'agit-il surtout, en l'occurrence, d'une exploitation mieux surveillée de leurs propriétés, d'un séjour plus long dans leurs domaines, ou d'un placement plus avantageux de leur fortune, et non pas d'une fixation définitive à la campagne. Leur attitude est l'expression de l'engouement contemporain, au même titre que la parution d'un ouvrage célébrant les charmes de la nature ou que la tenue d'un salon philosophique où l'on discute agriculture. Elle fait partie du retour *des idées* en faveur de la terre et non pas de celui *des hommes* à la terre, car pas plus que la parution de cet ouvrage et que la tenue de ce salon philosophique, elle n'est le témoignage d'une tendance générale et économique des masses à réintégrer le sol. Pour qu'un retour à la terre au XVIII^e siècle méritât d'être pris en considération, il eût fallu qu'il portât sur les populations paysannes réfugiées dans les villes.

Or, loin d'assister à un mouvement vers les campagnes, nous assistons dans toute l'Europe à l'accentuation de l'exode rural et du phénomène de concentration urbaine, même pendant le triomphe de la politique des physiocrates. Cet exode rural, que nous avons vu s'ébaucher dans la

deuxième partie du Moyen-Age, n'avait cessé de croître pendant la Renaissance, et au cours des xvi^e et xvii^e siècles. La politique mercantile avait fait un appel pressant à la main d'œuvre rurale et contribué à attirer les paysans dans les villes. Mais beaucoup d'autres facteurs étaient entrés en jeu pour expliquer cette attraction : la quasi certitude d'échapper à l'enrôlement dans les milices, le développement de la domesticité, la multiplicité des emplois qu'offrait l'administration, les secours distribués par les œuvres d'assistance municipales, les salaires industriels plus élevés, le niveau social très inférieur à la campagne, tout tendait à presser le paysan à gagner les cités.

Au début du xviii^e siècle, l'Europe vit avec inquiétude ses campagnes se vider, que ce fût en raison de l'émigration vers les villes ou en raison d'une excessive mortalité, surtout infantile. Les pouvoirs publics avaient même dû prendre des mesures pour conserver à la terre la main-d'œuvre qui menaçait de lui faire défaut. C'est ainsi qu'en France un arrêt de 1723 portait que dans la Normandie tout tissage d'étoffes de fil et coton serait suspendu du 1^{er} juillet au 15 septembre. Arthur YOUNG attribuait le demi abandon des terres bretonnes au développement de la fabrication des toiles et à la dénatalité paysanne.

Comment se fait-il que pendant l'application du programme d'action des Physiocrates, l'exode rural n'ait pas cessé ? S'il est vrai que l'agriculture fut tellement favorisée par eux, pourquoi les paysans continuèrent-ils à la désertter ? L'explication, nous la trouvons justement dans le succès de leur politique.

En effet, les Physiocrates qui avaient compris le danger de la dépopulation rurale, prêchèrent ce qu'on a appelé « la thèse populationniste ». Ils voulurent, au moyen de mesures prises en faveur de la terre, provoquer une recrudescence des naissances paysannes, et redonner ainsi à la culture les bras qui lui manquaient.

Les résultats heureux ne se firent pas attendre ; la population européenne s'accrut rapidement et particulièrement

ment en France (25). Elle s'accrut même tellement que la main-d'œuvre rurale d'insuffisante qu'elle était devint trop abondante, et que l'exode rural, au lieu de s'arrêter s'accrut. Mais il n'eut plus dès lors de conséquences fâcheuses puisqu'il ne portait que sur les éléments en surnombre dans les campagnes. Il ne traduisit pas un malaise paysan, mais au contraire une prospérité agricole trop grande nécessitant un exutoire.

Nous avons insisté sur ce processus du mouvement général des populations au XVIII^e siècle pour aboutir à cette conclusion — peut-être inattendue mais confirmée par les faits — que le retour à une politique en faveur de la terre, loin de provoquer un retour des hommes à la terre, avait accentué leur départ vers les villes.

Mais — et c'est ici que l'originalité du phénomène apparaît — l'exode rural du XVIII^e siècle était le résultat indirect d'une réintégration de l'homme au sol, et non pas, comme nous allons le voir pour l'exode du XIX^e siècle, le résultat direct d'un abandon de la terre (26).

(25) La population totale de la France en 1790 est de 26.500.000 habitants d'après le dénombrement fait par ordre de l'Assemblée Constituante. Sur ces 26.500.000 habitants, Arthur Young déclare que 20.500.000 constituent la population rurale et 6 millions la population urbaine.

(26) Autre particularité du mouvement physiocratique : c'est le libre-échangeisme qu'il préconise, alors que les mouvements agraires du XX^e siècle seront tous protectionnistes.

CHAPITRE IV

AUX XIX^e ET XX^e SIECLES

SECTION I

Surindustrialisation au XIX^e siècle

Le XIX^e siècle est le siècle de l'émancipation de l'humanité, celui qui lui apporte toutes les grandes découvertes, tous les bouleversements de la science, et qui lui fait parcourir dans ses cent années plus de chemin qu'elle n'en avait parcouru de l'an 1^{er} de l'ère chrétienne à 1800. C'est le siècle qui donne conscience à l'homme de sa puissance et l'incite à négliger celle de la nature, le siècle qui prétend s'affranchir de toutes les traditions du passé qualifiées désormais de routines et qui se lance avec une foi aveugle dans la grande — mais combien dangereuse — aventure du progrès où l'on risque, à trop vouloir se libérer, de subir une nouvelle forme d'enchaînement.

L'Europe, au cours du XIX^e siècle, a tenté la grande aventure, elle s'est détachée du Passé sans se douter qu'elle hypothéquait gravement son avenir. Elle s'est donnée avec frénésie aux activités économiques innombrables que la science mettait à sa portée, elle les a intensifiées, multipliées, elle a fait de la machine un dieu dont l'omnipotence justifiait à ses yeux toutes les adorations. Avant de demander à la terre ses moissons, elle lui a demandé ses mines. Et les bras ont quitté le manche de la charrue pour manier les outils de l'usine, le paysan s'est converti en ouvrier, les manufactures ont fait concurrence aux fermes. Les campagnes ont changé d'aspect, elles se sont couvertes d'agglomérations immenses quand la nature y avait favorisé la naissance de l'industrie, ou bien elles sont tombées dans une anémie latente quand l'industrie ne les avait pas détournées de leur tâche agricole. Des cités gigantesques

se sont constituées là où n'existaient que de petites villes, des villages sont devenus des hameaux et des hameaux sont morts. Le *xix^e* siècle est un long exode rural.

Les conséquences fâcheuses de ce mouvement d'une amplitude telle que l'humanité n'en avait jamais connu de semblable, ne se sont pas fait sentir avant le dernier quart du siècle. En effet, en même temps que la concentration urbaine se produisait et que les villes aspiraient la main-d'œuvre rurale pour l'adapter à leurs besoins, l'Europe, à la faveur de la prospérité économique générale, voyait sa population augmenter dans des proportions considérables, de sorte que les campagnes ne souffraient pas encore d'une désertion funeste et constituaient simplement le réservoir où l'industrie venait puiser sa vie.

Mais à partir de 1870 environ, la population de l'Europe — tout au moins dans les nations les plus industrialisées (France, Angleterre, Prusse) — marqua un temps d'arrêt. Elle ne faisait en cela qu'obéir à la loi psychologique qui pousse les pays prospères à vouloir profiter égoïstement de leurs richesses et qui veut que les nations les plus évoluées soient également celles des moindres naissances. Mais cet arrêt dans la marche de la natalité ne fut pas accompagné d'un arrêt de l'industrialisation et les usines réclamaient plus que jamais des bras à la campagne. Il s'ensuivit fatalement que l'exode rural, qui ne prenait jusqu'alors à la terre que son excédent d'hommes, vint aspirer son nécessaire. A cette cause économique de désertion des champs, s'ajoutèrent ou se combinèrent, avec elle, les causes morales : le paysan que ne soutenaient pas les pouvoirs publics vivait dans des conditions médiocres et résistait de moins en moins aux séductions et aux apparences de vie plus facile que lui offraient les villes.

L'éventualité d'un Retour à la Terre ne se posa pourtant à l'esprit des hommes que beaucoup plus tard encore, à l'orée du *xx^e* siècle. Il fallait attendre pour cela que le déséquilibre entre l'industrie et l'agriculture devint criant, et que les effets de l'exode rural se manifestassent de façon

spectaculaire, par une augmentation des étendues en friches et des foyers ruraux abandonnés (1).

Tout le courant libéral du XVIII^e siècle avait été favorable à l'agriculture, mais cette liberté devait, au XIX^e siècle, se retourner contre elle, car de même que la liberté des individus exclut l'égalité individuelle — le plus fort l'emportant — de même la liberté économique exclut l'égalité des différentes branches de la production, les plus faibles devant périr. Le libéralisme au XIX^e siècle commença par entraîner la mort de l'agriculture (2). En effet, la doctrine de libre concurrence qui en découlait, exigea l'abolition de toute protection douanière sans laquelle l'agriculture européenne devait nécessairement périr. Le commerce et l'industrie eurent de ce fait la priorité incontestée sur elle. Il ne serait venu à personne l'audace de douter du bien-fondé de cette priorité et cela s'explique si l'on considère que les pays d'Europe qui pratiquaient cette politique de surindustrialisation avaient devant eux, à cette époque, le champ illimité des débouchés mondiaux. Pourquoi se seraient-ils préoccupés de leur agriculture, puisque tous leurs revenus provenaient de leurs produits manufacturés ? Le sol leur procurait tout juste leur subsistance, que pouvaient-ils lui demander de plus ? Et même s'il n'était plus capable de le faire, comme c'était déjà le cas en Angleterre, n'y avait-il pas de par le monde quantité de pays exclusivement agricoles toujours désireux de pouvoir échanger leur froment contre leur outillage ? (3).

(1) Nous ne pouvons pas encore parler du chômage qui est un phénomène relativement récent considéré du point de vue de sa gravité. Il existe, mais dans des proportions restreintes normales (car on ne peut concevoir d'industrie sans un certain chômage naturel dû au jeu plus ou moins bien réglé de l'offre et de la demande de travail, et à une dislocation inévitable de certaines industries). Ce n'est qu'après la guerre 1914-18 qu'il se posera comme un problème capital.

(2) Il est curieux de remarquer qu'au nom de la même doctrine de libre-échange on supprima les entraves au commerce sur le plan national au XVIII^e siècle et sur le plan international au XIX^e siècle, mais que le résultat pour l'agriculture européenne fut diamétralement opposé puisque la première réforme favorisa son essor et la deuxième provoqua son déclin.

(3) De 1860 à 1880, la récolte de blé des U. S. A. passe de 62 à 146 millions d'hectolitres, et la proportion de récolte exportée en Europe s'élève de 2,4 à 40,3 %.

Quelques pays tissaient, forgeaient, préparaient des drogues pour le reste du globe. C'était l'époque des clients exemplaires, soumis parce qu'impuissants.

Mais, à la longue, le système commença à dévoiler ses fissures. Des esprits avertis, comprirent le danger qu'il y avait à délaisser la terre pour ne s'occuper que de l'industrie et du commerce (4). Tant que les pays agricoles — en général tous les pays américains — seraient leurs clients, les nations d'Europe pouvaient se permettre de reléguer l'agriculture au second plan. Mais, du jour où les pays neufs seraient capables de se suffire à eux-mêmes, l'industrie européenne serait irrémédiablement compromise, elle s'effondrerait dans la surproduction. Laisser s'accomplir plus longtemps l'œuvre de destruction agricole, c'était peut-être pratiquer une politique d'opportunisme, mais c'était aussi pratiquer une politique à courte vue, lourde de conséquences pour un avenir plus ou moins proche. On commençait également à se rendre compte que la principale force morale et traditionnelle d'une nation résidait dans sa paysannerie et que plus un pays perdait d'éléments ruraux au bénéfice des cités, plus il était en proie à l'instabilité révolutionnaire, plus il voyait diminuer son potentiel militaire.

Il fallait au plus tôt rétablir l'équilibre avant que le désastre fût survenu. L'un des premiers en France, Jules MÉLINE (5), homme d'Etat plein de sagesse et de perspicacité, jeta le cri d'alarme ; l'un des premiers il osa parler de Retour à la Terre et il intitula son ouvrage capital en faveur de l'agriculture : « Le Retour à la Terre et la Surproduction industrielle » (1900). Pour Méline, l'industrie paraissait être arrivée à son apogée. « Aussi, croyons-nous « fermement, écrivait-il, qu'il est permis d'affirmer et de

(4) Il faut reconnaître pourtant que l'agriculture avait progressé au XIX^e siècle, en comprenant que ce progrès n'avait été qu'une conséquence normale du développement de la mécanisation et de l'emploi des engrais et non celle d'une politique préconçue des pouvoirs publics.

(5) Méline fut Ministre de l'Agriculture de 1883 à 1885 et Président du Conseil de 1896 à 1898. Il institua l'ordre du Mérite Agricole et fut le chef de la majorité qui vota les tarifs protectionnistes.

« considérer comme une sorte d'axiome de l'heure présente, que la quantité de travail humain disponible dans l'industrie a, par la force des choses, une tendance invincible à diminuer au lieu d'augmenter, et que cette tendance ira probablement en s'accroissant » (6). Il craignait le machinisme et toutes les formes de concentration industrielle. Et il prêcha le Retour à la Terre comme le seul moyen efficace de remédier à l'instabilité économique. Mais il fit preuve d'un optimisme trop grand quand il écrivit : « Au fur et à mesure que l'encombrement industriel s'aggravera, le reflux vers la terre s'accroîtra. Il commence déjà et les choses iront plus vite qu'on ne croit » (7). Les choses ont été moins vite qu'il ne l'avait cru. Le retour à la terre dont, comme quelques autres (8), il avait senti la nécessité, ne fut, en fait, encouragé par aucune mesure des pouvoirs publics, pas plus en France qu'ailleurs.

Les peuples, entraînés par la force acquise, ne trouvaient plus l'énergie de réagir ou ne la trouvaient pas encore. Ils se contentèrent de protéger leurs marchés agricoles par des barrières douanières (9) (excepté l'Angleterre encore fidèle au libre-échange parce que plus puissante financièrement), de suppléer au défaut croissant de main-d'œuvre rurale par le machinisme et à l'insuffisance de production par le perfectionnement des méthodes de culture génératrices d'un meilleur rendement. Toutes ces mesures étaient des palliatifs ou, si l'on préfère, des narcotiques qui endormaient le mal sans l'extirper et qui

(6) Jules Méline, *Le Retour à la Terre et la Surproduction industrielle*. 2^e éd., Hachette, 1905, p. 90.

(7) *Op. cit.*, p. 98.

(8) Il convient, à côté de Méline, de citer Emile Vandervelde, l'homme d'Etat belge, qui, à la même époque, s'intéressa au Retour à la Terre, mais fut, avec raison, plus circonspect que Méline dans ses conclusions : « Il est permis de se demander, écrit-il, si ce mouvement de centralisation n'approche pas de son terme, et si l'accroissement des populations urbaines, dans les pays les plus avancés, n'arrivera pas bientôt au point de saturation. Mais, il est toujours dangereux de faire des prédictions en cette matière », *L'exode rural et le Retour aux champs*. Paris, Alcan, 1903, p. 230.

(9) Loi protectionniste du 11 janvier 1892 en France.

promettaient un réveil plus aigu de la douleur le jour où ils s'avéreraient inopérants.

SECTION II

Crise mondiale au XX^e siècle

Les craintes exprimées par les économistes européens clairvoyants s'étaient réalisées. De 1900 à 1914 en face de l'Europe suréquipée industriellement, s'étaient dressés les pays d'outre-mer (les Etats-Unis d'Amérique les premiers) qui, riches en matières premières et disposant d'une main-d'œuvre abondante et moins exigeante que celle d'Europe avaient commencé à organiser sur place leurs industries. Ils l'avaient fait d'abord pour parer à leurs besoins personnels, mais leur équipement rapide et rationnel, réalisé selon les méthodes les plus modernes, leur permit bientôt d'obtenir une production dépassant leur capacité d'absorption. C'est alors qu'ils devinrent une menace pour l'hégémonie européenne. L'Europe gardait encore sur les marchés mondiaux la première place, mais le développement de sa production et de ses exportations se heurtait chaque année à des obstacles plus sérieux, tandis qu'il lui était impossible de ralentir son rythme producteur sous peine de provoquer une crise extrêmement grave. Poussés par cette préoccupation, les industriels de chaque pays se groupèrent, et les différents groupes nationaux se firent la guerre commerciale pour s'assurer leur clientèle, jusqu'au jour où éclata la vraie guerre en 1914.

A ce moment, les conditions économiques se transformèrent. L'Europe en armes dut réduire sa production industrielle générale pour l'orienter vers des buts guerriers, et sa production agricole s'effondra sous le coup de la défection de milliers de paysans devenus soldats (10). Elle dut donc faire appel aux productions des autres continents,

(10) La production française de blé avant guerre atteignait 85 millions de quintaux en moyenne par an; en 1917, 36 millions seulement. A la diminution de main-d'œuvre agricole s'ajoutait en France la diminution des territoires arables dont les meilleurs étaient envahis par l'ennemi.

et de marchande se fit acheteuse, une acheteuse insatiable. La concurrence entre les nations belligérantes joua pour l'achat comme elle avait joué pour la vente, si bien que les pays fournisseurs vendirent à très haut prix et s'enrichirent vite. L'appât du gain les incita à perfectionner leur équipement et à produire toujours davantage, puisqu'ils étaient sûrs d'écouler leurs marchandises (11). Ils firent preuve en l'occasion de la même imprudence que les Etats européens à la fin du XIX^e siècle.

Après la guerre, l'Europe épuisée dut se réorganiser. Pendant une dizaine d'années, elle fut encore obligée de combler ses gros déficits de production en recourant aux excédents des autres continents. Mais cela n'eut qu'un temps. En 1928-29, une crise sans précédent se déclencha qui n'affecta pas seulement telle ou telle partie du monde, mais le monde entier. C'était une crise de surproduction. Au moment où l'Europe ayant renouvelé son organisation industrielle, produisait plus qu'avant-guerre, les autres continents atteignaient un degré excessif d'industrialisation. Il en était résulté des accumulations de stocks de toutes les matières, industrielles aussi bien qu'agricoles, un effondrement général des prix, un chômage massif.

SECTION III

Nécessité d'un Retour à la Terre

Quelle solution s'imposait au Monde ?

Il n'y en avait qu'une : la solution agricole.

Examinons d'abord le cas de l'Europe. La crise industrielle qu'elle traversait était incurable. Non seulement elle avait perdu ses clients, mais ceux-ci étaient devenus des rivaux qui luttait avec elle sur le marché mondial, et même sur son propre marché. Elle ne pourrait plus jamais reconquérir la première place commerciale, celle qu'elle avait occupée à la fin du XIX^e siècle ; d'autre part, en raison

(11) De 1914 à 1928, la production de blé tripla au Canada, doubla aux U. S. A.

du délaissement de son agriculture, elle ne produisait pas assez de denrées alimentaires pour ses propres besoins. Autrefois, elle avait pu envisager tranquillement la perspective de larges importations de ces denrées, car elle avait de quoi les payer. Mais, désormais, elle risquait de ne pouvoir régler ses fournisseurs qu'avec des transferts d'or, ou bien — ce qui était plus grave encore — de s'endetter. Enfin, les masses d'hommes que l'industrie et le commerce ne pouvaient plus employer posaient le problème du chômage dans toute son inquiétante ampleur, et à travers lui, le problème de l'ordre social. Cette situation catastrophique conduisait inéluctablement l'Europe à une double nécessité : nécessité d'intensifier sa production agricole pour subvenir à son approvisionnement et éviter sa saignée financière, nécessité de diriger vers la terre les ouvriers chassés de l'usine.

Voyons maintenant comment se manifestait la crise dans les autres continents, ou, pour être plus exact, dans les pays que nous avons coutume d'appeler les « pays neufs », comme les U. S. A., le Canada, l'Argentine, le Brésil, l'Australie, etc... La situation ne s'y présentait pas de la même façon.

Après avoir tiré toute leur richesse de la terre, après n'avoir été que des peuples agricoles, ils s'étaient industrialisés et avaient conquis, à la faveur de circonstances favorables, un marché qui, dès la disparition de ce concours de circonstances, s'était fermé à eux, ou pour le moins restreint considérablement. Mais tout en s'industrialisant, ils n'avaient pas abandonné leur agriculture, ils avaient même fait profiter celle-ci de la technique industrielle pour mieux inonder le vieux continent de leurs denrées alimentaires. Leur surproduction était avant tout agricole, à l'opposé des pays européens. Une nécessité inverse s'imposait donc à eux : diminuer leur production agricole de manière à l'équilibrer avec la consommation nationale (alors que pour atteindre le même équilibre l'Europe devait intensifier la sienne). Mais — selon leur degré plus ou moins poussé d'industrialisation — les pays neufs allaient

eux aussi souffrir du chômage. Certains pays comme l'Argentine n'en furent que légèrement affectés ; par contre, d'autres, comme les U. S. A. furent éprouvés par lui à l'égal d'un véritable fléau (12). En conséquence, la double nécessité qui s'imposait à eux était la suivante : réorganiser leur agriculture, qui, jusqu'à présent, n'avait été l'objet d'aucune discipline, et aiguiller vers la Terre la masse de leurs chômeurs.

Ces diverses nécessités issues d'une même conjoncture économique expliquent qu'à partir de 1928 nous ayons vu se dessiner à travers le monde, l'ancien comme le nouveau, un immense mouvement agraire. Tous les pays, sans exception, ont dû se soumettre pour n'avoir pas à se démettre. De quelque côté que nous tournions nos regards, nous voyons s'affirmer, de 1930 à nos jours, un retour à une politique en faveur de la terre. Le continent asiatique lui-même subit la contagion, et s'intéresse aux problèmes soulevés par la désertion rurale (13).

Est-ce à dire que les peuples ont réalisé que la continuation de leur politique d'anarchie économique conduisait irrémédiablement le monde à sa perte, puisque chaque nation semblait ne pouvoir concilier son goût de l'idéal et son désir de civilisation qu'avec un abandon de la terre ? Faut-il en conclure qu'ils ont compris que le jour où tous les continents auraient obéi à cette même tendance, la loi de Malthus trouverait une éclatante et désastreuse application ?

Ces motifs puissants de réforme étaient trop éloignés de l'esprit de l'homme, parce que trop distants de ses intérêts directs, et ce n'est pas eux qui ont joué pour chaque pays pris en particulier. Il faut bien l'avouer, l'égoïsme national a été un stimulant, mais pour une fois, la somme

(12) Les U. S. A. détiennent le record du chômage en mars 1933 avec 15 millions de chômeurs.

(13) Voir à ce sujet Chin Kuo Chun, *Enseignement agricole et rural en Chine*. Paris, 1937.

L.-M. Chen, *Rural Rehabilitation*. Nankin, 1936, et les revues *Contemporary Manchuria* et *Contemporary Japan*, années 1935-1940.

des intérêts nationaux a coïncidé avec l'intérêt de l'humanité.

La cause économique universelle du mouvement agraire, en s'imposant à chaque pays, s'adapta à ses conditions d'existence originales, à ses besoins personnels, à ses contingences propres. Elle se divisa en un faisceau de causes plus nuancées, elle se spécialisa et prit sur chaque territoire une figure différente aux multiples aspects.

Ce sont ces différents aspects que nous nous proposons de passer en revue, selon que la nécessité de revenir à la terre se sera présentée dans tel ou tel pays. Après avoir étudié les causes des divers essais de Retour à la Terre, nous en examinerons les modalités d'application, non pour ces modalités elles-mêmes, mais pour savoir grâce à cet examen si le but véritable a été atteint, ou si, au contraire, on ne se trouve pas en présence d'un mouvement taxé de *Retour à la Terre*, alors qu'il n'est qu'un *Retour à une politique en faveur de la Terre*. Notre étude sera limitée dans le temps par l'année 1939, à partir de laquelle les conditions économiques mondiales ont subi un nouveau bouleversement du fait des hostilités européennes, mais nous la prolongerons pour la France jusqu'en 1941, afin d'en extraire, à l'usage des Français, une conclusion conforme aux nécessités de l'heure.

Une première méthode consisterait à examiner l'une après l'autre les diverses nations considérées par nous comme les plus caractéristiques d'un mouvement en faveur de la terre, en énumérant les causes de leur évolution.

Une méthode inverse consisterait à étudier les diverses causes du mouvement en faisant rentrer dans l'étude de chacune d'elles le cas d'une nation qui en aurait été le plus directement redevable.

Nous choisirons cette deuxième méthode qui permet une classification plus rationnelle des données du problème, au risque de paraître parfois un peu absolue.

Les divers retours à la terre peuvent être classés de la manière suivante :

I. — Retour à la Terre considéré comme une nécessité économique.

II. — Retour à la Terre considéré comme une nécessité politique.

III. — Retour à la Terre considéré comme une nécessité morale.

Pour chaque catégorie de cause (ou de nécessité, ce qui revient au même) nous prendrons pour exemple le pays dans lequel elle aura eu la prédominance, ce qui ne voudra pas dire que les autres causes n'y auront pas joué, mais qu'elles y auront joué moins fortement. (Et nous ne manquerons pas de le faire remarquer au passage). Il est bien évident que le besoin de simplification de l'esprit ne nous fera pas nier la réalité des complexités du problème et de l'enchevêtrement de ses divers facteurs, il nous poussera seulement à en dégager les caractères essentiels, dans un but de meilleure compréhension.

La vérité gagne davantage à un excès de simplicité qu'à un excès de confusion, même si la confusion est l'image plus scrupuleuse des faits.

DEUXIÈME PARTIE

LE RETOUR A LA TERRE
NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE

LE RETOUR A LA TERRE

NECESSITE ECONOMIQUE

Les deux pays qui constituent les exemples les plus caractéristiques d'une politique de retour à la terre provoquée par des causes économiques sont l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique.

L'Angleterre est le type de la vieille nation présentant une économie orientée par tradition vers une industrie de plus en plus poussée et qui — sous peine de périliter — doit corriger d'urgence son armature lentement construite au cours des siècles, pour l'adapter aux nouvelles conditions de vie mondiales.

Les Etats-Unis, eux, au contraire, sont le type de la nation jeune dont la structure économique n'a de valeur que qu'un passé très court, mais qui n'en a pas moins connu déjà de dures vicissitudes en raison des expériences agricoles et industrielles qu'y ont tentées, au mépris des règles établies, des hommes mûs avant tout par le désir de s'enrichir.

Les Etats-Unis, comme l'Angleterre, sont à la recherche d'un équilibre économique. Et, comme elle, ils ont essayé de l'atteindre en pratiquant une politique de Retour à la Terre.



CHAPITRE PREMIER

EN ANGLETERRE

SECTION I

Evolution économique jusqu'en 1931

On doit admettre que, depuis le Moyen-Age, c'est-à-dire depuis la création des premières fabriques de toiles et de draps (1), l'Angleterre est dans le monde le pays qui a subi la progression industrielle la plus exclusive.

Son agriculture, dès cette lointaine époque, fut systématiquement défavorisée par rapport à l'industrie ou bien utilisée au profit de celle-ci et à son propre détriment. Nous n'en voulons pour preuve que la fameuse politique des enclos qui, dès le xvi^e siècle, fut si néfaste à la cause de l'agriculture britannique en laissant les pâturages — propices à l'élevage des moutons — conquérir les terres arables.

Les grandes victimes des enclôtures, aussi bien que de la révolution industrielle, avaient été les membres de la classe moyenne agricole, les paysans indépendants, les « *yoemen* », dont quelques-uns seulement avaient pu s'élever socialement en vendant leurs terres et en investissant le produit de cette opération dans l'industrie naissante. La plupart avaient été réduits à se prolétarianiser et à affluer vers les usines. De leur côté, les riches propriétaires terriens, les *landlords*, avaient poussé à la suppression des communaux qui leur permettaient le rachat des terres et l'agrandissement de leurs domaines. Les paysans furent de moins en moins propriétaires de leurs terres et virent

(1) Au xv^e siècle, la production anglaise est déjà organisée en vue de débouchés extérieurs. Les Républiques Italiennes et l'Espagne importent des draps anglais.

diminuer la possibilité d'acquisitions futures, puisque le sol anglais appartenait presque entièrement aux landlords. Ils furent contraints de se contenter de la condition de fermiers ou même d'ouvriers dans les grandes exploitations. On vit des villages tomber en ruines et l'exode vers les villes se précipiter.

Au ^{xix}^e siècle, l'évolution ne fit que s'accroître dans le même sens funeste à l'agriculture. Le marché constitué par la population rurale fut sacrifié. La consommation d'outre-mer suffisait amplement à la Grande-Bretagne. Graduellement, la paysannerie fut déchoyée de son rôle de ravitailleuse. L'abolition des corn-laws, des lois protectionnistes sur le blé, firent diminuer de plus en plus la superficie des terres emblavées. La création en 1838 par COBDEN de la « National anti-corn law League » grâce à laquelle fut promulguée, le 25 juin 1846, la loi abolissant le droit d'importation sur les grains, porta le coup de grâce à la culture des céréales anglaises.

Non seulement pour le blé, mais pour la viande de bœuf, de mouton, de porc, pour le beurre, les œufs, les légumes et les fruits, l'Angleterre devint tributaire de l'étranger (2). Elle ne s'en inquiétait pas pour la bonne raison que l'étranger était alors davantage tributaire d'elle qu'elle ne l'était de lui. Elle pouvait se permettre de pratiquer à fond la politique libérale parce que ses productions diverses et surtout ses productions minières (le charbon, au ^{xix}^e siècle, étant la source de toute énergie) lui assuraient la maîtrise incontestée du marché mondial.

Un autre facteur intervint également pour expliquer cet exclusivisme industriel en Angleterre. Ce fut l'émigration (en majorité irlandaise et écossaise) qui favorisa aux U. S. A. et dans les Dominions la constitution d'une agriculture complétant celle de la mère-patrie, et lui ôta le souci d'un chômage rural.

(2) La crise agricole de 1895 elle-même n'eut que des effets très limités sur la spécialisation de l'agriculture, tout au plus accrut-elle la superficie des prairies.

Mais il ne faudrait pas conclure du rôle infime joué par l'agriculture anglaise, à son état arriéré. Il n'en existe peut-être pas, au XIX^e siècle, de plus perfectionnée. L'Anglais était l'européen qui demandait le moins en quantité à son sol, et qui, en qualité, en tirait le maximum. Ce contraste singulier s'explique aisément : les grands propriétaires, à la fois capitalistes et agrariens, descendants de ces seigneurs qui, au XVIII^e siècle, comme nous l'avons vu, s'étaient adonnés à l'agriculture, purent, grâce à leurs énormes revenus, consacrer à l'élevage des sommes importantes et une attention sportive. Les élevages royaux et seigneuriaux, ceux des industriels enrichis ou des officiers retraités, eurent la possibilité de « perdre » pendant des années, en pratiquant une sélection rigoureuse, ce qui n'est pas à la portée d'un petit paysan qui ne possède que deux juments. Les chevaux anglais sont encore les premiers au monde, et tous les pays ont recours aux reproducteurs britanniques (Sheres, Clydesdales, Suffolk), principalement les U. S. A., l'Amérique du Sud et l'Afrique du Sud. Les bovins, aussi bien que les moutons et les porcs anglais, sont renommés comme reproducteurs. Nulle part les races de chiens n'ont atteint la même perfection qu'en Angleterre ; et l'élevage des volailles fournit au monde les premières lignées de pondeuses et les renouvellements d'espèces. La culture elle-même, très restreinte, est d'une qualité supérieure. Elle a profité des progrès techniques et ses rendements à l'hectare sont parmi les meilleurs d'Europe (3). L'Angleterre est créatrice de nouvelles variétés de fruits et de légumes, aucun pays n'a fait plus pour l'introduction de plantes nouvelles (influence coloniale et maritime). Nous nous trouvons ainsi en présence d'une agriculture perfectionnée et qui est reléguée au rang de servante inférieure. Ce phénomène ne se rencontre dans aucun autre pays, l'abandon des esprits accompagnant en général celui des bras, c'est pourquoi il nous a semblé utile d'en faire ressortir l'originalité en Angleterre.

(3) Rendement annuel moyen pour la période 1932-1938 : 22 qx 95 à l'ha. (alors qu'il n'est en France pour la même période que de 15 qx 10).

Les Iles Britanniques, toujours plus industrialisées, accusaient donc un passif agricole croissant. Ce passif, elles purent le supporter tant qu'elles possédèrent la maîtrise du marché mondial grâce à la plus-value de leur production industrielle et à l'infériorité de celle des autres pays, grâce aux revenus du commerce, de la Banque et de la navigation, ainsi qu'à leurs massifs placements à l'étranger qui maintenaient l'équilibre de la balance des comptes malgré l'énorme déficit alimentaire (4). L'Angleterre n'était plus qu'un vaste entrepôt, qu'une banque colossale. Après avoir connu les avantages de cette spécialisation, elle allait en éprouver les inconvénients. Du jour où sa clientèle, davantage organisée, commença à se suffire à elle-même par sa production particulière, du jour où le pétrole remplaça le charbon comme combustible, l'Angleterre perdit la suprématie économique et s'achemina vers la perte de la suprématie financière.

Elle parvint à résister jusqu'à la guerre 1914-18 en profitant de l'impulsion donnée et de la réputation acquise. Après la guerre, elle connut un regain d'activité grâce aux demandes de charbon des pays européens (notamment de la France, dont les mines avaient été inondées et nécessitaient un lent travail de réfection), mais dès que chacun d'eux put se passer d'elle, il s'empressa de lui tourner le dos et de lui fermer ses portes par des tarifs douaniers. Elle vit alors avec angoisse ses exportations industrielles diminuer à vue d'œil, tandis que ses importations alimentaires augmentaient du fait de l'accroissement de la population et de l'élévation du standard de vie. En 1928, la crise de surproduction mondiale s'abattit sur elle avec plus de gravité que dans n'importe quel autre pays. Il était nécessaire d'opérer un revirement rapide. L'Angleterre le comprit, elle tourna enfin ses regards vers la terre.

(4) Des pays entiers devaient leur prospérité à ce déficit, comme par exemple le Danemark, auquel l'Angleterre demandait la presque totalité de son beurre et de son lard.

SECTION II

Situation en 1931

Pour bien pénétrer le sens profond de ce revirement et de la nécessité économique qui l'a provoqué, il est indispensable de dépeindre la situation exacte de l'Angleterre au moment où la crise l'accabla le plus durement, c'est-à-dire en 1931.

La population totale des Iles Britanniques (Irlande libre non comprise) est en 1931 de 44 millions 794.000 habitants (5).

Les éléments urbains sont constitués par 35.831.000 h.

Les éléments ruraux — — — 8.963.000 h.

Sur 1.000 Anglais, on a calculé que 800 habitent la ville et 200 seulement les campagnes. (En 1921, les proportions étaient moins accentuées : 790 citadins pour 210 ruraux). Plus de la moitié de la population habite des villes de plus de 50.000 habitants, un quart de la population entière est ramassée dans les enceintes de treize villes (6).

Si l'on considère la population active, les proportions sont encore plus significatives.

En 1931 : la population active totale est de 18.853.376 personnes, parmi lesquelles 1.172.256 personnes représentent la population active agricole (ce qui ne donne même pas un pourcentage de 10 %).

En 1911, la population active agricole était de 1 million 429.000 personnes, et en 1921 de 1.307.000 personnes. Chaque recensement accuse donc une nouvelle diminution (7).

En 1931, la Grande-Bretagne compte tout juste 5 per-

(5) Chiffres extraits du *Journal of the Royal Statistical Society* ». Londres, vol. CIII, part. 11.940, p. 33.

(6) Renseignements fournis par R.-S. Hudson, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail Britannique en 1934 (*France-Grande-Bretagne*, fév. 1934, p. 35). Rappelons qu'en France plus de la moitié de la population habite des communes ayant moins de 2.000 habitants.

(7) Chiffres extraits du *Statistical Abstract for the United Kingdom*, Board of Trade, Londres, 1938, p. 128.

sonnes employées activement dans l'agriculture sur 100 personnes occupées activement. C'est l'Irlande du Nord (Ulster) qui a le moins mauvais pourcentage avec 15 %. On peut dire qu'un anglais sur 12 dépend de la terre (8).

Les chiffres que nous venons de citer sont suffisamment éloquents par eux-mêmes pour que nous nous abstenions de les commenter. Ils prouvent l'intensité extraordinaire, jamais atteinte dans aucune autre nation, du phénomène de concentration urbaine et d'abandon des campagnes en Angleterre.

Si, maintenant, nous examinons les superficies agricoles, nous assistons à une régression en étroite corrélation avec la diminution démographique rurale :

de 1871 à 1881, la moyenne annuelle des terres cultivées est de 19.237.000 acres (9) ;

de 1901 à 1905, elle est de 16.076.000 acres (10) ;

en 1923, on ne cultive plus que 15.709.000 acres,

et en 1931 seulement 13.839.000 acres (11).

Les pâturages eux-mêmes ont diminué :

en 1923, ils couvrent 33.106.000 acres, et en 1931 32.374.000 acres (12).

Quant à la production agricole britannique, nous savons qu'elle est caractérisée par une culture intensive donnant de petites quantités d'une grande variété de produits. Elle est donc d'un très faible apport pour le ravitaillement national et l'Angleterre doit importer la majeure partie des denrées alimentaires qu'elle consomme. En 1931, au moment où la crise atteint son paroxysme, jamais les chiffres n'ont été aussi bas depuis la guerre 1914-18.

(8) Renseignements tirés de *The British Isles*, par Dudley Stamp et Stanley Beaver. 2^e édit., Londres, 1937, p. 144.

(9) 1 acre = 40 ares 4.

(10) Chiffres tirés de *The British Isles*, op. cit., p. 153-154.

(11) Chiffres extraits de *l'Annuaire International de Statistique agricole*, 1938-39. Rome, 1939, pp. 126-128-130.

(12) Chiffres provenant du *Statistical Abstract for the United Kingdom*. Board of Trade, Londres, 1930, p. 284.

En 1930, la production de blé est de 11.320.000 quintaux, et en 1931, de 10.130.000 quintaux (de 1920 à 1930, la moyenne annuelle de production a porté sur 14 millions de quintaux), alors que le peuple anglais a besoin de près de 60 millions de quintaux pour se nourrir.

La diminution de population rurale, de superficies cultivées et de rendement agricole est accompagnée évidemment d'une dépréciation de la terre dont on ne peut dire si elle en est une des causes ou un des effets.

Bien longtemps avant la crise, la terre avait cessé d'être en Angleterre une source appréciable de revenus pour les propriétaires. Après la guerre, beaucoup de grands propriétaires s'étaient défaits de leurs terres et les acheteurs avaient été légion, car les prix des produits agricoles étaient alors très élevés en raison de la reprise économique mondiale. Les nouveaux acheteurs payèrent fort cher et pour cela durent emprunter. Or, après leur entrée en jouissance, la baisse des produits agricoles commença. En 1928, une loi de crédit agricole fut promulguée, aux termes de laquelle une corporation était créée pour consentir des prêts hypothécaires aux nouveaux propriétaires obérés, prêts garantis par les fermes qu'ils avaient achetées et remboursables par annuités. Malgré cette sage mesure, le Ministre de l'Agriculture, en 1929, dut avouer qu'un nombre croissant d'exploitants se trouvaient « face à face avec la ruine » (13). En 1931-32, la situation des fermiers devient plus grave encore : non seulement on ne les aide pas, mais on les accable de charges en argent. Nombreux sont ceux qui réalisent leur cheptel et abandonnent la culture à expiration de leur bail. Rares sont les preneurs des exploitations délaissées. La rente foncière n'a jamais été aussi faible, et l'endettement de l'agriculture jamais aussi grand. Cette évolution désastreuse réduit encore la contribution du sol anglais à l'alimentation nationale et aboutit à une dépendance plus complète de l'Angleterre vis-à-vis des producteurs étrangers.

(13) Cité par le *Bulletin Quotidien*, dans un article intitulé : « La politique agricole de la Grande-Bretagne », 9 mars 1932, n° 56.

Il nous faut aussi considérer le problème du chômage à l'époque du changement de politique économique anglais pour mieux comprendre la raison d'être de celui-ci. Ce chômage est provoqué par la fermeture des usines qui ne parviennent plus à écouler leurs produits, par les restrictions de personnel que sont contraintes de faire celles qui continuent à marcher. Le marasme est à son comble, dans les industries textiles, du fer, de l'acier et des charbonnages. En septembre 1931, les statistiques officielles accusent 2.800.000 chômeurs (près de 20 % des ouvriers).

Aussi longtemps que les U. S. A. et les Dominions ont accepté des colons britanniques, le problème du chômage ne s'est posé que dans des milieux assez restreints, et a relevé plutôt des préoccupations charitables que du domaine proprement économique. Mais après la guerre 1914-18, l'Amérique et les Dominions, dont les terres sont désormais toutes conquises, connaissent eux aussi la surproduction et le chômage, et entravent l'immigration. L'Angleterre se voit donc privée du jour au lendemain de cette « soupape d'échappement » salutaire à son équilibre démographique. Elle en est d'autant plus affectée que malgré la chute du taux de natalité, sa population s'accroît parce que la longévité augmente. Entre la demande et l'offre de main-d'œuvre nouvelle, la discordance s'accroît. Le Gouvernement a organisé des services « d'assisted passages » pour partir outre-mer, il a créé des œuvres sociales, des centres d'apprentissage agricole pour les anciens soldats, les orphelins de guerre désireux de se rendre en Australie et en Afrique du Sud, mais ces mesures n'ont été que des palliatifs insuffisants (14).

Si nous résumons la situation de l'Angleterre en 1931, nous pouvons dire qu'à ce moment, elle est le pays au monde le plus détaché de la terre et en même temps l'un de ceux pour lesquels la reprise de l'équilibre économique ne peut se résoudre que par un retour à la terre. Anglois-

(14) Cf. *Le Moniteur des Intérêts matériels*, du 23 mars 1933.

sante contradiction à laquelle les pouvoirs publics anglais prennent la décision de s'attaquer.

Ils comprennent que le seul moyen qui leur reste de vaincre des barrières douanières ou des prix de fabrication étrangère très bas consiste à abaisser leurs salaires industriels, c'est-à-dire le niveau de vie général du pays. Ils pourraient ainsi produire à meilleur marché et concurrencer efficacement les nouveaux producteurs ou tenter les anciens clients. Mais ce moyen, ils ne veulent pas l'employer. Le but de la suprématie commerciale et industrielle britannique, c'est l'amélioration constante des conditions d'existence des citoyens. On ne peut donc sacrifier le bien-être des Anglais au nom d'une suprématie désormais stérile.

L'Angleterre s'oriente différemment : elle décide de se replier sur elle-même et d'échanger sur son sol les produits de son industrie contre ceux de son agriculture (15). Pour que cet échange soit possible, pour que les paysans consomment davantage de produits manufacturés, il faut augmenter leur pouvoir d'achat, ce qui revient à favoriser l'agriculture. D'autre part, pour que la consommation agricole soit appréciable, il faut que la population rurale, au lieu de fondre comme elle le fait, s'accroisse, et pour que la masse ouvrière tire sa subsistance du sol anglais il faut intensifier la production agricole et restituer aux campagnes tous les bras disponibles et surtout ceux des chômeurs. Face à face avec ces vérités fondamentales, le gouvernement anglais se résoud à pratiquer ce qu'il n'hésite pas à appeler lui-même une « politique de Retour à la Terre ».

SECTION III

Politique agraire

Le Directeur du Bureau des Marchés au ministère de l'Agriculture déclare dans un discours prononcé en 1934 :
« Si, dans un siècle, un historien entreprend d'écrire l'his-

(15) Reste à savoir si ce repliement qui est une forme d'autarcie ne provoquera pas ce qu'on veut éviter.

« toire de l'agriculture anglaise, il sera obligé d'entamer un
« nouveau chapitre avec les années que nous traversons.
« Qu'il commence son étude avec la législation, les concep-
« tions économiques ou les mesures pratiques appliquées
« dans la politique agricole, il sera obligé d'avouer que les
« années d'après 1932 constituent une démarcation nette
« entre des périodes historiques tout à fait différen-
« tes » (16). Aucune affirmation n'est plus en accord avec
les faits.

En 1929, l'Union nationale des Fermiers d'Angleterre affirme que si le Gouvernement tient à sauver l'agriculture britannique, il lui faut intervenir d'urgence.

Dès 1931, le Gouvernement (travailliste) fait voter une loi capitale pour les destinées agricoles : « l'Agricultural Marketing Act », qui autorise l'établissement de projets pour régler la vente des produits agricoles et qui permet à une majorité de producteurs d'une variété de produits de contraindre la minorité à se joindre à eux pour le contrôle de la vente.

Mais la loi qui opère la transformation la plus radicale dans l'économie anglaise est celle du 29 février 1932, dont on peut dire qu'elle exprime la faillite d'un système et marque l'avènement d'un autre : c'est elle qui organise le régime douanier protectionniste et synthétise le reniement de tout un passé traditionnel. Désormais, il n'y a plus de différence entre les produits industriels et les produits agricoles qui tous sont soumis aux droits de douane à l'importation. L'Angleterre abandonne son libre échangeisme qu'elle avait élevé à la hauteur d'un dogme, mais qui s'avère dorénavant nuisible, pour adopter un protectionnisme auquel sont déjà revenues toutes les nations d'Europe.

La même année sont conclus les accords d'Ottawa au moyen desquels on s'attache à créer une économie impériale, conciliatrice des intérêts de la métropole et des Dominions. La même année également, est promulgué le célèbre

(16) Cité par A. Spindler, *Bulletin des Engrais*, 26 nov. 1936, p. 521 : « La politique agricole de l'Empire Britannique ».

« Wheat Act » qui, — en application de la loi de 1931, — réglemente le marché du blé.

L'année 1932 est donc bien l'année décisive. L'Angleterre s'engage dans la voie de l'interventionnisme d'Etat et, sans prétendre renoncer à son idéal de liberté, édicte des mesures nettement autoritaires. Les économistes anglais promoteurs de cette ingérence de l'Etat dans l'organisation des marchés tiennent le raisonnement suivant : « Etant donné que le marché anglais doit fournir à l'agriculture nationale les moyens de se développer fortement, il est incontestable que seule une intervention de l'Etat (la protection douanière), peut rendre possible ce développement. Et il est légitime que l'Etat pousse plus loin son intervention pour assurer une qualité supérieure aux produits et un ravitaillement harmonieux et suffisant, aussi bien que pour faire bénéficier de ces réformes le paysan et le propriétaire foncier, et non pas les intermédiaires. Il doit également empêcher le coût de la vie d'augmenter exagérément, développer des cultures quasi inexistantes et éviter des sorties de devises. L'initiative privée ne peut pas atteindre ces buts, il importe donc que l'Etat intervienne en vertu de l'intérêt général, pour diriger l'économie agricole » (17).

De quelle manière se manifeste l'intervention de l'Etat anglais ?

Les projets de réorganisation des divers marchés, — Marketing Scheme, — sont élaborés par le Gouvernement d'accord avec les producteurs, généralement d'après les propositions de la Ligue Nationale des Fermiers (18). Ces projets sont ensuite soumis au vote des producteurs et ne sont rendus obligatoires qu'après avoir obtenu la majorité des trois quarts requise. Sur chaque marché ainsi organisé suivant une méthode qui satisfait le principe de libre adhésion, est créé un « Office du marché », élu par les produc-

(17) Il n'est pas une nation au XX^e siècle qui n'ait dû mettre en avant le principe de l'intérêt collectif ou du Bien commun pour expliquer certaines atteintes à la liberté individuelle.

(18) La Ligue Nationale des Fermiers est la principale association agricole britannique groupant environ 150.000 membres et jouissant d'une grande influence.

teurs et chargé de l'application de la réglementation, voire même dans certains cas de la vente des produits. Le Gouvernement voit dans la réglementation de la production et de la vente un premier moyen d'améliorer la situation des principaux marchés, il en voit un autre dans l'octroi de subventions. Toutes les branches de l'agriculture sont successivement touchées, soit qu'elles aient été soumises à une réorganisation, soit qu'elles aient simplement bénéficié des subventions (19).

Le profit individuel est maintenu dans les principes et dans les faits. En dehors du protectionnisme douanier, l'Etat n'assure pas la viabilité des entreprises agricoles. Toutefois, il est partie aux contrats de prix pour assurer un prix raisonnable aux contractants. La technique de l'exploitation reste entièrement aux mains du particulier que l'Etat assiste de conseils mais ne commande pas. Il fixe des qualités « standard » qui doivent être atteintes pour que le producteur soit admis dans la machine de distribution et de vente. Et surtout il aide le fermier (puisque le fermage est le mode d'exploitation le plus courant en Angleterre), qui adopte sa politique agricole, à l'aide de généreuses subventions.

En résumé, pour soutenir l'agriculture nationale, le gouvernement anglais use de quatre procédés :

- 1° Le recours aux droits de douane ;
- 2° La réglementation des importations (contingents) ;
- 3° L'organisation de la production et de la vente ;
- 4° L'octroi de subventions directes.

Ces quatre procédés en visant au maintien ou au relèvement des prix agricoles, n'ont d'autre but que de rénover l'agriculture et de procurer aux fermiers et exploitants anglais des revenus encourageants capables de les attacher au sol et d'y rappeler ceux qui l'avaient déserté. Il est évident que l'avenir de la production agricole dépend d'une

(19) Renseignements tirés d'un article intitulé : « L'Agriculture britannique, son évolution récente », dans la *Revue des Agriculteurs de France*, mai 1938, pp. 175 à 177.

reprise de la vie rurale et que celle-ci ne renaîtra qu'en fonction des avantages qu'elle pourra offrir aux cultivateurs. L'organisation autoritaire des marchés est le meilleur moyen de favoriser l'essor de la profession agricole et indirectement de provoquer un Retour à la Terre.

SECTION IV

Tentative de Retour à la Terre

Mais en dehors de cette réglementation directe purement économique, l'Etat anglais prend des mesures d'ordre social propres à accélérer le mouvement des villes vers les campagnes.

Il commence par mettre sur un pied d'égalité les salaires agricoles et les salaires industriels. Comme dans tous les autres pays l'ouvrier agricole était jusqu'alors nettement désavantagé par rapport à son camarade de l'usine. Ce n'est qu'à partir de 1936 (loi du 9 avril), qu'il est admis à bénéficier de l'assurance contre le chômage (20). Son salaire peut être relevé grâce à la meilleure situation pécuniaire de ses employeurs. (Le salaire hebdomadaire minimum qui était de 31 sh., 8 en 1931, est de 35 sh. en 1937 (21)). L'Etat s'attaque également à l'amélioration des logements ruraux trop souvent insalubres. Il renforce ses dispositions législatives encourageant la natalité et secourant les familles nombreuses. Il subventionne les exploitants qui occupent une main-d'œuvre abondante. Il facilite le morcellement des terres en faveur des cultures maraîchères propices aux petits exploitants. Il use de la propagande pour inviter les travailleurs urbains en chômage à regagner les campagnes.

En janvier 1933, le chômage atteint son point maximum avec 2.900.000 chômeurs complets. D'autre part, l'agriculture manque de bras, et les ouvriers de pain

(20) Parallèlement en France, les allocations familiales n'ont été étendues à l'agriculture qu'en 1936.

(21) Renseignements fournis par le *Bulletin Quotidien* du 1^{er} mars 1938, n° 49 : « La situation de l'agriculture britannique ».

anglais. Il semble facile, *a priori*, de compenser une perte par un excédent et d'utiliser les bras inactifs de la ville dans les campagnes où leur activité n'est pas suffisante. En 1932, le Président travailliste de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture anglaise, déclare que 100.000 ouvriers supplémentaires pourraient trouver du travail dans l'agriculture, du jour au lendemain (22). Mais les problèmes de l'économie, enfantins à résoudre sur le papier, deviennent parfois insolubles dans la réalité.

Nous allons voir quels procédés emploie l'Etat anglais pour faire revenir à la terre ses chômeurs ; nous verrons ensuite les résultats obtenus.

Dès 1908, l'Angleterre avait entrepris un essai timide de lutte contre l'exode rural. Elle avait décidé de favoriser la création de petites exploitations agricoles susceptibles de procurer à leurs propriétaires assez de produits pour leur permettre de ne dépendre d'aucune autre source de revenus, et leur assurer un niveau de vie convenable (23). A l'origine, cette initiative avait pour but de dissuader l'ouvrier agricole de désertir la campagne. Depuis la crise de 1928 et le chômage endémique qui en est résulté, l'Etat a en vue un objet différent : ramener à la terre les travailleurs industriels. Une organisation nouvelle appelée la « Land Settlement Association » est instituée pour coordonner les efforts. De 1908 à 1928, un peu plus de 30.000 exploitations avaient été créées dont la superficie moyenne n'avait pas dépassé 15 acres environ (c'est-à-dire 6 hect.). Il s'était agi alors des exploitations destinées principalement à des travailleurs agricoles. Quant aux exploitations créées par la Land Settlement Association à l'usage des chômeurs, elles ont habituellement une superficie de 5 acres et atteignent rarement 10 acres ce qui, vu la petitesse du terrain, ne laisse guère d'autre ressource à l'exploitant que

(22) Cité par *L'Association Agricole*, 6 décembre 1932, dans un article intitulé : « La Nouvelle Orientation de la politique agricole de la Grande-Bretagne ».

(23) Une législation similaire remonte à 1886 pour l'Allemagne, à 1889 pour le Danemark. Pour la France, on attend encore.

de se livrer à l'aviculture ou à la culture maraîchère (24).

Un examen des statistiques des petites exploitations en Angleterre et au Pays de Galles montre que leur nombre a sensiblement diminué entre 1913 et 1935. Les exploitations de 1 à 5 acres sont passées de 92.302 en 1913, à 69.864 en 1933 ; celles de 5 à 20 acres sont passées de 122.117 en 1913, à 100.591 en 1933 ; et celles de 20 acres et plus sont passées, de 221.258 en 1913, à 217.978 en 1933.

C'est une des raisons pour lesquelles la Land Settlement Association (25), s'oriente en 1933 vers la création de grandes propriétés groupant une quarantaine de familles. Nous n'avons pu trouver de statistiques concernant cette nouvelle forme de colonisation collective. Mais nous savons d'après les rapports d'éminents économistes anglais (comme P. LAMARTINE YATES) que les résultats ne sont pas remarquables (26). Une des causes du manque de développement de cette colonisation est le montant élevé des frais d'installation. L'aménagement d'une exploitation agricole familiale complète d'environ 35 acres, coûte £ 2000 au moins ; celle d'une exploitation de 5 acres coûte £ 750. Les charges d'intérêts et d'amortissement qu'entraîne la dépense de capital qu'ils ont la faculté de consacrer à l'acre sensiblement plus élevé que celui que paierait le locataire d'une ferme ancienne de la même catégorie, ce qui diminue d'autant le revenu de l'exploitant. Les pouvoirs publics sont donc obligés non seulement de considérer la dépense de capital qu'ils ont la faculté de consacrer à l'atténuation du chômage, mais d'examiner si cette forme particulière d'assistance est justifiée par les résultats que l'on en peut attendre.

Ce n'est pas tout d'installer l'ouvrier industriel sur la

(24) Les exploitations analogues ont une superficie moyenne de 12 acres (= 5 hectares) au Danemark et de 30 acres (= 12 hectares) en Allemagne. Ces dimensions plus grandes sont plus avantageuses. (Cf. *Statistik Aarbog*, 1935, et *Statistisches Jahrbuch*, 1935).

(25) Cf. A.-W. Menzies Kitchin, Land Settlement, *A report prepared for the Carnegie United Kingdom Trustees*, 1934, p. 22.

(26) Cf. P. Lamartine Yates : « Les chômeurs de l'industrie et le Retour à la Terre en Grande-Bretagne », *Revue Internationale du Travail*, vol. XXXVI, sept. 1936, p. 361-387.

terre, encore faut-il ne pas le condamner irrémédiablement à un niveau de vie plus bas que celui qu'il aurait pu avoir s'il était parvenu à retrouver un emploi à la ville, peut-être même — ô ironie — à un niveau de vie plus bas que celui qui serait le sien s'il était employé comme salarié agricole. « En Grande-Bretagne il a été démontré, — déclare P. LAMARTINE YATES, — que si les petits exploitants retiennent occasionnellement de leur travail un profit appréciable, le plus souvent ils ne touchent qu'un revenu insuffisant de leur capital, et parfois même une somme équivalente aux gains d'un salarié agricole » (27).

La situation de la Grande-Bretagne est donc la même que celle de nombreux pays d'Europe où le revenu du travail du petit exploitant agricole est moindre, non seulement que celui de l'ouvrier industriel, mais que celui du salarié agricole.

Le tableau comparatif suivant est l'illustration de ce que nous avançons. Il a été dressé pour l'année 1927-28, relativement profitable à l'agriculture, et après un prélèvement d'un intérêt sur le capital de l'exploitant (28).

	1927-1928	1927-1928	1926
	Produit du travail du paysan exploitant par journée d'homme	Salaire d'un ouvrier agricole par journée d'homme	Salaire d'un ouvrier industriel (manœuvre) par journée de 8 h.
Norvège	5.43	7.99	13.97
Finlande	3.21	4.00	4.80
Suisse	2.87	6.66	13.00
Pays-Bas	2.50	5.20	9.76
Pologne	1.94	1.81	5.60
Danemark	1.42	8.28	15.48
Allemagne	0.06	4.46	8.64

N.-B. — Il s'agit de francs-or.

(27) *Op. cit.*, p. 384.

(28) Tableau extrait du *Bulletin Mensuel de renseignements économiques et sociaux*, publié par l'Institut International d'Agriculture, sept. 1931, p. 285, chiffres rapportés par Deslarzes.

L'Etat anglais met donc, à notre avis, un espoir trop grand dans la création de ces exploitations familiales, mais il persiste dans cette voie qu'il estime salubre et pour compléter sa tentative d'installation du chômeur industriel sur la terre il organise un autre système à côté du premier, celui dit « des parcelles de subsistance ».

Les parcelles de subsistance sont constituées par des terrains d'une superficie supérieure à celle du jardin ouvrier (de 1 à 5 acres), terrains desquels l'exploitant n'est pas censé tirer la majeure partie des ressources nécessaires à son entretien. Le chômeur peut continuer à bénéficier de l'assistance publique. S'il trouve un nouvel emploi industriel, il ne perd pas la jouissance de sa parcelle. Le produit de cette parcelle est essentiellement considéré comme un appoint à son alimentation propre et à celle de sa famille, encore qu'il ne lui soit pas interdit de vendre, le cas échéant, le surplus de ses produits. Mais, en principe, la superficie maxima doit permettre à l'exploitant de satisfaire tous ses besoins alimentaires et ceux de sa famille, sans les dépasser. Les parcelles de subsistance ne sont pas exclusivement réservées aux chômeurs. En fait, ils sont à peu près les seuls à en profiter.

Des efforts nombreux soutenus par l'Etat sont faits en Grande-Bretagne pour fournir aux chômeurs des lopins de terre plus importants à titre d'appoint. Citons notamment l'action de la Société des Amis qui, par l'intermédiaire d'associations spéciales, octroie aux intéressés une pièce de terre et leur fournit des outils et des semences, percevant en retour une petite cotisation hebdomadaire. En 1936, le nombre de ses cotisants s'élève à 120.000. La même Société organise également des sortes de « colonies » comprenant chacune une vingtaine de parcelles d'un quart d'acre, où les exploitants peuvent se livrer d'une manière intensive à l'aviculture, à l'élevage des porcs ou à la culture maraîchère et se préparer ainsi à devenir des cultivateurs subvenant pleinement à tous leurs besoins. Ces parcelles sont englobées dans l'organisation dont nous avons déjà parlé, la « Land Settlement Association ». Chacun des

exploitants installés touche un subside provenant du fonds public constitué pour les districts où sont envisagées les créations de colonies. La difficulté de se procurer des terrains en quantité suffisante à proximité du domicile des intéressés limite l'expansion du mouvement. La mise en œuvre de ce programme est par ailleurs très onéreuse. Le plus souvent les chômeurs sont incapables de verser un loyer correspondant à la valeur du terrain de sorte que — surtout dans les pays où le prix du sol est élevé — l'Etat doit supporter une lourde charge pour l'achat des parcelles tout en demeurant obligé de verser pendant une période indéfinie des indemnités d'assistance aux bénéficiaires.

Ces considérations ont amené d'autres pays, tels que les U. S. A. à essayer des exploitations de subsistance d'un autre genre où l'exploitant jouit d'une superficie suffisante pour qu'il puisse y pratiquer une culture ou un élevage lui permettant de se procurer la majeure partie de sa nourriture, de manière à n'avoir plus besoin de l'assistance publique (29).

La conclusion de M. YATES que nous faisons nôtre est que la petite exploitation agricole n'offre que des ressources médiocres aux chômeurs : « Cependant le système « de la petite exploitation ne sera pas entièrement « délaissé ; il continuera de remplir une fonction utile en « servant d'échelon à l'ouvrier agricole entreprenant qui « vise à devenir le maître d'une exploitation plus impor- « tante ; en sorte que, dans un pays tel que la Grande- « Bretagne, où les entreprises agricoles sont grandes, le « maintien des dispositions légales relatives à la petite « exploitation est à la fois nécessaire et souhaitable. Mais, « encore une fois, pour ce qui est de l'installation du chô- « meur industriel sur la terre, on doit reconnaître que les « perspectives de réussite sont — pour nous en tenir à un « terme modéré — incertaines » (30).

(29) C'est ce que le Gouvernement des U. S. A. appelle le « Subsistence Homesteading », dont nous ferons plus loin l'étude.

(30) Cf. *Rev. Intern. du Travail*, vol. XXXVI, sept. 1936, p. 387.

SECTION V

Résultats obtenus

L'Angleterre a voulu revenir à la terre, elle a bouleversé tous ses principes pour atteindre son but, et renié tout ce qu'elle avait adoré. Mais a-t-elle vraiment opéré un Retour à la Terre ? Nous avons demandé aux chiffres la vérité sur la situation de l'Angleterre au moment le plus aigu de la crise, et ils nous ont attesté la nécessité pour elle d'opérer un revirement économique. Nous allons leur demander maintenant la vérité sur sa situation après plusieurs années de politique en faveur de la terre, et c'est eux qui nous dicteront notre réponse.

La production de blé est en nette augmentation.

De 1924 à 1931, la moyenne annuelle produite est de 14.870.000 quintaux ;

de 1932 à 1938, elle est de 17.070.000 quintaux.

Le rendement à l'acre est passé de 17 cwt 33 (moyenne 1928-1931) à 18 cwt 32 (moyenne 1932-1937) (31).

La production des céréales secondaires est stationnaire ou en légère régression, ce qui correspond à l'augmentation des surfaces emblavées passées de 1.196.000 acres en 1931 à 1.731.000 acres en 1937 (32).

La production de la betterave à sucre, insignifiante en 1923-24 (15.000 tonnes seulement), et faible encore en 1932 (environ 100.000 tonnes), atteint en 1937 près de 600.000 tonnes (ce qui subvient à un quart des besoins en sucre de l'Angleterre) (33).

Le cheptel bovin qui comptait 7.955.000 têtes en 1931, en compte 8.932.800 en 1938.

Le troupeau de moutons ne s'accroît pas, mais

(31) 1 cwt. = 50 kgs 802.

(32) Cette augmentation des surfaces emblavées est due en grande partie au régime des subventions dont le blé est gratifié.

(33) Chiffres extraits du *Statistical Abstract For the United Kingdom*, 1938. Board of Trade, Londres, p. 290.

le troupeau de porcs passe de 3.570.000 têtes en 1931 à 4.695.799 en 1938 (34).

La production moyenne de viande anglaise pour les années 1936-38 est de 20.326.000 cwts, alors qu'elle n'était en moyenne que de 18.000.000 cwts pour les années 1928-1932.

L'augmentation de production des œufs entre 1924 et 1936 est de 65 %. Quant au lait, l'Angleterre obtient en 1937-38 sa plus haute production depuis 25 ans avec 1.300.000.000 gallons (35).

Cet accroissement général de la production agricole anglaise se traduit par une diminution sensible des importations de denrées alimentaires à l'usage des hommes et des animaux. Nous n'en prendrons pour témoins que les chiffres et pourcentages suivants :

de 1931 à 1935 la diminution des importations de blé atteint 11 %, et celle des plantes fourragères 14 % ;

en 1930, on importe 11,9 millions cwts de porc à bacon et en 1936 6,9 millions cwts seulement (36) ;

De 1936 à 1939, les importations de céréales et de viande ont encore diminué de 5 %.

Aucun doute n'est donc possible : la production agricole anglaise est en pleine croissance. Les chiffres officiels ont indiqué que son volume avait augmenté de 16 % de 1931 à 1938. L'un des buts du revirement économique est atteint : l'Angleterre est moins tributaire de l'étranger pour son ravitaillement alimentaire. A quoi correspond cette productivité en progrès ? Est-elle due au retour véritable des hommes à la terre et à l'utilisation de celle-ci jusqu'à sa plus infime parcelle ? Laissons de nouveau la parole aux chiffres.

(34) Chiffres tirés de l'*Annuaire Intern. des Statistiques agricoles*, 1938-39. Rome, 1939, pp. 129-130-131.

(35) Chiffres provenant du *Journal of the Royal Statistical Society*, Londres, CIII part. I, 1940, pp. 92-93.

(36) Chiffres empruntés à A. Spindler, *Bulletin des Engrais*, 25 nov. 1936, pp. 521-525.

En 1931 les superficies cultivées couvrent 13.839.000 acres

1933	—	—	—	13.449.000	—
1936	—	—	—	13.219.000	—
1938	—	—	—	12.795.000	—

Les pâturages, eux aussi, ont diminué d'étendue :

En 1931 ils couvrent 32.374.000 acres

1933	—	32.193.000	—
1936	—	31.932.000	— (37)

Pendant le même temps (de 1931 à 1937), la population totale a augmenté de 1.206.000 unités.

La population urbaine s'est encore accrue : (35.831.000 personnes en 1931 et 37.814.000 en 1937), et la population rurale a encore diminué (8.963.000 personnes en 1931 et 8.193.000 en 1937). Sur 1.000 habitants, on compte en 1937 822 urbains (contre 800 en 1931) et 178 ruraux (contre 200 en 1931) (38).

Le nombre des travailleurs agricoles a diminué. Il s'élève à 741.300 en 1937 (contre 829.073 en 1931) (39). L'exode rural a donc porté sur près de 90.000 nouvelles personnes, qui toutes servaient activement l'agriculture. La perte est sensible.

Si, maintenant, nous examinons le chômage, nous nous apercevons que s'il est inférieur à celui de 1933 (point maximum 2.900.000 chômeurs), il est encore supérieur en 1939 (1.700.000 chômeurs) à ce qu'il était en 1929 (1.100.000 chômeurs) (40). C'est dire qu'il est devenu endémique et que la solution qui permettra de le résorber n'est pas près d'être trouvée (41).

Confrontons maintenant les chiffres : les uns accusent une augmentation sensible de la production agricole, les

(37) Les chiffres des superficies sont tirés du *Statistical Abstract for the United Kingdom*, Board of Trade, Londres, 1938, pp. 284-285.

(38) Chiffres tirés du *Journal of the Royal Statistical Society*, Londres, vol. CIII, Part. I, 1940, p. 33.

(39) *Statistical Abstract for the United Kingdom*, 1938, p. 295.

(40) *Annuaire des Statistiques du Travail*, B. I. T., Genève, 1939, p. 45.

(41) Malgré la politique de réarmement qui, depuis 1938, a rappelé à l'usine beaucoup d'ouvriers.

autres une accentuation de la désertion des campagnes. Si l'on ne tient compte que des premiers — comme certains l'ont fait — on affirme : « L'Angleterre est revenue à la terre », si l'on ne considère que les seconds, on conclut : « Elle continue à se détourner de la terre ».

La vérité, qui concilie les deux propositions, c'est que la politique agraire en Angleterre s'est traduite par un mouvement des idées et non par un mouvement des hommes.

Les idées ont abouti à une législation nouvelle, la législation nouvelle a encouragé l'agriculture, les rendements ont été meilleurs, les cultures plus sélectionnées, l'outillage perfectionné, les engrais mieux employés et à doses plus massives. Finalement, la production agricole s'est accrue considérablement.

Mais cet accroissement n'a pas eu lieu *à cause* d'un Retour des hommes à la Terre, il a eu lieu *malgré* un exode rural plus prononcé.

CHAPITRE II

AUX ETATS-UNIS

Les U. S. A. nous offrent une économie essentiellement différente de celle des pays d'Europe. La jeunesse de leur structure l'explique.

Il y a cent ans, leurs terres n'étaient pas encore toutes connues, on n'avait pas fini de les découvrir. En cent ans, leur territoire presque désert se peupla de millions et de millions d'hommes accourus de tous les points des autres continents, et de gigantesques agglomérations se constituèrent tandis que l'industrie la plus audacieuse s'y installait.

En cent ans, les U. S. A. réalisèrent ce que les pays d'Europe avaient mis de longs siècles à obtenir. Ils remplacèrent la faible durée de leur histoire par l'intensité de leur activité créatrice. Ils allèrent même si loin dans cette voie qu'ils dépassèrent leurs modèles et crurent que l'on pouvait compenser l'absence d'une tradition millénaire par l'emploi de la science la plus évoluée.

Dans le domaine de l'agriculture plus que dans tout autre, cette conception s'affirme : en France, par exemple, l'agriculture remonte aux temps néolithiques, les expériences nouvelles, moins dangereuses, réussissent parfois et font lentement école. Celles qui échouent redonnent aux paysans le sens de leurs traditions et la prudence des routines ancestrales.

Au contraire, un peuple de pionniers créant une agriculture sur une terre soumise au parcours, voire à l'économie de cueillette et de chasse, crée ses usages agricoles en même temps que son agriculture, et pratique celle-ci en appliquant les derniers principes scientifiques et prétendus rationnels. C'est ainsi qu'est née la monoculture aux U.S.A.,

en vertu de laquelle le fermier américain achète tous les produits agricoles sauf un : celui qu'il produit.

Un tel système donne à la ferme le visage de l'usine, et les conséquences économiques et sociales funestes qu'il peut entraîner, font davantage ressortir la solidité de notre polyculture européenne, basée sur la petite exploitation familiale.

SECTION I

Les trois problèmes à résoudre

Au moment précis où l'Angleterre opérait un revirement en faveur de l'agriculture, les U. S. A. se virent contraints à un revirement analogue.

Mais il est évident que la nécessité d'un Retour à la Terre ne peut pas se présenter de la même façon dans une nation comme l'Angleterre, résultante d'une somme d'expériences et de coutumes accumulées au cours des siècles, et dans une nation comme les U. S. A. qui passa en quelques décades des mains des défricheurs à celles des financiers.

Aux U. S. A. il s'agissait avant tout de remédier à un déséquilibre dû à une organisation économique trop relâchée qui n'avait d'autre règle que celle du gain toujours plus grand.

Selon l'expression employée par les Américains, leur agriculture était victime d'un « maladjustment » né d'un désaccord entre la production et les débouchés.

Jusqu'en 1920, l'agriculture américaine avait été stimulée par les immigrations qui — employées dans l'industrie — constituaient autant de bouches à nourrir, par l'apport de capitaux européens dont les intérêts étaient payés au moyen de produits agricoles et par les besoins alimentaires d'Europe, surtout pendant la guerre 1914-18.

Mais à partir de 1920, l'agriculture devint excédentaire. Les raisons de ce changement furent nombreuses : l'immigration avait été arrêtée par l'Etat, les villes ne pouvaient

plus absorber le surplus de la population rurale (1), la crise et le chômage restreignaient le pouvoir d'achat des salariés, les pays étrangers cessaient de s'approvisionner aux U. S. A., enfin la technique industrielle entraînait un manque à gagner pour les agriculteurs (2).

Quand l'agriculture américaine ne fut plus capable de vendre ce qu'elle avait produit pour l'exportation, les prix sur le marché intérieur s'effondrèrent. Comme il n'existait dans le monde aucun autre client auquel elle pût vendre des quantités suffisantes pour compenser la restriction européenne, elle se trouva forcée de limiter sa production, et de prendre des mesures pour protéger le marché intérieur contre l'influence qu'auraient pu exercer sur lui les prix extérieurs. Il fallait empêcher que des excédents ne précipitassent la baisse des prix et maintenir une égalité satisfaisante entre le rendement des fermes et celui des usines.

En somme, le but à atteindre était non pas de *produire davantage* pour acquérir une indépendance alimentaire (comme les pays d'Europe à agriculture déficitaire), mais de *produire moins*. Le problème aux U. S. A. était donc plus économique que technique. Ce n'était pas les procédés de culture qu'il importait d'améliorer, mais la réglementation de la vente.

Une autre raison, qui joua de tout son poids pour inciter le Gouvernement des U. S. A. à pratiquer un revirement agricole, fut *l'épuisement du sol américain*. Il peut paraître extraordinaire *a priori* qu'un pays vierge de culture il y a deux cents ans, soit aujourd'hui menacé d'épuisement. Mais la politique de « laisser faire » explique ce phénomène, que les pays d'Europe soumis à des successions séculaires de récoltes n'ont pas connu.

(1) Surplus dû à une forte natalité excédant les décès.

(2) Les fermiers qui, avant la guerre, vendaient aux villes annuellement pour plusieurs centaines de milliers de dollars sous la forme d'animaux de travail, leur versaient désormais chaque année quelque 1.500 millions de dollars en paiement de machines motrices ou autres.

Dès les premiers temps de la colonisation, chacun avait la liberté absolue de disposer comme bon lui semblait des richesses naturelles des U. S. A. qu'il conquérirait le premier. Les effets d'une pareille politique d'exploitation ne se firent pas sentir tant que la frontière fut ouverte, c'est-à-dire, tant qu'il suffit d'aller « farther West » pour y trouver de nouvelles terres et des forêts vierges se prêtant à une exploitation intensive et abusive. Mais du jour où les pionniers eurent atteint le Pacifique, les déplorables effets de cette colonisation agricole désordonnée apparurent.

La destruction d'innombrables et immenses forêts (3) provoqua le dérèglement du régime des eaux. De formidables inondations dévastent maintenant, au printemps, le bassin du Mississipi et des fleuves de la Nouvelle Angleterre, aussi bien que de la côte du Pacifique. Les sécheresses sont plus profondes qu'autrefois et le niveau hydrostatique s'abaisse de telle façon que dans la « Central Valley of California » l'eau du Pacifique pénètre dans les canaux d'irrigation des cultures du delta des rivières Sacramento et San Joaquin (qui fournissent 50 % de la production commerciale des U. S. A. en fruits et légumes).

Une autre cause d'épuisement du sol aux U. S. A. fut la mécanisation de l'agriculture (4). D'immenses charrues traînées par des douzaines de chevaux éventraient sans ménagement, à la fin du XIX^e siècle, la prairie de l'Ouest. Avec chaque nouvelle étoile ajoutée au « Star-Spangled Banner » dont le nombre augmenta progressivement de 13 à 48 (correspondant à celui des Etats créés dans le cadre de la Fédération), les troupeaux et les trains de culture, précédant ou suivant le tracé d'innombrables lignes de chemin de fer, empiétèrent sur de nouvelles terres comme les bûcherons sur de nouvelles forêts. Après la guerre 1914-1918, le tracteur et la scie mécanique contribuèrent à accélérer davantage le rythme de la destruction.

(3) Au cours de la colonisation, 41 millions d'acres de forêts ont été détruits par le feu et 33 millions par la hache. Cf. *Northwestern Miller* du 10 février 1937.

(4) Il en fut de même en U. R. S. S.

Les premiers pionniers agriculteurs avaient pratiqué l'exploitation naturelle des richesses du sol selon les principes d'une agriculture intensive et non conservatrice, en vue de l'obtention des produits au plus bas prix de revient possible. Ils avaient cultivé une terre, en avaient tiré le maximum, puis l'avaient abandonnée pour en défricher une autre aussi fertile, sans souci de restitution à la première des matériaux prélevés par les magnifiques récoltes. C'est ce que certains économistes ont appelé « l'agriculture minière » (5), le sol étant travaillé comme une mine qu'on épuise avant d'en découvrir une autre. Cette agriculture est caractérisée par la non-restitution au sol des matières fécondantes, par le voisinage des champs cultivés avec de vastes jachères nues et même par le déplacement radical de l'exploitation rurale une fois que toutes les terres environnantes ont été appauvries.

Les premières lois de colonisation, celle de 1841 aussi bien que celle de 1862, ne mirent pas un frein à cette tendance déplorable. Au contraire, elles l'accentuèrent (6). Le Gouvernement fédéral se bornait à donner aux colons des facilités pour qu'ils pussent se procurer de la terre, les laissant libres de choisir leurs lots, de faire les frais de l'exploitation, de s'adapter au milieu dans lequel ils s'installaient. La plupart des Etats avaient pris le parti d'abandonner les nouveaux venus entre les mains d'agences privées spécialisées dans la vente de propriétés, et même d'aider ces agences dans leurs efforts pour attirer les colons, quels qu'ils fussent. Le souci de la qualité de la terre était inexistant aussi bien que celui de la valeur du colon. On ne tenait pas suffisamment compte de l'étendue de l'effort demandé, non plus que de l'importance du capital nécessaire pour la création d'une ferme. Il s'ensuivit que trop de gens inexpérimentés, incompetents, inaptes à l'agri-

(5) Cf. Michel Cépède, « L'organisation agricole aux U. S. A. et en Italie », *Bulletin du Comité National de l'Organisation française*, mai 1939, p. 285.

(6) Cf. W.-A. Hartman, Chef de service à la Section de l'Economie rurale aux U. S. A. Rapport présenté au Congrès de la Colonisation rurale, Alger, 26-29 mai 1930.

culture, achetèrent des terres impropres au genre de culture qu'ils essayaient d'y pratiquer et les détériorèrent inutilement. Enfin, depuis la Grande Guerre, un grand nombre de fermiers (tenants) et de propriétaires exploitants déjà affectés par la crise, n'eurent plus les moyens de s'abstenir d'employer des méthodes de culture qui ruinèrent la fertilité du sol.

De cette accumulation de facteurs néfastes à la bonne conservation du sol américain, il résulta que les terres les plus riches du monde furent menacées d'un épuisement radical (7). On peut calculer que de 1929 à 1933 les U. S. A. avaient perdu, rien qu'en érosion, plus de 30 millions d'hectares autrefois cultivés. Les récoltes avaient peu à peu exporté l'humus fécond des prairies, les terres noires avaient blanchi, elles avaient été emportées par l'eau rendant les barrages inutilisables ou par le vent dans de terribles tornades de poussière. On constatait dans les Etats humides du Nord la disparition d'un quart d'azote initial, d'un cinquième de phosphore, d'un dixième de potassium et d'un tiers de soufre (8).

Ainsi, une nation de 122 millions d'habitants (9), disposant d'un territoire de 7.839.000 km², pouvait risquer tout d'un coup de se trouver sans terres et sans forêts exploitables et gâchait des ressources naturelles dont sa population, rapidement croissante, exigerait bientôt pour sa subsistance l'exploitation totale et rationnelle. Ce fut la deuxième raison économique qui poussa le Gouvernement des U. S. A. à revenir à une politique agricole.

La troisième raison, nous la trouvons dans l'inquiétante situation démographique dont l'exode rural et le chômage constituent les points cruciaux.

(7) Dans l'Iowa-Nebraska le sol s'augmentait d'environ 1 pouce tous les 500 ans quand arriva l'Européen.

(8) Rapport annuel de M. Henry A. Wallace, alors Secrétaire Fédéral du Département de l'Agriculture, 1934.

(9) Exactement 122.775.046 habitants au recensement de 1930 (= 41,3 hab. au km²).

Les U. S. A. avaient été à l'origine exclusivement agricoles comme tous les « pays neufs », mais très vite leur population s'était urbanisée. Il n'y avait pas eu perte des campagnes en faveur des villes, on avait assisté simplement à un phénomène d'urbanisation plus intense et plus rapide que celui de ruralisation. Les immigrants qui étaient la source presque unique de croissance démographique s'orientaient davantage vers les villes où l'industrie naissait, que vers les campagnes où la condition de salarié agricole était très inférieure à celle d'ouvrier d'usine.

Le tableau ci-dessous, tiré de l'Annuaire Statistique officiel Américain (10) indique clairement l'accentuation du phénomène urbain.

	<u>Population urbaine</u>	<u>Population rurale (11)</u>
1890	35,4 % de la population totale (= 22.298.359 pers.)	64,6 % de la population totale (= 40.649.355 pers.)
1900	40,0 %	60,0 %
1910	45,8 %	54,2 %
1920	51,4 % (= 54.304.603 pers.)	48,6 % (= 51.406.017 pers.)

Comme on le voit, en 1920 les deux populations, urbaine et rurale, s'équilibraient.

Mais à partir de 1924, à partir du moment où les U. S. A. fermèrent leurs portes aux émigrants en vertu de l'Immigration Act et commencèrent par là même à se stabiliser démographiquement, on eut à déplorer le déclanchement de l'exode rural.

A vrai dire, ce ne fut pas un exode rural comparable à ceux des pays d'Europe, car en même temps qu'un mou-

(10) Cf. *Statistical Abstract for the United States*, 1938. Washington, 1939, Bureau of the Census, p. 6.

(11) On appelle en Amérique population rurale celle qui vit dans les agglomérations de moins de 2.500 habitants. Les chiffres n'ont donc qu'une valeur relative.

vement se produisait vers les villes, un autre mouvement avait lieu vers les campagnes. C'est en faisant le calcul des profits et des pertes qu'on s'apercevait que toutes les pertes étaient pour les campagnes.

De 1920 à 1930, on estime que 18 millions de personnes abandonnèrent la terre et que 13 millions y allèrent. La perte rurale s'élevait donc à 5 millions (12).

Les pourcentages de population rurale et urbaine durant ces dix années passèrent de 51,4 % à 56,2 % pour la population urbaine, et de 48,6 % à 43,8 % pour la population rurale. Ils confirmaient l'intensité de la perte des campagnes (13).

On peut trouver à cet exode rural plusieurs causes : l'espoir de gains plus élevés dans l'industrie, l'essor du machinisme qui prenait la place des hommes, la rationalisation de l'agriculture qui réduisait les frais de production tout en augmentant ses profits, et enfin l'usure du sol.

Une enquête faite en 1930 par le B. I. T. révéla que sur 100 personnes abandonnant la terre pour la ville, 33 étaient poussées par des mobiles économiques (désir de vivre mieux) et 25 par leur incapacité physique (travail de la terre trop fatigant) (14).

En 10 ans, nous l'avons vu, — de 1920 à 1930, — la campagne avait perdu en moyenne 500.000 personnes par an. En 1927, la perte s'éleva à 457.000, en 1928 à 422.000, en 1929 à 477.000 (15).

C'est alors que le chômage industriel s'abattit avec une soudaineté catastrophique sur les U. S. A. (16). Dès

(12) Chiffres extraits d'un article intitulé : « Is population moving back to the farm » ? dans le *Dun-Bradstreet-Monthly Review*, New-York, mai 1936, p. 2.

(13) En Géorgie et en Caroline du Sud, le nombre de fermes de 1920 à 1930 avait diminué de 50.000.

(14) Cf. B. I. T., « Unemployment problems in the United States », Genève, 1931. Série C, n° 17, pp. 44 et suiv.

(15) Chiffres extraits des *Agricultural Statistics*, 1939. U. S. Department of Agriculture Washington, 1939, p. 484.

(16) En temps ordinaire aux Etats-Unis, il y avait 1 million environ de gens sans emploi, la plupart en chômage temporaire par suite de la disparition normale et continue de petites industries.

1929, il affecta plus de 2 millions de travailleurs de façon permanente.

En 1930	il s'étendit à	4.921.000	hommes	
1931	—	8.634.000	—	
1932	—	12.803.000	—	
1933	—	13.176.000	—	(17)

Le chômage, conséquence de la crise de surproduction mondiale, devait prendre aux U. S. A. des proportions gigantesques pour des raisons particulières : d'abord parce que les industries engagées dans la production massive, rationalisées, avaient fonctionné avec une très petite marge de profit et tablé sur le grand nombre de produits vendus (une perte légère risquait donc de provoquer l'arrêt de beaucoup d'usines), ensuite parce qu'une formidable poussée des valeurs due à une spéculation désordonnée avait précédé la crise ; enfin, parce que l'étendue des dettes et du crédit aux U. S. A. avait dépassé à l'excès les proportions normales pour une extension saine des affaires.

En présence de ces millions d'hommes sans travail entassés dans les villes, quelle allait être la réaction des ruraux ? Le mouvement vers les cités allait-il se poursuivre ? Comme il était facile de le prévoir, il s'atténua tandis que le mouvement vers les campagnes s'accroissait (de nombreux chômeurs y cherchant un refuge).

En 1930, la perte rurale ne fut plus que de 212.000 personnes, en 1931 de 20.000 personnes, et en 1932, l'exode des cités vers la terre fut supérieur à l'exode rural : les campagnes firent un gain de 266.000 individus, ce qui ne s'était encore jamais vu dans les annales de l'économie américaine.

Aussitôt les économistes chantèrent victoire et proclamèrent, — sans attendre plus ample confirmation du phénomène, — que les U. S. A. étaient en route pour un retour massif à la terre, qui résoudrait la crise. Le Gouvernement

(17) Chiffres extraits du Rapport de la Commission Présidentielle chargée de préparer la loi de sécurité du 14 août 1935 sur les assurances sociales.

lui-même fit preuve d'un optimisme que les faits ne devaient malheureusement pas justifier (18).

En effet, le « contre-exode rural » ne fut qu'un feu de paille. En 1933, de nouveau, malgré un chômage industriel à son paroxysme, les campagnes perdirent 281.000 personnes au profit des villes. L'une des raisons qui explique cette reprise de l'exode rural, c'est que le chômage qui jusqu'alors n'avait sévi que dans les usines avait atteint en 1932 les fermes : en 1933, on comptait 338.000 chômeurs ruraux (19). Pourquoi les chômeurs urbains seraient-ils revenus à la terre puisque la terre ne nourrissait même plus ses travailleurs habituels ?

Le chômage combiné avec l'exode rural et aggravé par lui constituait donc pour les U. S. A. une véritable plaie démographique qu'il fallait soigner au plus tôt.

A ces maux criants d'actualité s'ajoutait un mal latent qui risquait de miner la structure vitale des U. S. A. à plus ou moins longue échéance, et les esprits commençaient déjà à s'en inquiéter. Il s'agissait du vieillissement des U. S. A. La nation ne progressant plus par immigration, devait désormais se suffire à elle-même. Il fallait donc qu'elle songeât à trouver en elle les éléments de son rajeunissement et à les favoriser énergiquement. On avait remarqué la décroissance continue de la jeunesse urbaine, phénomène commun à toutes les cités (20), d'où l'on avait déduit qu'en 1930 il y aurait dans la population urbaine 200.000 enfants de 14 ans en moins qu'en 1935 et en 1950, 600.000 enfants en moins, ce qui constituerait une perte de 25 %. Au contraire, on avait observé que la natalité rurale augmentait sans cesse, que les familles les plus nombreuses vivaient à la campagne, et que c'était dans les rangs de la jeunesse

(18) Cf. *The Agricultural Situation*. U. S. Department of Agriculture, Rapport annuel, mai 1930.

(19) Chiffres extraits de la *Revue Internationale du Travail*, janvier 1936. « L'estimation du chômage aux U. S. A. », par Robert-R. Nathan, pp. 54 à 84.

(20) Entre 1930 et 1933, la diminution des naissances avait atteint 16 % à New-York et 19 % à Chicago.

rurale que se recrutait les éléments de reconstruction des cités (21).

SECTION II

Réorganisation de la production et de la vente

En 1933, les U. S. A. se trouvaient en présence d'une situation difficile dont nous venons d'étudier les principaux aspects. Ces aspects peuvent se ramener à trois :

- 1° Surproduction générale ;
- 2° Appauvrissement du sol ;
- 3° Crise démographique.

C'était plus qu'il n'en fallait pour contraindre le Gouvernement à s'engager à fond dans une politique en faveur de l'agriculture. D'elle seule on était en droit d'attendre un secours, car elle seule paraissait capable d'absorber les millions d'activités humaines livrées au désœuvrement.

Mais avant de lui demander d'occuper les chômeurs, il était urgent de la réorganiser pour lui demander de faire vivre d'abord les agriculteurs. N'oublions pas que la crise agricole américaine (au même titre que la crise industrielle), était avant tout une crise de surproduction. Les U. S. A. avaient trop de bras, mais ils avaient aussi trop de blé. Le problème eût été plus facile à résoudre s'ils avaient eu trop de bras et pas assez de blé. Il eût paru logique dans ce cas d'employer l'excédent de main-d'œuvre à produire ce qui manquait, mais nous avons déjà pu juger, d'après l'exemple de l'Angleterre, que ce système de compensation, — d'aspect si simple, — était presque irréalisable. Que penser alors de la situation américaine où l'encombrement existait des deux côtés à la fois ? En plus des chômeurs industriels, il y avait les chômeurs agricoles. Et non seulement il n'était pas question d'intensifier la production, mais il importait de la réduire.

C'est dans cet imbroglio économique que le gouverne-

(21) Cf. l'article « Is population moving back to the farm ? » dans la *Dun and Bradstreet Review*, New-York, mai 1936, p. 6.

ment des U. S. A. eut à se débattre. Quelle solution imagina-t-il ? Il procéda rationnellement en s'attelant au plus pressé.

Il commença par porter tous ses efforts vers le relèvement de l'agriculture, qu'il voulut réaliser par sa réorganisation complète basée sur l'interventionnisme d'Etat. Il s'attaqua au problème de la surproduction par une meilleure répartition des cultures et par une réglementation très stricte des marchés ; il s'attaqua également au problème de l'épuisement du sol, par des lois de préservation et de bonification.

Ce fut le Président HOOVER qui le premier, en 1929, fit intervenir l'Etat dans le domaine agricole. Il promulgua « L'Agricultural Marketing Act », portant création d'un « Federal Farm Board » chargé de « développer la vente « méthodique des produits agricoles et de placer l'agriculture sur un pied d'égalité avec les autres branches de la « production ». Ce premier essai à tendance coopératiste fut loin d'être un succès et aboutit, en 1932, à une accumulation plus inquiétante des stocks.

Le Président ROOSEVELT voulut instaurer, à son tour, une politique nouvelle. Il fit voter, le 12 mai 1933, « L'Agricultural Adjustment Act », qui organisait à l'aide d'un interventionnisme très poussé tout ce qui avait trait à l'agriculture (22). Trois administrations furent instituées pour mettre en pratique les nouveaux principes :

« L'Agricultural Adjustment Administration (administration directrice à laquelle était confié le soin de résoudre les problèmes généraux) ;

« La Farm Credit Administration (organisation de crédit agricole) ;

« La Resettlement Administration (chargée de la colonisation intérieure et de la conservation du sol).

(22) Parallèlement à cette réorganisation agricole, le Président Roosevelt entreprit la restauration industrielle en faisant voter le N. I. R. A. (National Industrial Recovery Act) qui donna naissance à la National Recovery Administration.

En 1936, la Cour Suprême annula « l' A. A. A. », dont elle déclara le caractère anticonstitutionnel, « du fait de son « empiètement sur les droits individuels des fermiers ».

Mais le Président ROOSEVELT était à peine réélu que la Conférence d'Agriculture réunie à Washington le 9 novembre 1936 réclamait le retour à la législation du contrôle de la production. Les agriculteurs avaient compris que la perte de quelques uns de leurs droits était largement compensée par une amélioration du marché. Le Président ROOSEVELT proclama une deuxième fois et avec plus de force que la seule solution à la crise agraire se trouvait dans un programme national, exécuté sous la direction du gouvernement fédéral, avec l'assistance des Etats, des Comtés, des circonscriptions locales et des particuliers. Jamais principes d'économie dirigée ne furent plus énergiquement posés (23).

La loi sur la conservation du sol, « The Soil Conservation Act » (promulguée le 24 avril 1936), permit de revenir à la politique de contrôle par un détour habile : en se fondant sur la loi pour la protection du sol contre l'érosion, le Président fit remarquer qu'une terre perdait de sa fertilité, non seulement lorsqu'elle était entraînée dans le lit d'une rivière, mais aussi lorsqu'on l'épuisait par des cultures répétées d'un même produit. Il était donc nécessaire que l'Etat pût intervenir dans un cas comme dans l'autre, pour veiller à la conservation du sol américain et imposer les mesures utiles.

Le 16 février 1938, une nouvelle organisation du marché agricole fut instaurée par le « Jones Agricultural Act », où l'Etat se montra plus interventionniste encore qu'avant l'annulation de la Cour Suprême. Cette loi lui permet de pratiquer un contrôle des prix extrêmement sévère.

L'idée maîtresse de la politique agricole des U. S. A. fut de faire profiter les fermiers d'avantages de toutes

(23) Cf. les « 11 points de secrétaire de l'Agriculture », (alors M. Henry-A. Wallace), exposés le 9 décembre 1936 devant l'American Farm Board Federation réunie à Pasadena (Californie).

sortes (crédits, subventions, dégrèvements d'impôts, etc...), dès l'instant qu'ils appliquaient les programmes fédéraux. Il n'y avait donc pas coercition de la part de l'Etat, mais simplement proposition de contrat alléchant.

La réduction de la production fut opérée de la sorte grâce à des primes de non-culture, ce qui permit à M. Henry A. WALLACE de dire en 1935 : « Dans l'état actuel des choses, beaucoup de producteurs ont gagné plus d'argent par acre retiré de la culture que par acre ense-
« mencé » (24).

Le même procédé fut employé pour la conservation du sol. Du moment que le fermier s'engageait par contrat à ménager ses terres et à faire alterner telle et telle récolte, l'Etat promettait de le subventionner.

Pour la conservation du sol, l'Etat entreprit également des reboisements massifs, des travaux hydrauliques et racheta d'immenses territoires peu fertiles qu'il se proposa de bonifier ou de convertir en « Réserves ».

SECTION III

Chômage et retour à la terre

Mais il était évident que ces mesures, quelles que fussent leur urgence et leur à-propos, quelles que fussent leurs heureuses conséquences pour la cause de l'agriculture, ne constitueraient pas pour autant un retour à la terre des masses urbaines sans travail.

Pour que l'agriculture offrît de nouveaux débouchés à la main-d'œuvre urbaine excédentaire, il était nécessaire qu'elle passât, dans le domaine de la production, du stade des restrictions à celui des extensions. Mais ce passage d'un stade à l'autre dépendait avant tout de l'accroissement de la consommation de produits alimentaires sur le marché

(24) Cité par O. Festy dans un article intitulé « La politique agricole des U. S. A. », *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1935, p. 102. Festy nous apprend que de 1933 à 1935, 3 millions de fermiers ont signé des contrats de réduction de production, ce qui correspond pour l'Etat à une dépense de plus de 600 millions de dollars.

intérieur, autrement dit de l'augmentation de la population, ce qui, par conséquent, ne pouvait être réalisé qu'après de nombreuses années.

En attendant, il fallait tout de même découvrir un moyen de faire vivre les chômeurs, qui, à la longue, épuisaient les ressources de l'Etat ; mais ce moyen, il était impossible de le trouver dans l'industrie encombrée pour longtemps. Force était donc de se tourner vers l'agriculture.

Les U. S. A. disposaient encore de nombreuses terres libres susceptibles d'être exploitées par des chômeurs industriels qui se transformeraient en fermiers (25). Mais le produit de ces nouvelles exploitations viendrait s'accumuler sur un marché déjà obstrué et la crise de surproduction agricole s'accentuerait dangereusement, de sorte que les anciens agriculteurs pas plus que les agriculteurs improvisés ne pourraient vivre de leur métier.

En 1932, une Commission issue de la Conférence Nationale pour l'utilisation de la terre, s'était réunie à Chicago, et avait publié un rapport en trois points où était examinée la question de l'orientation des chômeurs vers l'agriculture.

Premier point. — Il est quasi impossible de remédier au chômage par le recours à l'agriculture commerciale (c'est-à-dire à l'agriculture pour la vente). Les terres du domaine public qui peuvent encore être concédées se prêtent à l'élevage plutôt qu'à la culture ; il est donc nécessaire d'en acquérir de grandes étendues pour assurer la vie d'une famille, ce qui réclame des capitaux importants dont aucun chômeur n'est possesseur. De plus, les frais de construction et d'aménagement de ces terres sont très élevés.

Deuxième point. — L'agriculture peut fournir aux chômeurs tout au plus les moyens de vivre, et dans des conditions peu brillantes. Les chômeurs exploitants ne seront jamais que des agriculteurs inférieurs.

(25) D'après M. Arthur M. Hyde, Secrétaire de l'Agriculture en 1932, les terres classées comme cultivables mais non cultivées représentent encore 636 millions d'acres, dont plus de la moitié conviendraient à de nouveaux exploitants.

Troisième point. — Il importe de diriger le mouvement de retour à la terre de façon qu'il ne devienne pas nuisible à la vie rurale américaine, notamment en multipliant les mauvais emplois qui, — dans de nombreux cas, — sont déjà faits de la terre, et en provoquant un encombrement plus complet des marchés.

Ce fut de ces conclusions, — en somme plutôt hostiles à un retour des chômeurs à la terre, — que s'inspira le gouvernement des U. S. A. pour créer en 1933 ce qu'il appela le « Subsistence Homesteading », et ce que nous traduisons par « l'exploitation familiale de subsistance » (26).

Sans attendre l'encouragement de l'Etat, beaucoup de chômeurs s'étaient réfugiés, comme nous l'avons vu, dans les campagnes pour tâcher d'y découvrir un mode d'existence moins précaire que l'allocation de chômage. Ils avaient donné naissance à cette catégorie de fermiers que l'on qualifiait de « part time farmers », par opposition aux « full time farmers » (27). Ils s'étaient installés là où ils avaient pu, au hasard des circonstances, sur les terres désertées parce que trop mauvaises. Ils avaient réparé les maisons abandonnées et avaient végété avec leurs familles à l'aide des produits de leurs jardins. Quand l'occasion s'en était présentée, ils avaient travaillé dans des ateliers environnants pour compléter leurs moyens d'existence. Le mouvement de l'agriculture de subsistance avait donc été spontané. Et ce ne fut qu'en 1933 que le gouvernement, — ayant mûrement pesé le pour et le contre, — comprit tout l'avantage qu'il pouvait en tirer, et décida de le favoriser.

Voici, — tirés du texte même de la loi, — les principes qui ont présidé à l'établissement du « Subsistence Homesteading » (28). Deux institutions sont créées en 1933.

(26) Loi n° 67 du 73^e Congrès approuvée par le Président le 16 juin 1933.

(27) Au sujet du Part-time farming, cf. dans « The Index », vol. XII, nov. 1932, un article intitulé « American Migration ».

(28) Cf. Commentaire de la loi du 16 juin 1933 paru dans le « Daily Revised Manual of Emergency Recovery Agencies & Facilities provided by the U. S. Government », 1935.

1° « The Division of subsistence Homesteads of the Department of the Interior », (remarquer que l'organisation dépend du ministère de l'Intérieur et non de celui de l'Agriculture), chargée d'établir les modalités de la fixation des chômeurs au sol.

2° « The Federal Subsistence Homesteads Corporation », qui doit servir d'organisation de crédit à la Division sus-nommée.

La Division of Subsistence Homesteads adopte la politique de l'établissement familial agricole, mais il est bien spécifié que ce n'est qu'à titre d'essai. Les familles seront installées en groupes (cette idée nous rapproche des théories de colonisation intérieure européennes) ; elles vivront, pour la plus grande partie, de leur agriculture ; pour la plus petite partie, d'un travail industriel organisé à proximité du home.

Quatre grandes classes d'établissements sont prévues :

1° Cités et jardins ouvriers situés à côté de petits centres manufacturiers qui profiteront de la décentralisation industrielle projetée ;

2° « Cités agricoles », situées à côté de vastes centres industriels (en général de l'industrie lourde), qui vraisemblablement ne seront pas décentralisés ;

3° Etablissements ruraux où seront installées les « épaves de la population industrielle », (« stranded » industrial population), et particulièrement les ouvriers mineurs ;

4° Communautés rurales, déjà existantes, mais abandonnées en raison du rendement inférieur de leurs terres, dont on confiera désormais la mise en valeur à des chômeurs industriels.

La division déterminera l'emplacement où sera installée la « Communauté de subsistance », à la suite des demandes adressées à elle, et des enquêtes effectuées par ses membres. Sur la recommandation de la Division, le Conseil des Directeurs de la Federal Subsistence Homesteads Corporation adoptera une résolution concernant l'accomplissement du projet et fixant la somme allouée pour ce projet. Un

« Bureau de Conseillers », composé des citoyens les plus représentatifs de la communauté, sera désigné pour servir de lien de coordination entre l'administration et la communauté. Les fonds de la Federal Subsistence Homesteads Corporation seront alimentés par le Secrétaire du département de l'Intérieur, au nom des U. S. A.

En quoi consistera « an individual subsistence Homestead » ? Il aura une superficie de 1 à 5 acres (selon la nature du sol, les conditions de la famille, le caractère de la culture, les garanties de paiement). Sur ce terrain la famille aura la possibilité de produire des légumes et des fruits et, dans certains cas, d'avoir une basse-cour et un ou deux porcs ; dans d'autres cas, une vache. Et surtout, condition de base, « la production aura pour fondement la subsistance domestique de la famille, et *non la vente sur le marché* » (29).

Au bout de combien de temps le Homesteader devra-t-il rembourser le prêt ?

Excepté dans de rares cas, la Corporation ne consentira de prêts, — au sens strict du mot, — au Homesteader. Au lieu de cela, elle passera avec lui un contrat de vente qui lui permettra d'acquérir un terrain comprenant une ferme et ses dépendances. Le paiement sera amorti 15 ou 20 ans après, selon les différents projets ; le Homesteader s'en acquittera mensuellement. Le taux de l'intérêt sera le plus bas possible (2 à 3 %). La moyenne du prix d'achat sera de \$ 2.000 à \$ 3.000.

Il est prévu que le système de la vente doit être complété par celui de la location.

Laissons la parole à M. Henry A. WALLACE, alors Secrétaire du département de l'Agriculture, maintenant Vice-Président des U. S. A., qui commente la loi sur le « subsistence Homesteading », dont il eut l'initiative (30).

(29) « Production will be on a subsistence basis for the household use of the family and not for sale in the market ».

(30) Cf. Simone-Maxe Benoit, *Rev. polit. et Parlementaire*, 10 juill. 1935 : « Le cycle de l'économie dirigée aux U. S. A., et l'arrêt de la Cour Suprême », p. 65.

« L'Administration n'a pas oublié les chômeurs, et, sachant bien que la petite propriété est la base même d'une société stable, nous avons mis, grâce à l'organisation de la « Homestead Division », à la disposition des chômeurs qui veulent bien abandonner la ville pour la campagne des petites propriétés louées à \$ 15 par mois ; elles comprennent la maison en partie meublée, le terrain à cultiver et les instruments nécessaires à l'exploitation ; mais comme nous n'ignorons pas qu'il faut au moins deux générations pour qu'une population urbaine devienne tant soit peu paysanne, nous tâchons de créer dans ces centres, des ateliers de petite envergure proches de l'artisanat où l'exploitant du petit domaine peut travailler quelques heures par jour... ».

Quels résultats a donné l'essai tenté en 1933 ? Nous savons seulement que deux ans après le vote de la loi, une centaine de projets d'établissements de communautés étaient acceptés, dont un peu plus de la moitié était en voie d'exécution. Il faut avouer que, pour une période de deux années, dans un pays de 130 millions d'habitants, comptant plus de 10 millions de chômeurs, ce nombre de projets est peu élevé, et qu'il est l'indice du manque d'enthousiasme avec lequel les ouvriers américains ont répondu à l'initiative gouvernementale. Il correspond sans doute au nombre des ouvriers qui, — sans l'aide de l'Etat, — se seraient tournés d'eux-mêmes vers l'agriculture de subsistance.

Une autre raison pour laquelle le « Subsistence Homesteading » ne prit pas l'extension qu'on pouvait espérer, fut l'opposition des vrais agriculteurs qui l'accusèrent, sinon de leur susciter des concurrents, tout au moins de leur ôter des clients, et par là même d'aggraver la surproduction agricole. En effet, tout ce que produisait pour son compte personnel le Homesteader, il ne l'achetait plus à l'agriculture véritable. Au surplus, l'administration n'était pas assez forte pour empêcher un Homesteader plus économe de jeter de nouveaux produits sur le marché.

Le gouvernement comprit ces inconvénients ; il s'aper-

cut aussi que les dépenses dans lesquelles il s'engageait en installant les chômeurs à la terre lui revenaient aussi cher (si ce n'est plus), que celles nécessitées par le versement des allocations.

L'essai ne fut pas concluant. On ne supprima pas la législation de 1933, car le principe en lui-même méritait d'être respecté, mais on cessa de faire autour de lui la propagande qu'il ne semblait plus, — à la lumière de l'expérience, — nécessiter.

Le gouvernement porta ses efforts vers une autre forme de colonisation plus fructueuse. Il tenta encore de constituer des « exploitations agricoles familiales », mais cette fois-ci, avec de vrais agriculteurs pratiquant l'agriculture commerciale.

Ce fut la Resettlement Administration, créée en 1933, qui fut chargée de cette colonisation, sous la direction du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture (31). Elle vint en aide aux fermiers établis sur des terres à rendement déficitaire ou affectées par la sécheresse. Elle entreprit la bonification de ces terres quand elle était réalisable, sinon elle déplaça les familles vers des régions plus riches.

Pour permettre aux migrants d'acquérir de nouvelles fermes, le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture leur consentit des prêts. Il les accorda également aux travailleurs agricoles désireux de s'élever au rang de fermiers et de prendre une exploitation à leur compte.

La préférence était accordée aux personnes mariées ou qui avaient charge de famille, et, chaque fois que c'était possible, à des personnes qui étaient en mesure de faire un versement initial ou qui étaient propriétaires du bétail et des instruments aratoires nécessaires pour entreprendre des travaux de culture. Aucun prêt ne devait être consenti si la ferme en vue n'atteignait pas une superficie estimée suffisante par le Secrétaire d'Etat pour constituer une entité agricole viable et pour permettre à une famille d'y trouver sa pleine subsistance. Les demandes étaient exa-

(31) Cf. A. Spindler, « L'Eclipse de l'agriculture américaine », *Bulletin des Engrais* du 8 déc. 1937.

minées par un Comité du Comté composé de trois fermiers y résidant. Les prêts étaient garantis par une première hypothèque sur la ferme et devaient être remboursés dans une période ne pouvant excéder 40 ans. Des versements annuels furent admis, et le taux fut de 3 %. Le contrat qui intervint entre le fermier et le Secrétaire d'Etat porta obligatoirement que la ferme serait maintenue en bon état et que le fermier éviterait toute culture épuisant la terre.

En 1937, les fonds avancés s'élevèrent à 10 millions de dollars, en 1938 à 25 millions de dollars. Pour 1939, on prévoyait qu'ils seraient doublés, c'est-à-dire qu'ils atteindraient 50 millions de dollars (32). On peut évaluer à un tel montant l'importance de l'effort accompli. En 1936, le Président ROOSEVELT adressa ses félicitations à la Resettlement Administration qui en trois ans avait déjà pu venir en aide à 550.000 familles rurales (33).

SECTION IV

Résultats obtenus

Si nous examinons les résultats de la politique de réorganisation agricole, aucun doute n'est possible : ils sont encourageants. Il y a encore surproduction, mais dans des proportions très inférieures à ce qu'elles étaient avant l'A. A. A.

Les fermiers américains ont cessé de cultiver de nombreuses terres. Prenons-en à témoins les chiffres des superficies cultivées. La moyenne 1926-1932 monte aux environs de 350 millions d'acres et la moyenne 1933-1938 s'abaisse à 295 millions d'acres. A partir de 1934, plus de 50 millions d'acres (moyenne annuelle) sont consacrés au repos des terres contre 37 millions de 1929 à 1933.

Les superficies emblavées couvrent en moyenne 103.419.000 acres pendant la période 1928 - 1932 et

(32) Ces renseignements sont tirés de la *Revue politique et parlementaire* du 10 août 1938. « L'Administration des Terres aux U. S. A. », par H. W. Spiegel, p. 280-290.

(33) Cf. *New York Times*, n° des 15 et 16 mai 1936.

93.851.000 acres pendant la période 1933-1938. En 1920-21, la production de blé par rapport à la production mondiale s'élevait à 26 %, en 1935, elle ne s'élève plus qu'à 10,7 %. En 1938, elle avoisine 9 %. La moyenne de production annuelle (en 1.000 bushels) (34) pour la période 1928-1932 est de 2.554.752 et pour la période 1933-1938 de 2.063.317. La diminution porte sur 500.000.000 de bushels.

La production de coton accuse une même décroissance. La moyenne annuelle qui atteint 14.714.000 balles de 1929 à 1932, tombe à 11.430.000 balles de 1933 à 1938.

Le contrôle de l'Etat a permis de remplacer la culture des céréales excédentaires par celle des plantes utilisées par son industrie. Le meilleur exemple est fourni par la culture du soja qui couvrait 50.000 acres seulement en 1924 et plus de 6 millions d'acres en 1938 (production 1927 : 1.330.000 quintaux, production 1938 : 15.694.000 quintaux) (35). Les constructeurs d'automobiles utilisent maintenant le soja, cette « fève à tout faire » pour en extraire des huiles remplaçant la glycérine dans les amortisseurs de choc et pour produire des tourteaux servant d'encadrement aux fenêtres.

La nouvelle politique agricole a provoqué également le relèvement des bénéfices des agriculteurs.

Alors que, de 1929 à 1933, les recettes des fermiers avaient diminué de plus de 6 milliards de dollars, de 1933 à 1939, elles ont peu à peu regagné le terrain perdu.

En 1929, le revenu net agricole atteignait 10.479.000 dollars. Il tombait en 1932 à 4.328.000 dollars et remontait dès les premiers effets de l'A. A. A., en 1934, à 5.792.000 dollars, en 1936 à 7.657.000 dollars, en 1939 à 8.500.000 dollars. Il dépasse en 1940 9 millions de dollars (36).

Une autre heureuse conséquence des mesures gouver-

(34) 1 Bushel de blé = 27 kgs 215.

(35) Les chiffres de la production sont extraits du Statistical Abstract for the United States, 1938, Washington, 1939, p. 645 et suiv., et de l'Annuaire Intern. des Statistiques agricoles. Rome, 1939, p. 165 et suiv.

(36) Cf. *op. cit.*, p. 616 et « Survey of Current Business U. S. Department of Commerce », fév. 1940, p. 14.

nementales fut la protection effective des terres américaines menacées d'épuisement.

Désormais la sage réglementation adroitement imposée aux fermiers les incite à ménager leurs terres et à les cultiver selon des principes qui se rapprochent de plus en plus de ceux des pays d'antique tradition agricole. Et les grands travaux entrepris pour régulariser le cours des eaux (reboisements, endiguements, construction de canaux) commencent déjà à faire sentir leurs salutaires effets.

La situation générale de l'agriculture américaine est donc nettement améliorée. Pareil résultat est dû à ce que nous appelons : « un Retour à une politique en faveur de la Terre ». Mais ce retour des idées a-t-il été accompagné de celui des hommes ?

Nous avons expliqué pourquoi le problème de l'orientation des hommes vers la terre se présentait aux U. S. A. sous un aspect si compliqué. Il n'y avait pas connexité entre les deux nécessités : celle d'une régénération agricole et celle d'un Retour à la Terre ; il y avait même opposition. A l'inverse de ce qui se passait dans les pays d'Europe sous-produceurs de denrées alimentaires, l'agriculture aux U. S. A. voyait son salut compromis par un exode vers les campagnes. La tentative de Retour à la Terre fut donc faite uniquement dans l'intérêt de l'industrie qu'il fallait à tout prix décongestionner. Comment un retour à la terre, d'un caractère si paradoxal, aurait-il pu devenir une réussite ? Il portait en lui les causes de son insuccès, car le Gouvernement — soucieux des intérêts opposés des agriculteurs — fut contraint de n'offrir aux chômeurs réinstallés par lui à la campagne qu'une condition de vie inférieure, un métier d'où tout espoir de réussite devait être banni, une médiocrité sans issue. Un Retour à la Terre contraire au bien de la terre, (quelque utile qu'il pût être aux hommes), est voué à l'échec. C'est ce que l'expérience américaine nous apprend.

Quant à la deuxième forme de colonisation pratiquée par les U. S. A., elle ne peut, en aucun cas, être considérée

comme un Retour à la Terre. Les résultats en ont été très appréciables en ce qui concerne la stabilisation des exploitations agricoles, mais elle n'a provoqué aucun départ des villes vers les campagnes. Seules, les familles paysannes en ont été bénéficiaires. De cette deuxième expérience américaine, nous pouvons tirer l'enseignement que la politique de fixation au sol est plus facile à pratiquer que celle du retour à la terre.

Maintenant que nous savons que le Retour à la Terre officiel provoqué par l'Etat a déçu les espoirs qu'on avait mis en lui, nous devons rechercher si, depuis 1933, un Retour à la Terre spontané s'est produit, analogue à celui que nous avons décelé en 1932.

L'Annuaire Statistique Agricole des U. S. A. nous fournit une réponse précise (37) dans le tableau que nous reproduisons ci-dessous :

POPULATION RURALE

	Nombre de personnes qui ont quitté la campagne pour la ville	Nombre de personnes qui ont quitté la ville pour la campagne	Perte rurale
1934	1.051.000	700.000	351.000
1935	1.211.000	825.000	386.000
1936	1.166.000	719.000	447.000
1937	1.160.000	872.000	288.000
1938	1.025.000	823.000	202.000

Le mouvement vers les villes reste supérieur au mouvement vers les campagnes et ce sont encore celles-ci qui font les frais des migrations intérieures. Il n'est donc pas question d'un Retour à la Terre, mais encore d'un exode rural. Cet exode qui porte chaque année en moyenne sur 300.000 personnes correspond à peu près à l'excédent des naissances rurales sur les décès et ne prive pas d'autant d'activités l'agriculture. (La population agricole qui était de 30.188.000 personnes en 1928 est de 32.059.000 personnes

(37) Cf. *Agricultural Statistics*, 1939, U. S. Department of Agriculture. Washington, 1939, p. 483.

en 1939) (38) ; il prouve que l'agriculture américaine n'est pas encore capable d'entretenir une population rurale en normale croissance. A plus forte raison, serait-elle dans l'impossibilité de faire vivre les masses urbaines sans travail.

L'inconvénient de cet exode rural est donc non pas de dépeupler les campagnes, mais de surpeupler les villes et d'encombrer davantage le marché de la main-d'œuvre (39).

Les chômeurs, en 1939, sont encore au nombre de 10 millions. La diminution, peu considérable, enregistrée depuis 1933 où l'on en comptait 13 millions, est due à une légère reprise industrielle — notamment à l'intensification de l'armement — et à l'application d'un vaste programme de « Grands travaux publics », auxquels sont employés les chômeurs (40) et non pas — comme on s'en doute — aux vertus problématiques de l'agriculture de subsistance (41).

En définitive, on peut dire qu'aux U. S. A., comme en Angleterre, mais pour des raisons différentes, le mouvement en faveur d'un Retour à la Terre s'est traduit par une amélioration de la situation de l'agriculture, sans amélioration de la situation démographique.

(38) *Op. cit.*, p. 484.

(39) D'autant plus que l'immigration — quoique très restreinte — a amené encore 306.762 nouvelles personnes de 1931 à 1938 aux U. S. A. Cf. *Statistical Abstract*, 1938, p. 97.

(40) Le Gouvernement Américain a décidé de s'engager à fond dans les Grands travaux, seul moyen efficace d'après lui de remédier au chômage en rendant service à la collectivité.

(41) Cf. *United States News* du 22 mai 1939, p. 1 « Why unemployment puzzle is unsolved ».



TROISIÈME PARTIE

LE RETOUR A LA TERRE
NÉCESSITÉ POLITIQUE

LE RETOUR A LA TERRE, NECESSITE POLITIQUE

L'Angleterre et les U. S. A. ont obéi à des mobiles économiques quand ils ont tenté un Retour à la Terre. Aucun pays qui se lance dans une restauration agricole ne peut se flatter d'échapper à ces mobiles économiques. Nous avons vu que le monde entier était soumis au même besoin de revenir à la terre sous la pression du déséquilibre général provoqué par la surindustrialisation. La nécessité économique d'un Retour à la Terre est donc une nécessité de base, commune à toutes les nations, elle peut en être le seul fondement (comme ce fut le cas de l'Angleterre et des U. S. A.). Mais à cette nécessité peuvent s'en ajouter d'autres, d'ordre politique ou moral, par lesquelles certaines nations se sentiront poussées à revenir à la Terre en professant officiellement à leur égard des liens de dépendance plus agissants que ceux qui les unissent à la nécessité économique de base.

Mais nous devons reconnaître que quelle que puisse être la priorité accordée à ces nécessités différentes, correspondant chacune à des buts politiques ou moraux, elles conduisent inéluctablement à une action économique sans laquelle ces buts ne pourraient être atteints.

Ceci étant admis, notre dessein est d'étudier la nécessité politique d'un Retour à la Terre.

Cette nécessité peut se présenter de trois manières, selon qu'il s'agit :

- 1° de politique intérieure ;
- 2° de politique extérieure ;
- 3° de politique internationale.

CHAPITRE PREMIER

LE RETOUR A LA TERRE, NECESSITE DE POLITIQUE INTERIEURE

On peut parfaitement concevoir un pays dont la situation politique intérieure contraigne le Gouvernement à faire revenir les hommes à la terre. Les mobiles qui firent agir SOLON et PISISTRATE à Athènes, LICINIUS STOLON et les Gracques à Rome, nous en fournissent la preuve. Il fallait à tout prix calmer le mécontentement d'une plèbe qui — chassée des campagnes par le régime néfaste des LATIFUNDIA — s'était entassée dans les cités où elle constituait une menace permanente de sédition. Les lois agraires, grâce auxquelles une plus juste répartition du sol était opérée, avaient pour but principal de mettre un terme à ce malaise politique, bien plus qu'elles ne visaient à réformer une économie dérégulée. Elles voulaient faire revenir dans les campagnes les éléments urbains en surnombre, composés des ruraux de la veille. Nous savons que la plèbe, qui avait réclamé à cors et à cris la réforme, fit la sourde oreille quand il s'agit pour elle d'en bénéficier en abandonnant les villes, et que le partage des propriétés se fit uniquement, (à quelques rares exceptions près), entre les paysans demeurés sur la terre. Le but de la réforme n'était donc pas atteint, mais le mobile — et c'est lui qui nous intéresse — avait bien été une nécessité de politique intérieure.

L'Antiquité, seule, nous offre des exemples de Retour à la Terre tentés sous la pression de cette nécessité, et nous avons vu qu'ils échouèrent. Quant aux réformes agraires du xx^e siècle (1), dont la guerre 1914-1918 provoqua la

(1) Ordre chronologique des principales réformes agraires européennes depuis la guerre 1914-1918 :

26 Octobre 1917 : Russie.

15 Décembre 1918 : Roumanie.

16 Avril 1919 : Tchécoslovaquie.

naissance, elles furent entreprises pour des motifs aussi impérieux d'ordre politique interne, mais elles n'eurent jamais — à l'inverse des réformes agraires antiques — la prétention d'opérer un Retour à la Terre. Il importe donc de bien définir la réforme agraire de type moderne qui a parfois été confondue avec un Retour à la Terre, de montrer en quoi elle s'en distingue et pourquoi elle a permis cette confusion.

Supposons un pays de grandes propriétés dont le déséquilibre social provienne justement de la présence de ces grandes propriétés et provoque le mécontentement populaire. La masse des citoyens est irritée de l'excessive inégalité dans la répartition des richesses, qui permet à quelques favorisés de bénéficier seuls des revenus tirés de leurs vastes domaines, et condamne le reste de la population à la misère. Le jour où le Gouvernement au pouvoir veut prévenir la Révolution, ou celui où le Gouvernement issu de la Révolution veut la satisfaire, ils sont amenés, l'un comme l'autre, à intervenir dans la répartition des terres et à les distribuer plus équitablement entre les citoyens. La nécessité qui s'impose à eux, c'est de réformer le régime agraire, ce n'est pas de revenir à la terre. La meilleure preuve en est que les pays où cette nécessité se présente sont justement les pays les plus agricoles et les moins industrialisés.

La confusion possible entre Réforme agraire et Retour à la Terre est due à la façon dont se traduit une redistribution du sol. En effet, cette redistribution s'accompagne forcément d'une sorte de colonisation intérieure — qu'on

31 Mai 1919 : Autriche.

10 Juillet 1919, 5 et 15 juillet 1920 : Pologne.

10 Octobre 1919 : Esthonie.

18 Décembre 1919 : Royaume des Serbes, Croates, Slovènes.

27 Février 1920 : Grèce.

24 Septembre 1920 : Lettonie.

7 Novembre 1920 : Hongrie.

25 Avril 1921 : Bulgarie.

15 Février 1922 : Lithuanie.

25 Novembre 1922 : Finlande.

15 Septembre 1932 : Espagne.

(Ces réformes ont porté sur 6 millions de km² et sur 200 millions d'habitants.)

le reconnaisse officiellement ou non — puisque le morcellement permet la création de nombreuses exploitations agricoles là où il n'y en avait que quelques-unes. Mais les nouveaux exploitants sont les paysans d'avant la répartition, anciens salariés agricoles ou anciens fermiers, entre lesquels on divise plus équitablement les grands domaines en les faisant propriétaires de la parcelle qu'on leur alloue. La Réforme agraire est un partage effectué dans l'intérêt de ceux qui vivent sur la terre et non dans l'intérêt de ceux qui l'ont quittée.

Le résultat auquel aboutit la Réforme agraire, c'est d'attacher plus solidement à la terre les éléments ruraux qui, connaissant grâce à elle une meilleure condition d'existence, renoncent à s'expatrier (2). La cause de l'agriculture y gagne, les méthodes de culture s'améliorent, la production augmente, la population rurale s'accroît. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la Réforme agraire, nécessité de politique intérieure, n'est pas un Retour à la Terre, c'est une *fixation au sol*.

(2) La plupart des émigrants européens qui s'embarquaient pour l'Amérique étaient des paysans originaires des nations à latifundia.

CHAPITRE II

LE RETOUR A LA TERRE, NECESSITE DE POLITIQUE EXTERIEURE

EN ITALIE

La guerre 1914-18 a mis en évidence l'infériorité politique et finalement militaire des nations qui n'avaient pu acquérir une suffisante indépendance économique. La période d'après-guerre a démontré que plus un pays se suffisait à lui-même sans avoir recours aux ressources de l'étranger, plus il était capable de pratiquer une politique ferme et décidée, à l'abri des concessions trop souvent imposées par la crainte de ne pouvoir supporter un blocus en cas de conflit, ou même par le simple désir de ménager un fournisseur puissant.

L'indépendance économique, l'autarcie comme on l'appelle maintenant, n'est pas une fin en soi. Une nation qui tire d'elle-même son entière subsistance ne voit pas son niveau de vie s'élever, bien au contraire (1). La restriction inévitable qu'elle subit dans la consommation n'est pas compensée par l'accroissement de la production, et elle doit se passer de bien des produits étrangers qui ne sont pas indispensables pour vivre, mais qui améliorent les conditions d'existence. Si l'indépendance économique n'est pas un but, elle est un moyen, et l'on peut dire le seul moyen pour une nation d'acquérir son indépendance politique (2).

(1) Inversement, les pays qui, sur le plan économique, dépendent le plus des autres ne sont pas les plus pauvres, loin de là. L'exemple du Danemark, des Pays-Bas et de la Belgique est probant.

(2) M. Mussolini, dans un discours prononcé à Berlin lors du premier voyage officiel qu'il y fit en 1936 déclara : « Sans l'indépendance économique, « l'indépendance politique elle-même de la nation est compromise ».

Comme, d'une part, les possibilités d'autarcie sont basées avant tout sur la faculté de se ravitailler sur place en denrées alimentaires ; comme, d'autre part, c'est dans le domaine agricole que le rendement est le plus susceptible d'amélioration, le champ d'action le plus vaste, les possibilités les plus riches, il est normal de voir un pays désireux de conquérir son indépendance politique vis-à-vis des autres nations, porter tous ses efforts sur l'extension de son agriculture. Le Retour à la Terre doit être dans ce cas considéré comme une *nécessité de politique extérieure*.

Les deux nations qui ont le plus énergiquement tendu à l'autarcie sont l'Allemagne et l'Italie. L'une comme l'autre ont systématiquement appliqué des mesures en faveur de leur agriculture.

L'Italie fasciste, la première, s'est engagée dans cette voie. Dès l'avènement du fascisme en 1922, la terre est redevenue à l'ordre du jour. L'Allemagne a dû attendre la prise du pouvoir par le national-socialisme en 1933 pour se lancer dans la même direction.

Nous étudierons le Retour à la Terre considéré comme une nécessité de politique extérieure en Italie, non pas que l'Allemagne ne nous ait présenté toutes les caractéristiques d'un pays revenu à la terre pour des mobiles de politique extérieure, mais parce que ces mobiles ont été encore dépassés par d'autres qui sont d'ordre moral.

L'Allemagne, dans son Retour à la Terre, a été mue avant tout par une nécessité morale, qui était la régénération de la race dans le sol. Elle s'est réclamée de ce principe avant tout autre. Son mouvement en faveur de l'agriculture y trouve son origine ; il s'est développé avec les besoins autarciques, mais il est né d'un besoin spirituel.

Comme nous avons pour dessein — ainsi que nous en avons prévenu (3) — de n'étudier pour chaque pays que la cause prédominante du Retour à la Terre, nous nous réservons d'examiner dans un chapitre suivant le cas de

(3) Cf. *supra*, 1^{re} partie, chap. IV, p. 50.

l'Allemagne, et nous prenons l'Italie comme type de nation où le Retour à la Terre a été provoqué, en premier chef, et sans contestation possible, par une nécessité de politique extérieure.

SECTION I

Causes démographiques du mouvement agraire

Du traité de paix à l'avènement du fascisme, c'est-à-dire de 1919 à 1922, l'Italie a connu une période de dépression et d'instabilité, aussi bien sociale qu'économique. Les deux domaines étaient d'ailleurs étroitement liés. Les grèves s'ajoutaient aux grèves, le chômage s'amplifiait, la misère s'étendait et la Révolution communiste semblait en marche. Mais la Révolution nationale lui barra le chemin.

L'an I^{er} de l'ère fasciste s'ouvre sur un avenir italien bien sombre, sur des possibilités de relèvement très ardues et sur un dilemme qui, à première vue, paraît insoluble.

L'Italie, comme tous les pays d'Europe, subit après la guerre une crise agricole, mais cette crise est, chez elle, beaucoup plus grave qu'ailleurs. En effet, en Allemagne et en Angleterre par exemple, le déclin de l'agriculture provient de la prospérité exagérée de l'industrie. Il est compensé. Le problème du redressement consiste à lutter contre les excès de la surindustrialisation pour rétablir l'équilibre entre les deux branches de la production. Mais, en Italie, il n'y a jamais eu qu'une sous-industrialisation due au manque de matières premières, et l'agriculture a toujours eu la primauté économique, étant donnée la structure géologique du pays. La crise de l'agriculture, c'est celle, non pas d'une fraction de la population, mais de la population tout entière. Il n'est pas possible de demander à d'autres classes de la production, (industrie, commerce, banques), des sacrifices en faveur des paysans. Quoique la majeure partie des Italiens soient occupés aux champs (4)

(4) En 1921, sur une population active de 18.431.223 personnes, on compte 10.264.106 personnes vivant directement de l'agriculture (Cf. *Censimento della popolazione del Regno d'Italia*, 1921, vol. XIX, Rome, 1928).

(et que le standard de vie ne soit pas élevé), l'agriculture n'arrive pas à couvrir les besoins alimentaires du pays ; le poste qui grève le plus la balance du commerce est précisément celui des céréales, dont l'importation ne peut être évitée, alors qu'il devrait être normalement le poste excédentaire.

Le territoire italien est relativement exigu et défavorisé par la nature. L'Italie couvre seulement 310.107 km² (la France à la même époque couvre 550.985 km²). Les quatre cinquièmes de sa superficie sont formés de montagnes et de collines (120.845 km² de montagnes, 124.800 km² de collines). Les montagnes, arides et brûlées, ne permettent pas à la végétation utile de pousser, les collines sont moins désavantagées et comportent des vignobles, des oliveraies et des plantations d'aurantiacées, mais leur sécheresse encore trop grande, les rend inaptes à la culture des céréales. Restent les plaines, qui couvrent 64.462 km², et dont les plus riches sont les plaines du Pô, de Toscane et d'Ombrie. Ces régions fertiles, bien arrosées, cultivées avec soin, par une population prolifique et laborieuse, sont très diverses dans leur production et concentrent les rizières et les champs de blé. Malgré l'apostrophe célèbre de Virgile à l'adresse de l'Italie féconde (5), l'Italie est un pays pauvre. La preuve en est que sur les 28.500.000 hectares qu'elle consacre à l'agriculture, 13 millions seulement sont classés comme terres arables, 8.175.000 sont classés comme pâturages permanents et 7.800.000 comme bois, landes ou forêts (6).

Les parties stériles occupent trois zones bien délimitées :

1° Au nord-est, la zone qui s'étend en éventail sur un million d'hectares environ, à gauche et à droite du Pô,

(5) « *Salve, magna parens frugum, Saturnia Tellus* » ! « Salut, Terre de Saturne, grande dispensatrice de richesses ! », *Géorgiques*, II, vers 173.

(6) Renseignements tirés de la *Géographie Universelle* publiée sous la direction de P. Vidal de La Blache et P. Gallois. Tome VII, Péninsules Méditerranéennes, 2^e partie, L'Italie. A. Colin, Paris, 1934.

d'un côté jusqu'à la Basse-Vénétie, et de l'autre jusqu'à la ligne de l'Apennin.

2° La zone de la mer Tyrrhénienne, étroite mais très longue, qui s'étire tout le long du littoral oriental et qui comprend les Maremmes romaine et toscane, et les marécages de Campanie.

3° La zone des Marais Pontins, la plus connue, où la malaria sévit avec le plus de virulence.

En 1921, la population totale italienne vivant en Italie est de 38.710.576 personnes (avec un taux de natalité moyen de 28 pour 1.000 habitants). En 1901, elle n'était que de 32.475.000 personnes (7) ; en 20 ans, elle s'est donc accrue de plus de 6 millions d'âmes, accroissement d'autant plus inquiétant qu'il ne s'est pas accompagné d'une augmentation des ressources italiennes. L'émigration massive des éléments en surnombre en est la conséquence ; il s'agit là du phénomène classique du peuple agricole pauvre et prolifique qui émigre pour aller chercher du travail, la terre natale ne suffisant pas à le nourrir (8). Le flot annuel de ceux qui quittent l'Italie (la majorité s'embarque pour l'Amérique) atteint 726.000 individus en 1905, 782.000 en 1907, 872.598 en 1913 (point culminant) ; il tombe à 100.000 environ pendant la durée de la guerre pour remonter dès la fin des hostilités à une moyenne annuelle de 150.000. On calcule que 73 % de ces émigrés sont des paysans.

En 1901, il y a 3.750.000 italiens vivant de ce fait hors d'Italie, et en 1921 près de 5 millions (9).

Le phénomène migratoire ne se produit pas seulement d'Italie vers les pays étrangers, il se produit également à travers l'Italie et ce n'est pas une des moindres causes de

(7) La densité de la population passe de 93,5 habitants au km² en 1872 à 125 en 1921. Cf. *censimento della Popolazione del Regno d'Italia, al 1 dicembre 1921*, vol. XIX, Relazione Generale, Rome, 1928.

(8) On n'a rien vu de semblable en Belgique, par exemple, où la densité de la population est double, parce que le pays, très industrialisé, offre des salaires sur place.

(9) Cf. Publication annuelle de l'Istituto centrale d'atistica. Rome, 1922.

son instabilité sociale (10). Les migrations intérieures — dont nous avons déjà trouvé un exemple aux U. S. A. — sont caractérisées en Italie par un déplacement saisonnier d'une partie de la population rurale vers les régions mieux favorisées par la nature, à l'époque des gros travaux agricoles, ou même vers les centres industriels, selon leurs besoins de main-d'œuvre. Les foyers migratoires sont les régions pauvres ou surpeuplées : Lombardie, Emilie, Campanie, Pouilles, Sicile ; les points d'attraction* sont les régions prospères : Latium, Vénétie, Lucanie. En 1910, on compte 559.434 migrants agricoles et 167.844 migrants industriels. En 1921, l'ensemble des migrants intérieurs italiens dépasse encore 400.000 hommes. Ces hommes en quête de travail font partie de familles nombreuses, qui n'arrivent pas à tirer leur subsistance d'un sol trop ingrat, et détachés de leur foyer, errants perpétuels, ils constituent un élément inquiétant de tendance révolutionnaire au sein de la masse italienne (11).

Ainsi, en 1922, la situation de l'Italie peut être résumée dans la formule : « excès de population, défaut de ressources ». Le seul remède à préconiser semblerait devoir consister à restreindre la natalité et à accroître la production, jusqu'à ce que les deux courbes, l'une descendante et l'autre montante, se rencontrent. On aurait alors atteint l'équilibre et la logique serait satisfaite.

Mais la logique ne coïncide pas dans ce domaine avec les possibilités d'action. Outre ce qu'une entrave à la natalité comporte d'anti-naturel, elle fait encore partie des expériences à tenter — car jamais elle n'a connu de précédent — et rien n'autorise à croire qu'elle pourrait être suivie d'un succès. A notre avis, il est plus aisé d'encourager la natalité que de la décourager. Ce sont, en effet, les pays

(10) Sur la question des migrations intérieures en Italie, voir Renato Affricano : « Lo sviluppo delle migrazioni interne e la politica di ruralizzazione » dans la *Rivista di Politica economica*, mars 1935, p. 326 à 331.

(11) On les appelle les « braccianti », c'est-à-dire les hommes qui n'ont d'autre fortune que leurs bras. Le nombre des braccianti est évalué en 1921-22 à près de 2 millions.

et les classes les plus pauvres qui ont généralement le plus d'enfants, ce qui prouve bien que tous les obstacles à la natalité seraient inopérants puisque la misère elle-même, qui a pourtant l'aspect d'un « *ultimum remedium* », ne la ralentit pas. A moins de frapper d'un impôt supplémentaire les parents trop prolifiques, comme on pénalise de nos jours les célibataires ou les ménages sans enfants !... Cette perspective — toute monstrueuse qu'elle paraisse — n'est pourtant pas de celles qu'on peut rejeter *a priori* en les traitant d'inconcevables. Un jour viendra peut-être où la loi de MALTHUS se vérifiera, et où les peuples n'auront d'autres moyens de se préserver d'un suicide que de « *contingenter* » leurs naissances.

Sans restreindre volontairement la natalité, nous dirait-on, on pourrait se contenter de ne pas la favoriser. On la verrait alors décroître naturellement. A cela, nous répondons que ce qui est vrai pour la France ne l'est pas pour l'Italie, et que la population italienne s'est accrue de 6 millions d'habitants, de 1901 à 1921, de la façon la plus spontanée, sans que l'on ait rien fait pour obtenir une telle progression. D'ailleurs le fascisme, dès son avènement, prend la défense de la famille, qu'il qualifie de cellule de base de la nation. Il est donc amené à pratiquer une politique de soutien des familles nombreuses et par là même à encourager la natalité.

Reste la possibilité d'accroître la production, et le fascisme décide de l'exploiter au maximum. L'Italie n'est pas favorisée par la nature, soit, mais on n'a jamais tiré rationnellement parti de ses ressources, on n'a jamais demandé à son sol tout ce qu'il est capable de procurer et son infertilité consacrée par la renommée a trop longtemps servi d'excuse à une absence d'efforts dans l'amélioration de la situation économique. Plus un sol est ingrat, plus l'homme doit s'attaquer à lui avec énergie. La confiance dans la valeur de l'Italie doit renaître au cœur de chaque Italien. Le complexe d'infériorité nationale doit disparaître, sous peine de provoquer la déchéance de la patrie.

Mais un accroissement de la production, tout impor-

tant qu'il pourra être, ne résoudra pas la question. La marge déficitaire persistera, puisque l'augmentation de la population s'accompagnera de celle de la production. Le développement des facultés productives de l'Italie est indispensable, il apportera un soulagement au mal, mais il sera incapable de le guérir.

Le problème démographique domine le débat, et c'est une solution démographique qu'il faut lui apporter. L'Italie surpeuplée a besoin d'un exutoire. Malgré une émigration massive qui se fait au profit des pays étrangers, le sol de la péninsule est encore trop exigü pour assurer la subsistance des Italiens qui y demeurent. Les colonies italiennes ne sont malheureusement pas favorables au peuplement et ne peuvent accueillir qu'un contingent annuel minime, qui ne dépasse pas 5.000 à 6.000 individus.

Le fascisme va se faire le porte-parole de la nation en pleine expansion démographique dont il est l'émanation, et il proclamera qu'un pays exubérant de vie comme l'Italie, (et sa forte natalité le prouve), ne saurait donner perpétuellement « son sang à des nations faibles ou vieilles » (12), mais que ce sang, elle doit l'utiliser au bénéfice de la mère-patrie. Il est anormal, déclare la doctrine fasciste, il est injuste que les pays jeunes et dynamiques soient contraints de perdre une partie de leurs éléments humains, parce que la nature les a désavantagés et parce que la répartition des colonies s'est faite à leur détriment. Il est normal, il est juste que les pays vieilliss, à natalité faible, disposant de territoires coloniaux qu'ils ne parviennent pas à peupler, comprennent qu'une redistribution plus rationnelle des possessions s'impose. S'ils ne le comprennent pas, il est évident que l'Italie sera amenée à faire par ses propres moyens l'acquisition de nouveaux territoires encore dépourvus de maîtres européens. Elle devra, en somme, d'une façon ou d'une autre, se procurer son « espace vital ». Ce sont là les fondements doctrinaux qui expli-

(12) Phrase de M. Mussolini, citée par Joseph Aynard dans son article : « Population et émigration italienne », *Le Musée Social*, janvier 1938, p. 1 à 12.

quent l'attitude nouvelle de l'Italie dans la période d'après guerre.

Cette conception fasciste, toute différente de la passivité résignée dont l'Italie a jusque-là fait preuve, n'a de chance d'aboutir à un succès que si elle est étayée par une force politique. L'Italie, pour avoir le droit de parler et l'espoir d'obtenir gain de cause, doit être puissante. On n'écoute pas les faibles. Elle doit se libérer de la sujétion dans laquelle elle est placée à l'égard des nations étrangères, et en premier lieu, gagner son indépendance économique, d'autant plus qu'elle est menacée en cas de conquête coloniale, des fameuses sanctions économiques prescrites par Genève.

Elle doit envisager — du seul fait qu'elle pose des revendications — une solution qui peut ne pas être pacifique et qui risque de trouver son issue dans un recours à la force. Le problème prend dès lors un aspect militaire. L'idée de guerre qu'il faut pouvoir faire, ou tout au moins menacer de faire, oblige à accroître le potentiel humain de la nation et par conséquent à garder le plus possible de citoyens pour en faire des soldats.

L'Italie voit son destin enfermé dans un cercle vicieux : son surpeuplement la force à revendiquer de nouveaux territoires ; mais pour revendiquer, elle a besoin d'être forte, et elle ne peut acquérir cette force qu'en augmentant sa puissance numérique. Pour combattre un mal, elle est condamnée à l'accentuer, et plus le temps passe, plus la situation européenne se précise, plus elle se prépare à l'éventualité d'un conflit qui semble être en définitive le seul moyen de vider l'abcès.

Les principes autarciques de l'Italie, timides en 1922, s'affirment au fur et à mesure que le fascisme accentue son emprise sur la nation ; ils reçoivent en 1936 leur première et éclatante application lorsque les sanctions économiques sont déclenchées contre l'Italie en guerre avec l'Ethiopie et, stimulés par cette expérience, deviennent dès lors l'unique objet des préoccupations économiques.

Nous ne saurions mieux faire pour exprimer cette accentuation de la politique autarcique italienne, que de reproduire intégralement l'opinion officielle sur la question, énoncée par M. Giorgio MORTARA, professeur à l'Université Royale de Milan, dans un article intitulé : « Le problème des matières premières en général et la politique italienne de l'indépendance économique nationale ». Voici ce que dit M. MORTARA en 1938 : « L'Italie dépendant à un haut « degré de l'étranger pour l'approvisionnement de plusieurs matières essentielles à la consommation individuelle ou à l'activité productive, a été fortement poussée « à obtenir la plus grande indépendance possible des ravitaillements étrangers par l'action de trois expériences « successives : celle de la Grande Guerre qui sema d'embûches les voies maritimes, restreignit et lui rendit difficiles les voies terrestres d'approvisionnement ; celle de « l'après-guerre qui, avec les restrictions croissantes aux « échanges de marchandises, d'hommes et de capitaux, lui « rendit plus ardue la recherche de moyens de paiement « international, celle enfin des sanctions. La première suscita l'action pour l'indépendance économique, la seconde « en provoqua le développement, la troisième en étendit le « champ et en accéléra le cours » (13).

• Dès le 30 juillet 1925, M. MUSSOLINI, accueillant les dirigeants des organisations rurales, s'écrie : « La Bataille « du blé, c'est pour le peuple italien sa libération vis-à-vis « du pain étranger » (14).

Le 23 mars 1936, après le déclenchement des sanctions, il proclame, dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale des corporations : « L'autonomie politique, « c'est-à-dire la possibilité d'une politique étrangère indépendante, ne peut plus se concevoir sans une capacité « d'autonomie économique répondant à cette dernière. « Telle est la leçon qu'aucun de nous ne saurait oublier.

(13) Cet article a paru dans les *Mélanges*, Henri Truchy, Lib. Sirey, Paris, 1938, p. 368-382.

(14) Discours contenu dans un ouvrage intitulé *L'Etat corporatif*, traduction française, Valecchi, éditeur, Florence, p. 75-94.

« La nouvelle phase de l'histoire italienne sera dominée par
« ce postulat : réaliser, dans le plus bref délai possible, le
« maximum d'autonomie possible dans la vie économique
« de la nation... J'arrive maintenant à un point très impor-
« tant de mon discours, à ce que j'appellerai : « le plan
« régulateur » de l'économie italienne dans la prochaine
« période faciste. Ce plan est dominé par une prémisse : le
« fait inéluctable que la nation sera appelée à subir
« l'épreuve de la guerre. Cette dramatique éventualité doit
« guider notre action tout entière. Dans la période actuelle,
« la perspective d'une guerre est, avec la doctrine du fas-
« cisme, un élément déterminant de la position de l'Etat à
« l'égard de l'économie de la nation ».

Enfin, le 15 mars 1937, devant la même assemblée, le Duce insiste encore sur la nécessité de l'autarcie, mot qu'il prononce pour la première fois (15)... « L'autonomie écono-
« mique de la nation, portée à son maximum, est une
« condition *sine qua non* et la garantie fondamentale de
« son indépendance politique et de sa puissance... Dans un
« monde armé jusqu'aux dents comme le monde actuel,
« déposer l'arme de l'autarcie, cela signifierait demain, en
« cas de conflit, se mettre à la merci de ceux qui possèdent
« ce qu'il leur faut pour faire la guerre indéfiniment et
« avec une prodigalité pour ainsi dire illimitée... Quand on
« a connu le risque d'être étranglé par le garrot de la
« guerre, on sait ce qu'il faut penser et comment on doit
« agir ».

Le fascisme, aux prises avec les réalités ardues que lui impose un sang trop riche, s'engage à fond dans une double voie : développement de la production, développement de la natalité.

Un pays qui veut conquérir son indépendance économique en utilisant au maximum les ressources de son sol, ne peut demander à celui-ci que le genre de production auquel l'a prédisposé la nature. On ne transformera jamais une nation comme l'Italie en une gigantesque

(15) *Op. cit.*, p. 95-111.

usine, ainsi qu'on a pu le faire pour l'Angleterre. On adaptera l'effort productif à sa structure géologique, et on fera d'elle un immense territoire agricole.

Le développement de la production italienne se traduira donc avant tout par un développement de l'agriculture, principale source d'activité naturelle et unique dispensatrice d'aliments. On s'efforcera d'exporter la plus grande quantité de produits agricoles, pour pouvoir importer en contre partie les matières premières industrielles indispensables, avec la moindre perte financière.

D'autre part, l'augmentation de la population que l'on veut encourager entraînera le gouvernement à favoriser l'accroissement de l'élément rural qui, en Italie comme partout ailleurs, est le plus fécond. Cette fécondité supérieure est attestée par les chiffres suivants : dans les cantons qui ont plus de 75 % d'agriculteurs, la natalité est de 28,50 ‰ ; dans ceux qui ont de 50 à 75 % d'agriculteurs, elle est de 27,11 ‰ ; dans ceux qui ont de 25 à 50 % d'agriculteurs, elle est de 24,66 ‰ ; et dans ceux qui ont moins de 25 % d'agriculteurs, elle est de 20,49 ‰ (16).

L'élément rural sera doublement protégé parce que, s'il est le plus prolifique, il est aussi — et cela va toujours de pair, — le représentant des plus hautes qualités physiques et morales de la race, le mainteneur des traditions qui assurent la pérennité d'un peuple (17).

Enfin, les masses italiennes retenues sur le sol de la mère-patrie en raison de la restriction apportée au droit d'émigrer, et toute la population flottante à l'intérieur du pays, — facteurs dangereux de chômage, — seront orientées vers les campagnes, puisque la terre exploitée avec une intensité jamais encore atteinte, offrira à la main-d'œuvre de nouveaux et multiples débouchés.

(16) Cf. A. Marsigli : « Il problema demografico nelle dottrine politiche ed economiche italiane », *Rivista di Politica economica*, juin 1933, p. 714-737.

(17) La formule mussolinienne : « Riscattano la Terra e con la Terra gli uomini e con gli uomini la razza » (sauver la terre, et par la terre les hommes, et par les hommes la race) a précédé le « Blut und Boden » (Par le sang et par le sol) du national-socialisme allemand.

Le besoin dans lequel se trouve l'Italie de conquérir son indépendance au sein d'une Europe instable et inquiète, la conduit irrésistiblement à confier à la terre tous ses espoirs de réussite et à remettre entre les mains des paysans son destin. Aucun mouvement en faveur de la terre ne peut être en plus étroite corrélation avec une nécessité de politique extérieure que celui que nous offre l'Italie.

SECTION II

Réorganisation de la production et de la vente

Pour obtenir la « ruralisation » de l'Italie (*Ruralizzazione*), M. MUSSOLINI, qui aime à se faire appeler le « Duce contadino », c'est-à-dire le Duce paysan (18), décide :

- 1° d'organiser la production et le marché agricoles sur de nouvelles bases ;
- 2° d'accroître le rendement des terres déjà cultivées ;
- 3° de rendre productives des terres considérées jusque-là comme incultes ;
- 4° de donner de la terre aux bras sans travail.

Les quatre points de ce programme sont, on s'en rend compte, strictement interdépendants.

Dès 1922, le fascisme s'attèle à l'œuvre de réorganisation de la production et de la vente agricoles. Le 4 juillet 1925 est déclenchée la « Bataille du Blé » (*Battaglia del grano*), dont l'objectif est d'améliorer le rendement moyen de l'hectare qui n'est que de 10,9 quintaux pour la période 1921-1924, tout en augmentant la superficie emblavée, et par là de faire cesser les importations ruineuses de blé (19). A cette date, un « Comité permanent du blé » est créé, présidé par M. MUSSOLINI lui-même, et doublé dans chaque

(18) M. Mussolini se plaît à inaugurer chaque année la saison des moissons, en accomplissant la tâche d'un salarié agricole.

(19) La production de blé pour la période 1921-1924 est en moyenne chaque année de 50.993.000 Qx. Pour suffire aux besoins normaux de l'Italie, il faut qu'elle soit de 80 millions de Qx. Ce chiffre pourra être atteint, sans même emblaver plus de terre, du jour où le rendement à l'hectare se maintiendra à 16 quintaux.

province par une commission de propagande. Ce comité prend des mesures pour maintenir le cours du blé à des niveaux satisfaisants. Il protège le marché national en établissant des taxes d'importation sur les blés étrangers et leurs dérivés, et en fixant un taux obligatoire d'incorporation de blé indigène dans les farines panifiables et les semoules destinées à la fabrication des pâtes alimentaires. Il régénère les coopératives agricoles, il institue le stockage collectif du blé et organise sa vente collective (20). Pour permettre aux cultivateurs d'améliorer leurs moyens de production, il les soutient de toutes les façons : paiement d'avance sur les récoltes, prêt pour achat de machines, distribution de semences, subventions pour la construction de silos, etc... (21).

Une vaste campagne de propagande est instituée en faveur des nouvelles méthodes de culture avec création de concours à primes, de conférences, d'expositions, le tout accompagné des encouragements de la Presse. La sélection des semences est pratiquée dans des centres d'expérimentation nombreux, grâce à l'Institut national de Génétique de Rome qui, dans ses fermes expérimentales peut, sur plus de 300 hectares, étudier et déterminer les qualités boulangères des différents blés, créer des hybrides, et augmenter ainsi la valeur de la production italienne. Enfin, de nombreuses chaires d'enseignement sont créées pour diffuser les méthodes les plus perfectionnées concernant la culture et l'emploi des engrais (22).

Après le blé, la vigne est la culture sur laquelle le nouveau régime porte le plus d'attention. C'est une grande richesse italienne à soigner, quand ce ne serait que pour les 450 millions de journées de travail par an qu'elle exige. La

(20) On aboutit ainsi à une sorte d'Office du Blé, le stockage étant devenu obligatoire et la vente étant réservée à des organisations syndicales surveillées par l'Etat.

(21) Cf. Al. Spindler, « La contribution de l'autarcie agricole à la nouvelle économie italienne », dans *l'Association agricole* du 21 juillet 1936.

(22) Cf. Raymond Gavoty, « L'agriculture italienne et l'Etat », dans la *Revue de Paris* du 1^{er} janvier 1935, pp. 178-194.

production moyenne annuelle est de 40 millions d'hectolitres, sensiblement égale à la consommation. D'une façon générale, la viticulture italienne évite les productions exagérées pour rechercher la qualité avant tout. Des directives et disciplines très sévères sont données à la production et au commerce par la section nationale viti-vinicole, instituée au sein de la Confédération Nationale fasciste des Agriculteurs, puis par la corporation viti-vinicole qui se substitue à elle à partir de 1934.

Le Gouvernement commence par remplacer les variétés atteintes du phylloxera, (2 millions d'hectares ont été détruits par le mal), il utilise les plants susceptibles d'améliorer la qualité du vin, il impose un degré minimum et organise la vente selon des méthodes rationnelles et sous forme coopérative (notamment en constituant des caves coopératives) (23). Il réglemente les appellations d'origine, protège les vins spéciaux contre les imitations et favorise l'exportation en créant des marques de garantie. Il ne néglige pas non plus le raisin de table et fait choisir par une commission de techniciens, parmi les 200 variétés qualifiées raisins de table, 9 variétés à maturités successives représentant des indices-types sur la base desquels doit s'orienter — à son grand avantage — la production nationale (24).

L'agriculture italienne est caractérisée par une abondance de fruits (en dehors du raisin), qui constituent avec les primeurs et les fleurs, la base de ses exportations. En 1926, la création de l'Institut National pour l'exportation donne l'impulsion décisive à ce genre de production. Cet Institut tend à organiser, discipliner, éclairer les producteurs ; il guide leur choix sur les variétés les meilleures et les plus demandées par les pays importateurs. Il réalise la standardisation officielle de certains produits, tels que

(23) La production moyenne annuelle française est de 55 à 60 millions d'hectolitres.

(24) Sur la question du marché viti-vinicole, voir : Henry Peyret : « L'Agriculture italienne sous le régime fasciste », *Revue des Agriculteurs de France*, nov. 1936, p. 527.

citrons, oranges, tomates, pommes de terre, riz, choux-fleurs. Les produits choisis comme types doivent répondre à certaines conditions de poids, de dimensions, de coloration. Les systèmes de récoltes, de sélection, de classification, d'emballage et d'expédition sont rationalisés dans le but d'assurer une meilleure possibilité de conservation et une présentation adaptée aux exigences actuelles des marchés de consommation. Les produits expédiés à l'étranger ne le sont que sous la « marque nationale », et le développement des applications du froid pour conserver et transporter les plus périssables d'entre eux augmente considérablement le rayon d'action des courants commerciaux. Les producteurs italiens sont journellement avisés de la situation éventuelle des divers marchés d'écoulement par des bureaux d'information possédant des agences dans chaque pays client de l'Italie (25).

Le marché de la viande, des cultures secondaires, des huiles, des fromages, etc., sont organisés de la même façon méthodique. Crédit, coopération, propagande y sont également l'objet de mesures judicieuses et efficaces (26).

Depuis 1934, la production agricole est encore améliorée par la création des huit « corporations à cycle productif agricole », qui se superposent à la Confédération fasciste des Agriculteurs « pour le règlement collectif des rapports « économiques et pour la discipline unitaire de la production » (27). Ces huit corporations remplacent les différentes sections instituées pour chaque catégorie de pro-

(25) Cf. *op. cit.*, p. 528.

(26) Un exemple caractéristique des efforts faits en la matière par le Gouvernement pour soutenir les agriculteurs envers et contre tout, est fourni par le marché des fleurs. En 1920, on compte seulement 600 hectares plantés en fleurs, en 1935 on en compte 2.800, (60 % de la production sont exportés). Arrivent les sanctions et avec elles la disparition presque complète des débouchés extérieurs. Le Gouvernement s'ingénie à créer des débouchés intérieurs en diminuant les frais de transport, en instituant la vente des fleurs à l'abonnement par colis postaux et en autorisant les administrations publiques à dépenser une partie des sommes allouées à leurs frais généraux pour fleurir leurs bureaux.

(27) Article 8 de la loi du 5 février 1934 portant création des corporations et contenue dans *L'Etat corporatif*, par B. Mussolini. Valecchi, éditeur, Florence, 1937, p. 243.

duits, et coordonnent les efforts des employeurs aussi bien que ceux des salariés, sous la surveillance et avec l'appui de l'Etat, dans l'intérêt, commun à tous, de l'agriculture (28).

Enfin, en 1938, une loi crée les « consortiums provinciaux des producteurs agricoles » organes de discipline et de développement de la production à l'intérieur de chaque province, qui doivent collaborer avec les différentes branches de l'activité publique et économique (syndicats, fédérations, corporations, etc.) toujours en vue du même résultat : la prospérité de l'agriculture et, à travers elle, celle de l'Italie.

SECTION III

Bonification intégrale

Tout en parachevant l'organisation de la production et de la vente et en favorisant, par des moyens à la fois législatifs et scientifiques, la progression de la culture sur des terres déjà exploitées, le fascisme se tourne vers les terres qui ne le sont pas encore et qui peuvent l'être, ou que l'on affirme incapables de l'être depuis des siècles, mais que, lui, prétend rendre à la charrue. L'Italie comporte près de 10 millions d'hectares incultes dont la présence s'explique soit par un excès d'humidité, soit par un excès de sécheresse. Quelles ressources n'offriraient pas ces terres si elles étaient livrées à la culture ! Elles permettraient d'abord à l'Italie de se suffire entièrement à elle-même pour ses besoins alimentaires, ensuite de fixer sur un sol nouveau et pacifiquement conquis sa population excédentaire

(28) Parmi les 22 corporations italiennes, voici la liste des 8 corporations agricoles :

1. Corporation des céréales.
2. — de l'horto-floro-fructiculture.
3. — viti-vinicole.
4. — des huiles.
5. — de la betterave et du sucre.
6. — de la zootechnie et de la pêche.
7. — du Bois.
8. — des produits textiles.

(Cf., *op. cit.*, p. 251.

obligée jusqu'à ce jour de s'expatrier ; enfin, en attendant cette fixation, et pendant les travaux d'aménagement, elles constitueraient autant d'immenses chantiers où se résorberait le chômage. Ce sont de telles considérations qui décident le gouvernement fasciste à se jeter corps et âme dans cette œuvre, qui éveille en lui les plus grands espoirs économiques, sociaux et patriotiques, et qu'il appelle, d'un terme expressif, la « Bonification intégrale ».

Dès les temps les plus reculés, les populations italiennes se sont trouvées contraintes de disputer leur propre sol aux marécages insidieux, à la malaria, à la rocaïlle. A maintes reprises au cours des siècles, dès la fin du iv^e siècle avant Jésus-Christ, des tentatives sont faites pour tenter d'assainir les zones insalubres. César, Auguste, Nerva, Trajan, Théodoric et toute une série de Papes, Boniface VIII, Martin V, Pie VI surtout, s'attèlent à la même tâche, sans grand succès. Puis d'autres efforts sont tentés par la République de Venise et même par Bonaparte, après la glorieuse campagne d'Italie. Mais chaque fois, la nature est plus forte que l'homme, ou l'homme pas assez opiniâtre, et les travaux sont suspendus.

Du jour où le Royaume d'Italie se constitue, le problème de la Bonification se pose à nouveau d'une façon plus impérieuse, parce que le peuple italien est déjà en pleine croissance. Mais on y voit trop encore une affaire de salubrité publique et pas assez une question économique et sociale. La première loi qui est promulguée en 1882 a pour objectif essentiel la lutte contre la malaria, et se borne pour tout ce qui n'est pas travail dit d'utilité publique à donner des directives aux propriétaires fonciers, libres d'améliorer ou non leurs domaines (29).

Le fascisme, le premier, modifie le concept de propriété. Comme le dit le Duce : « La propriété n'est pas « seulement un droit, c'est aussi un devoir, une fonction « sociale. Il ne s'agit pas d'une propriété passive, mais « d'une propriété active qui ne se limite pas à jouir des

(29) Cf. *La Bonification intégrale en Italie*, par G. Baravelli. Valecchi ed Firenze, 1938, pp. 7 et suiv.

« fruits de la richesse, mais qui les développe, les augmente, les multiplie » (30). Désormais, tout propriétaire qui ne consent pas à profiter de l'aide de l'Etat pour l'amélioration de son fonds peut être exproprié au nom de l'intérêt collectif.

Le fascisme fait une institution nationale de ce qui, jusqu'à lui, a été l'œuvre intermittente et mal coordonnée des initiatives privées et d'actes publics. La bonification est intégrale parce qu'elle est enfin complète, aussi bien sociale qu'agraire ; elle est intégrale aussi parce que tous les problèmes jadis posés et abordés séparément sont réunis : assainissement des terres, répartition du sol, question annonaire, progrès culturels et amélioration de la condition, matérielle et morale, du peuple.

Nous allons passer en revue rapidement les mesures législatives qui se réfèrent à la bonification intégrale (31).

La loi du 30 décembre 1923 élargit les limites de l'idée attachée au mot bonification depuis la loi de 1882, et comprend sous cette dénomination toute une série de travaux complémentaires. Deux lois successives, celles du 19 mai 1924 et du 29 mai 1925 englobent, parmi les terrains sujets à bonification, des terres qui, soit pour des raisons hydrogéologiques, soit pour insuffisance dans les moyens de communication, soit pour pénurie d'eau d'irrigation, soit encore d'une façon générale, pour de graves causes d'ordre naturel ou moral, se trouvent au point de vue agricole dans des conditions arriérées, mais qui cependant sont susceptibles, à la suite de certains travaux et de certaines mesures, de subir une transformation foncière, au grand bénéfice de l'intérêt général. Sont promulguées ensuite, entre les années 1925 et 1927, plusieurs lois visant à encourager les défrichements, le labour à traction mécanique, l'emploi de la force électrique dans les travaux agricoles. Elles ouvrent des crédits avec des conditions de faveur pour tous les

(30) Cité par Henry Peyret, « L'Agriculture italienne sous le régime fasciste », *Revue des Agriculteurs de France*, nov. 1936, p. 523.

(31) Sur ce point consulter : Arrigo Serpieri, Sous-Secrétaire d'Etat à la Bonification intégrale, *La Bonification intégrale*. Traduct. Plon, 1933.

travaux d'amélioration agricole, élèvent le montant des contributions de l'Etat dans les travaux d'irrigation, et favorisent la naissance de centres ruraux.

Mais la loi qui formule, dans toute sa portée, le programme de la bonification intégrale, est celle qui est promulguée le 24 décembre 1928 et qui, portant le nom de « Loi Mussolini », est déclarée « Loi fondamentale du Régime ». Cette loi comble les lacunes de la législation précédente et permet de donner une solution définitive, pleine et entière, à divers problèmes jusque-là insolubles ou en suspens : approvisionnement en eau potable, création d'un réseau routier nécessaire à l'intensification des cultures, construction de bourgades rurales et de bâtiments de ferme. Elle prévoit surtout les moyens financiers nécessaires à l'application des nombreuses lois précédentes concernant les divers travaux d'amélioration du sol et codifiées par elle sous le nom désormais officiel de « Bonification intégrale » (32).

Nous arrivons enfin au décret royal du 13 février 1933, qui coordonne les règlements en vigueur et discipline sur le terrain juridique la matière elle-même. Il fait en effet une distinction entre bonifications proprement dites et améliorations foncières. La Bonification proprement dite comprend un ensemble de travaux à exécuter conformément à un plan général, sur des territoires dûment classifiés et délimités par l'Etat, sous la dénomination de « comprensori », dans un but à la fois hygiénique, démographique, économique et social. L'effet de ces bonifications est d'opérer une transformation radicale des conditions de la production (33).

Les améliorations foncières correspondent à certains travaux qui sont exécutés, non pas dans un intérêt géné-

(32) La loi Mussolini prévoit une dépense globale de 7 milliards de livres environ, dont 4 milliards pour les bonifications hydrauliques et les travaux complémentaires et 2 milliards 1/2 pour la construction de bourgades rurales, de fermes, d'aqueducs et de routes.

(33) Cf. Petrocchi, « Agricoltura e bonifica », *Rivista di Politica economica*, février 1938, pp. 1 à 8.

ral, mais au bénéfice d'un ou de plusieurs fonds, indépendamment d'un plan général de bonification.

Les « comprensori » se divisent eux-mêmes en deux catégories : la première comprend les zones de bonification d'une importance exceptionnelle pour la colonisation intérieure. L'Etat y exécute les travaux lui-même et à ses frais, les propriétaires apportant simplement une contribution de principe, (la part de l'Etat dans les dépenses va de 84 % à 92 %). La deuxième catégorie comprend les zones dans lesquelles les travaux doivent être effectués obligatoirement par les particuliers, avec le concours financier de l'Etat (qui prend à sa charge 75 à 87,50 % des dépenses).

Pour l'exécution des travaux complémentaires, qui sont de la compétence des propriétaires, l'Etat accorde une subvention se montant en principe au tiers de la dépense (mais qui, pour différents travaux, peut atteindre 36, 45 et 75 % des frais). En outre, la Caisse des Dépôts et Consignations, ainsi que divers Instituts de crédit, accordent aux particuliers, sous forme de prêts, d'ouverture de comptes, etc..., des crédits à des conditions exceptionnellement favorables.

L'accomplissement des travaux de bonification, publics et privés, dans un rayon donné, est confié à un consortium des propriétaires de ce rayon (en général constitué par un *compresorio*) administrés par leurs délégués élus, mais contrôlé par les représentants de l'Etat. Le plus souvent, c'est le consortium qui prépare et adopte, sous réserve de l'approbation du ministre, le plan de bonification applicable à la région (34).

A côté de ces consortiums, il convient de mentionner l'œuvre nationale des Combattants (*Opera Nazionale dei Combattenti*), qui, sous la surveillance directe du Président du Conseil, pourvoit à l'achat des terres susceptibles d'être l'objet de travaux de bonification, pour les répartir ensuite entre les familles de cultivateurs anciens combattants.

(34) En 1938, on compte environ 1.700 consortiums détenant une superficie totale de plus de 7 millions d'habitants. (Cf Baravelli, *op. cit.*, p. 29).

L'organe officiel qui a la haute main sur toutes ces opérations est le sous-secrétariat d'Etat pour la bonification intégrale, lequel dépend du ministère de l'Agriculture.

Nous avons voulu exposer les bases juridiques et administratives de la Bonification, parce que c'est de cette organisation sans précédent dans l'histoire que dépend le succès de la colonisation intérieure, phase terminale de l'œuvre, et celle qui nous intéresse le plus.

Les dernières statistiques officielles italiennes ne donnent les résultats numériques de la bonification que jusqu'en 1938. Voici quelques chiffres qui prouvent l'immensité de l'œuvre accomplie en 16 années (1922 à 1938) (35).

Sur les 9.027.713 hectares que le gouvernement fasciste se propose de bonifier : 5.700.103 hectares le sont déjà au 1^{er} juillet 1938, correspondant à 18 % du territoire métropolitain, et ayant nécessité une dépense de 11.304.300.000 liras ; 2.085 kilomètres d'aqueducs, et 4.449 kilomètres de routes ont été construits.

Parmi les principales zones de bonification déjà mises en état, nous citerons les suivantes (36) :

Dans la région de l'Adriatique : le comprensorio de transformation foncière du Bas-Frioul (70.000 hect.) ; la Bonification de Burana (même extension), la Bonification de Parmigiana-Moglia (74.000 hect.) ; celle de Cremonese-Mantovana (50.000 hect.) ; celle de Rovigo (66.000 hect.).

En Toscane : les Bonifications de Viareggio, de Massaciuccoli, de la plaine au nord de Pise, celle de la Maremme (plaine de Grosseto : 45.000 hectares).

Dans le Latium, les basses plaines alluvionnaires du Tibre, avec leurs installations hydrovores.

Dans la Calabre, en Sicile, en Sardaigne, où les Bonifications, à l'inverse des précédentes, ont consisté à apporter l'eau à des terres desséchées.

Mais la plus belle réalisation, la « Gemme delle bonifiche », comme dit Serpieri, parce qu'elle est la bonification

(35) Cf. *Annuario Statistico italiano*, 1939, vol. VI, Rome, 1939, pp. 85-87.

(36) Cf. G. Baravelli, *op. cit.*, p. 35.

la plus grandiose et la mieux réussie, c'est celle des Marais Pontins dont le mérite revient en entier à « l'Opéra dei Combattenti », qui a voulu rénover la traditionnelle notion latine de « miles agricola ».

L'assèchement des Marais Pontins, par la rapidité avec laquelle il a été exécuté, permettant en quelques années à des villes importantes de s'élever là où semblaient inexpugnables l'eau croupie et sa suivante la malaria, tient véritablement du prodige. Quelques dates résument l'œuvre et en font ressortir l'incroyable célérité (37).

28 août 1931. — Décret royal attribuant à l'œuvre des Combattants un premier lot de 18.000 hectares.

7 novembre 1931. — Premiers travaux.

20 janvier 1932. — Commencement de la construction des premières maisons rurales.

30 juin 1932. — Fondation de la ville de Littoria par le Duce.

5 août 1933. — Fondation de Sabaudia.

15 avril 1934. — Inauguration de Sabaudia par le Roi.

18 décembre 1934. — Inauguration de la province de Littoria. 73.000 hectares sur 210.170 sont déjà exploités.

En 1939, trois nouvelles villes ont surgi avec leurs édifices publics, leurs monuments, construits selon les règles les plus heureuses de l'urbanisme : Pontinia, Aprilia, Pomezia. Les cinq villes créées de toutes pièces renferment déjà 60.000 habitants ; et l'on compte plus de 800 kilomètres de routes principales, 300 kilomètres de chemins donnant accès à près de 3.200 fermes.

SECTION IV

Colonisation intérieure

A l'œuvre de bonification tout entière, des milliers d'ouvriers ont dû de ne pas connaître le chômage. Pendant les 14 premières années du Régime fasciste, le nombre

(37) Renseignements tirés de *La bonification intégrale, en Italie*, par G.-C. Baravelli, p. 37 et du *Bulletin Quotidien*, n° 56, 8 mars 1939.

moyen des ouvriers employés journallement à des travaux d'aménagement dépendant de l'Etat, n'a cessé de s'accroître. Parti de 22.117 en 1922, il s'est élevé à 74.484 en 1934-35 et s'est maintenu, de 1935 à 1939, à la moyenne de 40.000 (38).

Mais la résorption du chômage au moyen des travaux de bonification n'est qu'un remède passager. Sa résorption définitive doit être opérée — dans l'esprit des dirigeants — par la fixation des chômeurs, en même temps que des paysans en surnombre, sur les terres bonifiées.

Quels ont été les principes de base de la colonisation intérieure ?

Les zones bonifiées appartiennent soit à l'Etat (terres du domaine public), soit à des sociétés comme l'Opera dei Combattenti, soit à des particuliers. Les rapports, par lesquels les familles sont liées à l'exploitation, ne font pas l'objet de prescriptions impératives et varient selon les conditions originaires de la propriété, l'extension de l'entreprise, les systèmes techniques adoptés, la nature du sol, les coutumes du lieu (39).

Il peut s'agir de paysans, petits entrepreneurs indépendants (propriétaires, emphytéotes ou fermiers) ; il peut s'agir au contraire de familles associées à l'entrepreneur capitaliste sous forme de colonat partiaire ; ou encore simplement de familles engagées en vertu d'un contrat annuel par l'entreprise capitaliste et rétribuées en argent ou en produits par une participation partielle aux cultures. Mais il doit toujours s'agir de colons et non pas de journaliers temporaires (40), c'est-à-dire de paysans résidant avec leurs familles, de façon stable sur la terre, et par conséquent liés affectivement à cette terre, participant à l'exploitation, non pas comme de simples vendeurs de force

(38) Cf. *Annuario Statistico italiano*, 1939, p. 88. On calcule que plus de 150.000.000 de journées de travail ont été ainsi procurées aux Italiens, de 1922 à 1939.

(39) Cf. G. Costanzo, *La Bonification intégrale en Italie*. — *Revue Internationale d'Agriculture*, mai 1934, pp. 169 à 182.

(40) Puisque l'un des buts primordiaux de la colonisation rurale est de diminuer le plus possible la masse des journaliers agricoles.

de travail à l'heure ou à la journée, mais comme des êtres humains intelligents et intéressés au résultat de leur labeur.

C'est le Sous-Secrétariat d'Etat pour la Bonification intégrale qui se charge, par les soins du « Commissariat aux migrations et à la colonisation », de déceler les familles paysannes des régions à population trop dense devant constituer les colonies nouvelles. C'est lui qui les met en rapport avec les propriétaires des grands domaines bonifiés, qui s'occupe de leur déplacement d'une région dans une autre, et qui veille à ce que les exploitations qu'on leur attribue soient proportionnées au nombre de bras dont dispose le chef de famille. La loi peut imposer aux propriétaires inférieurs à leur tâche ou récalcitrants, l'emploi de ces familles et les modalités de leur installation, en vertu du principe fasciste déjà énoncé par nous, que le droit de propriété est une fonction sociale obligeant celui qui le détient à en tirer le parti le plus avantageux pour la collectivité.

Mais le but n'est pas une « agriculture d'Etat » et les méthodes collectivistes sont écartées. Ce qu'on veut réaliser, c'est l'exploitation paysanne à base familiale et autonome. La formule russe du kolkhoze ou du sovkhoze est strictement bannie du plan de colonisation italienne.

Quand les territoires bonifiés font partie du domaine de l'Etat (et c'est le cas de la majorité d'entre eux), le Sous-Secrétariat pour la « Bonification intégrale » organise la colonisation selon des règles fixes.

L'Opera dei Combattenti, à laquelle on doit, en plus de l'assèchement des Marais Pontins, ceux de l'Albarese (plaine de Grosseto) et de l'Isola Sacra (dans le Latium), nous fournit l'exemple le plus important — parce que s'appliquant à la masse la plus nombreuse de colons italiens — et le plus typique de l'organisation colonisatrice dirigée par l'Etat. (Nous savons en effet que l'œuvre dépend directement de la Présidence du Conseil) (41).

Les terres une fois bonifiées sont concédées, soit direc-

(41) Se référer sur la question de la colonisation de l'Opera dei Combattenti, à l'ouvrage de Jean Fournier, *La Bonification intégrale en Italie*. Imp. Barthélemy, Avignon, 1937, pp. 164 à 172.

tement à des cultivateurs isolés, soit à des coopératives d'agriculteurs, à condition qu'elles soient constituées presque exclusivement d'anciens combattants. La superficie attribuée est limitée à la force de travail de la famille considérée (elle est en moyenne de 10 à 20 hectares). A chaque famille est confiée une ferme sous forme contractuelle du métayage. Le colon responsable — le chef de famille — ne peut ni la louer, ni la sous-louer. Il est mandataire, seul représentant de la famille. Le nombre de composants, sauf cas d'augmentation ou de diminution naturelles, ou d'appel sous les drapeaux, ne peut être modifié sans accord préalable avec l'œuvre. Le contrat est de durée indéterminée, mais résiliable chaque année par l'une des parties. En cas de décès du chef de famille, l'exploitation passe au fils aîné ou à la veuve. A la fin de chaque année agraire (30 septembre), les comptes de fermage sont arrêtés et font ressortir la balance du solde ou du débit du colon. Tous les produits de la ferme sont ensuite divisés en deux parties égales, l'une pour l'œuvre, l'autre pour le métayer (42).

L'ambition de l'œuvre étant de réaliser cet idéal « la terra ai contadini », « la terre aux paysans », elle s'efforce, dans la mesure la plus large, de transformer les métayers (qui sont souvent d'anciens braccianti), en propriétaires. Elle facilite par tous les moyens la création du petit capital qui permettra aux colons de passer du stade du métayage à celui du compromis de vente. La période de métayage permet d'expérimenter les qualités de l'usager et donne l'espoir à celui-ci qu'après un laps de temps d'usage plus ou moins long, il pourra devenir propriétaire du fonds à lui concédé. C'est à peu près le principe de la vente à terme. En conséquence, quand l'œuvre a pu constater chez les métayers des aptitudes à la propriété, trois mois avant l'échéance du contrat annuel, elle leur demande s'ils désirent devenir propriétaires, et dans l'affirmative, les terrains, installations et autres biens sont évalués à leur

(42) Le matériel, fourni par l'œuvre, est inscrit au débit du compte courant du colon.

valeur effective du moment. Le colon peut s'acquitter du prix d'achat en quinze annuités. L'œuvre conserve le droit de rompre le contrat pendant ces quinze années, en cas de mauvaise exploitation du colon, ou pour toute raison morale ou politique, toujours au nom de l'intérêt supérieur de la Nation.

La plupart des familles établies dans l'Agro Pontino proviennent des provinces où la poussée démographique est la plus forte, notamment du Veneto et de la Romagne. Ce sont en général des familles très pauvres, dont les chefs ne comptent pas toujours parmi les plus capables et les plus prévoyants. Aussi l'œuvre a-t-elle toute une éducation à accomplir, et ses directeurs techniques surveillent-ils étroitement les exploitations tout en guidant et en soutenant les néo-métayers, propriétaires de demain.

Les types de fermes répondent aux nécessités d'une famille nombreuse, elles sont indépendantes les unes des autres et ne comportent qu'une seule famille. Ce système très onéreux de l'isolement des fermes a donné lieu à certaines critiques. D'aucuns auraient préféré de grandes exploitations employant un nombre élevé d'ouvriers agricoles et éventuellement leurs familles. Mais l'œuvre a préféré le système de la petite ferme, beaucoup plus coûteux, mais plus favorable à l'attachement du paysan à la terre.

Un centre de direction est établi pour chaque centaine de fermes et a pour but d'assurer, principalement durant les premières années, l'assistance technique et financière aux colons. Le rôle social du personnel technique de ces centres est considérable. Il surveille les cultures, conseille les colons, les encourage. Au début de leur installation, beaucoup de déracinés regrettent leur « paese », leurs montagnes, qu'ils n'ont quittés que sous la pression de la nécessité pour s'établir dans la grande étendue monotone des zones bonifiées. L'œuvre ménage intelligemment la transition, elle facilite aux colons les voyages vers leurs pays d'origine, spécialement aux fiancés dont elle favorise le mariage. Dès 1934, l'œuvre assure l'existence de 2.953 familles d'anciens combattants groupant 25.600 membres ;

en 1937, 39.000 exploitations sont déjà concédées à des propriétaires définitifs, et, en 1939, on a presque atteint les 50.000. La nouvelle province de Littoria, conquête pacifique et féconde, couvre 210.170 hectares sur lesquels vit et prospère une population de 225.000 habitants.

A côté de son action économique et sociale, et pour la soutenir, le gouvernement fasciste a édicté toute une série de mesures d'ordre juridique visant à renforcer la stabilité de la classe paysanne. La plus importante, qui date de 1939, concerne le domaine familial agricole, et a pour but le maintien de son intégrité, gage de meilleure productivité.

La législation italienne accueille le principe de l'indivisibilité de l'exploitation agricole en cas de successions, principe qui s'applique à toutes les exploitations agricoles italiennes sans exception, qu'elles soient dépendantes de la colonisation ou indépendantes (43). Désormais, dans le cas où un ou plusieurs biens rustiques (constituant une unité économique dont le revenu ne dépasse pas les besoins normaux d'une famille) feraient partie de la succession et où le défunt n'aurait pas désigné d'héritier, cette unité sera assignée intégralement, comme part d'héritage, avec les ustensiles, outils, cheptel qui lui sont attachés à celui des héritiers (de préférence le descendant mâle direct) qui sera disposé à accepter l'héritage et considéré comme apte à cultiver ces biens. Cette innovation fasciste se rapproche de la conception nationale-socialiste du « bien héréditaire de famille », fondement de la nouvelle paysannerie allemande (44).

SECTION V

Résultats obtenus

L'un des buts de la politique agraire du fascisme a été de procurer à l'Italie son indépendance alimentaire par

(43) Cf. *Revue Internationale d'Agriculture*, juin 1939. — *La nouvelle organisation économique de l'Italie*, pp. 301 E à 306 E.

(44) Cf. *infra*, p. 195 et suiv.

l'augmentation de sa production agricole. Dans ce domaine, le moins que l'on puisse dire, c'est que les résultats ont dépassé les espoirs les plus optimistes.

La « Bataille du Blé », engagée en 1925, est d'ores et déjà gagnée et s'achemine chaque année vers une victoire plus complète (45).

La moyenne de production du blé pour la			
période 1906-1910 est de 49.073.000 quintaux			
—	1911-1915	—	49.697.000 —
—	1916-1920	—	44.140.000 —
—	1926-1930	—	60.705.000 —
—	1931-1935	—	72.705.000 —
	pour l'année 1936	—	61.119.000 —
	— 1937	—	80.636.000 —
	— 1938	—	80.918.000 —

Nous savons que l'Italie, pour suffire à ses besoins en temps normal, doit produire 80 millions de quintaux par an (46). Elle les dépasse dès 1937, et M. MUSSOLINI déclare le 10 octobre 1938, devant la Commission suprême, que la superficie emblavée, qui est de 5.197.000 hectares en 1937 (contre 4.700.000 en 1920) devra normalement s'élever durant les années suivantes à 5.500.000 hectares et la production de blé à 90.000.000 de quintaux (47). Le rendement à l'hectare, qui est de 10,4 pour la période 1910-1914, de 12,4 pour la période 1926-1930 et de 14,8 pour la période 1931-1935, s'élève à 16 en 1938. Depuis 1935, l'Italie occupe la troisième place parmi les pays européens producteurs de blé (après l'U. R. S. S. et la France), et la seconde place dans le monde entier pour la production des blés durs.

(45) Cf. *Annuario statistico italiano*, 1939, Rome, 1939, vol. VI, p. 59.

(46) L'importation de blé, jusqu'en 1928, reste supérieure à 20 millions de quintaux par an et ne dépasse plus 5 millions 1/2 de quintaux depuis 1933. Son augmentation subite en 1937, où elle s'élève de nouveau à 16 millions de quintaux correspond seulement au stockage que l'Italie entreprend dans l'éventualité d'une guerre.

(47) Cf. *Sindacato e corporazione*, oct. 1938, p. 675. Il est même à prévoir qu'un jour l'Italie deviendra exportatrice de blé.

Le sarrasin voit également sa production augmenter de façon considérable (48) :

Moyenne 1916-1920	21.137.000 quintaux
— ^r 1926-1930	24.773.000 —
— 1936-1939	30.082.000 —

La production du maïs, de l'avoine et de la pomme de terre progresse dans les mêmes proportions.

La betterave à sucre, qui couvre à peine quelques milliers d'hectares en 1920, en occupe 90.000 en 1934 et 135.798 en 1938, correspondant à 32.533.000 quintaux, qui suffisent déjà aux besoins alimentaires du pays, mais qu'on veut augmenter pour en tirer de l'alcool carburant.

Et le riz, dont les pouvoirs nutritifs sont si intéressants (49), passe de 5.134.000 quintaux (moyenne 1911-1915) à 6.663.000 quintaux (moyenne 1926-1930), puis à 7.453.000 quintaux (moyenne 1934-1938).

La production d'agrumes atteint en 1939 son point culminant avec 8.354.000 quintaux, et celle d'huile d'olive en 1938 avec 2.492.000 hectolitres.

Les fruits, primeurs et fleurs conquièrent (jusqu'à l'époque des sanctions), les marchés mondiaux par leur qualité imbattable, obtenue grâce aux procédés rationnels que nous avons énoncés en étudiant l'organisation des marchés.

Quant à la production de vin, si elle reste stationnaire, c'est à dessein, pour équilibrer à peu près la production avec la consommation nationale en raison du manque de débouchés extérieurs. C'est seulement depuis les sanctions qu'on la stimule pour obtenir du carburant national.

En dehors des cultures alimentaires, les cultures industrielles se sont développées intensément.

L'Italie s'efforce en effet de remplacer par des produits indigènes quelques-uns des produits nécessaires qu'elle

(48) Tous les chiffres de la production proviennent de l'*Annuario Statistico italiano*, pp. 59 et suiv.

(49) L'Italie se sert également de riz pour augmenter la production de la cellulose en mettant en valeur la paille de riz.

doit importer. C'est ainsi qu'elle tend à substituer l'huile de ricin aux huiles lubrifiantes d'importation, et le chanvre et le lin au jute. Le chanvre surtout est en gros progrès, il couvre en 1938 plus de 100.000 hectares (1.086.000 quintaux). La sériciculture est relevée et les exportations de soie sont croissantes depuis 1935. L'Italie a même fait l'essai d'une nouvelle culture, celle du coton qui est un véritable succès. En 1934, 2.958 hectares sont consacrés au coton, en 1937, 23.000 et en 1939, plus de 50.000 (50).

Le cheptel italien demeure à peu près au même point : il ne s'accroît pas à cause de l'insuffisance des fourrages italiens. Pourtant, la production de lait est excédentaire en raison de la sélection des races bovines et du perfectionnement des méthodes d'élevage ; et 4 à 5 millions de quintaux de lait sont transformés annuellement en 12 millions de kilos de « caséine textile », qui donnent eux-mêmes du lanital, succédané de la laine (51).

Au bout de 17 années, le but économique du mouvement agraire fasciste est atteint, autant qu'il permet de l'être. M. MUSSOLINI l'a reconnu lui-même (52) : « Pas une nation au monde ne peut réaliser sur son propre territoire l'idéal de l'autonomie économique au sens absolu, c'est-à-dire à raison de cent pour cent, mais toute nation cherche à se libérer dans la mesure la plus large des servitudes économiques étrangères ». On peut dire que l'Italie a obtenu sa libération maxima.

Mais la victoire démographique a-t-elle été aussi incontestablement remportée par le mouvement agraire ?

En 1921, la population totale italienne est de 38.710.576 personnes. En 1931, elle est de 41.176.671 personnes et au 1^{er} décembre 1938 (dernier recensement officiel), elle est de 44.069.000 personnes (soit, en 17 ans, un

(50) *Annuaire International de statistique agricole*, 1938-1939. Rome, 1939, p. 91.

(51) Renseignements tirés du *Bulletin du Comité National de l'Organisation Française*, mai 1939, p. 285.

(52) Discours prononcé à l'Assemblée Nationale des Corporations, le 23 mars 1936, contenu dans *L'Etat corporatif*, déjà cité, p. 75.

accroissement de 5.358.424 âmes) ; durant la même période la densité passe de 125 habitants au km² à 133 (53).

L'active politique de natalité a été accompagnée d'une politique de restriction à l'émigration. Le fascisme, comme nous l'avons démontré, a besoin d'augmenter son potentiel humain et ne peut plus tolérer une hémorragie démographique comparable à celle d'avant la guerre. L'émigration des paysans, qui était la plus forte, est désormais entravée; elle ne peut plus être que de 11 % de ce qu'elle était avant 1921 (54). Les moyennes périodiques de l'émigration attestent sa diminution importante :

Moyenne 1921-1925		143.281 émigrants	
— 1926-1930		134.347	—
— 1931-1936		67.208	—
— 1936-1939		43.566	— (55).

Mais on ne se contente pas d'entraver les départs, on facilite les rapatriements. De 1921 à 1936, 1.674.711 Italiens sont rapatriés, soit sur leur demande, soit sur l'offre de l'Etat et en 1938 « une commission permanente des Italiens établis à l'étranger » est créée, qui a pour tâche de coordonner les efforts en vue du retour des émigrés (56).

L'accroissement de la population italienne, voulu par le fascisme, est une réalité, mais en face de cette réalité s'en dresse une autre, qui rend le problème angoissant: la pénurie de débouchés pour la main-d'œuvre. A cette pénurie, nous avons vu que le fascisme a voulu remédier par l'entreprise de la Bonification et par la colonisation intérieure auxquelles elle a demandé d'absorber toute la masse excédentaire, d'abord en faisant aménager la terre, ensuite en la lui faisant exploiter. Mais les 5.700.103 hectares con-

(53) De 1901 à 1921, nous avons vu qu'elle avait déjà augmenté de 6 millions. La progression est donc constante. Cf. *Annuario statistico italiano*, 1939, p. 9.

(54) Cf. Joseph Aynard, « Population et émigration italienne », *Le musée social*, janvier 1938, p. 9.

(55) Cf. B. I. T., *Année sociale 1938-1939*, Genève, 1939, p. 284 et *Annuario statistico italiano*, 1939, p. 56.

(56) Cf. Joseph Aynard, *op. cit.*, p. 10.

quis sur la nature, de 1921 à 1938, ne sauraient suffire à la nourriture des 5.358.424 nouveaux Italiens suscités pendant les mêmes 17 années. Si l'on faisait entre les deux chiffres le rapport qu'autorise une approximation due au plus grand des hasards, on s'apercevrait qu'à un million d'hommes correspondrait 1 million d'hectares, c'est-à-dire que chaque hectare devrait assurer la subsistance d'un homme, ce qui — on s'en rend compte — n'est réalisable que dans le monde des idées.

L'Italie a dirigé vers la terre le plus d'Italiens qu'elle a pu (c'est à dessein que nous ne disons pas « a fait retourner à la terre » et nous en expliquerons les raisons plus loin), elle a allégé le fardeau constitué par une population excédentaire qui pesait sur son économie, mais elle ne l'a pas supprimé.

Aucune statistique ne nous a fourni le chiffre total des colons installés sur les terres bonifiées (57). Nous avons dû chercher la preuve de notre thèse par un procédé inverse, c'est-à-dire dans les chiffres indiquant le nombre d'Italiens qui ne sont pas allés à la terre.

Le chômage qui, avant 1926, oscille chaque année autour de 400.000 hommes est représenté pour la période 1926-1929 par une moyenne de 320.396 chômeurs, chiffre qui monte progressivement jusqu'à 1.018.955 chômeurs en 1933 pour redescendre à 963.677 en 1934 (sur lesquels on compte plus de 150.000 chômeurs agricoles) (58). A partir de 1934, aucune statistique officielle italienne ne fournit les chiffres du chômage, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y en ait plus. Des renseignements officieux nous permettent d'assurer que, de 1935 à 1939, le nombre de chômeurs italiens n'est jamais descendu au-dessous de 500.000.

Nous savons que les travaux de bonification ont atteint en 1934, avec 72.484 ouvriers leur maximum d'emba-

(57) Nous savons seulement que de 1930 à 1935 compris, on a installé 6.766 familles de 52.279 membres. Cf. *Boll. della R. Soc. geogr. ital.*, vol. I, 1936, p. 317.

(58) Cf. *Annuaire des statistiques du travail, B. I. T.*, Genève, 1939, p. 46.

chage. A partir de 1935, ils n'occupent plus annuellement qu'une moyenne de 40.000 ouvriers (59). La Bonification intégrale a donc contribué à atténuer le chômage dans la proportion de 8 % environ, ce qui n'est pas considérable.

Quant aux migrations intérieures qui, avant 1938, portent sur plus de 400.000 individus, elles voient leur moyenne tomber à 347.270 pour la période 1929-33, et à 249.000 pour la période 1933-1936. La diminution, qui porte sur 100.000 individus environ, est due indéniablement à la colonisation intérieure et correspond à la fixation à la terre, à sa terre, de la main-d'œuvre agricole flottante (60). Les pourcentages établis pour les vingt régions les plus peuplées prouvent que le travail nomade est réellement en régression dans treize d'entre elles, et a entièrement disparu dans les sept autres (61).

La stabilisation des agriculteurs italiens est prouvée également par les chiffres suivants :

Le nombre des fermiers passe de 513.382 en 1921 à 1.159.436 en 1936.

Le nombre des métayers passe de 1.088.766 en 1931 à 1.259.763 en 1936.

Le nombre des salariés passe de 3.170.059 en 1921 à 1.790.946 en 1936.

Comme on le voit, les métayers et les fermiers sont considérablement plus nombreux, tandis que les salariés (en général migrants) le sont beaucoup moins (62).

Le mouvement en faveur de l'agriculture en Italie n'aboutit pas à un Retour à la Terre, mais à une fixation au sol des éléments ruraux en surnombre. Ce ne sont pas les chômeurs urbains qui constituent les colonies agricoles,

(59) Cf. G. C. Baravelli, *op. cit.*, p. 39.

(60) Cf. Renato Affricano, « Lo sviluppo delle migrazioni interne e la politica di ruralizzazione », *Rivista di politica economica*, mars 1935, p. 326, et Henry Peyret, « L'Agriculture italienne sous le régime fasciste », *Revue des Agriculteurs de France*, nov. 1936, p. 523.

(61) Cf. *Bulletin quotidien*, n° 56 du 8 mars 1939 et Baravelli, *op. cit.*, p. 33.

(62) Chiffres fournis par Molinari, *La struttura della popolazione rurale italiana e le nuove figure agricole rilevate nell' VIII Censimento*, Rome, 1937.

mais les chômeurs agricoles, les braccianti et les familles paysannes des régions à peuplement trop dense. Sur les 6.766 familles installées de 1930 à 1935 dans les zones bonifiées, 60 % proviennent de la Vénétie et 20 % de l'Emilie, régions essentiellement agricoles (63).

Il ne peut être question d'un retour à la terre véritable que dans un pays souffrant de surindustrialisation. Or, l'Italie est encore sous-industrialisée. La politique d'autarcie l'a conduite à intensifier son équipement usinier, à tirer parti de ses moindres ressources minières et depuis l'avènement du fascisme, des dizaines de milliers d'Italiens ont été employés dans les entreprises nouvellement créées ou agrandies. On peut dire que les quelque 500.000 chômeurs que compte l'Italie en 1939 n'ont pas été chassés de l'usine par la crise, mais n'ont pu *encore* y être embauchés. L'industrialisation de l'Italie va de pair avec son mouvement agraire, elle le complète. L'excédent de l'un ne va pas combler le déficit de l'autre, comme ce pourrait être le cas en Angleterre ou en Allemagne, puisque le seul excédent italien est rural. Il s'agit d'empêcher cet excédent de fuir l'Italie pour trouver sa nourriture, et l'on essaie de le fixer à la terre dont on a tiré de nouvelles possibilités de subsistance. Le but à atteindre est donc d'*empêcher un exode rural qui* — vu la structure de l'économie italienne — *se transforme en émigration*, et non pas d'opérer un retour à la terre des éléments urbains.

Cet essai lui-même n'est pas concluant, si nous nous en référons au témoignage irrécusable des chiffres officiellement admis par le Gouvernement Italien.

Alors qu'en 1921 (64) la population agricole comprend 10.264.106 personnes (soit 55.8 % de la population active totale), en 1931 (65) elle ne compte plus que 8.092.647 personnes (soit 46 % de la population active).

(63) Cf. *Bollet. della Roy. soc. geogr. ital.*, vol. I, 1936, p. 320.

(64) Cf. *Censimento della popolazione del Regno d'Italia al 1^{er} déc. 1921*, vol. XIX, *Relazione generale*, Rome, 1928.

(65) Cf. *Censimento generale della popolazione*, 21 aprile 1931, vov. IV, *Relazione generale*, Rome, 1934.

En 1936 (66) elle remonte à 8.851.643 personnes. On enregistre en 5 ans un gain de 758.996 personnes, correspondant à la politique de bonification intégrale et de colonisation intérieure. Mais le pourcentage de la population agricole par rapport à la population active totale continue à diminuer. Il n'est plus que de 40.9 % ce qui indique nettement la tendance générale de la population à préférer les activités industrielles ou commerciales, favorisées par l'essor de l'agriculture, à l'activité agricole elle-même, malgré tous les efforts de l'Etat.

En 1939, l'Italie a conquis son indépendance alimentaire, facteur premier de sa puissance politique, mais elle a vu dans l'accroissement de sa population un facteur aussi important de puissance politique, et si elle a mis un terme à sa sous-production agricole, elle n'en a pas mis un à ce que nous oserons appeler sa « surproduction d'hommes ». Elle a voulu faire coïncider sa politique d'accroissement de la population avec sa politique d'accroissement agricole, et elle s'est servie de la terre comme d'un instrument de stabilisation sociale et de fixation de ses nationaux, en même temps qu'elle lui a demandé sa nourriture. Elle a accompli le plus remarquable redressement agricole, atténuant grâce à lui son malaise démographique, mais elle n'a pas opéré un Retour à la Terre.

(66) Cf. *Popolazione residente e popolazione presente, secondo le categorie di attività economica*, publ. par l'Istituto Centrale di statistica del regno d'Italia, Rome, 1937.

CHAPITRE III

LE RETOUR A LA TERRE, NECESSITE DE POLITIQUE INTERNATIONALE

EN PALESTINE

Il existe un mouvement de Retour à la Terre dont la nécessité s'est fait sentir pour des raisons d'ordre politique, mais d'un ordre politique qui ne concerne ni les rapports entre citoyens d'un même pays (politique intérieure), ni les rapports d'une nation avec les autres nations (politique extérieure). Ce mouvement, absolument inédit, a eu pour théâtre la Palestine, et pour acteurs les Juifs disséminés à travers le monde, et l'on peut dire que c'est une *nécessité de « politique internationale »* qui l'a déclenché.

SECTION I

Les Juifs dans le monde jusqu'à la déclaration Balfour

A l'origine, les Juifs constituent un peuple agricole de pasteurs et ne se montrent pas moins attachés à la terre que les autres peuples orientaux. Rien ne laisse encore présager leur destin migrateur et leur spécialisation commerciale. Mais très tôt, ils sont victimes d'une sorte de préjugé défavorable, dû peut-être à leur exceptionnelle cohésion ethnique qui les écarte de toute assimilation ; et déjà les Romains, méfiants à l'égard d'une conquête qui fait fi de leur civilisation, les soumettent à des mesures vexatoires,

Mais la malédiction qui pèsera sur eux, tout au long de leur Histoire, trouve incontestablement son principal fondement dans l'aversion du monde chrétien pour le peuple qui a la mort du Christ sur la conscience.

En 70 après Jésus-Christ, l'Etat juif est détruit. Durant le premier millénaire de l'ère chrétienne, les Juifs — race prolifique sur un sol pauvre (1) — dont quelques-uns se sont déjà répandus en Egypte, en Mésopotamie, en Syrie et en Afrique du Nord, passent de l'Afrique du Nord en Espagne, Italie, Gaule, Allemagne, et de la Palestine par Byzance se dispersent à travers la péninsule balkanique et les pays slaves.

Au VII^e siècle, les Arabes sortent de la presqu'île d'Arabie et commencent leur série de conquêtes par celle de la Palestine qu'ils veulent convertir de force à l'Islam. Dès lors, la tendance des Juifs à s'expatrier ne fait que s'accroître sous l'influence des persécutions musulmanes.

Au cours du Moyen-Age, ils perdent à peu près tout contact avec leur terre d'origine, où ne demeurent plus que quelques milliers d'entre eux. Au XVIII^e siècle, la forte multiplication des Juifs d'Europe change la proportion, et ils deviennent un peuple plus européen qu'oriental.

Ils se sont désormais spécialisés dans le commerce, et leur qualité de non-chrétiens qui leur permet de pratiquer l'usure (interdite aux chrétiens) achève de les discréditer aux yeux des masses profondément religieuses.

La majorité des Juifs, au cours du XVIII^e siècle, a tendance à se fixer dans l'Europe orientale. Entre 1800 et 1880 leur prédominance numérique en Europe orientale s'accroît, par suite des conditions économiques meilleures et d'une diminution de la mortalité infantile. Le nombre total des Juifs, qui n'était plus que de 3 millions au XVIII^e siècle, atteint au XIX^e siècle 10 millions.

A partir de 1850, un mouvement d'émigration se dessine vers les U. S. A., puis vers l'Amérique du Sud (provenance : Europe du Centre et de l'Est). Les Juifs, de plus en plus nombreux, sont toujours en butte aux vexations des nations chez lesquelles ils se sont fixés, l'accès de certaines carrières leur est interdit, ils sont soumis à une

(1) Ils sont à cette époque 4 millions et demi.

réglementation particulière et connaissent des conditions d'existence pénibles, dans une insécurité morale perpétuelle. Beaucoup décident de tenter leur chance outre-mer. C'est à ce moment que certains d'entre eux songent à un retour en Palestine (où ne vivent plus que 50.000 Juifs environ).

Des efforts philanthropiques individuels favorisent cette tendance : ceux du baron DE MONTEFIORE en 1855, ceux de l'Alliance Israélite Universelle (qui fonde vers 1870 une école d'agriculture), ceux du baron Edmond DE ROTHSCHILD en 1882, ceux enfin de « l'Association pour la Colonisation juive » (J. C. A., Jewish Colonisation Association), société par actions fondée en 1891 par le Baron HIRSCH, et dotée par lui d'un capital de 200 millions de francs (2).

En 1897 est fondé le Sionisme, mouvement politique de grande ampleur qui a pour but, non seulement de faciliter l'accès de la Palestine aux émigrants, mais de restaurer l'unité juive sur le sol palestinien.

Cependant, tant que les Amériques ouvrent toutes grandes leurs portes aux émigrants, les Juifs préfèrent s'y rendre que de réintégrer la terre ancestrale, où les chances d'améliorer leur niveau de vie sont moindres et la sécurité politique absente.

Le conflit 1914-18 libère la Palestine du pouvoir turc, et les Gouvernements alliés en 1917 prennent l'initiative de favoriser la création d'un Foyer National Juif en Palestine. Ils agissent au nom des principes humanitaires ; le sort de cette race éparse de par le monde, et livrée aux fluctuations de l'opinion officielle issue des changements politiques, les a toujours émus. Ils ont compris la nécessité de réaliser une amélioration à la condition des Juifs, d'offrir une chance d'évasion à ceux d'entre eux qui éprouveraient le besoin de s'expatrier, chassés par la misère ou par un gouvernement. Le meilleur moyen n'est-il pas de leur permet-

(2) Renseignements tirés de la *Revue Internationale du Travail*, vol. XXX, nov. 1934, p. 661.

tre de se regrouper sur le sol où leur race a vu le jour, et de donner à ces apatrides par fatalité une patrie reconstituée ? Le retour des Juifs en Palestine satisfait toutes les nations, aussi bien celles qui n'éprouvent pour eux que des sentiments de bienveillance que celles qui leur sont hostiles, puisque le projet contribuant à leur émancipation les incite à quitter les pays où l'on prétend voir en eux un péril.

Le 2 novembre 1917, le Ministre Britannique du Foreign Office, Lord BALFOUR, au nom de son Gouvernement et en accord avec les nations alliées, fait la célèbre déclaration que voici : « Le Gouvernement de Sa Majesté « considère favorablement l'établissement en Palestine « d'un Foyer National pour le peuple juif ; il s'efforcera « de faciliter de son mieux la réalisation de ce but, étant « entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des Communautés non-juives déjà établies en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tous les autres pays. »

Cette déclaration, qui rentre dans les vues exactes du Sionisme, ne constitue un acte de droit public qu'à partir de la Conférence de San-Remo (25 avril 1920), où l'Angleterre se voit confier le mandat sur la Palestine (3). Le 24 juillet 1922, l'acte de mandat qui régit la constitution du pays est adopté par la S. D. N. ; il contient dans son article 2 la déclaration Balfour, capitale pour le judaïsme mondial, puisqu'il fait de la Palestine une nouvelle Terre Promise.

Le « *Livre blanc* », publié en 1922 par le Gouvernement Britannique, précise la ligne de conduite que la puissance mandataire compte adopter dans sa politique d'immigration et proclame « que le peuple juif doit savoir qu'il est « en Palestine en vertu de son droit et non par tolérance » (4).

(3) Le Traité de Sèvres, signé le 20 août 1920, contient la Déclaration dans son article 95.

(4) Cité par Z. Abramovitch dans *Palestine Economique*, 1936, Paris, p. 203.

SECTION II

Les Juifs et la Terre

On comprend avec quel enthousiasme le judaïsme mondial donne son adhésion à semblable initiative, d'autant plus que cette assurance officielle de bon accueil en Palestine coïncide justement avec les premières restrictions américaines relatives à l'immigration (5).

L'immigration juive en Palestine va présenter un aspect original. Elle n'a rien de commun avec celles qui se sont dirigées vers les Amériques. Elle comporte une base juridique, elle est assise sur un droit international et répond à un mobile d'ordre politique, — la reconstitution du peuple juif, — alors que les autres immigrations n'ont été qu'une somme de tentatives individuelles orientées vers un but économique (améliorer un genre de vie), ou moral (échapper à la persécution). L'immigration en Palestine comporte également ces deux mobiles, mais elle possède en outre celui qui lui confère son caractère particulier de mouvement politique international. Les Juifs qui débarqueront en Palestine ne seront pas des individus, abandonnés à eux-mêmes, venus sur un sol étranger chercher un sort meilleur, ils feront partie d'une collectivité qui les aidera et pour laquelle ils travailleront ; ils se sentiront solidaires de la terre où ils s'installeront « en vertu d'un droit et non d'une tolérance » puisqu'elle est la terre de leurs ancêtres, et ils y construiront le nouveau foyer de leur race, le centre national de civilisation juive, qui renforcera le sentiment de communauté judaïque à travers le monde (6).

Les immigrations précédentes n'ont mis en jeu que le sort de familles juives isolées. C'est le sort de la race juive

(5) Le Canada, les U. S. A., les pays de l'Afrique du Sud, la France, l'Allemagne, n'admettent plus que certaines catégories d'immigrants : familles des immigrés, professeurs, étudiants...

(6) Car ici rentrent en ligne de compte des facteurs spirituels tels que : langue hébraïque, idéal éthique des colons, compréhension traditionnelle du judaïsme.

tout entière qui est contenue, comme un symbole, dans l'immigration palestinienne.

Mais les principes proclamés ne comptent pas seuls. Encore faut-il qu'ils soient susceptibles d'être réalisés. Désormais les Juifs peuvent réintégrer le sol palestinien et y fonder un foyer national ; mais le sol se prête-t-il à cette réinstallation d'un peuple, autorise-t-il la fondation d'une nation, est-il capable de nourrir les masses d'hommes qu'une simple déclaration de principe va lui envoyer ?...

Voyons comment se présente la Palestine en 1920 (7).

Le territoire de Palestine ne couvre que 2.615.800 hectares. Long d'environ 225 kilomètres en bordure de la Méditerranée, mais fort étroit, (environ 37 kilomètres au nord et 129 kilomètres au sud), il présente de grandes variations au point de vue de la topographie et du climat. Les régions accidentées (Galilée, Judée), sont sèches, montagneuses et pauvres ; les régions désertiques contigües à l'Egypte sont absolument stériles ; montagnes et déserts couvrent 46 % de la superficie totale. Seule la plaine maritime mieux arrosée, d'une largeur de 3 à 32 km., et les vallées (notamment celles du Jourdain et d'Esdralon) sont arables, et encore doit-on y lutter contre la malaria. On estime que la superficie vraiment cultivable ne dépasse pas 21 % de la superficie totale. Le problème de l'eau est capital, et il n'a pas encore été résolu par les Arabes, qui pratiquent une agriculture archaïque avec des procédés périmés, et ne tirent même pas du sol palestinien leur modique subsistance. L'industrie est absente, le commerce nul.

En 1920, la population totale de la Palestine est de 740.000 personnes environ, parmi lesquelles on compte seulement 60.000 Juifs. Les Arabes sont plus de 600.000 et font toujours profession de la même haine à l'égard des Juifs. (La différence numérique entre les populations juive et arabe est constituée par des chrétiens).

(7) Renseignements tirés de la *Géographie Universelle* publiée sous la direction de Vidal de la Blache et Gallois. A. Colin, Paris, 1929, tome VIII, p. 186 et suiv.

La perspective qui s'offre aux yeux des promoteurs du retour des Juifs en Palestine n'est guère encourageante : pays petit et défavorisé par la nature, aux ressources inexistantes, grosse majorité d'une population hostile aux Juifs.

Mais en face, pour venir à bout des difficultés, il y a l'appui de la puissance mandataire, l'assistance de tous les Juifs de la Diaspora, l'afflux des capitaux et le dynamisme que comporte tout mouvement possesseur de la foi.

Les organisations juives qui se mettent à la tête du mouvement, aussi bien que les autorités officielles palestiniennes, comprennent que le seul moyen de reconstituer un foyer national juif dans un pays aussi arriéré que la Palestine, où l'agriculture est la seule forme d'activité économique, est de faire revenir les Juifs à la terre. Il ne peut être question de créer une nouvelle économie en commençant par porter les efforts sur l'industrie. Les nations doivent obligatoirement connaître l'évolution que l'école historique allemande a mis en évidence : elles doivent passer par le stade agricole avant d'atteindre le stade manufacturier, et pour y arriver. Une agriculture rénovée ou, mieux que cela, créée de toutes pièces, et orientée vers les productions les plus favorables, permettra à la Palestine de faire des exportations qui compenseront ses énormes importations. A la faveur de la prospérité agricole, le commerce prendra son essor, et des industries adaptées aux genres particuliers de productions pourront être installées.

D'autre part, les Juifs ne prendront pleinement conscience de leur lien de filiation avec le sol palestinien que lorsqu'ils l'auront travaillé et lui auront demandé leur subsistance. Une fois qu'ils auront peiné pour le conquérir ou pour l'améliorer, ils seront plus intimement incorporés à lui. On ne fonde pas « Un Foyer National » dans des ateliers d'usines, mais dans des fermes au contact des réalités de la terre, car c'est la terre qui façonne un peuple autant qu'elle est façonnée par lui, et ce sont les ruraux les plus fidèles héritiers des traditions d'une race. Le judaïsme

ne trouvera pas de plus solide assise pour sa régénération que dans la population juive enracinée par son travail sur le sol palestinien (8).

Entin, si les Juifs veulent conquérir une liberté politique et économique en Palestine, il est indispensable qu'ils deviennent propriétaires d'une grande partie de son sol, lequel appartient encore presque exclusivement aux Arabes. La propriété foncière est une garantie d'indépendance.

De cet ensemble de considérations découle la nécessité impérieuse d'un Retour à la Terre des immigrants juifs.

Nous pouvons parler ici d'un Retour à la Terre véritable, car les Juifs ont perdu presque tout contact avec elle. (Sur 15 millions de Juifs répandus dans le monde en 1920, on en compte seulement quelques milliers qui vivent de la terre). Dès le Moyen-Age, ils se sont détournés de l'agriculture pour se consacrer au commerce, et les dernières colonies agricoles juives de l'Europe méridionale disparaissent au xv^e siècle.

Un décret du Tsar Alexandre 1^{er}, daté de 1804, réglant le statut des Juifs, marque la première tentative officielle faite pour les fixer par l'agriculture (9). Cet essai n'est pas satisfaisant, et en 1897, en Russie, sur une population juive évaluée à plus de 5 millions de personnes, seules 80.000 d'entre elles tirent leur subsistance du sol. Les colonies agricoles russes diminuent d'importance jusqu'à la guerre 1914-1918, et le Gouvernement Soviétique tente vainement de les restaurer en 1924 (10).

En Pologne, Lithuanie, Lettonie, Roumanie, où les populations juives sont les plus nombreuses, une infime

(8) Il est curieux de remarquer que les Juifs palestiniens se réclament justement des principes au nom desquels certains Etats les ont chassés. La doctrine de l'alliance du sol et du sang qu'on les a accusés de saper chez les nations européennes devient leur, dès le jour où ils ont la possibilité de revendiquer la terre de leurs ancêtres.

(9) Cf. Arthur Ruppin, *Les Juifs dans le monde moderne*, Paris, Payot, 1934, p. 163.

(10) Depuis 1932, le Gouvernement de l'U. R. S. S. dirige les émigrants juifs vers le Biro-Bidjan (sur le fleuve Amour), dans une contrée lointaine et ingrate, et les résultats ne sont pas encourageants.

minorité se livre à l'agriculture, et presque tous les Juifs aiment mieux végéter dans les villes.

La « Jewish Colonisation Association » a voulu, à la fin du XIX^e siècle, aiguiller les Juifs européens vers des colonies agricoles en Argentine et au Brésil, mais l'échec est à peu près total. En Argentine, au bout de plus de cinquante ans d'efforts, on n'a pu installer que 3.500 familles, et au Brésil, malgré l'apport de capitaux importants, deux colonies seulement ont été créées.

Les Juifs ont donc prouvé qu'ils répugnaient à revenir au sol et qu'ils préféraient de beaucoup s'adonner à des genres d'activité différents de l'agriculture, même quand ils avaient l'occasion de s'installer en sécurité dans des exploitations spécialement destinées à eux.

Vont-ils adopter la même attitude réfractaire quand il s'agira de la Terre de Palestine ?... Laissons un historien juif impartial répondre à cette question (11) : « La colonisation palestinienne ne peut mettre en face de tous les handicaps qu'un avantage, mais un avantage de toute première importance : l'enthousiasme national des colons, grâce auquel toutes les difficultés s'aplanissent. Ils ont l'espoir par leur travail de jeter les bases du nouveau Foyer National qui, à son tour, infusera une vie nouvelle à tout le judaïsme mondial ».

La preuve que les Juifs sont prêts à renoncer à leurs goûts citadins dès qu'on leur demande ce renoncement sur le sol palestinien, nous la trouvons dans les essais de colonisation agricole en Palestine de la fin du XIX^e siècle, dus aux initiatives de richissimes philanthropes (12), et qui ont mieux réussi que toutes les autres tentatives effectuées ailleurs.

En 1870, l'Alliance Israélite Universelle fonde la première Ecole d'Agriculture en Palestine, dans l'intention simplement d'améliorer la situation des éléments juifs indigènes. L'expérience obtient un tel succès que les Juifs

(11) Arthur Ruppin, *Les Juifs dans le monde moderne*, Paris, Payot, 1934, p. 180.

(12) Cf. *supra*, p. 157.

d'Europe sont attirés en Palestine et que deux colonies agricoles sont fondées, l'une en 1878, l'autre en 1882, grâce à la générosité du baron Edmond DE ROTHSCHILD (13).

En 1901, « L'Association de Colonisation Juive », créée par le baron HIRSCH, organise des exploitations collectives pour la culture du blé et se voit confier l'administration des colonies de ROTHSCHILD en prenant un nouveau nom : « Association pour la colonisation juive en Palestine ». Peu à peu, les membres de ces différentes colonies (il y en a une trentaine) en arrivent à s'intéresser beaucoup plus au rendement de leurs exploitations qu'au sort des travailleurs juifs ; ils emploient même volontiers la main-d'œuvre non-juive à cause de son bon marché, et surveillent les travaux plus qu'ils ne les exécutent. Aussi une réaction a-t-elle lieu contre ces tendances sous l'influence de l'organisation sioniste (fondée en 1897, comme nous l'avons dit, pour diriger le rétablissement des Juifs en Palestine). Cette organisation, séparée de l'Association pour la colonisation juive, favorise l'accès de la petite propriété agricole aux familles juives qui doivent les exploiter elles-mêmes.

En 1920, au moment où les garanties données par la Déclaration Balfour vont ouvrir la vie à une abondante immigration juive, on compte environ soixante colonies agricoles. C'est une réalité modeste qui confirmera les promoteurs du Retour à la Terre des Juifs dans leurs espoirs de réussite.

SECTION III

Le Retour à la Terre Palestinienne

La colonisation agricole n'est rendue possible en Palestine que par le rapatriement des Juifs ; nous voulons en conséquence exposer à quelles règles est soumise l'immigration et comment sont recrutés les futurs colons agriculteurs.

L'immigration, comme on s'en doute, n'est pas aban-

(13) Cf. Sir John Hope Simpson, *Report of Immigration, Land Settlement and Development*, Londres, 1930, cmd. 3686.

donnée au hasard, elle est minutieusement réglementée. Suivant les articles 4 et 6 de l'Acte de mandat, un organisme juif (Jewish Agency) est officiellement reconnu et a le droit de coopérer avec l'Administration de la Palestine et de participer au développement du pays. Tout en veillant à ce qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits et à la situation des autres parties de la population, l'Administration de la Palestine doit faciliter l'immigration juive dans des conditions convenables. En collaboration avec la Jewish Agency, elle doit encourager l'établissement intensif des Juifs sur les terres du pays, y compris les domaines de l'Etat et les terres incultes inutilisées pour les services publics. L'Acte de mandat de 1922 reconnaît comme Jewish Agency l'organisation sioniste seule, mais, à partir de 1929, l'Agence juive comprend un nombre égal de représentants de l'organisation sioniste et des organisations juives non-sionistes.

Afin de concilier dans la mesure du possible les différents intérêts en présence, ceux des Juifs et ceux des Arabes, l'autorité mandataire fonde sa politique sur le principe de la capacité d'absorption économique du pays (14). L'immigration est autorisée dans la limite où, de l'avis de l'Administration, cette capacité n'est pas dépassée. La réglementation actuellement en vigueur a pour base l'ordonnance sur l'immigration de 1933 (15), qui prévoit les catégories suivantes :

- 1° Immigrants disposant de ressources personnelles.
- 2° Personnes dont l'entretien est assuré (orphelins, ministres et desservants des cultes, étudiants).
- 3° Personnes ayant une perspective d'emploi déterminée.
- 4° Personnes à la charge de parents résidant en Palestine ou y immigrant.

(14) Le *Livre Blanc Britannique*, rédigé par Winston Churchill en 1922, déclare : « Il est nécessaire que la communauté juive en Palestine puisse s'accroître numériquement par voie d'immigration. Une limite doit être assignée à l'immigration par la capacité d'absorption économique du pays ».

(15) Cf. *The Palestine Gazette*, des 31 juillet et 31 août 1933.

Le nombre admissible des personnes ayant une perspective d'emploi est fixé d'avance par le Gouvernement, auquel l'Agence Juive envoie deux fois par an une demande tendant à l'approbation d'une « liste du Travail » qui prévoit l'admission de tel nombre de travailleurs salariés. Cette liste est dressée par l'Agence Juive en considération de l'état du marché de la main-d'œuvre en Palestine ; elle est examinée de concert par l'Agence Juive et le Département de l'Immigration, puis présentée au Haut-Commissaire qui doit l'approuver. Le Département de l'Immigration retient une partie des certificats pour les touristes et les autres personnes qui pourraient, pendant les six mois envisagés, demander l'autorisation de rester d'une manière permanente en Palestine et informe l'Agence Juive que tous les autres certificats sont disponibles pour être distribués parmi les immigrants individuels. La sélection de ces immigrants et la distribution des certificats dans les différents pays se fait aux divers centres d'émigration par les Bureaux de l'Agence Juive, qui facilite le transport des immigrants, obtient pour eux des réductions sur les passages maritimes et les accueille à leur débarquement dans ses offices de Tel-Aviv et de Haïfa.

Les immigrants agricoles, une fois débarqués en Palestine, choisissent, selon leurs moyens pécuniaires et leurs préférences personnelles, un mode d'exploitation. Ils ont trois possibilités : ou bien acquérir une exploitation privée, ou bien acheter une ferme à « L'Association pour la Colonisation juive de la Palestine », ou bien faire partie d'une colonie communautaire de l'Agence Juive (16).

1° *Les Exploitations privées.*

Elles sont en général concentrées dans la plaine maritime et représentent la moitié des terres appartenant aux Juifs. Elles ne diffèrent en rien des exploitations privées européennes, et le propriétaire a l'entière liberté de choisir son genre d'activité (élevage, culture des céréales ou plan-

(16) Renseignements fournis par Berenstein, *Rev. Intern. du Travail*, vol. XXX, déc. 1934, *La colonisation juive en Palestine*, II, pp. 850 à 855.

tation d'agrumes) et sa main-d'œuvre. On rencontre même diverses sociétés anonymes qui exploitent des plantations, comme la « Ganchaïm Corporation » et la « Jaffa Plantation ».

2° *Les Exploitations vendues par « l'Association pour la Colonisation juive de la Palestine ».*

Elles sont réunies les unes près des autres et constituent des colonies, mais chacune prise séparément est fondée sur la base de la propriété individuelle. L'Association pour la Colonisation, qui est un organisme essentiellement philanthropique, ne répond pas à un but politique; seul l'intéresse le sort des immigrants. Elle vend au meilleur compte la terre aux colons qui la remboursent par annuités (et seulement au bout de 5 ans, laps de temps pendant lequel ils n'ont aucun versement à effectuer). Les exploitants juifs peuvent employer de la main-d'œuvre non juive. Ces sortes de colonies représentent un tiers des terres juives.

3° *Les Colonies communautaires de l'Agence Juive.*

L'Agence Juive est l'ancienne organisation sioniste élargie. Son but est non pas philanthropique mais politique. Elle vise à la réalisation du Foyer National Juif dans le cadre du Mandat. Sa formule est : « création d'une patrie juive sur le sol palestinien ». La colonisation soutenue par des organismes financiers très puissants repose sur ce principe que le sol acheté par le Fonds National Juif est propriété inaliénable du peuple juif, les colons ne recevant la terre qu'à titre d'affermage. Tous les emplois sont réservés à la main-d'œuvre juive. La terre est propriété collective et — suivant le régime intérieur — il existe plusieurs types de colonies (17) :

a) Les Kvoutzoth, colonies intégralement communistes, au sens le plus complet du mot.

(17) Cf. « Report and General Abstracts of the Censuses of Jewish Agriculture », publié par *The Jewish Agency for Palestine-Jerusalem*, 1931.

b) Les Moshavim, colonies dites individualistes, où le communisme est atténué.

c) Les colonies dites « de la classe moyenne », destinées aux petits propriétaires et tenanciers, où seule la propriété est collectivisée, chacun ayant son foyer.

Des contrats sont conclus entre l'Agence Juive et les colonies contrôlées par elle : le fermage est d'une durée de 49 ans généralement, le versement des annuités commence cinq ans après l'installation. L'Agence Juive ne participe pas aux bénéfices des colonies — s'il y en a — et ceux-ci sont répartis entre les colons. En 1938, les colonies communautaires privées sont au nombre de plus de cent, groupant environ 16.000 personnes et occupant 40.000 acres (18).

Le nombre total des colonies (des différents types) est en 1936 de 204 et en 1939 de 215, ce qui correspond à 90.000 personnes environ et à 150.000 hectares (alors qu'en 1899, on comptait seulement 22 colonies avec 5.000 colons et 30.000 hectares (19)).

Le type de colonie le plus intéressant, parce que le plus audacieux sur le plan social, est constitué par les Kvoutzoth. Il se rapproche de celui que Robert OWEN avait conçu et se trouve décrit par avance dans le dernier paragraphe du *Manifeste des Equitables pionniers de Rochdale*, publié en 1844 : « Notre but, dit l'un des pionniers, « est soit d'établir une colonie qui se suffira à elle-même « et où les intérêts seront communs, soit d'aider les autres « sociétés à établir des colonies semblables ». Avec les Kvoutzoth, verra-t-on une répétition de l'expérience faite par les colonies communistes établies aux XVIII^e et XIX^e siè-

(18) Cf. Harry Vitelès, « Rapport sur les Colonies communautaires agricoles en Palestine », dans la *Revue des Etudes Coopératives*, janvier-mars 1939, pp. 138-158.

(19) Chiffres fournis par le supplément au *Bulletin Quotidien* du 7 juin 1937 (n° 125), d'après un Rapport de N. W. Hazen, économiste du Département de l'Agriculture des U. S. A., 1937 ; et par le *General Monthly Bulletin of Current Statistics*, 1940.

cles aux U. S. A. (20), qui périclitèrent en raison des jalousies réciproques de leurs membres et du désir de propriété privée impossible à détruire ? Les colonies juives n'ont pas encore une assez longue existence pour qu'il soit permis de donner une réponse de valeur. En tout cas, jusqu'à présent, si elles n'ont pas prospéré, elles ont vécu et ont fait vivre leurs membres. On a même assisté tout dernièrement à la création de nouveaux Kvoutzoth.

Voici comment se présente l'une de ces colonies communistes visitée par Emile VANDERVELDE (21) : elle groupe 120 familles, soit 500 personnes, qui cultivent 600 hectares en appliquant la formule : « De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ». Le tailleur coud pour tous, le laboureur mène sa charrue pour tous. Dans cette colonie, comme dans ses pareilles, il n'y a qu'un petit noyau d'agriculteurs professionnels. Les autres, dans une proportion de 80 %, sont d'anciens citadins et en majorité des intellectuels. Tout le monde, hommes et femmes, travaille de ses mains au mieux de ses aptitudes. La colonie se suffit presque entièrement à elle-même, elle ne cherche à produire que des valeurs d'usage. Les repas sont pris en commun, et les célibataires couchent dans des dortoirs (22).

La création d'un Kvoutzah est, le plus souvent, préparée de longue date par des contacts préalables, longs et étroits, entre des Juifs européens ou américains (23), disposés à fonder ensemble des sociétés agricoles. Il faut 2 ou 3 ans pour que la demande adressée à la Fédération Générale du Travail Juif par un groupe de jeunes travailleurs sans ressources, qui veulent constituer un Kvoutzah, aboutisse.

(20) Citons parmi les plus connues les communautés de Shakers, de Mormons, l'Icarie de Cabet, les colonies « Inspirationnistes », « Séparatistes », etc. Cf. à ce sujet M. Louis Baudin, *Cours d'Histoire des doctrines économiques*, Fac. de Droit, 1937-1938, *Les Réalisations socialistes*, pp. 128 et suiv.

(21) Cf. Emile Vandervelde, *Le Pays d'Israël*, Paris, Rieder, 1929, pp. 42-44.

(22) On ne saurait confondre les Kolkhozes russes avec les Kvoutzoth juifs, car dans les Kolkhozes la qualité de membre est obligatoire et la propriété privée ainsi que le paiement aux pièces existent.

tisse, et ce délai, motivé souvent par un manque de fonds, est comme un premier temps d'épreuve pour les futurs associés. Il arrive fréquemment aussi que le noyau d'un groupement se forme dans quelque ferme d'Europe entre travailleurs qui attendent pour réaliser leur projet de disposer des moyens d'émigrer.

La préparation des candidats immigrants à leur future tâche est un des soucis les plus constants des autorités juives, et il est certainement un des facteurs du succès de l'entreprise. L'Agence Juive subventionne l'organisation Hehaluz (pionniers), dépendant de la Confédération Générale Juive du Travail), et qui groupe les futurs immigrants munis des certificats de travail délivrés, comme nous l'avons vu, par les différents Bureaux de l'Agence Juive situés à l'étranger. Cette organisation, qui groupe en 1939 environ 30.000 membres, possède des sections dans 14 pays. Un grand nombre de ses adhérents préparent leur activité future en travaillant dans les villes et surtout dans les fermes où ils apprennent le métier de la terre. En été, les pionniers effectuent des travaux agricoles, en groupe ou isolément. La bonification du territoire palestinien, (et en particulier la fertilisation de la vallée d'Esdremon que les Arabes appelaient la Vallée de la mort), doit beaucoup à l'énergie de ces jeunes travailleurs. Quant aux Juifs qui n'ont pas été préparés à leur nouveau métier dans leurs pays d'origine, les autorités juives les dirigent vers les fermes-écoles instituées dans plusieurs colonies, soit de l'Association pour la Colonisation, soit de l'Agence Juive.

L'essor de l'agriculture palestinienne a été favorisé également par les travaux préparatoires de grande envergure qui ont été effectués en vue de mettre des terres à la disposition des colons (24) : assèchement de marais, construction de routes, forage de puits, irrigation, reboisement, etc... Le déboisement avait rendu le pays désolé et l'abondance des cactus nuisait beaucoup à la culture car cette

(23) Depuis 1933, les Juifs d'Amérique ont commencé à revenir en Palestine ; on en compte près de 10.000 en 1939.

(24) Cf. Berenstein, *Rev. Intern. du Travail*, déc. 1934, p. 855.

plante absorbe une grande partie de l'eau atmosphérique. Les colonies juives ont remplacé le cactus par l'eucalyptus qui écarte les moustiques paludéens et possède la propriété d'assécher les marais. Enfin, pour lutter plus efficacement contre la malaria, un « groupe d'étude de la malaria » a été créé en 1922, avec l'appui des agences de colonisation et du gouvernement.

Depuis 1919, des stations d'essai et diverses institutions de recherches agricoles étudient notamment les propriétés des différentes plantes en vue de sélectionner celles qui conviennent le mieux au pays. Les recherches portent sur les méthodes de culture, sur l'acclimatation des plantes commerciales (comme le chanvre, le lin, la canne à sucre, le tabac), sur la chimie agricole, sur la pathologie des plantes, et en général sur tous les problèmes se rattachant à l'amélioration de la culture. Ces institutions (25) sont dirigées par d'éminents savants et travaillent en contact étroit avec le Département de l'Agriculture.

SECTION IV

Résultats obtenus

Les résultats de la politique d'immigration n'ont pas été longs à se faire attendre. Les Juifs auxquels on offrait enfin un asile sûr et, qui plus est, une patrie, se sont empressés, dès les premières années de la décade 1920-1930, de regagner la terre ancestrale.

En 1919, la population juive atteint à peine 60.000 personnes.

En 1922, elle est de 83.794 personnes (soit 11.06 % de la population totale, qui comprend 757.182 personnes).

En 1931, elle est de 174.809 personnes (soit 17.84 % de la population totale) (26).

(25) La station expérimentale de Rehovoth est la plus connue. Créée en 1921, elle comprend des laboratoires, des bibliothèques, un jardin d'acclimatation agricole, une orangerie expérimentale, une laiterie.

(26) Chiffres extraits du *Census of Palestine 1931*, Alexandrie, 1933.

En 1934, elle est de 282.975 personnes.

— 1937, — 395.836 —

— 1938, — 402.244 —

— 1939, — 445.456 — (soit 31.02 %

de la population totale, qui comprend 1.435.835 personnes).

Le gain de la population juive est donc de 361.662 individus pour une période de 17 années, gain dû uniquement à l'immigration (si l'on excepte les quelques centaines de naissances juives sur le sol palestinien).

De 1920 à 1932, 122.864 Juifs arrivent en Palestine, soit une moyenne annuelle d'environ 10.300 immigrants (27).

En 1932, le mouvement s'amplifie et en sept années, c'est-à-dire jusqu'en 1939, on compte 238.798 nouveaux immigrants, soit une moyenne annuelle de 34.114 (28).

En même temps que ce flot de plus de 300.000 immigrants s'est déversé sur la terre palestinienne, quelle évolution a subi l'économie du pays ?

Elle a suivi une marche ascensionnelle en étroite corrélation avec l'afflux continu des Juifs. La Palestine, en moins de 20 ans, du pays misérable qu'elle était, devient un pays riche. Des plantations existent là où l'on ne rencontrait que des marécages ou des étendues arides, des routes sillonnent les contrées autrefois désertiques, la plaine maritime s'est couverte d'habitations et des villes nouvelles, à l'architecture audacieuse, s'élèvent sur l'emplacement de bourgades vétustes. La population totale passe de 757.182 personnes en 1922 à 1.435.385 en 1939 (29).

L'agriculture est la base de l'économie palestinienne, et l'on assiste à une progression constante de la production

(27) Chiffres extraits du *General Monthly Bulletin of Current Statistics*, publié par le Gouvernement de Palestine, mars 1940, p. 117.

(28) Chiffres extraits du *General Monthly Bulletin of Current Statistics*, publié par le Gouvernement de Palestine, mars 1940.

(29) La population arabe a fait un gain de plus de 250.000 personnes qui n'est pas dû uniquement à une natalité favorisée par de meilleures conditions économiques, mais aussi à une immigration abondante des Arabes des pays voisins attirés en Palestine par la prospérité générale.

en même temps qu'à un perfectionnement incessant des méthodes de culture.

Quelques chiffres des productions comparées de 1922 et de 1938 attestent l'importance croissante de l'agriculture palestinienne.

PRODUCTION (30)

(en tonnes)

	1922	1938
Céréales d'été	97.811 kgs	422.521 kgs
Céréales d'hiver . . .	143.996	216.237
Olives	20.240	38.572
Melons	20.210	114.805
Raisins	6.259	46.784
Figues	6.765	22.753
Autres fruits	3.731	25.659
Légumes	13.681	109.082
Tabac	341.836	2.504.203 (1937)

Les cultures d'aurantiacées sont les plus prospères et constituent la principale source des exportations :

En 1931 2.616.000 caisses d'agrumes sont exportées

En 1935 6.879.000 —

(correspondant à 15.347.000 dollars).

En 1938 11.415.490 —

(correspondant à 41.655.000 dollars) (31).

La production de céréales parvient presque à suffire à la consommation indigène, alors qu'en 1920 la Palestine devait en importer 70 %. L'élevage des bovins est en plein développement dans les plaines irriguées, ainsi que celui des volailles. De 1920 à 1938, 838 forêts ont été plantées, couvrant une superficie de 20.248 dunams (32).

L'essor de l'agriculture a provoqué la naissance d'une industrie connexe, et le commerce, inexistant en 1920, est

(30) Chiffres provenant du *Palestine Blue Book*, 1938 (statistics and returns), Government Printer, Jérusalem, p. 4.

(31) Cf. *op. cit.*, p. 321 et *General Monthly Bulletin of Current Statistics*, février 1940, p. 6.

(32) 1 dunam = 9.193 ares. Cf. *Blue Book*, 1938, p. 374.

florissant. Au moment où toutes les nations ont accusé de graves déficits budgétaires et se sont débattues dans les difficultés de la crise, jamais finances d'un Etat n'ont été plus excédentaires, que celles de la Palestine, jamais citoyens n'ont été plus à l'abri du chômage que les Palestiniens. Il n'est pas de meilleure preuve de l'extraordinaire état de prospérité auquel, miraculeusement, — le mot n'est pas trop fort, — la Palestine déchue s'est soudain élevée.

Le miracle de cette expansion économique, à qui est-il dû ? La justice veut qu'on réponde : aux Juifs.

Ce sont les Juifs qui, les premiers, ont su tirer parti du sol de Palestine en l'adaptant aux cultures qui répondaient le mieux à ses possibilités ; ce sont les Juifs qui ont réalisé les progrès techniques agricoles ; ce sont les Juifs qui, avec leurs capitaux, leurs idées et leurs bras, ont construit le nouvel édifice palestinien.

Pour démontrer la portée des améliorations apportées à l'économie de la Palestine par les Juifs, il suffit d'évoquer le contraste que présente avec son développement incessant l'état de stagnation des pays voisins, comme la Transjordanie, vers lesquels l'immigration juive ne s'est pas dirigée (33).

Le retour des Juifs en Palestine a donc suscité, — c'est indéniable, — la résurrection économique du pays, et le but politique vers lequel tendaient les sionistes, à savoir la constitution d'une nation juive, est virtuellement atteint. Les Juifs, qui constituent maintenant 32 % de la population totale, seront bientôt la majorité, pour peu que l'immigration continue encore quelques années au rythme actuel. Et même si cette immigration cessait — la capacité d'absorption économique du pays ayant été atteinte — l'accroissement de la population juive par la natalité, qui chaque année s'affirme plus importante (son taux dépasse celui de la natalité arabe), suffirait à la conquête de cette majorité.

Près d'obtenir la primauté numérique, les Juifs possè-

(33) Nous avons même vu que des éléments arabes de ces pays voisins avaient immigré en Palestine.

dent déjà depuis longtemps la primauté financière, et leur collectivité pleine de cohésion et de dynamisme, qui prend véritablement l'apparence d'un Etat dans l'Etat, tend peu à peu à réduire dans tous les domaines directeurs le rôle de la masse musulmane. Aussi en résulte-t-il une animosité croissante des Arabes à l'égard des Juifs, animosité qui va jusqu'aux attentats directs contre la personne des nouveaux venus et qui s'est manifestée de façon sanglante, avec nécessité d'intervention de la force armée britannique, en 1929, en 1933 et surtout en 1936.

Pourtant les Juifs ne sont pas seuls à profiter de la prospérité qu'ils ont amenée avec eux, et les Arabes de Palestine sont les premiers à en éprouver les heureux effets. — « Nous sommes convaincus, déclarait en 1930 le « Docteur DRUMMOND SHIELS (alors Sous-Secrétaire d'Etat « Britannique aux Colonies) (34), que l'on peut établir « un Foyer National Juif sans nuire aux intérêts non-juifs, « bien plus, que cet établissement apportera au pays des « avantages durables auxquels participeront tous les « éléments de la population ».

L'opinion de la Puissance Mandataire qui s'exprimait ainsi était justifiée : la population tout entière de Palestine profite des bienfaits de l'immigration juive, mais ce rejaillissement sur les Arabes des bénéfices de l'installation d'un Foyer Juif ne résoud pas pour autant la rivalité de races qui, loin de s'apaiser, ne fait que s'aiguïser chaque année.

Les Juifs ont en mains tous les leviers de commande, ils occupent les emplois les plus rémunérateurs, possèdent les terres les plus fertiles, sont à la tête de toutes les organisations commerciales et industrielles.

Et c'est là que la question du Retour à la Terre intervient de nouveau. Les Juifs sont revenus en Palestine, mais sont-ils vraiment revenus à la terre ? Les autorités ont proclamé que leur colonisation ne pouvait réussir que

(34) Cf. S. D. N. Commission Permanente des Mandats, Procès-Verbal de la 17^e Session Extraordinaire, Genève, 1930.

si elle était agricole : ils ont favorisé par tous les moyens l'installation des immigrants dans des fermes, communautaires ou individuelles, ils ont tendu tous leurs efforts vers une bonification du sol palestinien et vers une amélioration de la production agricole. Nous avons vu que l'agriculture palestinienne a progressé à pas de géants, qu'elle constitue la base de l'économie du pays.

Mais constitue-t-elle vraiment la base de la colonisation juive ?

Le Recensement officiel de 1931 nous fournit à ce sujet des chiffres révélateurs (35).

Les Juifs occupent 7 % de l'agriculture palestinienne et les Arabes 90 %.

Les Juifs occupent 45 % de l'industrie palestinienne et les Arabes 37 %.

Les Juifs occupent 58 % du commerce palestinien, et les Arabes 30 % (36).

En 1938, les Juifs n'occupent encore que 12 % de l'agriculture, alors qu'ils représentent 30 % de la population.

Plus significatifs sont les pourcentages de la population rurale juive par rapport à la population totale juive, car ils sont une preuve irréfutable de l'infériorité numérique juive dans le domaine agricole.

En 1922, 18.1 % des Juifs sont ruraux (37)

En 1931, 26.4 % — —

En 1938, 26.0 % — —

Comme l'indique le tableau suivant (38), la population urbaine juive est de beaucoup la plus nombreuse :

(35) Cf. *The Palestine Blue Book*, 1938, pp. 330 et suiv.

(36) Le pourcentage complémentaire correspond au nombre de chrétiens travaillant en Palestine.

(37) N'oublions pas que la population rurale comprend des éléments qui ne sont pas véritablement agricoles. Ainsi, le tailleur, le maçon, le médecin d'une colonie sont des ruraux et non des agriculteurs, mais ils sont pourtant comptés dans les pourcentages indiqués.

(38) Tableau dressé à l'aide des chiffres extraits du *Pal. B. B.*, 1938, p. 333 et du *General Monthly Bulletin of Current Statistics*, avril 1940, p. 8.

Années	Population totale juive	Population urbaine	Population rurale
1922	83.794	68.622 = 81,9 %	15.172 = 18,1 %
1931	174.610	128.467 = 73,6 %	46.143 = 26,4 %
1938	411.825	303.675 = 73,7 %	108.150 = 26,3 %

Ainsi, en 1938, plus de 300.000 Juifs sur 400 ne vivent pas à la campagne, et par conséquent ne sont pas retournés à la terre. Ils sont employés dans les entreprises commerciales et industrielles. (Les travaux publics absorbent environ 30 % de la main-d'œuvre juive non agricole).

La tendance à la fixation dans les villes s'accroît depuis 1934 :

En 1938 (39) :

à Jérusalem,	sur 129.000 hab.	on compte 79.000 juifs
à Tel-Aviv,	sur 128.000 hab.	— 128.000 juifs (40)
à Haïfa,	sur 103.000 hab.	— 52.000 juifs
à Jaffa,	sur 77.000 hab.	— 41.000 juifs

Cette tendance trouve sa cause dans l'essor des différentes branches de l'économie autres que l'agriculture et favorisées par elle. Le stade exclusivement agricole, qui caractérisait le pays il y a quelques années, est maintenant dépassé, et les Juifs nouveaux débarqués, trouvant des emplois ailleurs que dans l'agriculture, s'empressent de les prendre, car malgré les affirmations convaincues des Sionistes, le Juif n'est pas d'instinct attaché à la terre et s'en écarte dès qu'il en a la possibilité (41).

L'insuffisance de l'agriculture juive est avouée et déplorée par tous les promoteurs du Rétablissement juïque en Palestine (42).

(39) Chiffres provenant du *Pal. B. B.*, 1938, p. 332.

(40) Tel-Aviv est une ville réservée aux Juifs, ce qui explique les chiffres indiqués.

(41) Les Juifs exercent 80 % des professions libérales en Palestine.

(42) Voir à ce sujet les articles des Sionistes J. Fisher et M. Piha dans *Palestine Economique* 1936, n° spécial des Cahiers juifs, Paris, 1936, pp. 435 et 438.

Comment s'explique alors le renouveau agricole palestinien, s'il est vrai, d'une part, qu'il est dû aux Juifs, et s'il est vrai, d'autre part, que les Juifs sont de préférence tournés vers les activités différentes de l'agriculture ? Comment ont pu se concilier ces deux réalités ?

Les Juifs ont accompli plus de travail dans l'œuvre de régénération agricole avec leurs capitaux et leurs méthodes qu'avec leurs bras. Les entreprises de bonification des terres dirigées par eux ont employé plus d'ouvriers arabes que juifs. Ils ont adopté les genres de cultures les moins ardues et qui procurent les plus gros bénéfices. C'est eux qui monopolisent à peu près toutes les plantations d'aurantiacées. Ils laissent aux Arabes le soin de faire pousser le blé (dont ils ne produisent que 5 %). Les capitaux dont ils disposaient leur ont permis d'acquérir les terres les plus fertiles, celles où l'on peut cultiver les légumes, celles des rendements supérieurs (43). Ils ont appliqué sur leurs propriétés les procédés rationnels de culture sur-intensive, et ils ont obtenu des résultats qui dépassent tous ceux qu'ont pu enregistrer — dans les mêmes domaines — les autres pays producteurs. Enfin, de grandes sociétés, mi-agricoles, mi-industrielles, ont été constituées par eux, selon les principes de la plus moderne administration.

En 1937, bien qu'ils ne possèdent que 15 % des surfaces cultivées en Palestine, la valeur de leur récolte correspond à 30 % environ de la valeur totale de la production nationale.

La situation financière florissante de l'Etat, due à l'immigration juive, a servi à améliorer les moyens de culture arabes et à encourager par des subventions et des crédits leurs exploitations, en même temps qu'à assainir de nouvelles terres, si bien que la prospérité de l'agriculture juive a provoqué celle de toute l'agriculture palestinienne.

Les Juifs lui ont donné l'impulsion du départ et ont facilité de la sorte la naissance des organisations indus-

(43) De 1921 à 1931, 10 millions de Livres ont été investis par les Juifs dans l'agriculture, dont 3 millions et demi pour l'acquisition du sol. Cf. Berenstein, *Rev. Intern. du Travail*, déc. 1937, p. 857.

trielles et commerciales qui dépendent de l'agriculture. Actuellement ils accordent leur préférence aux emplois créés par les nouveaux débouchés, et sans se détourner de la terre à laquelle l'immigration apporte chaque année son tribut, ils tendent à se spécialiser dans le commerce et l'industrie, formes d'activités qui correspondent mieux à leur tempérament.

Les Arabes se trouvent donc, par la force des choses, relégués aux tâches inférieures et sont obligés le plus souvent pour écouler les produits de leur agriculture ou de leur artisanat, de passer par l'intermédiaire des Juifs qui sont placés à la tête de toutes les principales entreprises. Et malgré les avantages qu'ils retirent de cette collaboration forcée, ou peut-être à cause d'eux, (car ils matérialisent leur état d'infériorité), ils sont enclins à une hostilité croissante à l'égard des Juifs qu'ils accusent de leur ravir leur subsistance.

Notre dessein n'est pas de voir en quoi cette obstruction est bien ou mal fondée, mais simplement d'expliquer que l'une de ses principales raisons d'être se trouve dans le fait que la grosse majorité des Juifs n'est pas revenue à la Terre et s'est dirigée vers les autres sources de rapport.

La colonisation agricole juive constitue bien un Retour à la Terre, elle en est même le type le plus parfait, puisque 95 % des colons sont d'anciens citadins qu'il a fallu rééduquer. Les réalisations que la Palestine offre dans ce domaine sont remarquables et les quelques 200 colonies qu'elle a vu naître — dont les exploitations communautaires sont les plus intéressantes, — témoignent d'un effort considérable et, jusqu'à ce jour, sans équivalent dans aucun autre pays.

Ce Retour à la Terre affecte 108.000 individus. Mais si pour chacun d'eux, il est réel, complet, caractérisé, il ne porte que sur 26 % des éléments juifs revenus en Palestine, 74 % d'entre eux s'étant dirigés vers les villes. De tels pourcentages ne nous autorisent pas à parler du « *Retour à la terre du peuple juif* ».

QUATRIEME PARTIE

LE RETOUR A LA TERRE,
NÉCESSITÉ MORALE

LE RETOUR A LA TERRE, " NECESSITE MORALE

L'Allemagne, autant que l'Italie, s'est trouvée aux prises avec des besoins d'indépendance économique nés eux-mêmes du désir d'acquérir l'indépendance politique. Et pas plus que l'Italie, elle n'a eu d'autre choix, pour atteindre son but d'émancipation, que de s'engager à fond dans le système autarcique dont l'agriculture est un des piliers. Nous ne pouvons sous-estimer la part que le facteur politique a prise dans le mouvement agraire allemand, de même que nous ne pouvons ignorer la place que le facteur moral a tenue dans le mouvement agraire italien. Mais, comme nous l'avons déjà répété plusieurs fois, nous ne voulons considérer parmi les éléments déterminants d'un Retour à la Terre, qui se pénètrent mutuellement et réagissent les uns sur les autres, que l'élément de base, celui qui donne l'impulsion initiale et qui provoque, par cette impulsion, le déclenchement de tous les autres éléments et parfois leur essor si complet qu'il risque d'être éclipsé par eux. La nécessité morale, avant toutes les autres, est celle par laquelle l'Allemagne a été guidée vers la terre, c'est à elle que nous consacrerons ce chapitre.

CHAPITRE PREMIER

EN ALLEMAGNE

SECTION I

Crise économique et sociale de 1931-1932

L'Allemagne à la fin du XIX^e siècle perd par son industrialisation croissante le caractère agricole de son économie primitive, entraînée dans une évolution comparable à celle de l'Angleterre.

De 1882 à 1925, le nombre d'Allemands vivant de l'industrie, du commerce et des transports augmente de 18 millions 1/2 et absorbe la plus grande partie de l'accroissement de population totale enregistrée pendant cette même période, (soit 22 millions 500.000 personnes), tandis que la population active agricole diminue d'un million 1/2 d'individus (1).

En 1882, la population vivant de l'agriculture égale 39,9 % de la population active, en 1925 elle tombe à 22,8 % et en 1933 à 20,8 % (2).

A cette régression de la masse des travailleurs agricoles correspond la progression de la population vivant de l'industrie, du commerce et des transports qui, partie d'un pourcentage de 40 % sur la population active en 1882, dépasse en 1932 celui de 58 %.

(1) Tous les chiffres figurant dans cette étude concernent l'Allemagne sans l'Alsace-Lorraine et sans les territoires annexés.

(2) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, août 1940, p. 336.

	Popul. totale (en milliers d'habitants)	Popul. agricole	Pourcentage
1882	40.165	16.029	39,9
1895	46.360	15.521	33,5
1907	55.598	14.996	27,0
1925	63.181	14.434	22,8
1933	66.029	13.715	20,8

Cette montée en flèche de la prolétarianisation allemande est accompagnée de l'inévitable concentration urbaine (Velstoedterung).

La part des communes rurales (3) dans la population totale passe de 64 %, en 1871, à 33 % en 1932. Elles contiennent 22.048.000 Allemands en 1900 et 22.219.000 en 1925, tandis que les communes urbaines voient leur contingent s'élever durant le même quart de siècle de 28 à 40 millions (4).

En 1871, l'Allemagne ne compte que 8 villes de plus de 100.000 habitants (= 2 millions d'habitants).

En 1925, elle en compte 45 (= 16.700.000 habitants).

Et en 1932, 50 (= 19.600.000 habitants) (5).

L'Allemagne, qui était au XVIII^e siècle l'un des principaux greniers européens, se transforme en une vaste manufacture et répand son outillage aux quatre coins du monde. Comme l'Angleterre, elle recueille les heureux effets de cette sur-industrialisation jusqu'à la guerre 1914-1918, mais à partir de 1920, elle n'en subit plus que les conséquences néfastes, en raison de sa situation géographique, moins avantageuse commercialement que celle de l'Angleterre, et surtout en raison de sa position politique affaiblie et de son anémie financière.

En 1932, la crise atteint son paroxysme outre-Rhin. L'effondrement d'une partie de l'économie entraîne l'effondrement de l'autre et le marasme devient total, irrémédiable. La gangrène s'empare de toutes les branches sans exception de l'activité nationale.

Le volume des échanges se réduit, l'excédent des exportations sur les importations diminue, l'épargne publique décroît, la production se ralentit, les usines ferment leurs portes et le chômage prend des proportions colossa-

(3) On considère en Allemagne qu'une commune est rurale quand elle a moins de 2.000 habitants.

(4) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, nov. 1940, p. 483.

(5) Le célèbre homme d'Etat allemand Hugenberg a pu dire de la croissance des grandes villes qu'elle a été « le plus grave péché social de la période brillante de l'Allemagne ».

les. On assiste à une baisse considérable de l'indice des prix, à une chute vertigineuse des cours de Bourse. L'encaisse-or et les devises de la Reichsbank fondent à vue d'œil, le déficit budgétaire devient alarmant, l'embarras financier des villes s'accroît et la pénurie de crédit est générale.

Jamais, depuis les heures tragiques de 1919, l'Allemagne n'a connu semblable détresse, jamais elle n'a été en proie à un malaise social aussi inquiétant. Les six millions de chômeurs constituent un terrain propice à l'éclosion des idées révolutionnaires qui déjà se répandent insidieusement à travers la masse allemande.

De quelque côté qu'on tourne ses regards, le spectacle est aussi alarmant, la même défaillance morale apparaît dans toutes les classes de la société.

La loi est impunément violée dans certains de ses aspects les plus spectaculaires ; la jeunesse sans débouchés et la paysannerie sans profits, qui ont l'impression que le régime se désintéresse de leur sort, s'agitent ; la bourgeoisie, grande, moyenne et petite, se détache du peuple et de la classe ouvrière, et en arrive à favoriser plus ou moins sciemment, par crainte de périls qui lui paraissent menacer son existence, la politique du pire. Les organisations corporatives se laissent annexer par des partis politiques dont elles deviennent des manières de filiales. La classe ouvrière semble répudier ouvertement et radicalement toute solidarité avec les autres classes de la nation. La caste militaire noble se confine dans sa prétendue supériorité et se montre incapable de redresser une situation compromise, que son égoïsme contribue à aggraver davantage.

Le mouvement national-socialiste en 1933 conquiert le pouvoir avec les éléments sains de la nation et met en application cette vérité édictée par son chef : « Ce sont les « minorités qui font l'Histoire, quand en elles s'incarne « une majorité de volonté et de résolution » (6).

(6) Phrase du Chancelier Hitler citée par H. Lichtenberger, *L'Allemagne nouvelle*. Flammarion, 1936, p. 140.

Le national-socialisme est par essence un mouvement de régénération nationale. Il est l'héritier des traditions germaniques et prétend en devenir le continuateur. Il tire son dynamisme de sa conception mystique de la grandeur de la Patrie allemande, et il n'a d'autre raison d'être que la réalisation de cette grandeur. Toute son activité, toutes ses décisions dépendront de ce but à atteindre : rendre à l'Allemagne le rang auquel elle a droit.

Pour y parvenir, la première œuvre à entreprendre, c'est le redressement de la situation sociale minée par les virus décomposants du révolutionnarisme, empuantie par les principes néfastes du matérialisme où l'argent seul à sa place au détriment de l'idéal. Il faut détruire les faux dogmes, nuisibles à l'intérêt véritable du peuple, qu'a propagés le marxisme, ennemi public n° 1. Il faut, une fois la destruction opérée, proposer aux citoyens libérés, une nouvelle forme de croyance, un nouveau modèle de perfection.

L'Allemagne a besoin d'hommes qui deviennent les exemples vivants de sa régénération, qui expriment par leur attitude, par leur genre de vie, par leur mode d'activité le renoncement aux erreurs du Passé et l'acceptation des disciplines futures. L'Allemagne réclame une élite capable de synthétiser en elle la nouvelle nation dans ce qu'elle a de meilleur, de former l'infrastructure de l'ordre social naissant et d'en garantir la stabilité. Pour répondre à de telles conditions, cette élite doit être recherchée parmi ceux qui sont restés dans le contact le plus étroit avec les saines traditions de la vie ancestrale et qui sont susceptibles d'y demeurer. C'est pourquoi le national-socialisme confie délibérément à la classe paysanne le rôle capital dans l'œuvre de redressement moral.

L'Allemagne industrialisée, celle des hauts-fourneaux, des mines, des forges, des vastes cités ouvrières, celle qui groupe les deux tiers de sa population, se tourne vers l'Allemagne rurale, vers celle qui ne représente plus qu'une minorité d'hommes, mais qui concentre en elle la somme des énergies et des qualités de la race, vers celle sans laquelle l'autre ne serait pas née...

Les files de cheminées d'usines, les terrils miniers pyramidaux, symboles d'une économie, doivent, pour conserver leur puissance, la partager avec d'autres symboles : les fûts noirs des sapins et les collines dorées par les blés. Le matérialisme inévitable, qui s'inscrit dans le ciel en lettres de fumée, doit être compensé par l'idéalisme jailli de chaque grain au creux de la terre, et porté par chaque épi au sein des moissons mouvantes.

Les masses, anémiées par les labeurs de la ville, fatiguées dans leurs corps et dans leurs âmes, et déjà moins prolifiques parce que moins confiantes dans l'avenir, doivent être relevées, revivifiées par les masses issues de la campagne et débordantes de santé. Celles-ci, fidèles à leur lieu de naissance, n'ont pas été mélangées ; elles ont conservé toutes les caractéristiques de la Race, elles constituent le fond inépuisable où la nation se régénère et sans lequel elle est condamnée à mourir.

Depuis longtemps ces vérités avaient été senties par des esprits allemands, et proclamées par eux, mais sans provoquer d'écho favorable. Déjà, avant la guerre 1914-1918, la « Ligue des Agriculteurs », la « Ligue des paysans allemands », le « Groupement des Associations Chrétiennes des paysans allemands » avaient adressé au Chancelier de l'Empire un mémoire dans lequel figuraient ces lignes : « L'Allemagne était, il y a un demi-siècle un pays surtout agricole. Elle est devenue un pays surtout industriel. Or, il convient à la bonne santé d'un Etat que l'équilibre soit rétabli entre ces deux conceptions. L'Allemagne doit de toute nécessité renforcer sa base paysanne » (7).

En 1932, le général Von SCHLEICHER s'était écrié : « La raison profonde de la misère de l'Allemagne et du monde doit être recherchée dans le fait que trop d'hommes ont perdu tout lien avec le sol et vivent en masses dans les grandes villes » (8).

(7) Cité par M. de Guichen dans *Le problème agricole allemand dans le passé et dans le présent*. Impr. Bussière, Saint-Amand, 1929, p. 45.

(8) Discours-programme du 25 décembre 1932, cité par Pierre Waline dans un article : « La Politique allemande de Retour à la Terre », *La Journée Industrielle* du 21 avril 1934.

Mais la République de Weimar n'était pas capable de mener à bien le revirement qui s'imposait. Elle ne représentait pas la tradition, elle était une forme factice et transitoire de la politique allemande et ne pouvait renouer avec le passé, puisqu'elle était née justement de la rupture avec ce passé.

Le national-socialisme, au contraire, force à la fois neuve et traditionaliste, qui prétend bâtir moderne mais sur une base millénaire, devient le champion le plus qualifié de la résurrection paysanne.

Bien avant son avènement, il s'est intéressé aux problèmes agricoles, et l'article 17 de son programme initial porte en toutes lettres : « Nous exigeons une réforme agraire conforme aux besoins nationaux », tandis que son Führer, alors prisonnier politique, écrit dans sa cellule : « On ne saurait trop priser la possibilité de conserver une « classe paysanne saine comme base de toute la nation » (9). Il n'ignore sans doute pas que MARX lui-même a dit : « On peut faire des révolutions sans les paysans, elles ne « durent que par eux ».

Il sait que la révolution nationale-socialiste se fera par les ouvriers, mais il veut qu'elle dure par les paysans.

SECTION II

L'alliance du sang et du sol (Blut und boden)

L'action de régénération dans laquelle se lance dès son arrivée au pouvoir le national-socialisme n'est pas improvisée ; elle est mûrie de longue date ; rien de ce qu'elle entreprend n'est laissé au hasard, mais correspond à des principes solidement élaborés, et à une doctrine préméditée dont elle ne s'écarte pas.

Le mouvement en faveur de la classe paysanne fait partie depuis des années du programme national-socialiste, il a été prévu et ordonnancé. Il repose sur une thèse désormais officielle, celle de la Race, nouvelle noblesse du sang et du sol.

(9) Cf. *Mein Kampf*.

Le théoricien en est Walther DARRÉ. Tout ce qu'il pense, c'est ce que pense le national-socialisme, tout ce qu'il affirme, c'est l'affirmation de son chef HITLER. Tant qu'il n'est que le directeur de la branche paysanne du Parti, il ne représente que le Parti ; mais du jour où le national-socialisme s'empare des rênes du Gouvernement, il est le porte-parole de la nouvelle Allemagne, le représentant le plus direct de ses aspirations morales.

Connaître les théories de Walther DARRÉ, c'est connaître les mobiles qui ont poussé le Reich à revenir à la Terre.

Walther DARRÉ — celui qu'on a pu appeler « le Romantique agricole » — est né en 1895. C'est dire que sa foi comporte l'enthousiasme de la jeunesse. Ancien ingénieur agronome, il se sent dès la fin de la guerre 1914-1918 attiré par les problèmes de la Terre et de la Race, et tous ses travaux littéraires reflètent dans leurs titres le sujet de ses préoccupations :

Particularités et devoirs de la fraction agraire d'une Allemagne viable ;

Renaissance de la paysannerie ;

Le but de la sélection pour le peuple allemand ;

La paysannerie, source de vie de la race nordique (10).

La nouvelle noblesse du sang et du sol (11).

Ces deux derniers ouvrages, parus respectivement en 1928 et en 1930 sont fondamentaux ; c'est en eux qu'on trouve l'explication des mesures prises par le national-socialisme pour restaurer la classe paysanne. Nous allons leur demander de nous livrer leur substance.

Walther DARRÉ est intimement convaincu que la misère du paysan, l'abandon des terres et le développement excessif des villes sont à l'origine du déséquilibre moral dont l'Allemagne souffre depuis un quart de siècle. La classe paysanne joue un rôle essentiel dans l'économie de la nation, mais plus encore dans le développement de la

(10) « Das Bauertum als Lebensquell der nordischen Rasse », 2^e édit., J.-Fr. Lehmanns, Verlag, Munich, 1933.

(11) « Neuadel aus Blut und Boden », 2^e éd. J.-Fr. Lehmanns, Verlag, Munich, 1933.

race ; elle est la réserve de santé et d'énergie, la source et le fondement de l'existence de la nation. Quand elle dépérit et s'étiole, c'est toute la nation, son économie, ses industries, ses élites, son expansion morale et intellectuelle qui sont menacées. « Nous admettons que la terre, dit DARRÉ, « est autant pour le peuple allemand une base saine nécessaire au maintien et au renouvellement de son sang qu'un moyen de se nourrir ». On voit combien se rapprochent jusqu'à se confondre les considérations économiques, politiques et morales : la pureté de la race exige, autant que l'équilibre économique de la nation et son indépendance à l'égard de l'étranger, une paysannerie forte et en perpétuelle ascension.

Alors que le capitalisme et le marxisme tendent à industrialiser, prolétarianiser, déraciner les masses, il importe au contraire de les rapprocher du sol, de rétablir le contact entre elles et la terre (12).

En même temps que cette nécessité d'un retour à la terre s'impose, une autre nécessité aussi impérieuse apparaît : celle d'une restauration de la noblesse.

« Ce qui nous manque, à nous, Allemands, dit W. DARRÉ, c'est une véritable noblesse au sens germanique ancien. Il nous faut de n'importe quelle façon revenir à la conception germanique de la noblesse » (13). Or, la noblesse allemande digne de ce nom n'existe plus depuis le moyen-âge, depuis qu'à la noblesse héréditaire des Germains, destinée à fournir des chefs de par son éducation spéciale, s'est substituée une caste représentative et fermée. La véritable notion de noblesse, au sens germanique, se caractérise par un choix d'hommes sciemment éduqués sur la base de noyaux héréditaires sélectionnés et capables de devenir des chefs, du fait de cette sélection. Walther DARRÉ démontre alors le rapport étroit qui existe entre la noblesse et le sol. « Le mot « Adel » (noblesse) ne signifie à

(12) Cf. Walther Darré, *La Paysannerie source de vie de la race nordique*, Lehmanns, Munich, 1933, chap. 1^{er}.

(13) Cf. Walther Darré, *La nouvelle noblesse du sang et du sol*. Traduct. franç. Sorlot, Paris, 1939, p. 59.

« l'origine pas autre chose qu'association des propriétaires
« terriens, ou mieux, association des possesseurs de biens
« héréditaires, du haut allemand adel, d'adal en allemand
« archaïque venu lui-même d'uodal, propriété hérédi-
« taire » (14). Le terme adel provient donc d'une institu-
tion germanique qui reconnaissait à la famille la propriété
d'un bien héréditaire indivisible et inaliénable dont la puis-
sance revenait à l'aîné des fils, ou au fils le plus méritant,
institution qui tendait visiblement à conserver et à multi-
plier un sang ancestral ayant fait ses preuves.

Il faut créer, propose W. DARRÉ, des communautés
aptes à favoriser et à multiplier des hommes de valeur, et
restreindre en même temps le pullulement des êtres infé-
rieurs. Et où créer ces communautés, si ce n'est à la cam-
pagne, sur la terre héritière des traditions et dispensatrice
de vitalité ?

« La famille allemande, c'est un fait constaté, ajou-
« te-t-il, ne peut prospérer longtemps en ville et s'y main-
« tenir vivace sans le contrepoids d'une propriété
« rurale ». Il prétend que dès son apparition dans
l'Histoire, le Germain a eu la haine de la cité. « Il est signi-
« ficatif de constater que toutes les tribus germanes, au
« temps des grandes invasions, ont évité anxieusement de
« s'établir dans les villes romaines conquises » (15).

Mais pour établir ces institutions paysannes, ces fer-
mes de conservation, de défense, de maintien (Hegehofe),
il est nécessaire de restituer à la terre sa signification
élevée, répondant à une tâche morale fondée sur des prin-
cipes vitaux, à cette terre qu'on a laissé tomber au rang
humiliant de productrice de matières premières régie par
le bon vouloir de ses propriétaires. La racine du mal est
dans le fait que le peuple allemand a ruiné l'antique con-
ception germanique de la propriété unissant la terre et
l'hérédité, pour ne plus voir en elle, sous l'influence du
droit romain, qu'un élément de richesse. Le paysan n'est

(14) Cf. *op. cit.*, p. 64.

(15) Cf. *op. cit.*, p. 75.

plus qu'un commerçant ou qu'un industriel qui pense à gagner de l'argent avec sa terre et ne la regarde plus comme la gardienne de l'idée de famille et de tradition. Il faut restaurer le sentiment de filiation de l'homme vis-à-vis de sa terre. De cette filiation naît une façon d'agir et de se comporter qui donne à l'homme une place de choix au sein de son peuple « car c'est par le produit qu'elle tire du « sol que la véritable noblesse sert sa Patrie » (16).

La noblesse doit être paysanne, elle doit être enracinée au sol parce que les hommes de la terre possèdent la plus haute valeur physique et morale et sont les dignes continuateurs de ceux qui ont fait la splendeur de leur race.

« La ville produit des gens de série, à de rares exceptions près. L'Allemagne, pour demeurer vivante, a besoin de « héros » que fortifie une élévation de l'âme. Le citadin, lavé de toutes les eaux de la grande ville est, il est vrai, « vif et éveillé », mais il est rare qu'il apporte ces dons qui garantissent au chef, aux grandes heures de l'Histoire, cette rectitude de jugement qui le maintient sur le vrai chemin » (17).

A ces qualités morales exceptionnelles, la classe paysanne joint les qualités physiques qui conviennent à l'expansion de la race. Il ne faut pas oublier que les grandes choses ne peuvent être réalisées seulement par les esprits. « Il est impardonnable, dit W. DARRÉ, de vouloir endormir l'attention du public en lui disant que c'est l'esprit seul qui compte, et non le corps. Où trouvons-nous la preuve historique qu'indépendamment du corps de la race l'esprit puisse former l'Histoire?... Pour nous, Allemands, il n'y a qu'un but possible : tâcher par tous les moyens possibles d'arriver à ce que le sang, qui est créateur dans le corps de notre peuple, c'est-à-dire le sang nordique, soit conservé et multiplié, car c'est de cela que dépendent la conservation et le développement du germanisme » (18).

(16) Cf. *op. cit.*, p. 118.

(17) Cf. *op. cit.*, p. 115.

(18) Cf. *op. cit.*, p. 241.

Les plus fidèles représentants de cette race nordique sont les paysans, les seuls hommes capables de la préserver, ce sont eux. « La ville ne peut se maintenir en vie par « elle-même, il faut l'aider du dehors. Le parasitisme est « le caractère essentiel des cités. Tout parasitisme meurt « dès qu'on lui retire sa base nutritive ; aussi, dès qu'un « peuple veut créer une noblesse fondée sur l'enracine-
« ment et la constance, s'il veut se ménager une réserve
« de forces, étant conscient de son avenir qui repose sur
« ses couches héréditaires, il ne pourra jamais la cons-
« truire sur la base instable et incertaine d'un homme
« citadin » (19).

Les deux nécessités, vitales pour l'Allemagne, d'un retour à la terre et de la restauration d'une noblesse coïncident donc, elles se complètent l'une l'autre, et s'étayent réciproquement.

La doctrine de Walther DARRÉ est, nous l'avons dit, celle du Reich, mais pour saisir l'exakte portée de cette affirmation, il convient de remarquer que ce n'est pas l'Allemagne qui a emprunté à DARRÉ ses théories, mais que ce sont les théories de l'Allemagne en puissance dans l'air qui ont trouvé en lui leur expression définitive. C'est ce qui explique l'enthousiasme avec lequel le peuple allemand tout entier s'empare de cette doctrine et avec quelle foi il essaie de l'appliquer.

Abandonnons les arguments du Chef des paysans du Reich et écoutons maintenant un simple paysan parmi tant d'autres, exprimer les mêmes vérités, poétisées par celui qui les a recueillies (20) :

« Le sol qui ne nourrit pas son homme force l'homme
« à construire son sol dans les nuées. Il faut qu'une nation,
« qu'un grand peuple, qui vit sous les nuées, soit riche en
« hommes de la terre. Non seulement parce que l'homme
« de la terre est l'homme de la charrue qui fait venir le

(19) Cf. *op. cit.*, p. 119.

(20) Cf. Alphonse de Chateaubriant, *La Gerbe des forces* (Nouvelle Allemagne), Bernard Grasset, Paris, 1937, pp. 101-102. L'auteur rapporte les paroles d'un nouveau noble paysan.

« blé, mais parce que son commerce quotidien avec cela
 « seul qui ne trompe pas, fait de lui par la force des choses
 « le précieux homme de la vérité, qui ne se trompe pas
 « lui-même ; comme c'est par la force des choses que le
 « rocher forme l'eau pure ».

Après le paysan, voici le savant qui parle, en un langage moins imagé, mais qui manifeste la même unité de
 « pensée : « La politique agraire de l'Etat est une nécessité
 « et doit être logiquement poursuivie pour obtenir la
 « coordination harmonieuse des individus dans l'ensem-
 « ble de la collectivité nationale, en vertu de considéra-
 « tions extérieures au domaine de l'Economie » (21).

A ce besoin de qualité physique et morale de la race germanique, s'ajoute le besoin de quantité. Seuls les peuples aux fortes populations ont de grands destins, seuls ils ont la possibilité de défendre leurs intérêts, seuls on les écoute parce qu'on les craint.

L'Allemagne, dont la natalité a été longtemps satisfaisante, est, à son tour, dans la période 1928-1932, saisie par cette « peur de la vie » des nations civilisées inquiètes, qui se traduit par la restriction de la natalité et aboutit à un lent suicide de la race.

En 1931, pour une population de 65 millions d'habitants, on compte seulement un million de nouveaux-nés, et en 1933, 953.000 (soit 14,7 naissances par 1.000 hab., alors qu'en France à la même époque, le taux est de 16,3 (22).

Si la population ne décroît pas, cela tient uniquement aux progrès de la médecine et de l'hygiène, qui compensent la diminution de la natalité par la diminution de la mortalité, surtout infantile.

Dans les grandes villes, la situation est catastrophique. Celles de 50 à 100.000 habitants qui, en 1913, avaient par

(21) Cf. le Docteur Kurt Ritter, « Les buts de la politique agraire nationale socialiste », *Revue économique internationale*, février 1934, p. 239.

(22) Tous ces chiffres sur le mouvement démographique allemand sont empruntés à l'ouvrage de Friedrich Burgdörfer, chef du Bureau de statistique allemand. « Zurück zum Agrar Staat ? » « Faut-il revenir à un Etat agrarien ? » Kurt Vowinkel, éd., Berlin, 1932.

10.000 habitants un excédent de naissances de 128, voient cet excédent tomber à 31 en 1932.

On s'aperçoit que le taux de fécondité est en fonction décroissante de la densité de la population. A Berlin, il est minimum avec 45 enfants pour 1.000 femmes ; il est plus élevé dans les petites villes ; il est maximum dans les campagnes.

En 1932, le nombre des naissances par 1.000 habitants est :

à Berlin	8,1
à Leipzig	9,8
à Hambourg	10,3

La même année, dans les communes rurales, c'est-à-dire dans celles de moins de 2.000 habitants, le nombre des naissances pour 1.000 habitants est :

En Prusse orientale	22
Silésie	21
Rhénanie	16

Si maintenant l'on groupe la population par profession, on constate que 29 % des paysans propriétaires mariés ont 5 enfants au moins, tandis que 9 % seulement des ouvriers mariés non propriétaires ont 5 enfants au moins.

10,3 % de propriétaires paysans sont sans enfants ; 24,5 % d'ouvriers non propriétaires sont sans enfants.

C'est donc le fait de posséder un lopin de terre qui met l'homme à son aise, pour avoir des enfants ; en effet, les ouvriers agricoles non propriétaires sont beaucoup moins prolifiques que les paysans.

17,6 % ont 5 enfants au moins (au lieu de 29 %) ; 17,3 % sont sans enfants (au lieu de 10,3 %).

La conclusion que l'on doit tirer de ces chiffres, c'est que les enfants naissent à la campagne, de préférence chez les paysans aisés qui ont une terre à eux. Ils naissent encore chez l'ouvrier propriétaire de sa maison, d'un jardin ou d'un petit champ. L'ouvrier prolétaire urbain, l'employé, l'intellectuel, ont très peu d'enfants, en tout cas pas assez

pour assurer le maintien de la population urbaine au chiffre actuel. Les grandes villes sont le tombeau d'une nation, elles épuisent sans cesse les campagnes, absorbent la population campagnarde excédentaire ; elles la stérilisent en quelque sorte, la laissent sans postérité, ou avec une postérité qui n'est que la moitié, le tiers ou parfois le quart de celle qu'elle aurait eue si elle était restée fixée à la terre.

Pour rétablir la situation compromise, pour empêcher l'Allemagne de se dessécher et de s'amoindrir, il faut d'urgence pratiquer une politique de natalité, et le meilleur moyen dont on dispose pour y parvenir, c'est de favoriser la classe paysanne, d'entraver l'exode rural, et de préconiser le Retour à la terre.

Le mouvement agraire allemand présentera une envergure d'autant plus considérable qu'aux mobiles moraux auxquels il obéit d'abord, se joignent les mobiles économiques et politiques qui concourent avec eux, et en étroit accord, au même but patriotique : la grandeur du Reich et son indépendance, sans laquelle la grandeur n'est pas réalisable.

L'Allemagne va donc s'engager, elle aussi, dans la politique d'autarcie, mais elle ne le fera que contrainte et forcée, presque à regret. « Surtout pendant les périodes de « crises et de misères, s'écrit le Chancelier HITLER en 1933, « il importe de faire comprendre à tous les hommes qu'une « nation possède encore une mission plus élevée que de se « perdre dans un égoïsme économique » (23). Et il insiste sur cette idée en 1935, au moment où « la Bataille de la Production » est en cours : « Si nous nous sommes engagés « néanmoins dans la voie de l'autarcie, ce ne fut que sous « l'empire de la plus dure nécessité » (24).

(23) Discours prononcé au Congrès du Parti National-Socialiste, Nuremberg, 1933. Extrait de *Principes d'action*, par Adolf Hitler. Trad. franç. B. Grasset, 1936, p. 75.

(24) Discours prononcé au Reichstag le 21 mai 1935 pour annoncer le réarmement de l'Allemagne, *op. cit.*, p. 149. Dans ce même discours, le Führer dit : « Nous sommes convaincus qu'une application absolue de l'idée d'autarcie économique dans tous les Etats ne saurait qu'être imprudente et leurs conséquences « nuisibles à tous les peuples ». Au contraire le Duce déclare : « Les peuples « ont toujours tendu et tendent à l'autarcie qui ne diminue en rien le volume des « échanges internationaux ». Cf. Discours du 15 mars 1937 à l'Assemblée Nationale

Dans le fameux slogan : « L'Allemagne sera une nation de paysans ou elle ne sera pas », le moral prime toujours l'économique, mais il en est inséparable. La liaison entre les deux éléments est l'œuvre du politique, puisque le politique exige aussi bien une Allemagne riche de cœurs que riche de moissons.

SECTION III

Organisation des marchés (Reichsnährstand)

La Réglementation légale de l'agriculture allemande peut être considérée comme le chef-d'œuvre de la politique nationale-socialiste en matière d'intervention dans une branche de l'économie. C'est ici que se sont manifestées les ingérences les plus promptes, les plus radicales, les plus complètes et — il faut le reconnaître — les plus réussies.

La loi vient au secours de l'agriculture nourricière, non plus à l'ancienne mode, fragmentaire, empirique ; à coups de droit de douane et de subventions, mais par une réorganisation totale, une refonte scientifique qui s'adaptera aux conjonctures présentes, sous l'autorité absolue de l'Etat et subordonnera l'intérêt personnel, respectable en soi, à l'intérêt général dont le Führer — symbole de la nation — demeure juge.

Pour revaloriser le paysan, n'est-il pas logique de commencer par revaloriser ce qu'il produit ? On obtiendra ainsi un attachement plus grand au sol et une production accrue. Aussi, dès le 13 septembre 1933, Walther DARRÉ promu Ministre de l'Agriculture (le 29 juin de la même année), s'empresse-t-il de faire promulguer une loi capitale pour l'orientation de l'agriculture allemande : la loi sur le Reichsnährstand.

Jusqu'en 1933, les forces paysannes ont été éparpillées dans une multitude de groupements, d'associations, de syn-

des Corporations. Ces deux citations sont le reflet des conceptions différentes, l'une à priorité morale, l'autre à priorité économique qui régissent l'Allemagne et l'Italie dans leur politique de Retour à la Terre.

dicats de toutes sortes, totalement dépourvus de coordination, et le plus souvent en désaccord les uns avec les autres. La loi du 13 septembre 1933 fait disparaître d'un seul coup toutes les associations existantes et groupe en un tout harmonieux paysans, ouvriers ruraux, commerce des produits agricoles et industries dérivées. Ce tout, c'est le Reichsnährstand (ou Stand der Deutschen Landwirtschaft), la Corporation nationale de l'alimentation, à la tête de laquelle est placé le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation qui joint dorénavant à ce premier titre celui, plus honorifique, de « Chef des Paysans du Reich » (Reichsbauernführer).

Les préoccupations d'ordre moral apparaissent nettement dans le texte même de la loi qui dit : « La Corporation de l'alimentation a pour tâche de grouper ses membres dans le sentiment de leur responsabilité envers le peuple et l'Etat, *en un soutien vivant pour l'édification, la conservation et le renforcement du peuple allemand* » (25).

Le Nährstand est une sorte de consortium vertical englobant tout ce que le sol allemand (en dehors des produits minéraux) fournit pour l'alimentation, depuis la production jusqu'à la vente au consommateur, en passant par les moulins, les boulangers, les boucheries et les entreprises de fabrication des denrées alimentaires (minoteries, sucreries, chocolateries, brasseries, fabriques de conserves, etc.).

La Corporation nationale assume l'organisation du marché, la discipline des producteurs qui doivent obligatoirement en faire partie, payer une cotisation annuelle, se soumettre à toutes les mesures prises sans réclamer aucune indemnité pour préjudice à leurs intérêts. Elle se voit de plus imposer l'obligation de veiller au maintien de la probité professionnelle, et de créer à cet effet des Tribunaux d'honneur.

(25) Cité par le Baron de Grüben dans son ouvrage, *La politique économique de l'Allemagne*. Edition du Comité Central Industriel de Belgique, janv. 1936, p. 74.

La paysannerie est hiérarchisée sous l'égide d'une administration centrale à quatre sections :

- 1° Politique économique générale et représentation corporative ;
- 2° Production technique agricole et enseignement ;
- 3° Coopératisme agricole ;
- 4° Commerce et transformation des produits.

Le Chef des Paysans est assisté d'un Etat-major d'experts et d'un Conseil des Paysans du Reich, d'ailleurs purement consultatif (26). Au-dessous se trouvent les paysanneries de pays, également avec chef et conseil, subdivisées elles-mêmes en paysanneries de cercle avec des cadres similaires. Il y a 20 paysanneries de pays et environ 500 paysanneries de cercle. Le but de cette organisation est de diriger la Bataille de la Production en renseignant les autorités sur les entreprises individuelles et en veillant à ce que celles-ci se conforment aux fins élevées coïncidant avec le Bien de la Collectivité. Il s'agit pour elle, par exemple, connaissant les cultures déficitaires, les superficies exploitables et les rendements habituels, de prescrire quelles superficies doivent être utilisées pour tel ou tel genre de culture dont le rendement doit augmenter.

Désormais, pour soustraire le paysan à l'action capricieuse de la loi de l'offre et de la demande, des prix minima lui assurant la vente de ses produits à un niveau équitable, sont déterminés en collaboration par les organisations agricoles et le Gouvernement. On commence par régler le marché des céréales, puis tous les autres marchés. Et l'on ne se contente plus de déterminer des prix minima, on élabore des prix fixes, variant selon les régions et les saisons. Affranchi des liens qui l'assujettissaient au capita-

(26) Sur la question du Reichsnährstand et pour plus de détails, voir :

Maurice Lair, « L'Agriculture sous le régime national-socialiste », *Rev. des Sciences politiques*, mars 1936, pp. 160-180.

Albert-Jean Roussel, « La paysannerie allemande et les mesures prises en sa faveur », *L'Allemagne contemporaine*, 20 janv. 1939.

Gaston Raphaël, « Les récentes lois sur l'agriculture allemande », *Revue politique et parlementaire*, mars 1934, p. 496.

lisme, le paysan n'a plus seulement des droits — ceux que le nouveau régime lui apporte — mais il a aussi des devoirs. Il est autre chose qu'un entrepreneur agricole à la façon du fermier américain, il est investi d'une fonction sociale ; il faut qu'il sache adapter sa production aux besoins nationaux et que, soutenu par les sacrifices consentis en sa faveur par la communauté, il travaille à son tour pour le profit de la communauté et non plus seulement en vue de son profit égoïste. Dorénavant, il a le devoir de livrer au marché des quantités déterminées de produits à des époques déterminées. Tous les intermédiaires entre le producteur et le consommateur (commerçants en grains, en farines, minotiers, boulangers, etc.) sont également astreints à observer des prix fixés d'avance et à livrer à la consommation les quantités de produits imposées par l'Etat.

L'ensemble des producteurs et des intermédiaires est groupé en un Syndicat (Hauptvereinigung der Deutschen Getreidewirtschaft). S'il y a un excédent ou un déficit dans les récoltes, un office des céréales (Reichsgetreidestelle) intervient, qui constitue des stocks ou met en circulation les stocks existants, et qui a seul qualité pour exporter ou importer les quantités de céréales capables d'assurer l'équilibre entre la production et la consommation. L'ordonnance du 4 septembre 1934 réalise la protection efficace de la production contre la concurrence étrangère, par l'adoption de certaines mesures de politique commerciale, et notamment par la création d'offices spécialement chargés du contrôle des importations.

Sur le modèle des céréales, s'organisent peu à peu toutes les branches du secteur agricole, depuis le lait, le beurre ou le bétail, jusqu'à la margarine, le sucre, les tourteaux ou la poissonnerie.

La réglementation de la production et de la vente est accompagnée d'une série de mesures toutes très utiles, qui concourent à l'amélioration de l'agriculture allemande et de la condition du paysan. Citons notamment la loi du 1^{er} juin 1933 qui opère l'assainissement des entreprises

agricoles par la réduction de leurs dettes, par l'abaissement des taux d'intérêts et par des dégrèvements d'impôts.

L'Etat réduit les prix des engrais chimiques et organiques, octroie des subventions et des primes pour pousser certaines cultures, construit de grands magasins et des silos pour la conservation des denrées et des fourrages facilement périssables (27), se soucie de la progression constante de la qualité des produits agricoles (système des produits « de marque » analogue à celui de l'Italie), s'efforce de perfectionner et de vulgariser l'enseignement agricole et encourage l'intensification de la mécanisation dans l'agriculture.

SECTION IV

Domaine héréditaire (Erbhof)

Les théories du « Blut und Boden » trouvent dans la loi sur l'Erbhof du 29 septembre 1933 leur expression la plus complète. Cette loi, rédigée par Walther DARRÉ, est l'application directe de son programme d'action raciale à base de noblesse paysanne, énoncé dans les ouvrages que nous avons étudiés.

Le texte de la loi commence par ces mots significatifs : « Se référant aux anciennes coutumes allemandes sur l'héritage, le Gouvernement du Reich veut conserver la « Paysannerie comme source du sang du Peuple allemand » (28).

En effet, les anciennes coutumes relatives à la transmission intégrale de l'héritage s'étaient maintenues en Allemagne, au cours des siècles, dans de nombreuses régions, et avaient même été favorisées par les dispositions législatives de plusieurs provinces.

(27) C'est ce qu'il appelle « la lutte contre la détérioration », Kampf dem Verderb. Voir à ce sujet F. Nys, « L'essor de l'agriculture allemande », *Bull. commerc. belge*, 16 janvier 1939, p. 133.

(28) Cf. Wilhelm Saure, *Das Reichserbhofgesetz*, Berlin, 1938.

Une loi du 15 mai 1933, mise en vigueur par le Gouvernement prussien, entreprend l'œuvre de protection de la propriété paysanne. Elle oppose la conception germanique, qui lie la famille au sol, à la conception du droit romain qui fait du sol une marchandise ordinaire, et rend la propriété foncière indivisible et inaliénable.

La loi du 29 septembre 1933 ne fait qu'étendre à tout le territoire du Reich la loi prussienne en y apportant quelques précisions complémentaires (29).

Elle crée « L'Erbhof », c'est-à-dire la « ferme héréditaire » (30), qui est inaliénable, indivisible, non hypothéquable et protégée contre toute intervention judiciaire. Cette exploitation doit être assez étendue pour pouvoir subvenir aux besoins d'une famille, quelles que soient les conditions du marché, mais elle ne peut dépasser 125 hectares (la superficie dépend de la nature du terrain et du nombre de personnes dont est composée la famille bénéficiaire). Les exploitations définies « Erbhöfe » le sont à titre permanent et définitif.

Pour qu'un cultivateur soit appelé à exploiter un Erbhof, il doit requérir plusieurs conditions : il faut d'abord qu'il soit de nationalité allemande et de race aryenne et que sa famille le soit depuis 1800 (les Juifs et les hommes de couleur sont exclus). Une alliance avec des personnes d'origine non-aryenne entraîne la radiation sur un registre spécial, et c'est à la quatrième génération seulement que les droits de la famille peuvent être rétablis.

Le cultivateur doit avoir la capacité civile et l'aptitude professionnelle, c'est-à-dire qu'il doit être capable de diriger intelligemment, au mieux des intérêts de sa famille et de sa Patrie, le domaine qui lui est confié. Enfin, il doit avoir un « honneur intact », ce qui est une condition fondamentale pour la création d'une noblesse. Le cultivateur

(29) Cf. Gaston Raphaël, « Les récentes lois sur l'agriculture en Allemagne », *Rev. polit. et parl.*, mars 1934, pp. 493 et suiv.

(30) Ce que Walther Darré appelait « Hegehof » dans ses ouvrages doctrinaux (Erbe : héritage, et Hof : domaine).

agréé (31) reçoit le titre envié de « Bauer », paysan, tandis que celui qui ne possède pas d'Erbhof continue à être appelé Landwirt, agriculteur.

Le Bauer est noble, il a le droit d'ajouter à son nom de famille le nom de son domaine. Mais si « propriété oblige » en Allemagne comme en Italie, « noblesse oblige » davantage encore. Tout paysan qui néglige son exploitation, la laisse périlcliter ou ne l'administre pas selon les règles de l'art, sera évincé. Dans ce cas, un Tribunal spécial confie la direction et octroie l'usufruit de la ferme héréditaire à une personne plus qualifiée. Pour des faits moins graves, et sur la demande du chef régional de la Paysannerie, ce même Tribunal peut ordonner la surveillance de l'exploitation du fermier fautif par un « homme de confiance » (32).

A la mort du propriétaire, le domaine passe indivisément, intégralement à l'héritier direct (anerbe) qui n'est pas forcément l'aîné, mais qui devra remplir les mêmes conditions que le *de cujus*. Cet héritier aura l'obligation d'assurer la subsistance de ses frères et sœurs évincés du domaine jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 17 ans, de leur faire apprendre un métier et de les recueillir à la ferme s'ils viennent à tomber dans la gêne sans faute de leur part. Le Bauer ne dispose pas à son gré de son domaine, dont il n'est en quelque sorte que le gérant, et qui est l'apanage inaliénable de la famille ; seul est qualifié pour en décider la vente ou le partage, un Tribunal appelé l'Erbhofsgericht, qui tranche également les difficultés relatives à la succession.

De 1933 à 1939, 684.997 Erbhöfe ont été constitués, couvrant une superficie de 15.561.873 hectares (avec une moyenne de 23 hectares par unité) et groupant plus de deux

(31) Dans la création du Bauer, l'homme est préféré à la femme. C'est une survivance de l'ancien droit allemand qui prévoit que, pour la propriété foncière, les fils auront l'avantage sur les filles.

(32) Par Décret de Mars 1937, à l'occasion de la mise en vigueur des dispositions du 2^e plan de 4 ans, le Maréchal Goering renforce l'efficacité de cette mesure en l'étendant à toutes les autres exploitations agricoles, quelles qu'elles soient, si bien que n'importe quel paysan incapable s'expose aux sanctions précitées.

millions de personnes. En 1933, on comptait en Allemagne 3.075.000 exploitations de plus de 0 ha. 5, correspondant à 41.567.000 hectares. On voit donc qu'en six ans, 22 % du nombre de ces exploitations et 37 % de la superficie exploitée ont été transformés en *Erbhöfe* (33).

Il est certain que le plus important de l'œuvre nationale-socialiste en matière agricole est la création des domaines héréditaires, lesquels, ainsi que le proclame le texte de la loi, « constituent la meilleure garantie de conservation de la santé du Peuple et de l'Etat allemands » en restaurant la noblesse du sang et du sol.

SECTION V

Colonisation intérieure (*Siedlung*)

La loi sur les *Erbhöfe*, principal moyen allemand de fixation au sol, trouve un champ d'application tout à fait propice dans l'œuvre de colonisation intérieure qui poursuit un but de fixation analogue. La « *Siedlung* » fait partie depuis longtemps de la politique traditionnelle de l'Allemagne. Elle a joué un rôle social, moral, politique, très important dans l'Allemagne d'avant-guerre, ayant servi à cette époque à germaniser certaines régions de la Posnanie et de la Prusse Orientale peuplées de Polonais. Aujourd'hui, elle a un autre caractère, elle vise à développer la petite propriété aux dépens des grands domaines (du genre des *latifundia*) dont l'Allemagne est encore couverte (34), et à donner plus de stabilité aux classes ouvrières et paysannes, en même temps qu'elle est un moyen de lutte contre le chômage (35).

(33) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1939, pp. 166-168 « Die *Erbhöfe* im Deutschen Reich ».

(34) En 1930, 44 % du sol utilisé à l'est de l'Elbe sont composés de grandes propriétés de plus de 100 hectares. Dans la Poméranie, ce chiffre s'élève à 58 %, en *Mocklembourg* à 60 %.

(35) Sur la question de la colonisation agricole voir : *Langen Gustav*, *Problem des Siedlungswesen*, Berlin, 1934 et M. P. Jasny, « Some Aspects of German Agricultural Settlement », *Political Science quarterly*, New-York, juin 1917, pp. 208-240.

Il existe deux catégories de colonisations :

1° La colonisation agricole (Landwirtschaftliche Siedlung).

2° La petite colonisation suburbaine (Vorstädtliche Kleinsiedlung).

I. — La Colonisation agricole.

La colonisation agricole remonte aux premiers temps de la puissance prussienne. De 1886 à 1919, 44.000 exploitations rurales sont créées dans les provinces de Posen et de Prusse, qui sont restituées à la Pologne en 1919. Par la loi du 11 août 1919 (Reichssiedlungsgesetz) (36), le Gouvernement d'Empire constitue des entreprises ayant pour but de créer des colonies nouvelles, de consolider et d'agrandir les petites propriétés existant déjà. Cette loi est le type de la réforme agraire, elle a un caractère impératif et obligatoire puisque les propriétaires des grands domaines sont menacés d'expropriation s'ils n'effectuent pas eux-mêmes les travaux d'amélioration sur leurs fonds, et puisque le morcellement des propriétés, dans les régions où les grands domaines représentent plus de 10 % du sol arable, est autorisé par l'Etat.

Le national-socialisme, qui veut favoriser l'expansion de l'aristocratie terrienne, abandonne cette politique d'expropriation et ménage la classe des grands propriétaires, héritière de la vieille noblesse attachée au sol, et par conséquent allemande cent pour cent. L'Etat ne fait plus pression sur elle pour diviser ses terres ; le régime du contrat est appliqué et, le plus souvent, les colonies agricoles sont installées sur les domaines que leurs possesseurs ont été obligés de vendre à l'Etat en raison de leur situation déficitaire, surtout dans l'Est.

L'œuvre de bonification des terres est, en Allemagne comme en Italie, — mais à un degré très inférieur, — liée intimement à l'œuvre de colonisation intérieure. Le national-socialisme prévoit en 1933 des travaux d'aménagement

(36) Cf. *Annuaire International de législation agricole*, publié par l'Institut International d'Agriculture, Rome, 1920, vol. X, p. 787.

pour une durée de 20 ans et portant sur la mise en culture de près de trois millions d'hectares (37). Le pays est divisé en trente régions, chacune correspondant à un territoire de travail. Dans certaines régions, il s'agit d'améliorer des terres déjà cultivées, soit par des drainages, soit par la création de chemins, mais 53 % des journées de travail portent sur l'amélioration directe des terres cultivables. Trois entreprises de grande envergure sont instituées (38) :

1° Sur la côte ouest du Sleswig, on crée d'immenses polders reliant l'île de Westerland à la côte, à l'abri d'une digue en maçonnerie.

2° Dans le Brandebourg, sur les bords de la Havel, on assèche de grandes étendues de marais distants de moins de 100 km de Berlin.

3° A la frontière hollandaise, on assainit les marais et les landes de l'Emsland.

Tous ces travaux de bonification sont effectués, depuis 1933, par les soins du Service du Travail (Arbeitsdienst), dont nous parlerons tout à l'heure.

Sur les terrains gagnés par la bonification, comme sur ceux qui proviennent du morcellement des grands domaines, sont établis des colons choisis pour leurs qualités professionnelles, en général des nationaux-socialistes convaincus et dûment éprouvés, qui sont d'anciens salariés agricoles ou d'anciens fermiers ou métayers attachés aux grands domaines. Les nouvelles exploitations ainsi créées sont toutes constituées en Erbhöfe.

De 1919 à 1933, 62.371 fermes coloniales sont instituées (groupant 272.000 colons) (39) ; de 1933 à 1939, le régime national-socialiste en crée 21.206 (groupant 21.206 Bauern et les membres de leurs familles, soit au total 88.776 ruraux).

(37) Cf. Louis Genevois, « Retour à un Etat agrarien », *L'Allemagne contemporaine*, 20 janvier 1938.

(38) Le total des terres « bonifiables » en Allemagne est évalué en 1933 à 17.4 millions d'hectares.

(39) Cf. M. P. Jasny, *op. cit.*, p. 231.

A cette forme de colonisation complète, ajoutons ce que les Allemands appellent l' « Anliegersiedlung », c'est-à-dire la colonisation « périphérique », et qui est constituée par l'adjonction aux exploitations trop petites pour se suffire à elles-mêmes, de lots supplémentaires qui les arrondissent (40).

De 1933 à 1939, 70.116 adjonctions ont permis de créer 70.116 nouvelles exploitations agricoles viables (groupant près de 250.000 colons) (41).

II. — La petite colonisation suburbaine.

A côté de la colonisation agricole, nous devons indiquer la petite colonisation suburbaine. Celle-ci a pour objet non seulement la création de domiciles pour les chômeurs dans les environs des grandes villes, mais aussi l'aménagement de jardins qui permettraient aux sans-travail de rester dans la mesure du possible à l'abri de la misère. Cette idée, déjà utilisée par le Gouvernement BRUNING en 1931, est reprise en 1933 par le National-Socialisme qui fournit aux chômeurs des lopins de terre de 500 à 10.000 m² donnés par les villes ou par l'Etat. De 1933 à 1939, le Gouvernement consacre des centaines de millions de R. M. à cette colonisation suburbaine, qui groupe plus de 500.000 bénéficiaires au moment où le chômage est virulent. Le service volontaire du travail coopère à la construction des maisons et à l'aménagement des jardins. Les subventions accordées aux chômeurs reconnus aptes à la culture sont remboursables en 10 ans, et se montent à 2.250 marks (42). Nous retrouvons ici la conception « d'agriculture de subsistance » dont nous avons déjà rencontré des essais d'application en Angleterre et aux U. S. A.

(40) *Vierteljahrshefte zur Statistik des deutschen Reich*, 1939, vol. III, p. 7.

(41) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, juin 1940, p. 171.

(42) Sur la colonisation suburbaine, voir Pierre Reynaud, *La lutte contre le chômage en Allemagne*, Domat-Montchrestien, Paris, 1936, pp. 219-220.

SECTION VI

Aide aux campagnes (Landhilfe)

Si l'on veut obtenir une production agricole croissante, il faut fournir à la terre tous les bras disponibles. Et ils sont nombreux en 1933, puisqu'on compte plus de 5 millions de chômeurs. L'emploi des ouvriers d'usine dans les campagnes s'impose donc, pour résorber le chômage et gagner la Bataille de la Production, aussi bien que pour faire reprendre contact avec la terre et sa saine morale aux centaines de milliers de citadins désœuvrés.

La loi du 28 avril 1934, qui porte création de l'Aide aux Campagnes (Landhilfe), répond à ces besoins (43), elle est un essai véritable de Retour à la Terre. Cette aide revêt trois formes :

1° Soit le placement de jeunes gens appartenant à des professions non agricoles dans des exploitations rurales particulières (secours rural proprement dit) ;

2° soit l'organisation de groupes ou d'équipes de travailleurs auxiliaires pour les travaux des champs (service agricole) ;

3° soit des mesures d'encouragement destinées à accroître le nombre des familles d'ouvriers agricoles (aide agricole aux familles).

Le secours rural est composé de jeunes gens âgés de 16 à 21 ans qui sont des artisans, des ouvriers d'usine, ou des employés d'administration bénéficiant d'allocations de chômage. S'ils sollicitent leur admission dans ce service, ils sont envoyés dans une exploitation paysanne n'ayant pas plus de 40 hectares. Le nombre d'aides ne peut dépasser deux par exploitation. L'agriculteur, qui accepte un Landhilfer pour une durée d'au moins six mois, reçoit une allocation en rapport avec l'âge et l'aptitude de son employé, et avec les salaires en usage dans la région. On voudrait faire

(43) Voir le commentaire de la loi par le docteur Rudolf WIEDWALD, paru dans le *Bulletin du Ministère du Travail du Reich*, n° du 25 mars 1934.

de ces ruraux occasionnels de futurs paysans ; c'est pourquoi l'exploitant doit non seulement leur donner le salaire fixe, mais une nourriture forte et un logement ; il doit aussi les accueillir à son foyer, les initier à tous les travaux de son exploitation, bref, leur permettre d'acquérir la compétence nécessaire pour conduire personnellement une exploitation de même nature. Les jeunes aides doivent de leur côté s'acquitter consciencieusement de leurs obligations et « s'incorporer à la communauté familiale » (Loi du 3 mars 1933).

Le parti national-socialiste désire fixer le plus grand nombre possible de Landhilfer dans les campagnes où ils ont commencé de s'acclimater. On les envoie assez loin de chez eux pour qu'ils n'aient pas la tentation de regagner leur pays, pendant la période un peu pénible d'adaptation. On s'efforce d'améliorer leurs conditions de travail pour les inciter à demeurer à la terre : des logements plus confortables sont réclamés pour eux ; on leur distribue des vêtements en hiver ; on organise à leur intention des cours d'agriculture professionnels et on favorise la prolongation de leur stage. On espère ainsi que beaucoup se marieront au village et, s'y installant définitivement, seront susceptibles d'être transformés en exploitants d'Erbhöfe. Mais les faits prouvent que l'Aide aux campagnes aboutit, dans 95 % des cas, à une occupation rurale temporaire et non à un Retour définitif à la terre. De 1933 à 1938, on compte environ 250.000 Landhilfer employés annuellement qui — dès que l'occasion s'en présente, — regagnent la ville.

Le service agricole ou Landdienst (44), — distinct du secours rural, — comprend des groupes d'ouvriers agricoles auxiliaires organisés par la jeunesse hitlérienne et par l'Union des jeunes filles allemandes et qui travaillent en équipes. Ce service a pris un grand développement et joue un rôle considérable dans la mobilisation de la main-d'œuvre en faveur de l'agriculture, au moment des mois-

(44) Cf. Helmut Vollweiler, « La mobilisation des réserves de main-d'œuvre en Allemagne », *Revue Internationale du Travail*, oct. 1938, pp. 489-494.

sons ou des gros travaux. Le recrutement des jeunes filles pour les travaux des champs est facilité par une décision du ministre de l'Intérieur en date de 1933, aux termes de laquelle les jeunes filles de plus de 16 ans qui auraient accompli avant le 1^{er} novembre 1938 9 mois de travail volontaire à la campagne, seraient exemptées ensuite du service civil de travail instauré pour la jeunesse féminine.

Par ordonnance du 15 février 1938 est instituée l'année de service civil féminin. Les jeunes femmes non mariées de moins de 25 ans ne peuvent désormais être engagées comme ouvrières ou employées dans des administrations publiques et privées que s'il est établi, par les indications de leur livret de travail, qu'elles ont effectué un an au moins de travail dans l'agriculture ou dans le service ménager.

Mais le national-socialisme ne s'est pas contenté seulement de diriger vers la terre les jeunes gens de 20 à 30 ans ; il a voulu inculquer aux enfants de la ville le goût de la vie rurale, sachant que plus un être est jeune, plus il a de chance de s'adapter à un nouveau genre d'existence. Une loi prussienne du 28 mars 1934 crée, — à titre d'essai, — « L'année à la campagne » (LANDJAHR), réservée aux enfants des grandes cités, âgés de 12 à 13 ans, et ayant achevé leurs études. En 1935, 25.000 d'entre eux, provenant des centres usiniers les plus importants, sont envoyés pour un an dans des fermes où l'on espère, sinon leur inspirer la vocation paysanne, tout au moins les perfectionner moralement et physiquement en les employant aux travaux agricoles les moins ardues. La Landjahr est donc créée à la fois dans l'intérêt de la race et dans l'intérêt de la terre. L'essai ayant été satisfaisant, la loi prussienne a été étendue à toute l'Allemagne, et chaque année le nombre de petits citoyens qui bénéficient d'une « cure champêtre » va s'accroissant (45).

Parmi les autres mesures destinées à parer au manque de main-d'œuvre rurale, mentionnons l'utilisation pour des

(45) Renseignements fournis par l'Institut d'Allemand à Paris.

fins agricoles du service du travail du Reich (Reichsarbeitsdienst) (46).

En juin 1931 est créé le Service du Travail Volontaire dont le premier but est d'exécuter des travaux publics d'une utilité nationale, mais trop onéreux pour être effectués par une main-d'œuvre payée, et cela en utilisant les chômeurs qu'il faudrait de toutes façons entretenir. Il est organisé sur la base des engagements volontaires et groupe des jeunes gens de moins de 25 ans qui, tout en continuant de s'éduquer physiquement et moralement, doivent se livrer à des travaux d'utilité publique. Ces travaux sont le plus souvent du même genre que ceux prévus par les Grands Travaux avec une prédominance des entreprises d'amélioration foncière (dessèchement de marais, reboisement, établissement de nouveaux centres de colonisation, etc...).

Le 25 juin 1935, le gouvernement national-socialiste rend le service du travail obligatoire : tout allemand doit normalement entrer dans un camp de travail après sa 19^e année révolue et avant sa 25^e. Le contingent annuel, qui comprend environ 200.000 hommes, est incorporé en deux équipes fonctionnant chacune 6 mois, et occupées comme auparavant à des travaux de bonification des terres. Le camp de travail opère le dressage du travailleur manuel dont l'utilité est aussi grande que celle du soldat. On confie la pelle aux jeunes gens avant de leur confier le fusil. On leur fait sentir l'égalité de tous les citoyens, non pas seulement devant la défense nationale, mais aussi devant le travail national. Le service civil est un moyen puissant d'opérer la fusion des classes par la vie et le travail en commun, la meilleure façon de donner le goût du métier de la terre, — ou simplement la notion de son importance, — à des hommes qui auraient trop tendance à le diminuer. Ici réapparaît le désir de revivifier, au contact des réalités de la nature et des labeurs des champs, l'âme trop « urbanisée » de l'allemand.

(46) Cf. Pierre Reynaud, *op. cit.*, p. 214 et *Revue du Travail*, mars 1939, p. 474.

Cette préoccupation d'ordre moral, nous l'avons décelée dans toutes les réalisations du national-socialisme. Son œuvre entière baigne dans une atmosphère de mysticisme qui lui donne sa force. Chaque institution, de quelque nature qu'elle soit, comporte une part d'idéalisme civique et racial. Dans le domaine agricole, plus que dans tout autre, cette tendance triomphe. Le Nährstand exprime la nécessité de l'union dans l'effort et de l'abandon de l'égoïsme individuel au profit de l'intérêt commun, l'Erbhof est la manifestation d'un souci de pureté de sang et de cœur, auquel la Siedlung fait écho ; la Landhilfe et la Landjahr répondent au besoin de « désintoxication morale » des éléments urbains, et l'Arbeitsdienst au désir d'inculquer à tous les citoyens le sentiment de l'égalité dans la solidarité de la tâche manuelle. Il est incontestable que ce qui confère à ces diverses institutions leur intense climat spirituel, sous un aspect strictement économique, c'est justement le lien qui les rattache à la terre, à cette terre germanique au sein de laquelle l'Allemagne veut puiser l'énergie de sa régénération.

SECTION VII

Résultats obtenus

Le programme national-socialiste publié le 1^{er} février 1933 comporte ces mots : « Dans l'espace de 4 ans, le paysan allemand doit être arraché à la misère où il s'enfonce », et le Chancelier Hitler, la même année, s'écrie à la Tribune du Reichstag : « Le sauvetage du paysan allemand doit être réalisé à tout prix ».

La promesse a été tenue. En moins de 4 ans, la paysannerie allemande a été tirée des difficultés dans lesquelles elle se débattait en 1932. Nous savons qu'à cette époque l'agriculture endettée ne pouvait plus rétablir la situation ni renouveler son outillage, l'écart entre les prix des produits de la terre et ceux de l'industrie grandissant sans cesse en faveur de ces derniers. L'index du prix des denrées agricoles n'atteignait pas 80 % de celui de 1913,

tandis que l'index des prix industriels s'établissait à 11,3 %... (47). Il fallait donc assurer au paysan un prix suffisamment rémunérateur pour ses produits.

La revàlorisation des produits agricoles a été réalisée par le Nährstand, et l'agriculture, soutenue par l'Etat, encouragée par lui de toutes les façons, pécuniairement et moralement, est redevenue florissante. En 1939, le Maréchal Goering peut écrire en toute vérité : « Le paysan allemand « qui se trouvait encore sans droits il y a quelques mois, et « qui était menacé journellement de quitter sa ferme et « son foyer, est maintenant solidement réinstallé sur son « exploitation. Sa terre n'est plus une marchandise, arrachée aux mains des usuriers, elle est redevenue inviolable et sacrée » (48). La liberté de l'approvisionnement en denrées alimentaires (Nahrungsfreiheit) du Reich, condition de sa liberté politique, a été conquise du jour où la « Bataille de la Production » (Erzeugungsschlacht), équivalent allemand de la Bataille du Blé italienne, a été engagée à fond et gagnée grâce aux paysans appelés par le Führer : « les troupes de choc du plan de quatre ans ».

L'Allemagne produit en 1939 90 % des denrées alimentaires nécessaires à sa subsistance, alors qu'en 1912 elle n'en produisait que 75 %.

La valeur de la production agricole en 1932-1933 est de 8.730.000.000 de marks, et en 1938-39, de 13.500.000.000 marks. En 1937-38, la valeur de la production de lait dépasse de 100 millions de marks celle de charbon.

Les efforts les plus considérables ont porté sur la culture des céréales. Alors que la moyenne annuelle de production de blé pour la période de 1926-1932 est : 37.200.000 quintaux, elle est, pour la période 1933-1939 : 46.900.000 quintaux (49).

(47) Sur la situation de la paysannerie allemande en 1932, voir : Docteur KURT RITTER, « La crise agraire allemande » et Docteur Walter WEDDINGEN, « La crise économique allemande », *Revue Econ. Intern.*, janv. 1932, pp. 7 et suiv. et pp. 63 et suiv.

(48) Cf. Goering, *Renaissance de l'Allemagne*. Trad. franç., Paris, Sorlot, 1939, p. 127.

(49) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1939, p. 647 et *Ann. Statis. de France*, 1938, p. 279.

Le rendement à l'hectare est passé de 20,12 quintaux à l'hectare (période 1926-1932), à 22,60 quintaux à l'hectare (période 1933-1939) ; progression d'autant plus remarquable que sa base de départ est déjà très élevée (il est en effet beaucoup plus facile de passer, comme l'Italie, de 12,4 quintaux à l'hectare, à 16 en une période de 12 ans). 1.843.000 hectares sont emblavés en moyenne chaque année pendant la période 1926-1932, et 2.019.000 hectares pendant la période 1933-1939 (50).

Le seigle qui, pour l'alimentation allemande est aussi important que le blé, voit sa moyenne de production annuelle s'élever de 75.200.000 quintaux (période 1926-1932), à 79.600.000 quintaux (période 1933-1939) et son rendement passer de 15,91 quintaux à l'hectare à 17,38 quintaux. On assiste à des progressions du même ordre de grandeur pour l'avoine, l'orge et le méteil (51).

La culture des pommes de terre est en pleine ascension. La moyenne de production annuelle, qui atteint 41.010.000 tonnes (pendant la période 1926-1932), dépasse 50.000.000 de tonnes pendant la période 1933-1939. (Les récoltes de 1938 et de 1939, avec plus de 55.000.000 de tonnes chacune, détiennent le record) (52).

La betterave à sucre présente une progression similaire. Alors que la production n'est que de 9.790.000 quintaux en 1933, de 14.950.000 en 1936, elle est de 17.200.000 en 1938 et de 17.390.000 en 1939 (53).

Les cultures industrielles (oléagineuses et textiles) sont en accroissement sensible, que ce soit du point de vue de la superficie qu'on leur consacre ou de la production qu'elles procurent ; les cultures fourragères également. Citons comme exemple la production de graines de colza dont la moyenne annuelle passe de 165.000 quintaux (période 1928-1932), à 665.000 quintaux (période 1933-1938).

(50) *W. U. S.*, 1939, p. 538 et *Ann. Statis. Fr.*, 1938, p. 277.

(51) *W. U. S.*, 1939, p. 539 et *Ann. St. Fr.*, 1938, p. 283.

(52) *W. U. S.*, 1939, p. 676 et *Ann. St. de Fr.*, 1938, p. 298.

(53) *W. U. S.*, 1939, p. 676 et *Ann. St. de Fr.*, 1938, p. 372.

Les superficies cultivées couvrent 20.482.000 hectares en 1932 et 21.522.000 hectares en 1939 (54). On a le droit d'être étonné de ce que l'augmentation ne se traduise que par un peu plus d'un million d'hectares, quand on sait que le Gouvernement a entrepris la bonification de plusieurs millions d'hectares et quand on voit la production s'élever si rapidement. On trouve à cela deux explications : en même temps que de nouvelles terres sont consacrées à la culture par la bonification, d'autres lui sont enlevées par la création de nombreux et immenses terrains d'utilité publique : stades, camps de toutes sortes, aérodromes, autostrades, zones militaires, etc. (plus de 400.000 hectares ont été sacrifiés à des buts stratégiques). D'autre part, il faut remarquer que l'Allemagne est le type du pays à agriculture intensive, et comprendre que l'augmentation de la production provient avant tout d'une amélioration des méthodes de culture, c'est-à-dire d'une progression des rendements.

L'effort pour la conquête de l'indépendance en matière d'approvisionnement s'est également manifesté par un net accroissement du cheptel allemand.

On compte 18.471.000 bovins en 1930 et plus de 20 millions en 1939, 3.508.000 ovins en 1930 et plus de 5 millions en 1939. Le troupeau de porcs lui, demeure stationnaire à un chiffre très élevé (24 millions de têtes). La production de beurre annuelle est en moyenne de 387.000 tonnes (période de 1928-1932) et de 476.000 tonnes (période 1932-1938) ; celle de viande passe d'une période à l'autre de 3.147.000 tonnes à 3.528.000 tonnes.

Avant de clôre cette énumération fastidieuse de chiffres, nous voulons en citer deux autres qui — plus encore que les premiers — sont significatifs d'une reprise agricole intense. Ils concernent la fabrication des engrais (55).

Alors qu'en 1932 533.000 tonnes de scories de déphosphoration et 639.000 tonnes de superphosphates sont uti-

(54) *W. U. S.*, 1940, p. 413 et *Ann. St. de Fr.*, 1938, p. 282.

(55) Cf. *Ann. St. de France*, 1938, p. 371.

lisées, en 1938 les agriculteurs se servent de 2.500.000 tonnes de scories de déphosphoration et de plus d'un million de tonnes de superphosphates.

Il n'est pas besoin d'insister davantage pour prouver la rénovation de l'agriculture allemande.

Le succès du mouvement agraire allemand est complet dans le domaine économique pur. Il l'est également dans le domaine des idées, ou plus exactement des sentiments. Le Retour à une politique en faveur de la terre est total, il reçoit l'assentiment unanime et enthousiaste des citoyens du Reich. Il n'est pas un d'entre eux qui mette en doute la nécessité de retremper la race au contact de la terre, pas un d'entre eux qui ne rende un hommage fervent à la classe paysanne et qui ne reconnaisse la grandeur de sa tâche. Chaque Allemand est convaincu des vérités émises par le Chef des Paysans, Walther DARRÉ, et les répète après lui avec la même foi : l'Allemagne doit revenir à la terre, elle sera paysanne ou elle ne sera pas.

En 1939, elle est davantage paysanne incontestablement si l'on considère les chiffres de la statistique agricole. Elle ne l'a jamais été moins si l'on considère ceux de la statistique démographique. L'adhésion des cœurs, toute sincère qu'elle ait été, n'a pas été accompagnée de l'acte physique qui semble devoir en être l'aboutissement logique. L'Allemand n'a pas quitté la ville pour regagner la campagne. Il a exalté la beauté du labeur paysan, mais il a préféré sa tâche citadine, et il a continué à professer son amour des choses de la nature dans le fracas d'un atelier d'usine, se réservant de donner satisfaction à ses goûts champêtres par la pratique du camping et du sport en plein air à chacun de ses jours de congé. L'Allemagne — pas plus que les autres nations — et malgré la force exceptionnelle de sa doctrine, n'a réalisé un Retour des hommes à la terre.

On serait tenté de supposer le contraire quand on s'aperçoit que les 6 millions de chômeurs qui pesaient sur

l'économie du Reich en 1933 ne sont plus en 1939 que 300.000 à peine (56).

Comment ce chômage massif a-t-il été résorbé ? Est-ce la terre qui a rappelé à elle les sans-travail ? La Landhilfe a-t-elle provoqué chez des centaines de milliers de jeunes prolétaires la vocation rurale ? La vérité est tout autre.

Aussitôt installé au pouvoir, le National-Socialisme s'attaque au chômage par de multiples mesures de bon sens, telles que la réduction des heures de travail et la limitation du travail féminin. Il accorde des subventions directes ou indirectes à l'industrie qu'il libère de ses dettes. Il permet ainsi la réouverture de nombreuses usines arrêtées et la marche à plein rendement de celles qui fonctionnaient au ralenti. Il instaure la politique des Grands Travaux qui accaparent sur d'énormes chantiers des armées de travailleurs (57). La Landhilfe, le Service volontaire du Travail contribuent eux aussi à la diminution du chômage.

Au fur et à mesure que la vie économique reprend, les Landhilfer reviennent à la ville qu'ils n'ont quittée qu'à contre-cœur. Les débouchés s'offrent de plus en plus nombreux à la main-d'œuvre. La renaissance agricole a pour effet d'augmenter les commandes à l'industrie. A partir de 1935, le réarmement du Reich nécessite la création de nouvelles usines et l'appel à des dizaines et des dizaines de milliers d'ouvriers (58). En même temps, le service obligatoire du Travail est créé, suivi quelques mois plus tard, du rétablissement du service militaire.

Ce brusque appel à la main-d'œuvre, dû aux besoins nationaux, avec corrélativement le jeu des heures supplémentaires et des salaires plus élevés, provoque non plus seulement la diminution du nombre des Landhilfer et le

(56) On compte 6.014.000 chômeurs en 1933, 1.300.000 en 1936, 275.000 en 1939. Cf. B. I. T. *Ann. des Statistiques du Travail*, Genève, 1939, p. 43.

(57) Cf. R. Koenig, *La réduction du chômage en Allemagne par les travaux publics*. Paris, Pédone, 1937.

(58) La construction des fortifications de l'Ouest occupe 200.000 travailleurs à partir de 1936.

départ de ceux qui ont fini leur stage, mais un véritable exode rural qui prive la campagne d'authentiques paysans.

Ainsi, de 1933 à 1939, loin d'assister à un retour des hommes vers la terre, aussi prompt que l'est le mouvement de leur esprit vers les théories agraires, nous observons une accentuation de l'abandon des campagnes. Ceux qui quittent la terre sont, dans 90 % des cas, des ouvriers agricoles et non des paysans propriétaires (surtout depuis la création de l'Erbhof).

C'est ce qui explique la promulgation de deux lois, celles du 15 mai 1934 et du 28 août 1934 qui toutes deux tendent à enrayer les migrations ouvrières rurales vers les villes (59). La première donne au Président de la Reichsanstalt (c'est-à-dire de l'Office de Placement et d'assurance chômage) la faculté de prescrire que les ouvriers et les employés ne possédant pas leur domicile dans tel district qu'il désignera, ne pourront y être embauchés sans un permis spécial de l'Office du Travail. Il peut également décider qu'un travailleur qui aurait été occupé dans l'agriculture ne pourra être embauché sans une autorisation de l'Office du Travail dans un emploi non-agricole ; enfin, il lui est permis d'exiger le licenciement des ouvriers et employés qui — au cours des trois dernières années — auraient exercé un emploi agricole.

La deuxième loi prescrit que tous les ouvriers âgés de moins de 25 ans ne pourront être embauchés sans l'autorisation des Offices du Travail, et qu'ils devront être dirigés de préférence vers le Service du Travail et la Landhilfe.

La fuite de la main-d'œuvre agricole allemande explique aussi l'emploi de travailleurs étrangers dans les campagnes depuis 1938, la préférence étant accordée aux pays avec lesquels la balance des devises est la plus favorable. C'est ainsi qu'en 1939, grâce à un contrat collectif passé entre la « Confederazione fasciste dei Lavoratori dell'agri-

(59) Cf. Helmut Vollweiler, « La mobilisation de la main-d'œuvre en Allemagne », *Revue Intern. du Travail*, oct. 1938, p. 489.

coltura » et la Reichsanstalt, 60.382 ouvriers agricoles italiens sont venus seconder les paysans allemands (60).

Walther DARRÉ, promoteur d'un Retour à la Terre, doit songer d'abord à combattre l'exode rural. Il demande le concours sans réserve de toutes les organisations du Parti : association des femmes nationales-socialistes, jeunesses hitlériennes, ligue des jeunes filles, service obligatoire du travail, qui sont chargés de combattre la tendance néfaste. Le corps enseignant des campagnes est invité à éclairer les jeunes paysans sur l'importance de leur tâche villageoise, pour les dissuader de gagner l'usine.

Lors du Congrès annuel des Paysans Allemands en 1938, à Goslar, petite ville du Harz, érigée en capitale de la Paysannerie, le Reichsbauernführer est obligé de consacrer son discours à l'exode rural et à la lutte entreprise contre lui. Il exhorte les paysans à traiter de la façon la plus humaine et la plus familiale, les jeunesses hitlériennes qui font partie des équipes du service auxiliaire agricole (61) :

« J'adresse ici aux paysans un appel en faveur de cet effort des jeunesses hitlériennes qui se sont imposées la tâche de lutter contre la désertion des campagnes. Ce que cette jeunesse attend de vous, c'est de la compréhension, de la sympathie et un traitement juste. Elle est prête à affronter des tâches difficiles. Veillez à ce que tous les paysans dans les campagnes comprennent cet idéalisme, et intervenez sans pitié contre ceux qui ne croient trouver dans cette jeunesse qu'une main-d'œuvre facile à diriger et bon marché ». Le Chef des Paysans explique ensuite que l'intérêt de l'Allemagne est de voir se fixer au sol le plus grand nombre de ces jeunes gens

(60) On compte :

58.000	travailleurs agricoles étrangers en 1937 ;
120.000	— — — 1938 ;
200.000	— — — 1939.

(61) Discours prononcé le 24 novembre 1938 et recueilli par un membre de la Délégation française invité au Congrès, *Revue des Agriculteurs de France*, février 1939. « L'Agriculture allemande vue à Goslar », pp. 51 et suiv.

« et il déplore que « la dure réalité du travail agricole ne « convienne pas à tous ».

Puis, après avoir blâmé les femmes qui quittent la terre et rendu un hommage ému à celles qui persévèrent dans la vie rurale, il s'écrie : « C'est à elles que je « m'adresse pour qu'elles n'abandonnent pas leurs mères. « Comme le soldat ne montre sa vraie valeur qu'au « moment où il se rallie au drapeau, à l'instant du danger, « et qu'il le défend en première ligne, l'histoire jugera « notre jeunesse féminine rurale selon la façon dont elle « aura compris le devoir qu'elle doit remplir vis-à-vis de « la nation. Une jeune fille de vieille souche rurale qui, « pour vivre plus facilement, abandonne la ferme et ne « remplit pas son devoir vis-à-vis de la classe paysanne, « agit comme un soldat qui quitte le front pour s'assurer « à l'arrière une situation plus confortable et plus sûre « pendant la durée de la guerre. »

Ce sont là des paroles qu'on ne prononce que lorsque le péril est dans la maison. Walther DARRÉ doit se rendre à l'évidence : malgré tous ses efforts, des deux nécessités qui se heurtent, celle d'un Retour des hommes à la terre et celle d'un développement de l'industrie, c'est la deuxième qui l'emporte.

La population rurale allemande de 1933 à 1939 décroît ; le tableau suivant en fait foi :

	Population totale	Population rurale		Population urbaine
1933	66.030.000	21.620.000 — 32.8 %		44.410.000 — 67.2 %
1939	69.320.000	20.880.000 — 30.1 %		48.440.000 — 69.9 % ⁶²

Le phénomène de concentration urbaine s'accroît, puisque, dès maintenant, près de 70 % de la population allemande vit dans des communes de plus de 2.000 habitants.

(62) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, 1^{er} nov. 1940, « Stadt und Land im Deutschen Reich », p. 482.

La population agricole active a suivi une diminution correspondante :

En 1933, elle comprend 13.715.000 personnes (soit 20,8 % de la population active totale). En 1939, elle ne comprend plus que : 12.265.000 personnes (soit 18 % de la population active totale).

La perte s'élève donc à 1.450.000 personnes (sur lesquelles on doit compter 600.000 salariés agricoles) (63). Cette perte, plus que celle de la population rurale, traduit de façon manifeste la pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture allemande et la persévérance de l'exode rural.

De l'examen de ces chiffres on ne doit pas conclure à l'inopérance de la politique d'enracinement au sol pratiquée par Walther DARRÉ, on doit comprendre que sans elle, — dont la réussite est certaine, — l'exode rural se serait produit sur une échelle beaucoup plus grande, avec une ampleur infiniment plus inquiétante.

L'expérience agraire de l'Allemagne est pour nous une nouvelle et irréfutable preuve que la *fixation au sol* est plus facile à réaliser que le *Retour à la Terre*.

(63) Cf. *Wirtschaft und Statistik*, Recensement du 17 mai 1939, août 1940, p. 336.

CHAPITRE II

EN FRANCE

Pendant que la plupart des nations, proches ou éloignées de la France, se sentaient irrésistiblement poussées vers la terre, sous le coup de diverses nécessités, et pratiquaient une politique conforme à leurs besoins, quelle a été l'attitude adoptée par la France ? A-t-elle cédé aux mêmes mobiles d'action ou au contraire s'est-elle retranchée dans une indifférence de principe ? La vérité nous dicte une réponse sévère : la France s'est trouvée aux prises avec des nécessités analogues à celles des Etats voisins, mais seule elle a prétendu ne pas s'y soumettre, se condamnant ainsi à une soumission future plus complète.

SECTION I

Nécessités d'un Retour à la Terre auxquelles la France n'a pas obéi de 1919 à 1939

Au lendemain de la guerre 1914-1918, la France avait une œuvre immense de redressement économique à accomplir. Elle s'y attela dans l'euphorie de la victoire et s'achemina délibérément vers une erreur de base : elle accorda la priorité incontestée à l'industrie et négligea son agriculture. Elle ne faisait en cela qu'imiter toutes les autres nations européennes pratiquant alors un suréquipement industriel national, que semblait justifier le désir de rattraper le retard dû à l'état de guerre précédent. Mais du jour où elle fut mise en présence des réalités nouvelles issues de la crise mondiale, elle ne fut pas capable de tirer la leçon qu'elles comportaient, et, laissant à ses voisins le soin de tenter les expériences salutaires, elle persista complaisamment dans son erreur.

Et pourtant, elle n'était pas épargnée par la crise ; sa structure économique et sociale subissait l'inévitable dérè-

glement imposé par la conjoncture mondiale, les mêmes maux appelaient les mêmes remèdes, et le Retour à la Terre se présentait pour elle comme une triple nécessité, à la fois économique, politique et morale.

§ 1. — NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE D'UN RETOUR A LA TERRE

Autant que les individus, les nations ont des aptitudes naturelles plus ou moins grandes pour telle ou telle forme d'activité. Il est indéniable que, par destination, la France est une nation où l'agriculture doit tenir, sinon la première place, tout au moins une place de choix. Son économie doit trouver dans sa production agricole le fondement de sa prospérité avant de le demander à sa production industrielle. « Dans l'ancienne France, la prééminence de l'agriculture comme forme de travail et de richesse est une idée de sens commun. Voyez le sens expressif que prend pour le peuple de France le mot héritage, il se matérialise dans la terre » (1). Napoléon l'avait compris quand il écrivait : « l'Agriculture doit être l'âme, la base première de l'Empire » (2).

La France est une privilégiée de la nature : elle présente la plus grande diversité de sols et de climats, elle permet toutes les cultures et tous les modes d'exploitation.

Ce mélange de plaines, de coteaux et de montagnes que découpent dans tous les sens les bassins de cinq grands fleuves et qu'arrosent des centaines de rivières et des milliers de ruisseaux, comme les veines arrosent le corps humain, ces immenses herbages de la côte occidentale, ces forêts séculaires des montagnes de l'Est, ces riches vignobles de la Bourgogne et du Languedoc, ces oliviers et ces orangers de la Provence, ces plaines innombrables où flottent les moissons dorées, cette réunion sous les mêmes lois de tous les climats et de tous les peuples, ce résumé des Pays-Bas et de l'Espagne, de l'Angleterre et de la Suisse, de l'Allemagne et de l'Italie, cet assemblage de toutes les diversités, c'est la terre de France.

(1) Vidal de la Blache, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, 1910, p. 384.

(2) *Mémoires de Sainte-Hélène*.

La sagesse la plus élémentaire commande aux Français, en dehors de toute considération sentimentale, et du strict point de vue de leur intérêt bien compris, de ne pas la négliger, cette bonne terre de France, si fertile, source de revenus si considérables, elle leur commande de lui apporter tous leurs soins et de la ménager, comme on ménage un bien aussi précieux qu'irremplaçable.

La sagesse fait entendre sa voix, mais les Français ne l'écoutent pas. Ils abandonnent la terre. L'exode rural se précipite à un rythme accéléré.

La population agricole fond irrémédiablement.

En 1866, on compte 47,9 % d'agriculteurs sur la population active totale ; en 1906, on n'en compte plus que 42,7 % ; et en 1931, 35,6 % (3) (soit 7.375.734 personnes sur 20.800.137). Corrélativement, la proportion de personnes occupées dans l'industrie et le commerce passe de 37,1 % en 1866, à 52,1 % en 1931.

Le tableau suivant exprime nettement la progression de certains éléments de la population active et la décroissance des autres.

*Répartition de 1.000 personnes actives
par grandes catégories (4)*

	1886	1896	1906	1926	1931
Agriculture, forêts, pêche	479	449	427	383	356
Industrie et transport	307	337	349	386	392
Commerce	64	87	100	118	129
Professions libérales et services publics	66	79	78	77	86
Domestiques	84	48	46	36	37
	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000

(3) Les statistiques officielles font rentrer la pêche dans la même rubrique que l'agriculture. Les pourcentages indiqués comprenant les pêcheurs, la part de l'agriculture est donc encore plus restreinte.

(4) Tableau emprunté à l'ouvrage, classique en matière de démographie française, *La Population de la France* (Paris, Hachette, 1936, p. 60), par MM. Huber, Bunle et Boverat.

Si l'on compare le nombre des exploitations agricoles en 1892 et 1929, on s'aperçoit de la diminution considérable des exploitations de petite superficie, ainsi qu'il ressort de l'examen des chiffres fournis par la dernière enquête agricole décennale (5).

Catégories	Nombre en 1892	Nombre en 1929	Diminution ou augmentation
Au-dessous de 1 ha ..	2.235.405	1.014.731	— 1.220.674
de 1 à 10 ha	2.617.558	1.863.867	— 753.691
de 10 à 100 ha	816.509	1.055.364	+ 202.855
au-dessus de 100 ha ..	33.280	32.468	— 812
Totaux	5.702.752	3.966.430	— 1.736.322

Plus de 1.700.000 *familles* paysannes ont disparu dans une période de 37 années. La chute porte d'abord sur les ouvriers agricoles propriétaires de leur maison avec un jardin ou un petit champ (1.220.674) et sur les très petits exploitants (753.691). Ce sont eux surtout que l'industrie et les grandes administrations ont enlevés à la terre. Les maisons ont été abandonnées (6) et les terres délaissées ont été incorporées aux exploitations voisines qui ont accru leur étendue. C'est ce qui explique que le nombre des exploitations de 10 à 100 hectares ait augmenté de 202.855 unités. « On est arrivé ainsi à une sorte de remembrement automatique par la mort » (7).

L'abandon des campagnes ne s'est pas manifesté seulement par la diminution de la population agricole, mais aussi par celle de la population rurale, c'est-à-dire, de la population vivant dans les agglomérations de moins de 2.000 habitants (se référer au tableau de la page 221) (8).

(5) Cf. *Statistique agricole décennale* de 1929. Paris, Impr. Nat., pp. 482 et suiv.

(6) De 1919 à 1929, 7.569 maisons rurales ont été vidées définitivement de tout occupant.

(7) Cf. Paul Caziot, « L'Agriculture devant les problèmes sociaux », *Revue des Agriculteurs de France*, avril 1934, p. 154.

(8) Cf. Les recensements quinquennaux officiels de la population française.

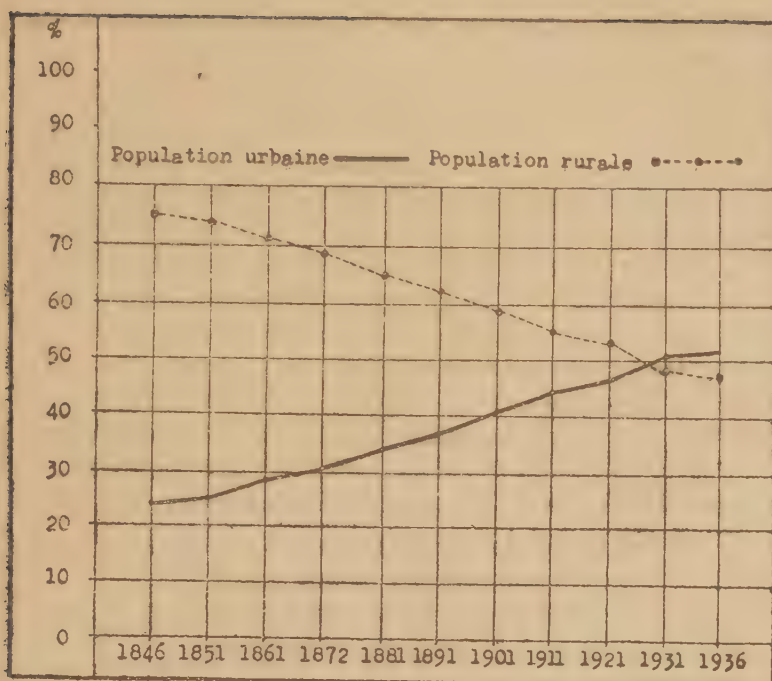
Jusqu'en 1921, la masse rurale diminue. De 1921 à 1931, les deux masses s'équilibrent à peu près. A partir de 1931, la masse urbaine prend la tête et acquiert en cinq ans une avance de 2 millions d'individus. Si le recensement quinquennal de 1941 avait lieu, il confirmerait l'augmentation rapide de la population des villes et la diminution de celle des campagnes. Le plus inquiétant, ce n'est pas d'assister à la progression de la concentration urbaine, phénomène normal dans une nation civilisée comme la France, mais d'enregistrer une régression des éléments ruraux. On pourrait en effet concevoir une extension des cités, sans perte des villages, ou même avec un accroissement de leur population (comme cela se produit aux U. S. A.). Les deux courbes, l'une montante, l'autre descendante, des éléments urbains et ruraux de la France, prouvent que les villes de chez nous ne se contentent pas d'entretenir leur existence avec un apport paysan, mais qu'elles privent peu à peu de vie les campagnes. En somme, la France n'est plus capable démographiquement d'assurer le renouvellement vital de ses cités sans diminuer d'autant la vitalité de ses campagnes.

C'est cette situation angoissante que met en évidence, avec une impitoyable clarté, le graphique que nous reproduisons ci-contre (9).

Après la saignée de la guerre 1914-18 qui coûte à la France 1.500.000 hommes, parmi lesquels plus d'un million sont des ruraux, la terre, plus que jamais, a besoin de travailleurs. Mais loin de favoriser le recrutement de la main-d'œuvre dans l'agriculture, l'Etat semble encourager l'abandon des campagnes par sa politique d'industrialisation inconsidérée qui attire les paysans vers les cités.

De 1930 à 1939, le chômage industriel libère une moyenne annuelle de 400.000 individus, qui préfèrent toucher une modeste allocation plutôt que de regagner leur village, où le travail leur paraît trop dur ; et l'Etat

(9) Graphique dressé à l'aide de renseignements statistiques contenus dans « La Population de la France », *op. cit.*, p. 30 et dans l'*Annuaire statistique de France*, 1938, p. 4.



Années	POPULATION (en milliers d'habitants)		POURCENTAGE	
	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale
1846	8.647	26.755	24,4	75,6
1851	9.135	26.648	25,5	74,5
1861	10.790	26.597	28,9	71,1
1872	11.235	24.868	31,1	68,9
1881	13.097	24.576	34,8	65,2
1891	14.311	24.032	37,4	62,6
1901	15.957	23.005	40,9	59,1
1911	17.509	22.097	44,2	55,8
1921	18.205	21.004	46,4	53,6
1931	21.421	20.414	51,2	48,8
1936	21.971	19.935	52,4	47,6

négligent ne tente pas le moindre effort pour les orienter officiellement vers un sol dont la fécondité risque d'être perdue faute de bras.

Si, dans certains pays d'Europe, à cette époque, les hommes manquent de terre, en France, c'est la terre qui manque d'hommes. Et le problème n'est pas moins grave.

Le machinisme remplace beaucoup d'ouvriers, mais il ne peut tout faire. L'agriculture française est obligée de faire appel aux travailleurs étrangers. Les uns s'engagent comme salariés dans les grosses exploitations, les autres se fixent avec leurs familles — et pour leur propre compte — sur les terres abandonnées par les Français. En 1939, il y a déjà plus de 650.000 hectares (soit la superficie d'un grand département) exploités par une direction étrangère.

Le nombre des étrangers, très variable suivant les régions, fait apparaître quatre grands centres :

- Nord et Bassin parisien (Belges et Slaves) ;
- Jura et Savoie (Suisse et Italiens) ;
- Midi méditerranéen (Espagnols et Italiens).
- Midi aquitain (Espagnols et Italiens).

En 1939, dans 150 communes, les étrangers constituent la majorité de la population. Il en est où aucun citoyen français n'a cette qualité depuis plus de trois générations ; il en est même où la totalité du sol est cultivée par des étrangers et où, pratiquement, on ne trouve plus d'ouvriers agricoles français, soit comme spécialistes (vachers, bergers, bûcherons), soit comme manœuvres. A cette époque, on compte plus de 300.000 étrangers cultivant notre sol (10).

Mais, malgré cette aide — combien humiliante — apportée par la main-d'œuvre étrangère, la terre de France voit chaque année diminuer sa superficie cultivée.

En 1789, d'après les évaluations d'Arthur YOUNG (11),

(10) Sur la question de la main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture, voir l'enquête du Conseil Universitaire de la recherche sociale, *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française*, par Albert Demangeon et Georges Mauco. Paris, Hermann, 1939.

(11) Cf. Arthur Young, *Voyage en France en 1787, 1788 et 1789* », traduction Henri Sée, Paris, A. Colin, 1931, t. I.

les surfaces arables recouvraient 25 millions d'hectares, et en 1866, d'après celles de la Société Centrale d'Agriculture de France (12), elles en recouvraient 26 millions.

En 1922, le domaine de la charrue ne s'étend plus qu'à 22.435.168 hectares et en 1938, il est réduit à 20.196.243 hectares.

En 1892, les prairies naturelles et les terres de pacage artificiel s'étendent sur 6.213.444 hectares ;

en 1922, sur 10.887.770 hectares, et

en 1938 sur 11.776.277 hectares (13).

La transformation des terres arables en herbages est due à la pénurie de main-d'œuvre, au désir de gain plus facile et à l'abandon des terres médiocres qui retournent peu à peu à la lande primitive.

Alors qu'en 1889, on compte seulement 3.889.000 hectares de terres incultes, on en compte 4.656.690 en 1922.

Chaque nouvelle statistique accuse une augmentation de ces étendues stériles :

5.663.552 hectares en 1937

5.679.579 hectares en 1938

Au moment où les grandes puissances européennes s'efforcent de conquérir sur la nature les moindres parcelles de leur sol, même le plus ingrat, pour les exploiter au maximum, la France laisse sciemment tomber en friches des terres cultivées depuis le Moyen-Age. Comment lui demander de « bonifier » son territoire inculte, puisqu'elle n'est même pas capable de sauvegarder ses étendues arables ? Et pourtant le jour où elle se déciderait à pratiquer une politique agraire d'envergure, de vastes possibilités de nouvelle productivité s'offriraient à elle, car elle possède encore — tout ignoré que cela soit — plus de 500.000 hectares de terres à récupérer sur des eaux en partie stagnantes (ce qui correspond à la superficie d'un grand département).

(12) Cf. L. de Lavergne, *Economie rurale de la France depuis 1789*, 3^e éd. 1866.

(13) Chiffres extraits des Statistiques agricoles annuelles, 1922 et 1938, op. 8 et 9.

Cette désaffectation systématique du sol se traduit par un déficit de la balance commerciale, dû presque uniquement au déficit de la balance agricole, alors que la France devrait normalement, grâce à son agriculture, connaître un large excédent d'exportations (14). Nous avons déjà rencontré cette anomalie dans le cas de l'Italie, nation à base agricole dont la pauvreté du sol était une excuse. La France, elle, privilégiée de la nature, ne peut fournir aucune justification.

La preuve de ce que nous avançons, nous la demanderons aux chiffres fournis par les Tableaux généraux du Commerce Extérieur les plus récents, c'est-à-dire ceux de 1937 et de 1938 (15).

		Importations	Exportations	Solde
1937	Ensemble du commerce			
	extérieur	42.315	23.935	— 18.380
	(<i>en millions de francs</i>)			
	Produits agricoles (16)	22.242	7.408	— 14.834
1938	Ensemble du commerce			
	extérieur	46.064	30.590	— 15.474
	Produits agricoles	20.526	7.105	— 13.421

Ainsi, en 1937 et en 1938, les déficits de la balance commerciale atteignent respectivement 18.380 millions et 15.474 millions de francs, sur lesquels 14.834 millions en 1937 et 13.421 millions en 1938 proviennent du déficit de la balance agricole.

Quand on étudie le détail du déficit de la balance agricole, on s'aperçoit qu'il est dû, dans une proportion de

(14) Cf. les conclusions adoptées par le Conseil National Economique dans sa session des 30 et 31 janvier 1939 consacrée à « la politique agricole destinée à réduire le déficit de la balance commerciale », pp. 14 et suiv.

(15) Le Tableau du Commerce Extérieur 1939 n'a pas paru. D'ailleurs, étant donné l'état de guerre, les chiffres n'auraient pas eu la même valeur que ceux de 1937 et 1938, années normales.

(16) On entend par produits agricoles les produits alimentaires et les matières premières d'origine agricole nécessaires à l'industrie.

80 %, à un excédent d'importation de six variétés de produits que notre sol pourrait aisément procurer, pour peu qu'on le lui demande rationnellement.

<i>Variétés de Produits</i>	<i>Déficit</i> (en millions de frs.)	
	1937	1938
Textiles végétaux	2.714	3.366
Textiles animaux	1.099	1.372
Graisses alimentaires et produits oléagineux	2.296	2.150
Céréales	1.579	1.728
Vins	1.646	2.432
Fruits, légumes, pommes de terre ..	1.524	1.599
Totaux	10.858	12.647

Le lin et le chanvre couvraient plus de 200.000 hectares en 1860 ; ils n'en occupent plus que 10.000 en moyenne de 1925 à 1935. Les personnalités compétentes estiment pourtant que la culture des plantes textiles pourrait s'étendre progressivement jusqu'à 500.000 hectares et même davantage (17). Il en résulterait pour notre agriculture une augmentation de pouvoir d'achat de plusieurs milliards, abandonnés sans raison à l'étranger. La sériciculture elle-même pourrait, à notre immense avantage, regagner le terrain qu'elle a perdu depuis 1880, époque à laquelle elle employait 170.000 sériciculteurs (contre 10.000 en 1939).

La destruction de notre troupeau ovin explique en grande partie nos importations massives de laines australiennes. Il groupait 32 millions de têtes en 1872, 16 millions en 1913 et 9.872.000 en 1938.

Le déficit qui porte sur les produits oléagineux n'a pas d'autre cause que la disparition quasi totale de nos cultures

(17) Cf. Marcel Braibant, *L'Agriculture française*. A. Colin, Paris, 1936, pp. 56 et suiv.

d'œillette, de colza et de navette, qui ne recouvrent plus en 1938 que 2.993 hectares et ne produisent plus, avec l'aide chaque année plus réduite des oliviers, que quelques 50.000 quintaux (au lieu de 500.000 quintaux en Espagne, et de 300.000 quintaux en Italie).

Alors que les besoins annuels de la consommation française réclament 90 millions de quintaux de blé

(soit 78 millions pour l'alimentation humaine,

10 — pour les semences,

2 — pour la consommation animale) (18),

la terre de France, de 1920 à 1938, produit tout juste une moyenne annuelle de 80 millions de quintaux. Depuis 1913, les paysans ont réduit de 20 % les superficies emblavées :

6.542.000 hectares en 1913

5.050.000 — 1938

et le rendement moyen à l'hectare, malgré le chiffre exceptionnellement élevé de 1938 (19,41) ne dépasse pas 14,76 quintaux (19).

Quant à la production de vin, elle est excédentaire, et le déficit massif que nous remarquons provient seulement d'une organisation défectueuse du marché, que la compétition coloniale entretient.

Nous ne pouvons en dire autant de la production de fruits, légumes et pommes de terre qui est insuffisante et n'a aucun motif de l'être. La négligence des Français permet aux produits des jardins étrangers d'envahir le pays dont la nature consentait à faire le Jardin de l'Europe.

La conclusion qui se dégage de ce court examen de la production agricole, c'est qu'au lieu d'être une source de perte, elle pourrait et devrait être la base florissante du commerce français et assurer la plus grosse part des revenus nationaux.

(18) D'après un Rapport officiel du Ministère de l'Agriculture cité par Marcel Braibant, *op. cit.*, p. 33.

(19) Chiffres provenant de l'*Ann. Statistique Agricole*, 1938, et de l'ouvrage de M. Roger Picard, *Questions actuelles d'économie rurale*. Sirey, Paris, 1939, pp. 25 et suiv.

Les bénéfices de l'exportation agricole sont en effet les plus intéressants, car ce sont des « bénéfices nets ». L'exportation agricole a cet avantage d'être tout profit pour le pays exportateur. Le produit qui sort de la terre ne doit rien à personne, et la valeur qu'il représente entre tout entière dans la caisse du pays producteur. Au contraire, le produit industriel est fabriqué le plus souvent avec des matières premières étrangères, qu'il faut d'abord payer et dont on doit déduire la valeur, au moment où se liquide l'opération.

De 1919 à 1939, la France présente donc l'aspect paradoxal d'une nation aux possibilités terriennes infinies, qui laisse sa population rurale s'amenuiser et son déficit agricole s'accroître. Un Retour à la Terre est pour elle une évidente nécessité économique.

§ 2. — NÉCESSITÉ POLITIQUE D'UN RETOUR A LA TERRE

A partir de 1930, au moment où — sous l'effet de la tension européenne accrue — les nations qui entourent la France envisagent avec prudence toutes les perspectives, y compris celle de la guerre, et ayant prévu le pire, s'ingénient à se prémunir contre ses résultats éventuels ; au moment où les peuples précautionneux se replient sur eux-mêmes pour tâcher d'adapter leur consommation à leur production en tirant parti de toutes les ressources de leur sol, la France, seule, persiste dans ses errements et prétend s'exempter sans risque de l'effort vers l'autarcie.

L'autarcie, pense-t-elle, est une arme réservée aux nations dépourvues de colonies. Cette affirmation officielle perd une partie de sa valeur quand on lui oppose la rigueur des chiffres. On s'aperçoit, en effet, que de 1930 à 1938, les importations agricoles massives de la France ne proviennent même pas pour la moitié de ses colonies. Le plus important fournisseur reste l'étranger (20).

Et même, si la France est capable de constituer une

(20) Voici l'exemple de 1934 : la France importe de l'étranger des produits agricoles pour une valeur de 7.646 millions de francs. elle en importe des colonies pour une valeur de 5.443 millions de francs. De 1930 à 1939, les années nous fournissent toutes des rapports numériques comparables.

autarcie dans le cadre de l'Empire, au moyen d'une coopération judicieuse basée sur les facultés complémentaires de la métropole et des colonies, on est en droit de se demander si son indépendance de ravitaillement pourra être maintenue totale en cas de conflit. L'Angleterre, qui possède le premier empire colonial et la première flotte du monde, lui donne à partir de 1932 l'exemple de la prévoyance en réorganisant son agriculture nationale dans le but de se libérer au maximum d'un blocus toujours possible.

Mais la France ne suit pas cet exemple ; elle ne cherche pas à obtenir de sa terre une production supérieure ; elle demeure obstinément tributaire de l'étranger et de ses possessions d'outre-mer pour son approvisionnement. Cette obligation de demander à d'autres sols le complément de sa subsistance, obstacle à une complète liberté d'action politique, ressort des chiffres que nous avons cités dans le paragraphe précédent, à propos du déficit de la balance commerciale française.

Mais plus encore que les déficits pécuniaires, les excédents d'importation exprimés en unités de poids manifestent l'allégeance économique dans laquelle la France se trouve reléguée du fait de son inertie en matière agricole.

Parmi les produits alimentaires, citons les moyennes d'importation et d'exportation annuelles de ceux qui sont le plus nécessaires à la vie d'une nation, en mettant en exergue les chiffres d'importation excédentaires.

Moyenne annuelle 1930-1938 (21)

Variétés de produits	Quantités (en milliers de quintaux)		Excédents d'importations
	Exportées	Importées	
Céréales	4.350	22.045	17.695
Fruits	1.078	6.849	5.771
Légumes et pommes de terre..	1.859	5.037	3.178
Sucres	2.534	3.600	1.066
Produits oléagineux	182	13.005	12.823
Viande	41	461	420

(21) Tableau dressé à l'aide des chiffres fournis par la *Statistique Agricole annuelle*, 1938. Ministère de l'Agriculture, 1939, pp. 220-221-224-225.

Ainsi, de 1930 à 1938, la France doit, pour se nourrir chaque année, réclamer à d'autres sols que le sien, et certainement moins fertiles que lui :

- 17.695.000 quintaux de céréales ;
- 5.771.000 quintaux de fruits ;
- 3.178.000 quintaux de légumes et pommes de terre ;
- 1.066.000 quintaux de sucre ;
- 12.823.000 quintaux de produits oléagineux ;
- 420.000 quintaux de viande.

Elle importe également chaque année, de 1930 à 1938, 180.000 quintaux de chanvre qu'elle pourrait se procurer sur place. Les tableaux et les graphiques que nous reproduisons ci-dessous indiquent les déficits annuels en poids et en valeurs provenant de l'importation de produits alimentaires de 1919 à 1938. Ils synthétisent la lacune agricole persistante de notre économie.

A supposer qu'une mobilisation vienne accaparer la main-d'œuvre rurale de la France et réduise ses superficies cultivées, en même temps que ses rendements, nous verrons les chiffres que nous venons de citer, et qui correspondent à ses besoins vitaux en temps normal, doubler, ou même tripler automatiquement (l'expérience de la guerre 1914-1918 le prouve). La France devra recourir à une importation de plus en plus exigeante.

Mais si cette augmentation des besoins d'approvisionnement coïncide avec une restriction des possibilités de ravitaillement, due à un blocus terrestre ou maritime, à quelles privations la France imprévoyante n'est-elle pas exposée ?

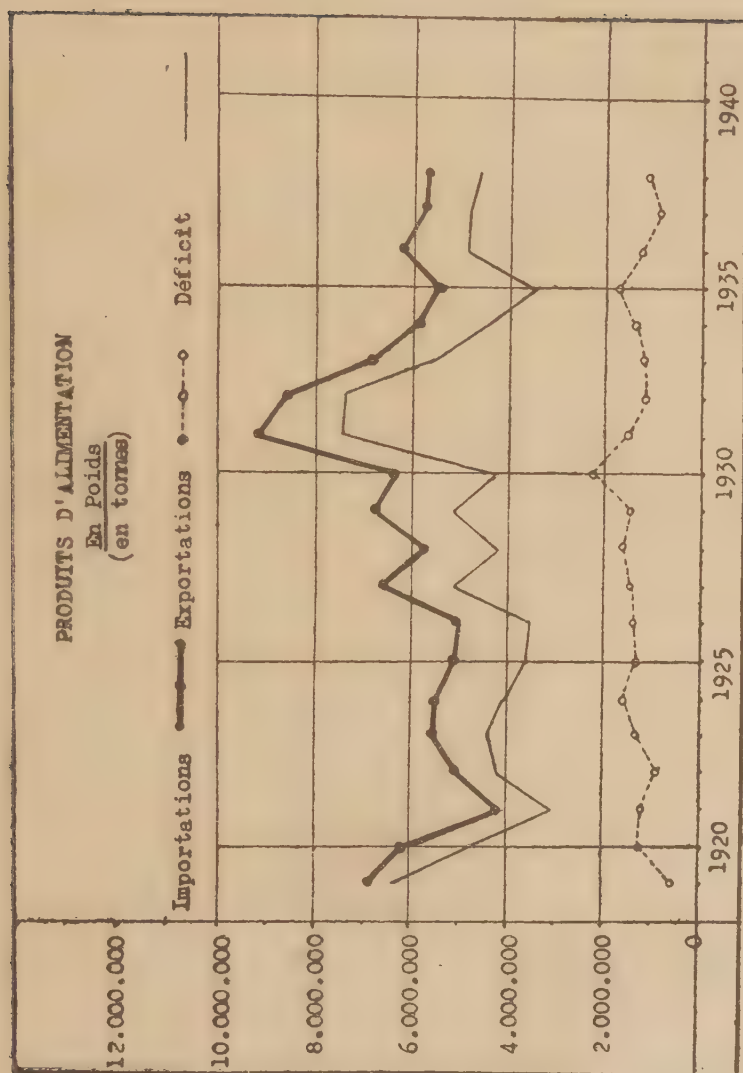
Le meilleur moyen pour elle d'écarter ce péril éventuel est d'accorder à sa terre les faveurs qu'elle mérite, et d'obtenir dès maintenant un accroissement de sa production agricole.

PRODUITS D'ALIMENTATION (22)

EN POIDS
(tonnes)

<u>Années</u>	<u>Importations</u>	<u>Exportations</u>	<u>Déficit</u>
1919	6.981.415	529.902	6.451.513
1920	6.195.261	1.257.615	4.937.646
1921	4.268.470	1.222.243	3.046.227
1922	5.090.515	947.447	4.143.068
1923	5.690.456	1.313.694	4.376.762
1924	5.687.263	1.633.802	4.053.451
1925	5.142.930	1.390.209	3.752.721
1926	5.073.278	1.423.105	3.650.173
1927	6.606.361	1.436.650	5.169.711
1928	5.824.913	1.682.842	4.142.071
1929	6.712.054	1.513.227	5.198.827
1930	6.375.996	2.144.400	4.231.596
1931	9.101.676	1.601.846	7.499.830
1932	8.627.975	1.167.276	7.460.699
1933	6.897.986	1.210.416	5.687.570
1934	5.938.604	1.455.386	4.483.218
1935	5.495.750	1.822.768	3.672.982
1936	6.228.024	1.276.587	4.951.437
1937	5.867.945	959.413	4.908.532
1938	5.851.566	1.177.950	4.673.616
	<u>123.658.428</u>	<u>27.166.778</u>	<u>96.491.650</u>

(22) Chiffres extraits des tableaux du commerce extérieur, 1925 (pp. 64-65) ; 1932 (p. 55) ; 1938 (p. 57).

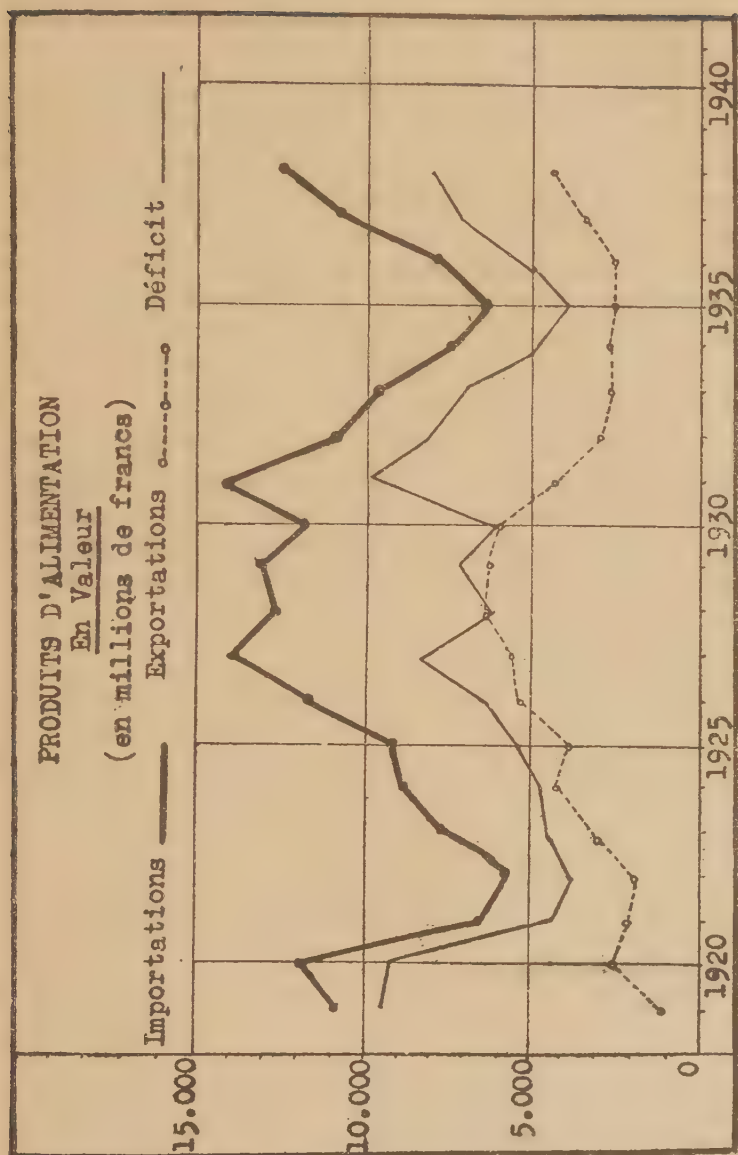


PRODUITS D'ALIMENTATION (23)

EN VALEUR
(en millions de francs)

Années	Importations	Exportations	Déficit
1919	10.704	1.190	9.514
1920	11.874	2.612	9.262
1921	6.520	2.070	4.450
1922	5.741	1.882	3.859
1923	7.541	3.140	4.401
1924	8.971	4.154	4.817
1925	9.215	3.785	5.430
1926	11.612	5.286	6.326
1927	13.947	5.560	8.387
1928	12.611	6.317	6.294
1929	13.167	6.077	7.090
1930	11.822	5.885	5.937
1931	14.001	4.301	9.700
1932	10.979	2.920	8.059
1933	9.604	2.543	7.061
1934	7.483	2.584	4.899
1935	6.263	2.473	3.790
1936	7.796	2.477	5.319
1937	10.736	3.373	7.363
1938	12.491	4.393	8.098
	203.078	73.022	130.056

(23) Chiffres extraits des tableaux du commerce extérieur : 1925 p. 55, 59), 1932 (p. 43), 1938 (p. 45).



L'indépendance politique d'une nation n'est pas seulement facteur de ses moyens de production, elle l'est aussi de sa puissance numérique.

« L'homme vaut par le nombre ; plus une société est « nombreuse, plus elle est puissante pendant la paix, plus « elle est redoutable dans le temps de guerre » a pu écrire DIDEROT (24). Nous n'insisterons pas sur le lien qui subordonne une politique forte à une population abondante, nous l'avons suffisamment mis en évidence en étudiant la nécessité politique d'un Retour à la Terre en Italie ; nous nous contenterons ici de prouver que la France entre 1919 et 1939 aurait dû — plus que toute autre nation — obéir à une semblable nécessité.

Alors que le royaume français au XVIII^e siècle comptait autant d'habitants que l'Europe Centrale et l'Angleterre réunies, alors que dans la première partie du XIX^e siècle il stagne avec environ 40 millions de Français vieillissants en face de nations jeunes et d'une natalité florissante (25).

De 1800 à 1910,

L'Allemagne	augmente sa population de	160 %
La Gde-Bretagne	—	300 %
La Norvège	—	170 %
L'Italie	—	90 %
La France	—	47 %

De 1880 à 1930,

L'Allemagne	augmente sa population de	42 %
L'Italie	—	45 %
La Gde-Bretagne	—	54 %
L'Espagne	—	42 %
La France	—	6.5 % (26)

(24) *Encyclopédie*, article « Hommes ».

(25) En 1650, la population de la France était 1/5^e de celle de l'Europe. En 1936 la proportion est de 8 %.

(26) Ces pourcentages empruntés à Harold von Posadowsky-Wehner, *Das Bevölkerungsproblem in Frankreich*. Thèse, Leipzig, Hirzel, 1939.

La population totale française qui est de :

27.349.000	en 1801
35.783.000	en 1851
38.843.000	en 1891
n'est que de 41.980.000	en 1939 (27).

Le taux de natalité effective (28) diminue d'une façon continue :

En 1851,	il s'élève à 319,
En 1861,	— 260,
De 1931 à 1935,	— 165,
En 1936,	— 150 (29)

Au début du xix^e siècle, on enregistre une moyenne annuelle de 925.000 naissances d'enfants vivants.

De 1861 à 1865	cette moyenne s'élève à	1.005.000
— 1876 à 1880	— — —	994.000
— 1931 à 1939	— — —	640.000

Si de 1921 à 1931 la population s'accroît péniblement de 2.551.000 personnes, il faut y voir surtout l'effet de l'apport étranger. La France est le pays d'Europe qui compte le plus d'étrangers. En 1931, il y a 88 naturalisés pour 10.000 habitants, et 2.891.000 étrangers en résidence habituelle.

De 1931 à 1939, on assiste à une progression insignifiante de 145.000 âmes (de nombreux étrangers ayant regagné leur patrie en présence de la crise). Si une situation semblable se maintient, la France en 1986 doit avoir 7 millions d'habitants en moins, l'excédent des décès sur les naissances devant s'élever à 112.000 en 1946, à 178.000 en 1965 et à 207.000 en 1985 (30).

La France réclame donc d'urgence une politique de

(27) Chiffres fournis par les recensements quinquennaux de la population, sauf celui de 1939 indiqué par l'*Ann. Statistique de la S. D. N.*, 1939, p. 18. L'accroissement de 1891 à 1939 est d'autant plus faible qu'entre temps le retour de l'Alsace-Lorraine à la France lui a apporté 1.559.000 habitants.

(28) On appelle taux de natalité le nombre d'enfants déclarés vivants par 10.000 habitants.

(29) Cf. *La Population de la France*, p. 80.

(30) Cf. Boverat, *Comment nous vaincrons la dénatalité*. Ed. de l'Alliance Nationale contre la dépopulation, 1939, p. 8.

natalité à outrance si elle ne veut pas être précipitée dans une décadence catastrophique. Or, qui veut favoriser la natalité doit favoriser la classe paysanne, car en France, comme dans tous les autres pays, la natalité est supérieure dans les campagnes. C'est ce qui ressort clairement d'une étude approfondie de l'état démographique des 31 départements français les plus ruraux (ceux où l'on rencontre 50 % de cultivateurs).

Le taux de reproduction net pour ces 31 départements est de 101, c'est-à-dire que 100 femmes mettent 101 filles au monde pour les remplacer, alors que le taux pour la France entière est de 94, et le taux urbain de 55 (31).

Déjà, à la fin du XIX^e siècle, le célèbre statisticien français LEVASSEUR avait prouvé, avec chiffres à l'appui, que les campagnes étaient beaucoup plus fécondes que les villes (32). Ses conclusions ont été reprises en 1936 par les spécialistes les plus qualifiés (33) qui se sont prononcés formellement contre les effets déplorables de l'exode rural sur la démographie française : « Ce mouvement des campagnes vers les villes a entraîné de fâcheuses conséquences du point de vue de la natalité, plus élevée dans les campagnes que dans les villes, et de la mortalité. Il a contribué pour une part non négligeable à l'abaissement de la fécondité qui a placé la France dans la mauvaise situation démographique qu'elle occupe depuis un assez grand nombre d'années déjà. »

Le double besoin de la France : accroissement de sa production agricole, augmentation de sa population rurale lui prescrit la seule solution opportune : le Retour des Français à la Terre.

(31) Cf. M. Dupuy, Rapport sur « La dénatalité dans les campagnes » à la session des Agriculteurs de France, mai 1938, *Revue des Agriculteurs de France*, août 1938.

(32) Cf. *La Population Française*, Arthur Rousseau. Paris, 1891, tome 2, pp. 2 et suiv., p. 53.

(33) MM. Huber, Bunle, Boverat, *La Population de la France*. Paris, Hachette, 1936, p. 32.

§ 3. — NÉCESSITÉ MORALE D'UN RETOUR A LA TERRE

Bien plus que d'un mal économique, la France, de 1919 à 1939, est atteinte d'un mal moral qui s'aggrave au fur et à mesure que le temps s'écoule. Les nouvelles disciplines politiques inculquent aux Français un idéal à atteindre qui mérite à peine le nom d'idéal tellement il est matérialiste : bonheur et absence d'efforts sont inséparables dans cette conception, aussi séduisante que destructrice du goût du labeur. Il semble que les buts suprêmes du progrès soient la réduction des heures de travail et l'augmentation des heures de loisir. L'ouvrier considère désormais son métier comme un moyen de vivre, alors qu'il doit en être une raison. Il ne lui demande plus que sa subsistance et ne lui donne plus son amour.

Les Français perdent l'habitude des tâches ardues et fructueuses, celle du paysan leur fait peur autant que celle du père de famille. En quête d'un emploi plus facile et d'une vie d'apparence plus brillante, ils désertent la campagne et gagnent la ville. Mais qu'ils y trouvent la richesse ou la pauvreté, ils persistent le plus souvent dans leur stérilité, prenant prétexte de leur misère pour n'avoir pas d'enfants, ou réservant leur fortune à un unique héritier qui assurera leur succession sans nuire à leur confort.

En 1864, en pleine période de prospérité industrielle, Frédéric LE PLAY, qui prévoit le mal, ose déclarer : « Pour
« un peuple, le bien-être n'est pas tout, le progrès matériel
« n'est rien sans le progrès moral, le second marche souvent
« à l'inverse du premier, et le progrès matériel n'est jamais
« assuré s'il ne s'accompagne d'un progrès moral corres-
« pondant » (34).

Mais aux avertissements austères d'un Frédéric LE PLAY, le peuple préfère de beaucoup les prévisions enchantées des réformateurs de l'école de MARX. Le premier est condamné à prêcher dans le désert et les autres doivent infailliblement s'attirer les suffrages des masses.

(34) Cf. *La Réforme sociale en France*, 8^e éd., 1901, Introduction.

Durant les vingt années qui séparent les deux conflits mondiaux, « les Français ne savent plus ni repousser les « abus par la force de la Tradition, ni s'y soustraire par « d'intelligentes réformes » (35).

En vain, quelques voix s'élèvent pour dire la vérité au pays, pour le persuader que son salut viendra de la terre.

L'écrivain Emmanuel LABAT, consacrant un ouvrage à « l'âme paysanne », s'écrie : « le mal dont la terre et la « race meurent est un mal moral... L'âme du paysan est « à refaire. Il faut avant tout mettre dans le cœur des « jeunes l'amour de la terre et de la famille » (36).

Et M. Pierre CAZIOT, notre actuel Ministre de l'Agriculture, qui, depuis près d'un quart de siècle, se dévoue à la cause paysanne avec une foi, enfin récompensée, déclare en 1919, à l'issue d'une guerre, victorieuse mais épuisante : « La France entière est à reconstituer. Quand on veut « reconstruire un édifice, on commence le travail par la « base. Cette base, c'est la population agricole... Il existe « dans les campagnes des trésors insoupçonnés d'énergie, « il faut en tirer parti et fournir à la paysannerie française le moyen de développer toute sa puissance (37). »

Mais l'heure n'est pas encore venue — peut-être parce que le mal n'a pas atteint ses plus lourdes conséquences — où le Français ayant compris, dans l'adversité, son erreur, s'acharnera à la réparer.

Les Pouvoirs Publics semblent ignorer que le problème paysan français est avant tout un problème moral qui intéresse le sort de la nation tout entière, et dans lequel réside son salut ou sa déchéance. Ils le relèguent au rang des problèmes techniques et croient possible de le résoudre par des séries de mesures législatives concernant l'organisation des marchés ou le régime douanier.

Le grand objectif, c'est le relèvement des prix des

(35) *Op. cit.*, p. 5.

(36) *L'âme paysanne. La Terre, la Race, l'Ecole*. Paris, Delagrave, 1919, pp. 17 et 131.

(37) *Une solution au problème agricole. La terre à la famille paysanne*. Paris, Payot, 1919, pp. 14 et 19.

produits agricoles, mais on oublie complètement de relever le niveau moral de la paysannerie. Les sollicitudes parlementaires sont réservées à son « bas de laine », elles se désintéressent de son âme. Et pourtant, ce n'est pas à coups de lois et de décrets sur la taxe à la mouture, sur la prime à la dénaturation, ou sur l'échelonnement des ventes qu'on guérira un mal ancré dans le cœur des hommes bien plus que dans leur bourse.

Ces mesures d'ordre économique ne sont même pas efficaces, leur but matériel n'est pas atteint, le standard de vie des paysans ne fait aucun progrès. Elles sont prises sans plan d'ensemble, sans unité de vue, sans continuité. Ce qu'un gouvernement fait, un autre le défait. De 1930 à 1936, les lois sur la réglementation de l'agriculture se succèdent par dizaines et les décrets par centaines (38).

L'année 1936 voit le triomphe du Front Populaire qui décide — sur le plan agricole comme sur les autres — d'opérer les réformes prétendues salutaires. Pour lui, tout doit converger vers la classe ouvrière. Il ne s'intéresse au paysan qu'en fonction des services qu'il rend au prolétaire industriel, et du bulletin de vote qu'il dépose dans l'urne de la Révolution en marche.

Il croit avoir tout réglé, une fois qu'il a institué l'Office du Blé, organisé les contrats collectifs agricoles et provoqué les grèves rurales.

A vouloir traiter l'agriculture comme une branche de l'industrie, à vouloir faire du statut social du paysan une transposition maladroite du statut de l'ouvrier d'usine, le Front Populaire aboutit à aggraver le malaise dans les campagnes de France, et par là même à accentuer la décomposition morale du pays.

On assiste alors à un redoublement de l'exode rural et à un dégoût de plus en plus prononcé du Français pour le labeur paysan.

« Il faut bien constater — déclare M. Pierre CAZIOT, à

(38) Cf. Bertrand Nogaro, « La crise de l'agriculture et la politique agricole de la France », *Rev. Econ. Intern.*, janv. 1936, p. 7 ; et Augé Laribé, « Structure agricole de la France », *Rev. d'Econ. pol.*, 1939, pp. 144, 145, 146.

« la session de 1937 des Agriculteurs de France — que
« tout ce qui a été fait depuis quelques mois a été conçu
« et réalisé dans l'oubli le plus complet des nécessités pay-
« sannes. Non seulement on les a ignorées, mais il semble
« que l'on ait recherché les moyens indirects les plus sûrs
« pour retirer peu à peu la vie aux campagnes françaises.
« Les hommes d'Etat ne devraient jamais perdre de vue
« l'incidence agricole des réformes qu'ils entreprennent.
« Mais il faut pour cela être profondément pénétré de
« l'importance capitale de l'agriculture dans la vie de la
« nation. Ce n'est pas là malheureusement l'idée directrice
« de la politique actuelle » (39).

En 1938, la France secoue sa torpeur. Les événements de politique extérieure ont fini par primer ceux de sa politique intérieure, dans la complexité desquels elle aimait à se débattre. Elle sent qu'elle a besoin d'être forte, et s'aperçoit de sa faiblesse.

Les hommes qu'elle a placés à sa tête réalisent le péril et s'engagent dans la voie du redressement. Ils se tournent vers la terre et l'appellent à l'aide.

Le Président du Conseil, Edouard DALADIER, le 26 octobre 1938, au Congrès radical-socialiste de Marseille proclame enfin cette vérité élémentaire trop longtemps méconnue : « La France est une nation de Paysans ».

De cette révélation, hélas bien tardive, découle une nouvelle orientation de la politique qui trouve son expression, en juillet 1939, dans le « décret relatif à la famille et à la natalité française », communément appelé « Le Code de la Famille ». Le rapport du Gouvernement, remis au Président de la République pour solliciter sa signature, explique le besoin urgent de relever la natalité française : « Les
« forces militaires, l'armement économique risquent de
« s'amenuiser ; le pays se mine peu à peu ; la lourde charge
« fiscale individuelle, au contraire, s'accroît sans cesse, le
« poids des obligations sociales, comme celles de l'assis-

(39) *Revue des Agriculteurs de France*, avril 1937, « L'Agriculture devant les problèmes sociaux », p. 154.

« tance, se fait plus pesamment sentir à chaque citoyen ;
« des industries sont petit à petit privées de débouchés et,
« par suite, menacées d'abandon, des terres tombent en
« friche ; l'expansion au delà des mers perd de sa force ; de
« l'autre côté des frontières, notre prestige intellectuel,
« artistique est atteint » (40).

Il n'y a pas de politique de natalité sans politique paysanne. Les Français le reconnaissent enfin : « La sollicitude dont le Gouvernement fait preuve envers les professions agricoles n'a pas pour seule cause le souci d'atténuer le poids des charges propres à l'agriculture ; elle provient également de l'intérêt profond que nous attachons au maintien du traditionnel équilibre de la France. Dès longtemps, un mouvement s'est fait jour dans les campagnes : quitter les durs labeurs des champs pour aller jouir des agréments supposés de la ville ; contre cette conception erronée des avantages comparés des métiers, les paroles sont malheureusement inefficaces, aussi vous proposons-nous des mesures dont il y a tout lieu d'espérer qu'elles porteront des fruits nombreux. »

Ces mesures concernent les allocations agricoles, le prêt à l'établissement des jeunes ménages paysans, et le contrat de salaire différé. Elles sont jointes à des prescriptions relatives à la protection de la famille, de l'enfance et de la race.

Pour la première fois depuis la guerre 1914-1918, un texte législatif est l'expression du lien indissoluble qui unit le salut de la France à celui de sa terre et le destin du Français à celui du paysan ; pour la première fois la volonté nationale accorde la priorité à l'élément moral dans l'œuvre de redressement nécessaire.

Le Décret est en date du 29 juillet 1939. Les événements ne lui ont pas laissé le temps de prouver son efficacité. Sans doute n'auraient-ils pas été ce qu'ils furent, s'il était venu vingt ans plus tôt.

(40) Le *Journal Officiel* du 30 juillet 1939, p. 9.607.

SECTION II

**Nécessités d'un Retour à la Terre
auxquelles la France doit obéir à partir de 1940**

§ 1. — NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE

Plus que jamais en 1941, nous devons tirer de notre sol notre subsistance et ne compter que sur nos ressources pour nous nourrir. La conjoncture actuelle nous contraint à une autarcie totale, irrémédiable.

Il ne s'agit plus de produire davantage pour équilibrer une balance commerciale déficitaire, il s'agit de le faire pour ne pas mourir de faim. En période normale, un déficit agricole — quelque important qu'il soit — ne condamne pas à la famine un peuple civilisé entouré d'autres peuples civilisés, il l'oblige simplement à être tributaire de l'étranger. Les économistes déplorent cette dépendance, s'affligent devant les chiffres qui l'expriment, la prospérité générale du pays s'en ressent peut-être, mais chaque citoyen pris en particulier n'en fait pas moins d'aussi copieux repas. Vient un jour où l'on perd la faculté d'être tributaire de l'étranger, et le problème devient angoissant : il faut coûte que coûte acquérir par ses propres moyens le droit élémentaire de manger, sous peine de sombrer dans la disette. C'est le cas présent de la France.

L'intérêt le plus vital de la nation est en jeu. L'agriculture indigène est notre unique pourvoyeuse alimentaire, la ration quotidienne de chacun de nous varie en fonction directe des variations de la production agricole. Nous sommes revenus quelques siècles en arrière ; nous connaissons de nouveau le stade économique du Moyen-Age où les régions ne commerçant pas entre elles devaient se suffire à elles-mêmes, et ne consommer que ce qu'elles produisaient. Si nous ne voulons pas souffrir de sous-consommation, non seulement nous ne devons pas tolérer la sous-production agricole, mais nous devons, à n'importe quel prix, dépasser notre production habituelle du temps de paix.

Dans son message du Nouvel An, le Maréchal PÉTAÏN exprimait l'importance capitale de cette rude tâche : « Je
« m'adresse aux Paysans de France. Il faut qu'ils tirent
« de la terre tout ce qu'elle peut donner. Les rendements
« devront être augmentés en dépit de toutes les diffi-
« cultés. »

Et le 30 mars 1941, le Ministre de l'Agriculture lançait à son tour un appel aux énergies terriennes françaises pour les inciter à développer la production, malgré la pénurie de main-d'œuvre, d'attelages, de semences, d'engrais et de carburants.

« Les immenses ressources de notre pays ont fondu et
« quand nous arriverons à la prochaine récolte nos réserves
« auront disparu. Les moyens matériels dont nous disposons
« s'amenuisent peu à peu. C'est donc du seul effort
« des paysans que dépend l'existence même du pays. Les
« travailleurs des villes et les jeunes gens vont être appelés
« à soutenir cet effort. Il faut que tous le fassent avec
« la volonté farouche de gagner la Bataille du pain quotidien
« » (41).

Cette demande pressante de main-d'œuvre adressée par l'agriculture aux éléments citadins doit contribuer à atténuer les effets du chômage provoqué par le manque de matières premières industrielles. S'il est une matière qui mérite vraiment d'être appelée « première », et qui seule ne fait pas défaut aux bras de bonne volonté, c'est la terre. Revenir à elle, constitue pour la France de 1941 une nécessité économique urgente.

§ 2. — NÉCESSITÉ MORALE PERMANENTE

Primo vivere, dit avec raison l'adage latin ; il faut d'abord assurer la nourriture des corps. C'est là le but immédiat d'un Retour à la Terre, qui n'est en ce sens qu'un

(41) Le *Journal Officiel* du 22 mars 1941 a publié trois lois concernant : « L'aide des villes aux campagnes » : la première institue le service civique rural ; la deuxième établit la réquisition, au bénéfice des exploitations agricoles, de la main-d'œuvre qui a quitté la terre ; la troisième interdit l'emploi de la main-d'œuvre agricole sur les divers chantiers et travaux non agricoles.

moyen de perpétuation de la race, un procédé efficace de subsistance. Mais les peuples ont aussi besoin de la nourriture spirituelle, à laquelle est dévolue la fonction essentielle, celle du progrès. La première nourriture fait vivre sans plus. La seconde est un élément de survie. Le Retour à la Terre, nécessité économique, permet à la France de gagner « la Bataille du pain quotidien », et peut-être plus tard celle du commerce international, mais seul le Retour à la Terre, nécessité morale, lui donne accès à la Victoire véritable dont sa régénération est le symbole.

Même à partir du jour où les conditions économiques mondiales seront redevenues normales, où les échanges internationaux auront repris leur cours régulier, et où la France, à la faveur de l'impulsion agricole donnée dans la période critique actuelle, aura rétabli son équilibre commercial et supprimé son déficit alimentaire, même à partir de ce moment, la nécessité d'un Retour à la Terre continuera à se faire sentir. La restauration économique est en effet plus facile à obtenir que la restauration morale ; on relève plus vite le niveau d'une production qu'on ne relève celui des cœurs.

Les expériences malheureuses, pour dures qu'elles soient, ne sont pas stériles. La France sait maintenant quelle voie elle doit suivre, quels sont les écueils à éviter. Elle peut se lancer résolument dans l'œuvre de régénération, car elle n'ignore pas que « les peuples restent maîtres » de leur avenir quel que soit leur passé. Ils peuvent toujours compter sur le succès, même après une longue période d'abaissement, s'ils reprennent la pratique des lois morales » (42). Son Chef ne le lui a-t-il pas affirmé aux jours sombres, où le découragement risquait de s'emparer d'elle : « Tous les peuples ont connu tour à tour des succès et des revers. C'est par la manière dont ils réagissent qu'ils se montrent faibles ou grands » (43). — La France restera grande parce qu'elle saura réagir.

(42) Frédéric Le Play, *La Réforme sociale*, p. 31.

(43) Allocution radiodiffusée du Maréchal Pétain du 20 juin 1940.

Qui oserait nier que la réaction soit avant tout d'ordre moral (44) ? Qui contesterait que la France doive se refaire une âme avec ses éléments les plus sains en contact avec les plus salutaires réalités françaises ? Et qui n'admettrait que la terre constitue le refuge idéal, à la fois réel et salutaire, des traditions de la race, des vertus qui ont fait la puissance passée de notre peuple et qui doivent refaire celle de son avenir. La France a perdu sa force au fur et à mesure qu'elle se détachait de la terre, elle la récupèrera peu à peu en y revenant.

Le Retour à la Terre de la France meurtrie se présente, dans l'ordre spirituel, comme le retour au foyer de l'enfant prodigue repentant. Il semble que les Français s'aperçoivent enfin que les vérités dont ils ont fait leurs idoles par excès d'esprit de jouissance étaient toutes fallacieuses et dissolvantes, alors que celles dont ils s'étaient écartés par manque d'esprit de sacrifice étaient les seules capables de maintenir la vigueur de la race. « La Terre, elle, ne ment pas... Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de France qui renaît » (45).

La terre exprime en effet la réalité la plus élevée, qui trouve sa valeur absolue dans la matière autant que dans l'idéal. Elle est le morceau de pain quotidien et le drapeau de la patrie, elle est ce qui permet de vivre et ce qui donne le courage de mourir.

« Après la famille, rien ne fait plus aimer la patrie que le champ que l'on cultive » a pu écrire BUFFON (46). C'est justement chez les paysans que le sens de la famille s'est le mieux conservé ; ainsi possèdent-ils les deux raisons majeures qui portent à l'amour de la patrie.

(44) Cf. l'Allocution radiodiffusée du Maréchal Pétain du 26 juin 1940 : « C'est à un redressement moral que d'abord je vous convie, Français ; vous l'accomplirez et vous verrez, je vous le jure, une France neuve sortir de votre ferveur ».

(45) Maréchal Pétain, Allocution du 26 Juin 1940.

(46) *Histoire Naturelle*, chapitre préliminaire.

La France a besoin de restaurer le caractère sacré de la famille, car elle est le seul frein capable d'apporter une discipline efficace à l'industrialisme. Seule, elle oblige l'homme à faire passer l'intérêt d'autres — sa femme, ses enfants — avant le sien. Par la nécessité, elle le rend meilleur et empêche l'essor de ses instincts d'égoïsme.

La famille est la première cellule sociale, elle est le cadre dans lequel l'être humain trouve normalement son épanouissement. De la réunion des familles est née la société. La société ne repose donc pas sur l'individu, mais sur des foyers. Une nation n'est forte que si elle accorde à la famille la place à laquelle elle a droit, la première.

L'exploitation agricole est basée sur le travail en commun de la famille (47). A la différence de beaucoup de métiers des villes, le fait paysan exclut le célibat. L'homme se taille une terre à la mesure de ses forces et l'aménage pour y faire vivre sa famille, la perpétuer. Fermes, maisons dispersées ou groupées, autant de familles. Le foyer, voilà l'unité rurale ; il n'y en a pas d'autres. En ville, au contraire, c'est l'individu qui compte. Idéal familial est inséparable d'idéal terrien. Le Retour à la Terre doit donc coïncider avec la restauration de la famille.

Si l'agriculture est un élément de stabilité pour l'ordre social, grâce à l'attachement des paysans à l'institution de la famille, elle en est un aussi en raison des traditions qu'elle maintient vivaces dans les lignées de ruraux, moins exposés que les citadins aux influences pernicieuses du dehors. La classe agricole apporte — parmi les autres classes sociales — son tribut pondérateur qui compense les transformations continues des masses en perpétuelle évolution. Elle fait contrepoids aux excès du modernisme.

L'agriculture enfin, tâche féconde qui relève beaucoup plus d'une mission que d'un métier, constitue par excellence le champ d'action des énergies nationales. Le caractère d'un peuple se retrempe au contact de la terre. La terre,

(47) « Les grandes familles qui sont un embarras à la ville sont une fortune à la campagne » a écrit Méline. (*Le Retour à la Terre*, p. 218.)

en effet, prend possession de l'homme en entier. Elle lui impose des devoirs et des responsabilités qui vont bien au delà de sa propre et éphémère individualité, car ils intéressent, par dessus le monde des vivants, les générations futures. La terre est une grande éducatrice, une école de sacrifice et de moralité : elle apprend à ceux qui se penchent vers elle pour lui demander leur nourriture que la vie est un risque perpétuel, imprévisible, changeant comme le sont les forces occultes de la nature. Elle leur enseigne la patience, la ténacité et la résignation, parce que rien n'est acquis aux champs, parce que tout y est à longue échéance quelque pressant que soit le besoin. Semer ne veut pas dire récolter, et les efforts toujours ardu ne sont pas nécessairement récompensés. La terre exige un acte de foi inlassable.

Dans une économie mécanisée, où la majorité des individus a souvent la faculté de suivre sans réfléchir une routine tracée par d'autres, et n'est tenu qu'à une exécution non précédée de conception, c'est pour une nation une réserve précieuse d'énergie que de pouvoir compter sur des hommes qui ont à répondre par un oui ou par un non à des questions quotidiennes, et qui supportent eux-mêmes le poids de leurs erreurs.

Le labeur de la terre développe l'amour de la patrie, le culte de la famille, le respect des traditions, plus que tout autre il permet à l'homme de donner sa mesure, et le confirme dans les qualités individuelles dont la somme fait la valeur d'une race.

Un peuple conscient de ses erreurs et soucieux de les réparer, doit obéir à la nécessité morale d'un Retour à la Terre, car c'est au creux du sillon nourricier qu'il prendra son élan pour un nouveau départ.

CONCLUSION

SECTION I

L'enseignement des expériences passées

Plus une nation se civilise, plus elle a tendance à s'écarter de la terre. L'homme, à tort ou à raison, croit s'élever en abandonnant la charrue pour l'établi, la ferme pour l'usine, le village pour la cité. Il lui semble que les éléments du bonheur sont plus nombreux dans les villes que dans les campagnes, car sa dignité d'être pensant lui fait prendre pour un asservissement à la glèbe le métier du paysan. Et les plaines volées aux moissons se couvrent d'agglomérations envahissantes où s'exprime le rêve d'émancipation de l'Humanité...

Malgré Jean-Jacques ROUSSEAU, qui nous certifie que « l'homme est de tous les animaux celui qui est le moins fait pour vivre en troupeau, le moins capable de supporter la promiscuité de ses semblables » (1), l'instinct grégaire conserve sa force primitive, et le phénomène de concentration urbaine est certainement l'un de ceux qui fait preuve de plus de constance au cours des siècles. L'Histoire de tous les peuples est le témoignage ininterrompu de cette tendance à l'urbanisation sans cesse croissante.

L'idée que l'homme se fait de la civilisation correspond plus à un progrès d'ordre technique qu'à un progrès d'ordre moral. Se civiliser c'est, pour lui, demander de plus en plus à la machine et de moins en moins aux bras, c'est diminuer l'intensité de l'effort et connaître un niveau de vie perpétuellement amélioré par l'introduction de nouvelles méthodes de travail. Se civiliser, ce n'est pas hélas ! obtenir un perfectionnement des vertus morales, un

(1) *Confessions*, tome I, livre I.

épanouissement des qualités du cœur. Si la deuxième conception triomphait, l'homme demeurerait indéfectiblement attaché au sol, mais la première l'emporte et l'homme s'enfuit vers la ville.

Il est certain que le labeur des champs est le moins susceptible de subir l'effet adoucissant des innovations scientifiques. Même après sa mécanisation intégrale, l'agriculture demeurera un métier plus astreignant, plus près de la matière que les autres. Ce qui en fait la beauté rebute justement les esprits.

Le geste du semeur n'est auguste que pour le poète citadin qui le contemple au coucher du soleil. Le semeur, lui, ignorant du symbole admirable qu'il représente n'est qu'un travailleur fatigué de sa longue journée, pressé de regagner la ferme pour y goûter un repos bien gagné. La grandeur de sa mission lui échappe. Et pourtant, il n'est pas de plus belle tâche que de faire lever de la terre les moissons fécondes, pas de besogne plus empreinte de spiritualité, pas d'œuvre plus digne d'un être civilisé. Tout le monde est d'accord sur ces principes, mais chacun laisse le soin de les appliquer à son voisin. « Le devoir, prétendait le caustique Alexandre DUMAS fils, c'est ce qu'on exige des autres ». Nous pouvons adapter cet axiome à notre sujet en affirmant que le travail de la terre c'est celui qu'on conseille aux autres.

L'évolution normale de l'Humanité sur la voie du Progrès pousse les hommes à perdre contact avec la terre au fur et à mesure qu'ils cherchent à s'émanciper. Les exemples que leur fournit l'Histoire, et le spectacle que leur offre l'actualité, les fortifient dans leur attitude. Ne savent-ils pas que les périodes de régression, ou tout au moins de stagnation culturelle, ont été les périodes agricoles par excellence ? (2). Ne voient-ils pas dans le monde contemporain, que les pays les plus arriérés sont ceux qui n'ont pu dépasser le stade de l'économie agricole, tandis que les

(2) Comme le Moyen-Age.

pays les plus évolués sont ceux qui ont poussé au maximum leur industrialisation ? (3).

Les besoins urgents qui acculent les hommes à un changement d'attitude, à un revirement doctrinal, se heurtent donc, dans les applications qu'ils commandent, à une difficulté de base revêtant un double aspect : la croyance en l'infériorité de l'agriculture et la tendance à l'urbanisation. La croyance est peut-être mal fondée, la tendance est peut-être nuisible, mais l'une et l'autre existent ; et même si elles représentent une erreur néfaste, elles n'en constituent pas moins une réalité qui s'oppose de tout son poids à cette autre réalité, expression du vrai et de l'utile : la nécessité d'un Retour à la Terre.

Cette antinomie de principe entre le mal et le remède nous fait penser à ces malades qui se consomment par excès d'alcool et qui ne peuvent espérer de guérison qu'en adoptant le régime de l'eau. La prescription salutaire va tellement à l'encontre de leur goût instinctif qu'ils essaient le plus souvent d'un moyen-terme et se contentent, pour ménager leur intérêt et leur propension, de verser de l'eau dans leur vin.

Ainsi, mis en présence de la seule opportunité capable de résoudre le problème qui se posait chez eux — économique, politique ou moral — les pays, qu'une évolution inéluctable poussait à se détacher du sol, ont décidé, comme les malades épuisés par leur infirmité, mais hostiles au traitement, d'opérer un Retour à la Terre.

Les diverses mesures qu'ils ont prises dans ce sens ont abouti à un résultat qui n'est pas une guérison, mais une amélioration de leur état. Si nous tirons la conclusion de notre étude, nous pouvons affirmer que le Retour à la Terre véritable, c'est-à-dire celui des hommes, n'a pas été accompli, sauf en Palestine où d'ailleurs il est très imparfait (puisqu'il n'affecte qu'un quart des éléments rapatriés).

(3) D'un côté, le groupe des pays balkaniques et d'Europe orientale, de l'autre le groupe des pays d'Europe occidentale (France, Allemagne, Angleterre, Belgique, Pays-Bas).

On nous objectera que dans les autres pays examinés par nous, on a vu des individus quitter les villes pour regagner la campagne et que si leur nombre est réduit, il exprime néanmoins une nouvelle tendance. Nous ne nierons pas les faits : en Angleterre comme aux U. S. A., en Allemagne comme en Italie, quelques chômeurs ont repris le chemin du village avec l'aide officielle du Gouvernement, ou de leur propre chef. Mais pour les quelques milliers d'entre eux qui sont revenus à la terre, combien de centaines de milliers d'autres individus l'ont abandonnée ? Quand nous affirmons : le Retour des hommes à la Terre n'a pas eu lieu, c'est après l'étude des statistiques des mouvements de la population qui, toutes, nous prouvent que la perte des campagnes excède considérablement son gain. Que nous importe que deux mille Anglais soient revenus à la terre en 1935, si nous savons que vingt mille autres l'ont quittée la même année ? Les dix-huit mille unités perdues permettent de conclure non seulement à un Retour à la Terre manqué, mais à un exode rural persistant.

Le cas de l'Angleterre n'est pas isolé. C'est celui des U. S. A., de l'Allemagne et de l'Italie, où la population des villes a continué à s'accroître au détriment de celle des campagnes, malgré la politique gouvernementale de Retour à la Terre. Même en Palestine, seul Etat qui ait enregistré un résultat positif, le succès n'est que partiel ; et l'on doit admettre qu'il n'a été rendu possible que par des conditions d'application tout à fait particulières, dues au caractère international de la réintégration juive en Palestine. Nul doute que si le problème s'était posé pour les Juifs sur leur sol national, de la même façon qu'il s'est posé dans les autres pays, à savoir comme un problème ne débordant pas du cadre des frontières, nul doute qu'il n'eût pas reçu une meilleure solution. La preuve en est que depuis la réinstallation massive des Juifs en Palestine, ceux qui se sont fixés à la terre commencent à éprouver le désir de gagner les villes. A supposer que l'immigration juive cesse en Palestine, ce qui supprimerait l'apport annuel à l'agri-

culture, le sionisme se trouverait d'ici peu dans l'obligation d'organiser un Retour à la Terre à l'intérieur de la Palestine, et nous sommes en droit de douter de son efficacité.

Si le *Retour à la Terre* est un échec, le *Retour des idées à une politique en faveur de la terre* est par contre une réussite complète. Le manque de discrimination entre les deux phénomènes a fait attribuer au premier des résultats qui ne sont dûs qu'au second. Certains ont prétendu voir dans la progression de la production agricole la preuve que la main-d'œuvre avait reflué des villes vers les campagnes. Sachons ne pas donner aux courbes une signification qu'elles n'ont pas, et ne commettons pas l'erreur de ceux qui s'autorisent de leur existence pour affirmer que les peuples sont revenus à la terre.

Les études successives que nous avons entreprises attestent qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter le nombre des travailleurs agricoles pour augmenter les chiffres de la production. Chaque pays, mû par des besoins différents, a conçu un plan d'ensemble adapté à sa structure particulière, pour réorganiser son économie agricole et lui donner l'impulsion décisive. Une idée directrice a animé l'œuvre de restauration depuis le stade de la bonification des terres jusqu'au stade de la consommation en passant par celui de la vente. Les nouvelles disciplines ont encouragé le producteur à accentuer ses efforts et la terre, mieux sollicitée par lui, a fourni des récoltes plus abondantes. L'accroissement des superficies livrées à la charrue a joué un rôle dans la progression de la production agricole, mais plus encore qu'à lui, le mérite de cette ascension revient au perfectionnement des méthodes de culture (4). Il a suffi d'intensifier l'emploi des engrais, d'améliorer la qualité des semences, de savoir adapter à chaque variété de produit la terre qui lui convenait le mieux, de pratiquer un machinisme plus poussé en même temps qu'une rationalisation du travail plus étudiée, et l'on a tiré des terres plus

(4) La preuve en est qu'en France les superficies emblavées ont diminué de 20 % depuis 1900, alors que la production de froment est supérieure de plusieurs millions de quintaux à celle d'il y a 40 ans.

de richesses que n'aurait pu le faire le doublement de la main-d'œuvre sans perfectionnement de méthodes. Ce sont les rendements supérieurs qui font progresser les productions. La valeur des procédés est plus agissante en l'occurrence que le nombre de bras, ce qui ne signifie pas que l'augmentation de main-d'œuvre ne doive pas amener une augmentation de production, mais simplement que le même résultat peut être atteint sans elle et par d'autres moyens.

L'amélioration de la situation économique ou politique des Etats qui se sont lancés, pour l'obtenir, dans la voie du redressement agraire, provient justement de cette productivité accrue, conséquence directe du Retour des idées à une politique en faveur de la terre. Elle leur a permis en effet de rétablir leur équilibre commercial, ou de conquérir leur indépendance au moyen de l'autarcie.

Quant à l'amélioration de leur situation morale, que certaines nations comme l'Allemagne espéraient trouver dans une réintégration de la race au sol, elles l'ont encore obtenue en partie grâce au Retour des idées à une politique agraire, et non pas grâce au Retour des hommes dans les campagnes. L'amour de la terre et le respect de l'œuvre paysanne inculqués aux nouvelles générations, font partie du mouvement général d'opinion orienté vers le relèvement de la race et comme tels contribuent à régénérer son climat spirituel. On ne revient pas au sol, mais on honore ceux qui y demeurent, on leur donne conscience de leur rôle, on les revalorise en même temps qu'on revalorise les produits qu'ils vendent. L'élément rural subit les heureux effets de cet engouement national, il conserve la fierté de son métier, perd l'envie de l'abandonner et la stabilité sociale et morale du pays tout entier s'en trouve fortifiée.

Les nations, semblables en cela aux malades dont nous avons déjà parlé, ont compris que leur salut ne pouvait résider que dans un Retour à la Terre, mais ayant été poussées inconsciemment à concilier leurs nécessités et leurs aspirations, elles ont adopté d'instinct le régime qui leur coûtait le moins, celui qui exigeait d'elles le plus léger

renoncement, et leurs idées sont revenues à la terre sans que leurs citoyens y reviennent.

A cette demi-mesure n'a correspondu qu'une demi-guérison. Les peuples ne seront délivrés tout à fait des maux économiques ou moraux qui les accablent et qui les ont contraints à se tourner de nouveau vers la terre, que du jour où leur changement d'attitude se traduira par un déplacement réel de population au bénéfice des campagnes, et non plus seulement par un déplacement des idées dans le monde des doctrines.

SECTION II

L'orientation des expériences futures

La France de 1941 se voit dans la nécessité de revenir à la terre. Elle doit, pour opérer ce Retour, tenir compte des expériences tentées par les nations qui l'ont précédée dans la voie du redressement agraire et, connaissant les difficultés de la réalisation autant que ses possibilités, elle doit s'orienter, sans gaspiller ses efforts en des essais stériles, vers les seules solutions fructueuses.

A notre avis, le Retour des hommes à la Terre, au sens strict du mot, demeure une utopie. L'abandon de la ville par les hommes qui sont venus s'y installer ne constituera jamais qu'une exception confirmant la règle de la fixation définitive et sans esprit de retour des ruraux dans les cités. MÉLINE se trompait lourdement quand il prophétisait en 1905 que l'ouvrier, déçu par la ville, « prendrait « son parti de chercher du travail ailleurs et reviendrait « bravement à la terre » (5).

Sans doute, par ces temps de chômage, quelques travailleurs chassés de l'usine, quelques anciens paysans, ont préféré retourner à la campagne plutôt que de végéter aux frais de l'Etat, mais ils sont rares, et il n'est pas certain qu'ils ne repartiront pas à la ville dès qu'ils en verront la possibilité. L'ouvrier d'usine, fils et petit-fils de citadins,

(5) *Le Retour à la Terre*. Paris, Hachette, 1905, 2^e éd., p. 99.

converti à la vie des champs, s'aperçoit vite à ses dépens et malgré sa bonne volonté, que l'on ne s'improvise pas fermier (6). Quant aux anciens paysans, leur retour au village ne peut se concevoir que pour la génération qui l'a quitté. Déjà, les enfants issus de cette génération, ont perdu toute attache avec la terre et ne sont plus susceptibles d'y revenir utilement. Plus que n'importe quelle autre forme d'activité, celle de cultivateur exige une formation spéciale reçue dès le plus jeune âge, une adaptation au milieu permise seulement par la naissance, une ambiance qui prépare l'enfant aux rigueurs de sa tâche future. Comme l'a si bien exprimé l'écrivain Joseph DE PESQUIDOUX, dans son émouvant « Livre de Raison » consacré à la douce France paysanne, il y a dans le métier de la terre « la grâce d'état, « le pli héréditaire par quoi l'outil paraît moins lourd, la « tâche moins longue, la répétition des actes moins fastidieuse. Le pli marque aussi l'esprit. Plus aux champs « peut-être que n'importe où. Parce que la technique y est « courte et la divination tout : celle qui tire parti du sol, « du temps, de l'heure, de l'aptitude de l'animal, ou décide « de l'opportunité d'une semaille comme d'un traitement » (7).

On se défait plus facilement de l'hérédité paysanne qu'on ne l'acquiert, une classe rurale se détruit plus vite qu'elle ne se crée ou qu'elle ne se reconstitue. En règle générale, il faut admettre que ceux qui ont abandonné la terre sont à jamais perdus pour elle, car il est vain de replanter un arbre déraciné quand il est mûr (8).

Si donc le Retour à la Terre réel, celui qui s'exprime par un mouvement migratoire issu des villes et dirigé vers les campagnes n'est pas possible, il faut rechercher la formule qui s'en rapproche le plus et qui — par une voie

(6) L'Allemagne nous a fourni dans ce sens l'exemple des Landhilfer, et les U. S. A. celui des Homesteaders. Cf. *supra*, pp. 94 et 203.

(7) *Le Livre de Raison*, chapitre intitulé « A de jeunes terriens », paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 février 1928, p. 854.

(8) On ne peut pas appeler Retour à la Terre le fait des vieux qui, après une vie passée à la ville, reviennent en rentiers au village où ils sont nés.

détournée — aboutira peut-être au résultat désiré. Plutôt que d'attaquer de front un obstacle quasi insurmontable, il est plus sage d'essayer de le contourner, si l'on veut atteindre rapidement son but.

C'est pourquoi, à la France de 1941, nous proposons deux solutions :

- 1° La dispersion industrielle dans les campagnes ;
- 2° La fixation au sol des éléments ruraux.

§ 1. — LA DISPERSION INDUSTRIELLE DANS LES CAMPAGNES

La concentration de l'industrie dans les grandes villes fut avantageuse tant que les moyens de communication et de transport furent insuffisants, et tant que la mécanisation n'eut à sa disposition d'autre source d'énergie que le charbon. A l'heure actuelle, l'industrie n'a plus aucun intérêt à se concentrer. La facilité des transports, le développement des communications postales, téléphoniques, télégraphiques, l'outillage moderne et surtout le triomphe de l'électricité favorisent, au contraire, son installation loin des agglomérations.

La dispersion industrielle dans les campagnes mettra un frein à l'exode rural sans nuire à l'industrialisation du pays que, malgré la prééminence de l'agriculture, on ne saurait négliger. En effet, l'ouvrier aura la possibilité de demeurer à la campagne tout en travaillant en usine. Il ne perdra pas tout contact avec la terre.

La combinaison agriculture-industrie peut se concevoir de deux façons :

1° ou bien l'ouvrier d'usine continue à habiter sa maison personnelle et y revient chaque soir ;

2° ou bien il est installé avec sa famille dans une cité créée aux environs de l'usine.

Dans un cas comme dans l'autre, il possède à côté de son habitation un petit champ et une basse-cour, et profite de ses loisirs pour cultiver sa terre et faire de l'élevage. De ces deux conceptions, qui toutes deux favorisent effica-

cement la vie de famille, la première est de beaucoup la meilleure, car l'ouvrier, en restant mêlé aux paysans, dans une ambiance spécifiquement rurale, n'a pas tendance à prendre un esprit de classe néfaste à la stabilité sociale. Un autre avantage de cette conception, c'est que le chômage industriel frappe beaucoup moins gravement les ouvriers demeurés dans leur village. Des services de transports, chargés de chercher les travailleurs le matin et de les ramener le soir à domicile, peuvent être utilement organisés. Les expériences tentées dans ce sens par un MICHELIN en France ou par un FORD en Amérique — quoique très critiquées — ont donné de bons résultats.

L'installation de l'industrie dans les campagnes peut elle-même être réalisée de différentes manières, soit qu'on installe l'usine complète, avec tous ses organismes, dans un seul endroit, soit qu'au contraire on répartisse les fabrications entre plusieurs ateliers de villages en centralisant le montage, et les services techniques et commerciaux dans un grand bourg.

Des réalisations du premier genre ont été tentées dès la fin du XIX^e siècle en Angleterre. Emile VANDERVELDE, partisan convaincu de l'établissement des industries dans les campagnes, cite comme exemples les plus remarquables : les usines de savon des Frères LEVER, à Port-Sunlight, et les usines de chocolat des Frères CADBURY, à Bournville, qui, entre 1886 et 1896, ont été créées de toutes pièces au milieu des champs, et groupent 2.000 à 3.000 ouvriers dans de coquets villages bâtis aux alentours (9). Cette tendance s'est manifestée surtout depuis la guerre 1914-18 par la construction de nombreuses cités-jardins à côté des usines nouvelles, mais jamais encore, dans aucun pays, la dispersion industrielle n'a été traitée comme une question d'intérêt national. On l'a abandonnée à tort aux initiatives privées. La France se doit de la favoriser par des mesures officielles.

(9) Cf. Emile Vandervelde, *L'Exode rural et le Retour aux champs*, Paris, Félix Alcan, 1903, p. 277.

Les avantages de la « ruralisation de l'industrie » sont nombreux. Ils intéressent l'économie, la politique et le moral de la nation, et correspondent ainsi aux différentes nécessités d'un Retour à la Terre.

Du point de vue économique, elle ne nuit pas aux intérêts de l'industrie et favorise ceux de l'agriculture : d'une part, l'activité générale des campagnes est accrue par la présence de tous les travailleurs qui y demeurent, et les cultivateurs trouvent en eux une clientèle qui leur achète toute l'année les produits que ne peuvent leur procurer leurs petites exploitations ; d'autre part, la modique production agricole de ces travailleurs allège le système de distribution et simplifie le processus de vente en diminuant les profits stériles des intermédiaires. Enfin, comme nous l'avons déjà dit, les ouvriers d'usine restés fidèles au sol sont beaucoup moins éprouvés par le chômage que ne le sont leurs camarades de la ville.

Au point de vue politique extérieure, l'indépendance alimentaire du pays est mieux assurée, et la dissémination des usines les rend moins vulnérables en cas de conflit. La politique extérieure elle-même acquiert, — du fait de la dispersion industrielle, — une plus grande stabilité, car elle évite la constitution de ces masses ouvrières concentrées dans les grandes villes, qui sont autant de foyers révolutionnaires.

Enfin, du point de vue moral, la dispersion industrielle en accroissant la fraction de la population attachée au sol augmente du même coup l'élément sain de la nation, que ce soit d'esprit ou de corps. Le sens de la famille est mieux conservé et l'amour de la patrie est plus solidement ancré chez l'ouvrier qui possède encore sa maison et un coin de terre au soleil que chez l'ouvrier citadin, locataire d'un immeuble anonyme.

§ 2. — LA FIXATION AU SOL DES ÉLÉMENTS RURAUX

La dispersion industrielle à travers les campagnes est déjà elle-même un moyen de lutte contre l'exode rural. Elle contribue à le restreindre considérablement puisque grâce

à elle l'industrie peut désormais faire appel à la main-d'œuvre sans vider les villages. De plus, les enfants issus des familles d'ouvriers, ayant été élevés à la campagne, ne sont pas perdus pour la terre. Mais il ne suffit pas d'opérer cette dispersion manufacturière ; il faut aussi et surtout fixer au sol les paysans, sinon on assisterait à un exode de la ferme vers l'usine qui, — pour n'être plus rural, — (l'usine étant elle-même ruralisée), n'en serait pas moins préjudiciable à la cause de l'agriculture, et par là même à celle du Retour à la Terre.

D'ailleurs, l'œuvre de déconcentration industrielle est une œuvre de longue haleine. Elle ne peut pas être réalisée en quelques années. L'économie du pays est assise sur la conception traditionnelle de « l'usine à la ville » ; il faut, sous peine d'un gaspillage intolérable, tirer parti des installations urbaines et se contenter de construire les nouveaux établissements, ou de reconstruire ceux qui ne remplissent plus les conditions modernes, selon la formule de dispersion préconisée.

Au contraire, la fixation au sol des paysans peut être réalisée en quelques mois, par des mesures opportunes où la faveur primera la contrainte. Si les lois interdisant par exemple l'embauchage d'un ouvrier agricole dans une entreprise industrielle, ou empêchant un jeune ménage paysan de vendre sa ferme pour acquérir un magasin, sont nécessaires et efficaces, — tout arbitraires qu'elles soient, — les mesures de fixation au sol doivent donner la préférence aux procédés de séduction.

Du jour où les lois auront consenti des avantages suffisants à la classe paysanne, les interdictions n'auront plus d'utilité, car elle ne songera même plus à abandonner la terre. Nous ne voulons pas énumérer ici les diverses façons de la fixer au sol ; ces façons sont nombreuses et débordent du cadre de notre étude. Disons seulement qu'elles peuvent être économiques (comme la revalorisation des produits agricoles), sociales (comme les allocations familiales paysannes), morales (comme l'institution de la ferme héréditaire).

ditaire), ou psychologiques (comme la création de cinémas ruraux).

La politique agraire des divers Etats que nous avons passés en revue reflétait incontestablement de semblables préoccupations. A dire vrai, les mesures édictées visaient plus haut qu'à une fixation au sol des paysans ; elles voulaient inciter les ouvriers citadins à reprendre le chemin de la ferme ; mais l'expérience a démontré que si les avantages accordés n'étaient pas capables de faire revenir à la terre les gens de la ville, ils étaient capables d'y retenir ceux de la campagne.

Dans le domaine démographique, c'est le seul résultat positif de la politique de retour à la terre pratiquée jusqu'à ce jour. Il est déjà très appréciable. Nous autorisant de sa présence, nous preconisons donc pour la France un effort législatif en accord avec les réalités. Plutôt que d'essayer, vainement et coûteusement, de faire revenir à la terre quelques anciens paysans sans conviction, quelques chômeurs désabusés, qu'elle s'engage à fond et tout de suite dans la voie fructueuse de la fixation au sol (10).

Au bout de peu d'années, grâce à ce procédé indirect, un véritable Retour à la Terre sera obtenu, avec chiffres à l'appui. Non seulement les campagnes favorisées par la nouvelle législation cesseront de se vider au profit des villes, mais elles verront leur natalité s'accroître de telle façon que les statistiques démographiques accuseront bientôt une nette augmentation de la population, aussi bien agricole que rurale. La renaissance de l'agriculture coïncidera en effet avec celle de toutes les activités artisanales et commerciales qui en dépendent dans le cadre du village, et l'exode vers les cités n'aura plus de raison d'être, surtout si une dispersion industrielle progressive est simultanément opérée dans les campagnes.

(10) L'exemple de cette politique réaliste nous a été donné depuis plus de dix ans par les Etats sud-américains qui ont voulu enrayer leur exode rural par la fixation au sol de la population indienne. Cf. à ce sujet M. Louis Baudin, « Exode rural et communautés agraires en Amérique latine », *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1930, pp. 269-284.

Nous mettons donc tous nos espoirs dans une politique de fixation au sol qui aboutit à un Retour à la Terre dans le temps, par opposition à l'autre, non réalisable, le Retour à la Terre dans l'espace. Ces espoirs sont fondés sur un argument de sagesse : n'est-il pas plus facile aux hommes d'endiguer un fleuve que de le faire remonter vers sa source ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- AFTALION. — Les crises périodiques de surproduction. Paris, 1913.
- BAUDIN (Louis). — Le corporatisme. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1941.
- BROCARD (Lucien). — Les facteurs humains de l'activité économique. Traité d'Econ. pol. publié sous la direction de H. Truchy, t. II. Paris, Sirey, 1934.
- COLSON (C.). — Le travail et les questions ouvrières. Encyclopédie des travaux publics, livre II. Paris, Alcan, 1926.
- DEMANGEON (Albert). — Le déclin de l'Europe. Paris, 1920.
- GARRIGOU-LAGRANGE (André). — Production agricole et économie rurale. Collection de « l'écon. pol. contemporaine », publiée sous la direction de B. Nogaro, vol. V. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1929.
- GIDE (Charles). — Cours d'économie politique. 2 t., Paris, Sirey, 1930, 10^e édit.
- GIDE (Ch.) et RIST (Ch.). — Histoire des doctrines économiques. Paris, Sirey, 1926, 5^e édit.
- GOBINEAU. — Essai sur l'inégalité des races. 4. vol., Paris, 1853.
- GONNARD (René). — Histoire des doctrines économiques. Paris, Librairie Valois, 1930.
- JAMES (Emile). — Les formes d'entreprises. Traité d'Econ. pol. publié sous la direction de H. Truchy, t. III. Paris, Sirey, 1935.
- LAUFENBURGER (Henry). — L'intervention de l'Etat en matière économique. Collect. de « l'Econ. pol. contemporaine », vol. IV. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1939.

- LE PLAY (Frédéric). — Les ouvriers européens. Paris, 1855, 1^{re} édit., 6 vol.
 — L'organisation du Travail. Tours, 1871.
 — La constitution essentielle de l'Humanité. Paris, 1893.
- LESCURE (Jean). — Les crises générales et périodiques de surproduction. T. I, Paris, Domat-Montchrestien, 1938.
- LIST (Frédéric). — Système national d'Economie politique. Traduct. Richelot. Paris, 1856.
- MÉLINE (Jules). — Le Retour à la Terre et la surproduction industrielle. Paris, Hachette, 1905.
 — Le salut par la terre et le programme économique de l'avenir. Paris, Hachette, 1919.
- MAUNIER (R.). — L'origine et la fonction économique des villes. Paris, 1910.
- NOGARO (Bertrand). — Eléments d'Economie politique. Paris, Librairie Delagrave, 1936, 4^e édit.
 — La crise économique dans le monde et en France. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1936.
- PERREAU (Camille). — Traité d'Economie politique, 2 t. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1935, 6^e édit.
- PERROUX (François). — Cours d'Economie politique. Paris, Domat-Montchrestien, 1939, 2^e édit.
- PIROU (Gaëtan). — Doctrines sociales et science économique. Paris, 1929.
- SPENCER (Ch.). — Essai sur le progrès. Traduct. Burdeau. Paris, Alcan, 1904, 5^e édit.
- TRUCHY (Henri). — Cours d'Economie politique, 2 t. Paris, Sirey, 1936, 4^e édit.
- VANDERVELDE (Emile). — L'exode rural et le Retour aux champs. Paris, Alcan, 1903.

ANTIQUITE, MOYEN-AGE, XVIII^e SIECLE

- ARISTOTE. — Constitution d'Athènes.
- ASHLEY. — Histoire des doctrines économiques de l'Angleterre.

- BAUDIN (Louis). — Cours d'histoire des doctrines économiques (doctorat), professé à la Faculté de droit de Paris, année 1937-1938. « Utopies et réalisations socialistes ».
- BENOIT (Jean). — Histoire des Paysans et de leur condition à travers les siècles. Genève, Ch. Gruaz, 1854.
- BLOCH (Marc.). — Les caractères originaux de l'Histoire rurale française. Paris, Société d'édit. : Les Belles Lettres, 1931.
- BOISSONNADE (P.). — Le travail dans l'Europe du Moyen-Age. Paris, Alcan, 1921.
- CANCALON (Victor). — Histoire de l'agriculture depuis les temps les plus reculés jusqu'à la mort de Charlemagne. Limoges, Ducourtieux, 1857.
- COVILLE. — L'Europe occidentale du XII^e au XV^e siècle. T. VI de l'Hist. du Moyen-Age, collection publiée sous la direction de G. Glotz. Paris, Presses universitaires de France, 1931.
- GLOTZ (Gustave). — Le Travail dans la Grèce ancienne. Paris, Alcan, 1920. Collection de l'Hist. universelle du Travail.
- GRIMM. — *Correspondance*, t. V. Paris, Maurice Tourneur, 1877-1882.
- JAURÈS (Jean). — Histoire socialiste de la Révolution française, t. I. Paris, Librairie de l'Humanité, 1922-1924.
- KARÉIEW. — Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle. Paris, Giard, 1899.
- KNIGHT (Melvin). — Histoire économique de l'Europe jusqu'à la fin du Moyen-Age. Traduct. Picard et H. Sée. Paris, Giard, 1930.
- LAMPRECHT (Ch.). — Etudes sur l'Etat économique de la France pendant la première partie du Moyen-Age. Traduct. Marignan. Paris, Picard, 1884.
- LAVISSE (Ernest). — Etudes sur l'Histoire de Prusse. Paris, 1890, 3^e édit.,
- LEVASSEUR. — Histoire du commerce de la France, 2 vol. Paris, 1910, t. I.

- LOUIS (Paul). — Le Travail dans le monde romain. Paris, Alcan, 1912.
- Histoire économique de l'antiquité jusqu'à nos jours. Paris, Alcan, 1925.
- MACÉ (Antonin). — Des lois agraires chez les Romains. Paris, Humbert, 1846.
- MALET (Albert). — L'Antiquité. Paris, Hachette, 1922.
- MARIGNY (Dumesnil...). — Histoire de l'économie politique des anciens peuples de l'Inde, de l'Egypte, de la Judée et de la Grèce, 2 vol. Plon, 1872.
- MARIVAUT. — Précis de l'Histoire de l'agriculture. Paris, Huzard, 1837.
- MAUGUIN. — Etudes historiques sur l'administration de l'agriculture, 2 vol. Paris, 1876.
- MIRABEAU (Marquis Riquetti de). — L'Ami des hommes, 1^{re} partie. 1758.
- MORET (A.). — Le travail dans l'Orient ancien. Paris, Alcan, 1920.
- PIRENNE, COHEN, FOCILLON. — La civilisation occidentale du XII^e au XV^e siècles. T. VIII de l'Histoire du Moyen-Age (Hist. génér. publiée sous la direct. de G. Glotz). Paris, Presses universitaires de France, 1932.
- RENARD (Georges). — Histoire du Travail à Florence, 2 vol. Paris, 1913-1914.
- RENARD et A. DULAC. — L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans. Paris, Alcan, 1912.
- RENARD et G. WEULERSSE. — Le Travail dans l'Europe moderne. Paris, Alcan, 1920.
- ROGERS (Th.). — History of agriculture and prices in England. Oxford, 1892.
- SAVOY (Emile). — L'agriculture à travers les âges. Paris, 1935.
- TOUTAIN (J.). — L'Economie antique. Paris, La Renaissance du Livre, 1927.
- VALARCHÉ (J.). — La Grèce de la décadence au point de vue économique et social. Thèse, Paris, Lavergne, 1941.
- VARRON. — De re rustica.
- WEULERSSE (Georges). — Le mouvement physiocratique en France (de 1756 à 1770), 2 vol. Paris, Alcan, 1910.
- XÉNOPHON. — Economique.

REFORMES AGRAIRES

- Annales d'Histoire économique et sociale*. — « Les réformes foncières en Europe orientale et centrale », 1931.
- BAUDIN (Louis). — La Réforme agraire en Andalousie. Mélanges dédiés à M. le professeur Henri Truchy. Paris, Sirey, 1938.
- PERROUX (François). — Les Réformes agraires en Europe. Cours de doctorat. Paris, 1935.
- STRAKOSCH (Siegfried). — Das agrarproblem im neuen Europa. Berlin, Parey, 1930.
- WAUTERS (Arthur). — La Réforme agraire en Europe. Bruxelles, Editions de l'Eglantine, 1928.

ANGLETERRE

Ouvrages et articles de revues

- BEVERIDGE. — « An analysis of unemployment ». *Economica*, mai 1937.
- DUDLEY STAMP et STANLEY BEAVER. — The British Isles. Londres, 1937, 2^e édit.
- FESTY (O.). — « La production agricole en Angleterre et dans le Pays de Galles ». *Revue polit. et parl.*, 1927, t. 132.
- HUDSON. — « Le chômage en Grande-Bretagne et les mesures envisagées pour le réduire ». *Revue France-Grande-Bretagne*, février 1934.
- LAMARTINE YATES. — « Les chômeurs de l'industrie et le Retour à la Terre en Grande-Bretagne ». *Revue intern. du Travail*, sept. 1936.
- LHOMME (Jean). — « La conférence économique d'Ottawa et ses résultats ». *Rev. génér. dr. intern. public*, 1933.
- MENZIÈS KITCHIN. — « Land Settlement », a Report prepared for the Carnegie United Kingdom Trustees, 1934.
- ORWIN. — « L'agriculture britannique, problème d'hier et d'aujourd'hui ». *Annales d'Histoire économique et sociale*, janvier 1938.
- SPINDLER. — « La politique agricole de l'Empire britannique ». *Bulletin des Engrais*, 25 novembre 1936.
- VENU. — « The financial and economic results of state control in agriculture ». *Economic journal*, décembre 1935.

Annuaire et périodiques

- Annales de géographie*, 15 juillet 1935.
Annuaire international de statistique agricole 1938-1939.
 Rome, 1939.
Annuaire des statistiques du Travail, B. I. T. Genève, 1939.
Association agricole, 6 déc. 1932.
Bulletin mensuel des renseignements écon. et sociaux
 publié par l'Institut intern. d'agricult., Rome, sept.
 1931.
Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations.
 9 mars 1932, 27 février 1936, 10 nov. 1937, 1^{er} mars
 1938.
Economic Journal. Déc. 1935.
Economist (The). 9 mai, 16 mai 1936 ; 27 mars 1937 ;
 21 et 28 janv. 1939.
Journal of the Royal statistical society. Londres, 1940,
 vol. CIII.
Marketing, juillet 1936.
Middland Bank Monthly Review, nov. 1936.
Moniteur des Intérêts matériels, 29 mars, 4 mai, 18 mai
 1933.
Revue des Agriculteurs de France, mai 1938.
Statistical abstract for the united Kingdom 1938. Govern.
 printer, London, 1939.

ETATS-UNIS**Ouvrages et articles de revues**

- BENOIT (Simonne Maxe). — « Le cycle de l'économie diri-
 gée aux U.S.A. et l'arrêt de la Cour Suprême ». *Revue*
polit. et parl., 10 juillet 1935.
 BONVARD. — L'agriculture dirigée aux U. S. A. Thèse, Paris,
 1935.
 CÉPÈDE. — « L'organisation agricole aux U. S. A. », *Bulletin*
du Comité National de l'organisation française, mai
 1939.
 FESTY (O). — « La politique agricole des U. S. A. », *Revue*
polit. et parl., avril 1935.
 FROMONT (Pierre). — « La crise agricole aux U. S. A. »,
Rev. polit. et parl., 1933, t. 156.

- HARTMAN. — Rapport sur la colonisation des U. S. A. au Congrès de la colonisation rurale. Alger, mai 1930.
- La politique fédérale de colonisation agricole des terres incultes. — Départ. de l'Agriculture des U. S. A., 1937, t. IV.
- HERBETTE (François). — L'expérience Roosevelt et l'Agriculture. Suppl. au *Bulletin Quotidien*, fév. 1935.
- JOUVENEL (Bertrand de). — La crise du capitalisme américain. Paris, Gallimard, 1933.
- LINDLEY (Ernest-K.). — The Roosevelt Revolution. Londres, 1934.
- MELLAC (Christian). — Le contrôle du crédit aux U. S. A. Thèse, Paris, Rousseau, 1933.
- OUALID (W). — « L'économie dirigée et l'agriculture aux U. S. A. », *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, juillet, sept. 1935.
- La réforme économique aux U. S. A. — Travaux du Congrès des Economistes de langue française, 1935.
- SHERMAN. — « Standardisation de la production agricole aux U. S. A. », *Annals of the American Acad. of political and social science*. 1929, t. 142.
- SPIEGEL (H.-W.). — « L'administration des terres aux U. S. A. », *Rev. polit. et parl.*, 10 août 1938.
- SPINDLER. — « L'éclipse de l'agriculture américaine », *Bulletin des Engrais*, 8 déc. 1937.
- SIEGFRIED. — Les U. S. A. d'aujourd'hui. Paris, 1927.
- TINBERGHEN. — « Les cycles économiques aux U. S. A. de 1919 à 1932, B. I. T. Etudes et documents, série B, n° 20, Genève, 1935.

Annuaire et périodiques

- Annuaire intern. de statistique agricole* 1938-39. Rome, 1939.
- Annuaire des statistiques du Travail*, B. I. T., Genève, 1939.
- Annalist*, 15 déc. 1933.
- Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations*, 26 juillet 1932, 14 et 24 déc. 1937.
- Business week*, 15 août 1936.
- Dun and Bradstreet Monthly Review*, mai 1936.
- Index New-York Trust Company*. Printemps, 1940.

- Journal of the american statistical association*, mars 1933, sept. 1937.
Monthly labor Review, février 1938.
New-York Times magazine, 2 avril 1939.
Northwestern Miller, 10 févr. 1937, 19 oct. 1938, 31 janv. 1940.
Statistical abstract of the united states 1938. Government print. Washington, 1939.
U. S. News, 22 mars 1940.

ITALIE

Ouvrages et articles de revues

- AFFRICANO (Renato). — « Lo sviluppo delle migrazioni interne e la politica di ruralizzazione », *Rivista di politica economica*, mars 1935.
 AYNARD (Joseph). — « Population et émigration italienne », *Le Musée Social*, janv. 1938.
 BOURGIN. — « La question agraire en Italie », *Rev. d'écon. pol.*, 1912, t. 26.
 BARAVELLI. — *La Bonification intégrale en Italie*. Florence, Valecchi, 1938.
 CALFAS. — « L'assèchement des Marais Pontins », *Le Génie civil*, 20 avril 1935.
 CÉPÈDE. — « L'organisation du travail agricole en Italie », *Bulletin du C. N. O. F.*, janv. 1939.
 COSTANZO (G.). — « La bonification intégrale en Italie », *Rev. Intern. d'agriculture*, mai 1934.
 DUPONT. — « Politique rurale en Italie », *L'actualité économique*, août-sept. 1933.
 FOURNIER (J.). — *La bonification intégrale en Italie*. Thèse, Avignon, 1937.
 FRANCK (Louis). — *Les étapes de l'économie fasciste italienne*. Paris, Libr. sociale et économique, 1939.
 FROMONT (Pierre). — « La politique économique fasciste », *Rev. polit. et parl.*, 1929, t. 140.
 GAVOTY. — « L'agriculture italienne et l'Etat », *Rev. de Paris*, 1^{er} janv. 1935.
 LACONIN (G.). — « La politique démographique de Mussolini », *Etudes*, 20 juin 1935.

- LESCURE (J.). — Le nouveau régime corporatif italien du 5 février 1934. Paris, 1934.
- MAROI. — La famiglia rurale italiana. Modena, 1936.
- MARSIGLI. — « Il problema demografico nelle dottrine politiche ed economiche italiana », *Revista di politica economica*, juin 1933.
- MOLINARI. — La struttura della popolazione rurale italiana e le nuove figure agricole rilevate nell VIII censimento. Rome, 1937.
- MORINI-COMBY. — « L'expérience italienne d'économie agricole dirigée », *Affaires étrangères*, déc. 1937.
- MORTARA (Giorgio). — « Le problème des matières premières en général et la politique italienne de l'indépendance économique nationale », *Mélanges H. Truchy*, Paris, Sirey, 1938.
- MUSSOLINI. — « Le fascisme, doctrine, institutions ». Traduction de l'article rédigé par le Duce dans l'*Encyclopédie italienne*. Paris, 1933.
- « L'Etat corporatif », *Recueil des discours du Duce*. Traduct. Florence, 1938.
- PETROCCHI. — « Agricoltura e bonifica », *Rivista di politica economica*, fév. 1938.
- PEYRET. — « L'agriculture italienne sous le régime fasciste », *Revue des agricult. de France*, nov. 1936.
- « L'Italie fasciste est-elle ruralisée? », *Journée industrielle*, 3 déc. 1936.
- PHILIP. — « Le rapatriement des émigrés », *Exportateur français*, déc. 1938.
- SERPIERI (A.). — « Aspetti sociali e politici della bonifica integrale », *Assicurazioni sociale*, Rome, nov.-déc. 1933.
- La bonification intégrale. Traduct. Paris, Plon, 1933.
- SPINDLER (A.). — « Contribution de l'autarchie agricole à la nouvelle économie italienne », *Assoc. agricole*, 21 juillet 1936.
- VIDAL DE LA BLACHE et GALLOIS. — Géographie universelle. Tome 7, 2^e Partie « L'Italie », Paris, A. Colin, 1929.
- VIRGILE. — Géorgiques.

Annuaire et périodiques

Annali di economia, juin 1934.

Annuario statistico italiano, 1939. — Istituto poligrafico dello stato, Roma, 1940.

Bollet. della roy. soc. geogr. ital., 1936, vol. I.

Bollettino mensile di statistica, 1939-40.

Bulletin du C. N. O. F., mai 1939.

Bulletin Quotidien de la Société d'études et d'informations, 14 nov. 1933, 15 juillet 1934, 4 oct. 1937, 8 mars 1939.

Censimento della popolazione del Regno d'Italia, 1921, vol. XIX, Rome, 1928.

Censimento della popolazione del Regno d'Italia, 1931, vol. IV, Rome, 1934.

Giornale degli economisti, années 1938 et 1939.

Political science Quaterly, sept. 1937.

Revue intern. d'agriculture, juin 1939, févr. 1940.

PALESTINE**Ouvrages et articles de revues**

BERENSTEIN. — « La colonisation juive en Palestine », *Rev. intern. du Travail*, nov.-déc. 1934.

BERTHELOT (Ch.). — « La résurrection de la Palestine », *La nature*, 1^{er} déc. 1936.

CASTO et DOTSON. — « Urban population of Palestine », *Economic geography*, janv. 1938.

GOTTMANN. — « The Pioneer fringe in Palestine », *New-York american geographical society*, 1937.

HELME. — « Quand Israël est Paysan », *Etudes*, 20 déc. 1937.

RUPPIN (Arthur). — *Les Juifs dans le monde moderne*, Paris, Payot, 1934.

SIMPICH (Fr.). — « Change comes to Bible Land », *National geographic magazine*, déc. 1938.

SIMPSON (John). — *Report of immigration. Land settlement*. Londres, 1930.

SOMBART. — *Les Juifs et la vie économique*. Paris, 1913.

VIDAL DE LA BLACHE et GALLOIS. — *Géographie universelle*. Tome VIII, Paris, A. Colin, 1929.

VANDERVELDE (Emile). — Le Pays d'Israël. Paris, Rieder, 1929.

WALDECK. — The Great new migration. Foreign affairs. Rapport d'avril 1937.

Annuaire et périodiques

Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations, 28 nov. 1933, 30 nov. 1934, 23 mars 1936, 7 juin 1937.

Censuses of Palestine. Années 1920 à 1939.

General Monthly Bulletin of current statistics, publié par le Gouvernement de Palestine, 1939-1940.

Manchester Guardian commercial, n° spécial consacré à la Palestine, 16 déc. 1933.

Palestine Blue Book 1938 (statistics and returns). Government Printer, Jérusalem, 1939.

Palestine Gazette, 31 juillet et 31 août 1933.

Palestine économique, n° spécial des *Cahiers Juifs*, 1936.

ALLEMAGNE

Ouvrages et articles de revues

BERTRAND (Raymond). — Le corporatisme agricole et l'organisation des marchés en Allemagne. Thèse, Paris, 1936.

— Le national-socialisme et la Terre. Paris, Lesfauries, 1938.

BOVERAT (F.). — « Les perspectives démographiques de l'Allemagne », *Rev. de l'Alliance Nationale contre la dépopulation*, avril 1939.

BURGDÖRFER (Friedrich). — Zurück zum agrar Staat ? Berlin, Kurt Vowinckel, 1932.

— Aufbau und Bewegung der Bevölkerung, Berlin, 1929.

CAPITANT (R.). — « L'organisation économique et sociale du III^e Reich », *L'Allemagne contemporaine*, 20 juillet 1936.

CHATEAUBRIANT (A. de). — La Gerbe des forces (Nouvelle Allemagne). Paris, Grasset, 1937.

DARRÉ (Walther). — Das Bauertum als Lebensquell der Nordischen Rasse. 2^e éd., J.-Fr. Lehmanns Verlag, Munich, 1933.

- Neuadel aus Blut und Boden. 2^e éd., J.-Fr. Lehmanns-Verlag, Munich, 1933.
- La Race, nouvelle noblesse du sang et du sol. Traduct. Mélon, Paris, Sorlot, 1939.
- FISHER. — « La nouvelle politique économique allemande: *Rev. écon. intern.*, févr. 1936.
- GUICHEN. — Le problème agricole allemand dans le passé et le présent. Saint-Amand, Impr. Bussière, 1929.
- GEMAHLING (P.). — L'immoralité, péril pour la race. Traduct. Paris, 1921.
- GÖERING. — Renaissance de l'Allemagne. Traduct. Paris, Sorlot, 1939.
- GENEVOIS. — « Retour à un Etat agrarien », *L'Allemagne contemporaine*, 20 janv. 1938.
- GRUBEN. — La politique économique de l'Allemagne. Editions du Comité Central Industriel de Belgique, janv. 1936.
- HÉRISSON (Charles). — « Le national-socialisme et l'économie dirigée », *Rev. polit. et parl.*, 1933, t. 157.
- HITLER. — *Mein Kampf*. Traduct. Paris, 1934.
- *Principes d'action*. Traduct. Paris, Grasset, 1936.
- KÖENIG. — La réduction du chômage en Allemagne par les travaux publics. Paris, Pédone, 1937.
- LAIR (Maurice). — « L'Agriculture allemande sous le régime national-socialiste », *Revue des sciences pol.*, avril-juin 1936.
- LALOIRE (Marcel). — Nouvelle Allemagne. Réformes sociales et économiques. Bruxelles, 1935.
- LANGEN (Gustav). — Problem des Siedlungswesen. Berlin, 1934.
- LICHTENBERGER (H.). — L'Allemagne nouvelle. Paris, Flammarion, 1936.
- NYS (F.). — « L'essor de l'agriculture allemande », *Bull. commerc. belg.*, 16 janvier 1939.
- PEYRET (H.). — « L'agriculture allemande sous le III^e Reich », *Revue des agric. de France*, nov. 1935.
- PHILIPPI-JASNY. — « Some aspects of German agricultural settlement », *Political science quaterly*, juin 1937.
- RAPHAEL (Gaston). — « Les récentes lois sur l'agriculture allemande », *Revue polit. et parl.*, 10 mars 1934.

- REYNAUD (Pierre). — La lutte contre le chômage en Allemagne. Thèse, Paris, Domat-Montchrestien, 1936.
- RITTER (Kurt). — « La crise agraire allemande », *Rev. écon. intern.*, 1932, vol. I.
- « Les buts de la politique agraire nationale-socialiste », *Revue écon. intern.*, 1934, vol. I.
- ROUSSEL (Albert-Jean). — « La paysannerie allemande et les mesures prises en sa faveur », *L'Allemagne contemporaine*, 20 janv. 1939.
- SAURE (Wilhelm). — Das Reichserbhofgesetz. Berlin, 1938.
- VOLLWEILER (Helmut). — « La mobilisation des réserves de main-d'œuvre en Allemagne », *Revue intern. du Travail*, oct. 1938.
- WALINE (Pierre). — « La politique allemande de Retour à la Terre », *Journée industrielle*, 4, 2, 21, 26, 27 avril et 2 mai 1934.
- WEDDINGEN. — « La crise économique allemande », *Revue écon. intern.*, janvier 1932.
- WIEDWALD (Rudolf). — « Commentaire de la loi portant création de la Landhilfe », *Bulletin du ministère du Travail du Reich*, 25 mars 1934.

Périodiques

- Bulletin Quotidien de la Société d'études et d'informations*, 13 février 1936, 22 janvier 1937, 16 nov. 1938, 13 janv., 27 avril, 9 juin 1939.
- Deutscher Reichsanzeiger*. Berlin, années 1938-1939.
- Deutsche Volkswirt*, 2 novembre 1940.
- Exportateur français*, 13 mai 1937.
- Informations sociales*, B. I. T., Genève, 11 décembre 1939.
- Revue des Agriculteurs de France*, 24 novembre 1938.
- Revue du Travail belge*, mars 1939.
- Sächsische Landwirtschaft*, 7 avril 1939.

Annuaire

- Annuaire international des statistiques agricoles*, 1938. Rome, 1939.
- Annuaire international de législation agricole*. Rome, 1920, vol. X.
- Annuaire Statistique de France* 1938. Paris, Impr. Nat., 1939.

- Annuaire des statistiques du travail. B. I. T.*, Genève, 1939.
Jahrbücher für N. O. und. stat., nov. 1939.
Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, 1938,
 Berlin, 1939.
Vierteljahrshefte zur statistik des Deutschen Reich, 1939,
 vol. III.
Wirtschaft und statistik, années 1939 et 1940.

FRANCE

Ouvrages

- AUGÉ-LARIBÉ (Michel). — « L'évolution de la France agricole ». Paris, *Le mouvement social contemporain*, 1912.
- BALLOT (Paul). — Retour à la Terre ? Paris, Fédération Nationale Catholique, 1932.
- BORREL (Antoine). — Les villages qui meurent. Paris, Alcan, 1932.
- BRAIBANT (Marcel). — L'agriculture française, son tragique déclin, son avenir. Paris, Colin, 1936.
 — La tragédie paysanne. Paris, Colin, 1936.
- CAZIOT (Paul). — Une solution au problème agraire : la Terre à la famille paysanne. Paris, Payot, 1919.
- DANOS (G.). — L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur. Paris, 1927.
- DELSONS (L.). — La famille française et son évolution. Paris, 1913.
- DEMANGEON (Albert) et MAUCO (Georges). — Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française. Conseil universitaire de la Recherche sociale. Paris, 1939.
- DROGAT (N.). — Manuel social rural. Paris, Spes, 1933.
- FROMONT (P.). — Essai sur la crise agricole. Paris, 1930.
- GUÉRY (G.). — Mouvement et diminution de la population agricole en France. Paris, 1895.
- HUBER, BUNLE, BOVERAT. — La Population de la France. Paris, Hachette, 1936.
- LABAT (Emmanuel). — L'âme paysanne, la terre, la race, l'école. Paris, Delagrave, 1919.

- LAVERGNE (L. DE). — L'agriculture et la population. Paris, 1865.
- L'économie rurale de la France depuis 1789, Paris,
- LE PLAY (Frédéric). — La Réforme sociale en France, 2 vol., Paris, 1866.
- LEVASSEUR. — La population française, 2 vol. Paris, Arthur Rousseau, 1891.
- LHOMME (Jean). — Le Problème des classes. Paris, Sirey, 1938.
- MASPÉTIOL (Roland). — Economie paysanne. Paris, Librairie Médicis, 1939.
- MILLET (Raymond). — Trois millions d'étrangers en France. Paris, Libr. de Médicis, 1932.
- PERRET (Jean). — Le cancer du chômage. Paris, Presses universitaires de France, 1936.
- PESQUIDOUX (Joseph DE). — « Le livre de Raison », paru dans la *Revue des Deux-mondes* de 1928 à 1932.
- PICARD (Roger). — Questions actuelles d'économie rurale. Paris, Sirey, 1939.
- PIROU (Gaëtan). — Les doctrines économiques en France depuis 1870. Paris, 1930, 2^e éd.
- POSADOWSKY-WEHNER. — Das Bevölkerungsproblem im Frankreich. Thèse, Leipzig, Hirzel, 1939.
- POURRAT (Henri). — L'homme à la bêche. Paris, Flammarion, 1941.
- QUERCY (Jean). — Un village français ; son évolution, 1900-1935. Paris, Lanore, 1936.
- RENAN (Ernest). — La Réforme intellectuelle et morale. Paris, 1871.
- SALLERON (Louis). — Un régime corporatif pour l'agriculture. Paris, Dunod, 1937.
- VIDAL DE LA BLACHE. — Tableau de la géographie de la France. Paris, 1910.
- YOLE (Jean). — Le malaise paysan. Paris, Spes, 1930.
- YOUNG (Arthur). — Voyages en France en 1787-88-89. Traduct. H. Sée. Paris, A. Colin, 1931.

Articles de revues

- ALLARD (Paul). — « Comment sauver la paysanne française ? » *L'Etat moderne*, nov. 1934.
- AUGÉ-LARIBÉ (Michel). — « Structure agricole de la France ». *Rev. d'Econ. pol.*, janv.-fév. 1939.
- BAUDIN (Louis). — « Exode rural et communautés agraires en Amérique latine ». *Rev. pol. et parl.*, 10 août 1930.
- DOP. — « La politique agricole de la France ». *Rev. polit. et parl.*, 1925, t. 122.
- DUPONT (M.). — « Les possibilités du Relèvement agricole en France ». *Rev. des Deux-Mondes*, 15 avril 1936.
- HÉRISSON (Ch.). — « Le machinisme et l'agriculture française ». *Rev. d'Econ. pol.*, 1932, vol. 46.
- HEURTEAUX (P.). — « Une solution immédiate pour rénover la vie rurale ». *L'Usine*, 20 juillet 1939.
- HITIER. — « L'économie dirigée et l'agriculture ». *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} déc. 1936.
- « Les lois sociales et l'agriculture ». *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1937.
- « Les nouveaux décrets-lois et l'agriculture ». *Revue des Deux-Mondes*, 15 sept. 1938.
- KRAUSE (Heinz). — « L'occupation agricole des Travailleurs industriels ». *Rev. Intern. du Trav.*, déc. 1935.
- LACROIX. — « L'abandon de la Terre ». *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1940.
- LAIR (Maurice). — « Les difficultés de l'agriculture française ». *Rev. écon. intern.*, 1932, vol. IV.
- MARCHAL (Jean). — « Un essai d'économie dirigée partielle ». *Rev. écon. intern.*, nov. 1934.
- NOGARO (Bertrand). — « La crise de l'agriculture et la politique agricole en France ». *Rev. écon. intern.*, janv. 1936.
- PASSAGE (Gaston du). — « Le malaise paysan ». *Etudes*, 20 fév. 1936.
- PAVIE (André). — « L'Organisation professionnelle de l'agriculture ». *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} déc. 1937.
- PEYRET. — « Les étrangers dans l'agriculture française ». *Rev. des agriculteurs de France*, mai 1935.
- SALLERON (Louis). — « Pour une politique paysanne ». *Rev. polit. et parlem.*, nov. 1938.

Publications et Documents divers

- Agriculteurs de France. — Session de mai 1937. Rapports consacrés à l'exode rural, parus dans la *Revue des agriculteurs de France* en juillet 1937.
- Session de mai 1938. Rapports sur la diminution de la population rurale parus dans la *Revue des agriculteurs de France* en juillet 1938.
- Assemblée des présidents des Chambres d'Agriculture. — Importations et exportations agricoles, 1901-1933. Paris, 1934.
- Comité du Retour à la Terre du département de la Seine. — Séances de 1928.
- Congrès des améliorations rurales. — Paris, nov., déc. 1931. Résultats des travaux.
- Conseil National économique. — La politique agricole de la France, 1935.
- La main-d'œuvre et le chômage, la formation professionnelle dans l'agriculture, 1937.
- La politique agricole destinée à réduire le déficit de la balance commerciale et à coordonner les productions métropolitaines et coloniales, 1939.
- Journal officiel de l'Etat français.*

Annuaire et statistiques

- Annuaire intern. de statistique agricole*, 1938. Rome, 1939.
- Annuaire statistique de France* 1938, publié par la Présidence du Conseil. Impr. Nat., 1939.
- Annuaire statistique de la S. D. N.* 1938-1939. Genève, 1939.
- Annuaire des statistiques du Travail*. B. I. T., Genève, 1939.
- Recensements quinquennaux de la population française*. Direction de la statistique générale, 1931 et 1936.
- Statistique agricole décennale de 1929*. Ministère de l'agriculture, 1936.
- Statistiques agricoles annuelles de 1920 et de 1938*.
- Tableaux généraux du commerce extérieur*. Années 1925, 1932 et 1938.

Vu : LE PRÉSIDENT,
L. BAUDIN

Vu : LE DOYEN,
G. RIPERT

Vu et permis d'imprimer :

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES SCIENCES
CHARGÉ DES FONCTIONS DE
RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
CH. MAURAIN.

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE	1
-----------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le Retour à la Terre, fait historique	3
CHAPITRE PREMIER. — Dans l'Antiquité	5
Section I. — A Athènes	5
Section II. — A Rome	11
CHAPITRE II. — Au Moyen-Age	19
CHAPITRE III. — Au XVIII ^e siècle	24
Section I. — En Angleterre	26
Section II. — En France	29
Section III. — Dans le reste de l'Europe..	33
§ 1. — En Espagne	34
§ 2. — En Prusse	35
§ 3. — En Italie	36
§ 4. — En Suède	37
Section IV. — Conclusion	38
CHAPITRE IV. — Aux XIX ^e et XX ^e siècles	41
Section I. — Surindustrialisation au XIX ^e siècle	41
Section II. — Crise mondiale au XX ^e siècle..	46
Section III. — Nécessité d'un Retour à la Terre	47

DEUXIÈME PARTIE

Le Retour à la Terre, nécessité économique	53
CHAPITRE PREMIER. — En Angleterre	57
Section I. — Evolution économique jusqu'en 1931	57
Section II. — Situation en 1931	61
Section III. — Politique agraire	65
Section IV. — Tentative de Retour à la Terre	69
Section V. — Résultats obtenus	75
CHAPITRE II. — Aux Etats-Unis	79

<i>Section I. — Les trois problèmes à résoudre</i>	80
<i>Section II. — Réorganisation de la production et de la vente</i>	89
<i>Section III. — Chômage et Retour à la Terre</i>	92
<i>Section IV. — Résultats obtenus</i>	99

TROISIÈME PARTIE

<i>Le Retour à la Terre, nécessité politique</i>	105
CHAPITRE PREMIER. — <i>Nécessité de politique intérieure</i>	109
CHAPITRE II. — <i>Nécessité de politique extérieure (Italie)</i>	112
<i>Section I. — Causes démographiques du mouvement agraire</i>	114
<i>Section II. — Réorganisation de la production et de la vente</i>	124
<i>Section III. — Bonification intégrale</i>	128
<i>Section IV. — Colonisation intérieure</i>	134
<i>Section V. — Résultats obtenus</i>	139
CHAPITRE III. — <i>Nécessité de politique internationale (Palestine)</i>	148
<i>Section I. — Les Juifs dans le monde jusqu'à la Déclaration Balfour</i>	148
<i>Section II. — Les Juifs et la Terre</i>	152
<i>Section III. — Le Retour à la Terre palestinienne</i>	157
<i>Section IV. — Résultats obtenus</i>	164

QUATRIÈME PARTIE

<i>Le Retour à la Terre, nécessité morale</i>	173
CHAPITRE PREMIER. — <i>En Allemagne</i>	177
<i>Section I. — Crise économique et sociale de 1931-32</i>	177
<i>Section II. — Alliance du sang et du sol (Blut und Boden)</i>	182
<i>Section III. — Organisation des marchés (Reichsnährstand)</i>	191
<i>Section IV. — Domaine héréditaire (Erbhof)</i>	195

<i>Section V. — Colonisation intérieure (Siedlung)</i>	198
<i>Section VI. — Aide aux campagnes (Landhilfe)</i>	202
<i>Section VII. — Résultats obtenus</i>	206
CHAPITRE II. — <i>En France</i>	216
<i>Section I. — Nécessités d'un Retour à la Terre auxquelles la France n'a pas obéi de 1919 à 1939</i>	216
§ 1. — Nécessité économique	217
§ 2. — Nécessité politique	227
§ 3. — Nécessité morale	236
<i>Section II. — Nécessités d'un Retour à la Terre auxquelles la France doit obéir à partir de 1940</i>	241
§ 1. — Nécessité économique temporaire	241
§ 2. — Nécessité morale permanente ..	243
CONCLUSION	249
<i>Section I. — L'enseignement des expériences passées</i>	249
<i>Section II. — L'orientation des expériences futures</i>	255
§ 1. — Dispersion industrielle dans les campagnes	257
§ 2. — Fixation au sol des éléments ruraux	259
BIBLIOGRAPHIE	263
Ouvrages généraux	263
Antiquité, Moyen-Age, XVIII ^e siècle	264
Réformes agraires	267
Angleterre	267
Etats-Unis	268
Italie	270
Palestine	272
Allemagne	273
France	276
TABLE DES MATIÈRES	281

IMPRIMERIE
H. JEHAN
GAILLON (Eure)

